

Grey Scale #13



DANES
PICTA
.COM

A

1

2

3

4

5

6

M

8

9

10

11

12

13

14

15

B

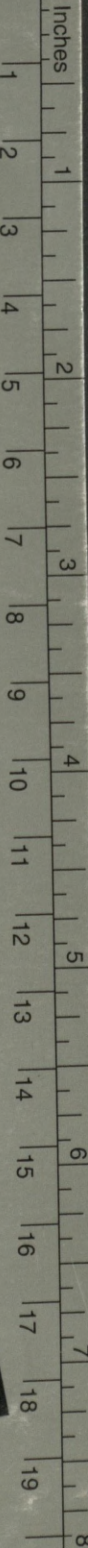
17

18

19



Centimetres



Blue

Cyan

Green

Yellow

Red

Magenta

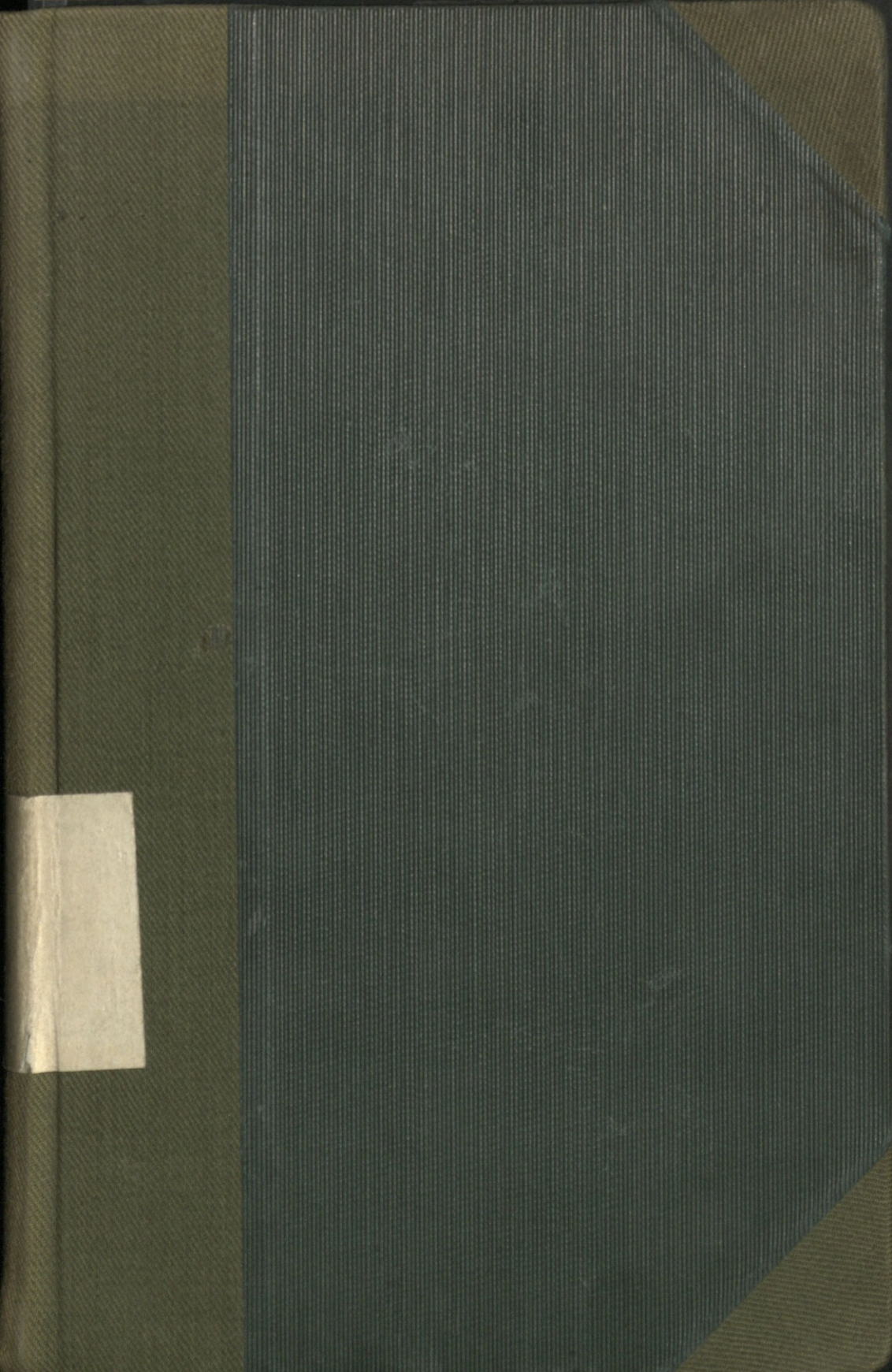
White

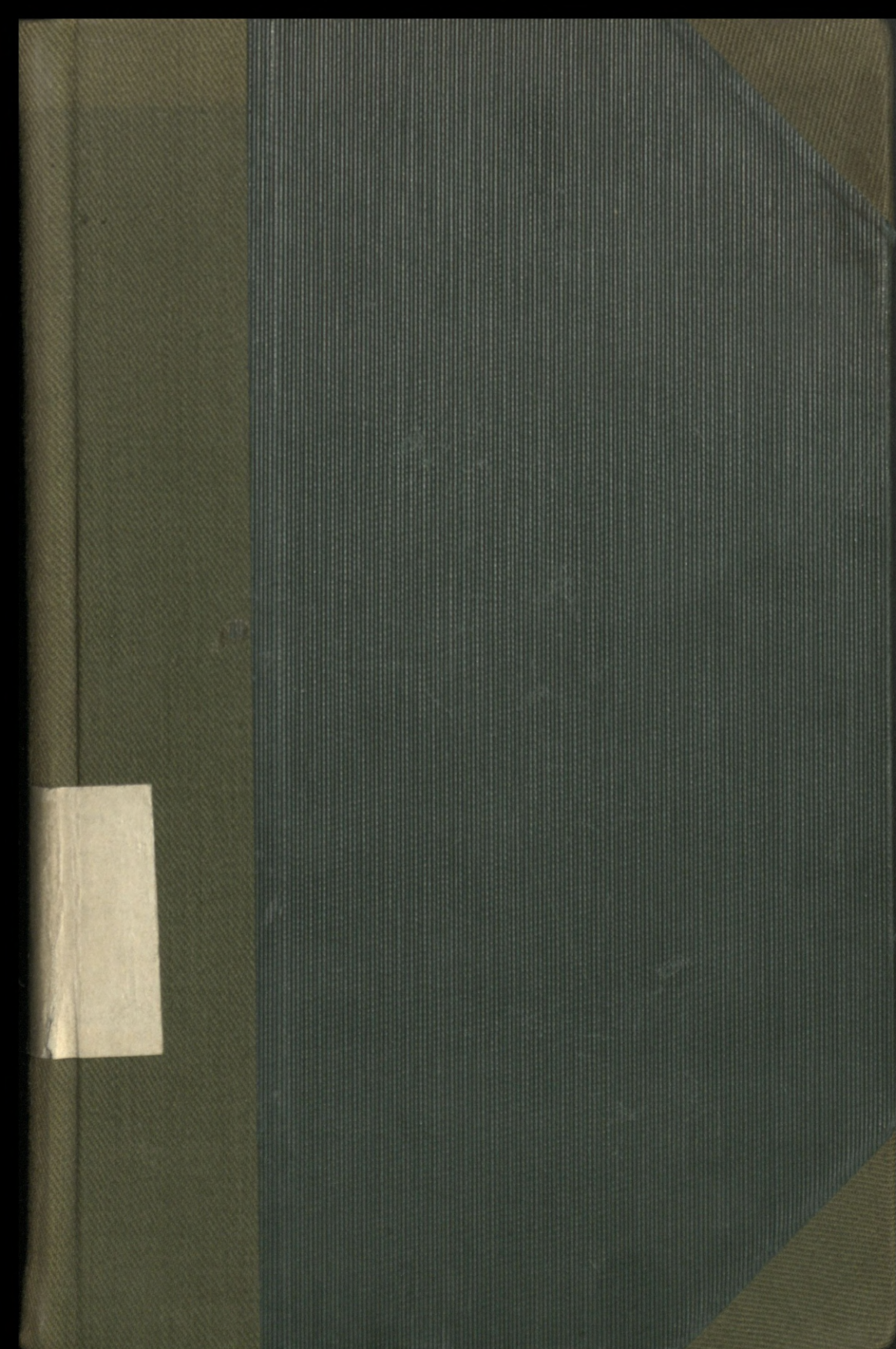
3/Color

Black

Colour Chart #13

DANES
PICTA
.COM







Il a été tiré de cet ouvrage :

37 exemplaires sur papier de Hollande Van Gelder dont 30 numérotés de 1 à 30 et 7 hors commerce marqués H. C.

Inw. Nr. 190

UN GRAND TOURNANT
DE LA POLITIQUE MONDIALE
(1904-1906)



DU MÊME AUTEUR
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR :

- Le Cilice.** Roman. Un volume in-16. *Couronné par l'Académie française.* Épuisé.
- La Cravache.** Roman. Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française)* Épuisé.
- Le Point d'honneur.** Roman. Un volume in-16.
- Rome.** *Impressions d'histoire et d'art.* 21^e édit. Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française).*
- Dante.** *Essai sur son caractère et son génie.* 7^e édition. Un volume in-16.
- La Russie des Tsars pendant la grande guerre** (20 juillet 1914-9 mai 1917). 30^e édit. Trois volumes in-8^e avec des illustrations de G. Loukowsky et des portraits.
- Le Roman tragique de l'empereur Alexandre II.** 20^e édition. Un volume in-16 avec sept portraits.
- Cavour.** 20^e édition. Un volume in-16 avec un portrait.
- Les Entretiens de l'Impératrice Eugénie.** 17^e mille. Un volume in-16.
- Alexandra Féodorowna, impératrice de Russie.** 25^e édition. Un volume in-16 avec une gravure hors texte.
- Un prélude à l'invasion de la Belgique.** *Le plan Schlieffen.* 5^e mille. Une brochure in-16.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS :

- Vauvenargues** (Collection des Grands Écrivains français). Un volume in-16. *Couronné par l'Académie française.*
- Alfred de Vigny** (Collection des Grands Écrivains français). Un volume in-16.
- L'Art chinois.** Un volume in-16.
- Profils de femmes.** Roman. Un volume in-16.
- Sur les ruines.** Roman. Un volume in-16.
- Romantisme et diplomatie : Talleyrand, Metternich. Chateaubriand.** Un volume in-8^e.

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1934.



Inwentarz dn. 2442

Inwentarz dn. 2170

Publ. do:

57.822

13.11.57 JK

2807.

MAURICE PALÉOLOGUE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
AMBASSADEUR DE FRANCE

UN

GRAND TOURNANT
DE LA
POLITIQUE MONDIALE
(1904-1906)

Avec un portrait hors texte et 7 cartes dans le texte



PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

Tous droits réservés



327

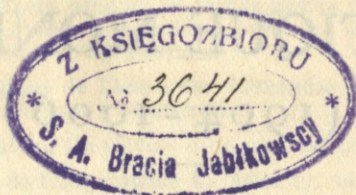
MAURICE PATÉOLOGUE

ÉDITIONS DE FRANCE

GRAND TOURNANT

DE LA

POLYDIALE



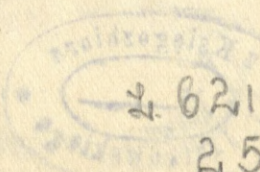
32302/2

PARIS

LES ÉDITIONS DE NOUVEAU

Copyright 1934 by Librairie Plon.

Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.



2. 621/57
25x

UN GRAND TOURNANT DE LA POLITIQUE MONDIALE

*Si notre inconstance naturelle nous jette
souvent en des précipices effroyables, notre
légèreté même ne nous permet pas d'y
rester et elle nous en tire avec une telle
promptitude que nos ennemis, ne pouvant
prendre une juste mesure de variétés si
fréquentes, n'ont pas le loisir de les mettre
à profit.*

*...Ce peuple français qui, ne sachant se
tenir au bien, revient si aisément du mal.*

LE CARDINAL DE RICHELIEU.

Testament politique.

UN GRAND TOURNANT DE LA POLITIQUE MONDIALE

(1904-1906)

CHAPITRE PREMIER

1^{er} JANVIER-5 FÉVRIER 1904 (I)

Perspectives que l'année 1904 ouvre dans l'esprit de Delcassé.

— Menace d'une guerre entre la Russie et le Japon. — Négociations de la France avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne. — La question du Maroc. — Genèse du conflit russo-japonais; une camarilla belliqueuse à la cour de Russie; exécution secrète des préparatifs militaires; date fatidique du 7 février. — Inquiétude que l'éventualité d'une guerre entre la Russie et le Japon cause à la finance française. — Le grand-duc Paul et son épouse morganatique Mme Olga-Valérianowna. — Rôle de l'empereur Nicolas dans la crise actuelle; faiblesse et timidité. — L'aventurier Bézobrazow; les forêts du Yalou. — Sentiments de Delcassé pour l'Angleterre; son rêve d'une alliance franco-anglaise, qui se conjuguera avec l'alliance franco-russe. — Confiance étrange d'un diplomate allemand. — Paroles non moins étranges de Guillaume II au roi des Belges

Vendredi, 1^{er} janvier 1904.

Hier soir, Delcassé m'avait demandé de lui remettre « le plus tôt possible » une note sur les préparatifs militaires de la Russie en Extrême-Orient. Je la lui porte,

(1) A cette époque, j'étais ministre plénipotentiaire, sous-directeur adjoint des Affaires politiques, au ministère des Affaires étrangères; j'avais spécialement pour attribution « les affaires réservées ».

dès ce matin, car je sais comme la querelle russo-japonaise et toutes les éventualités redoutables qu'elle implique le tracassent depuis quelques jours.

J'arrive en même temps que lui au ministère. Il revient de l'Élysée, où il est allé, avec les autres ministres, accomplir les rites cérémoniels du 1^{er} janvier.

Rapidement, il parcourt ma note, me prie de lui montrer sur une carte les points où les Russes concentrent leurs moyens offensifs, et me rend ma liberté. Je lui dis alors :

— Quels souhaits dois-je vous faire, monsieur le ministre, pour le nouvel an?

Il n'hésite pas dans sa réponse :

— D'abord, souhaitez-moi que la Russie et le Japon n'en viennent pas aux coups. Cela, c'est le plus important!... Souhaitez-moi ensuite de mener à bien la négociation de mes accords avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne.

— Vous ne nommez pas le Maroc?

— Je n'ai pas besoin de le nommer. Si la Russie garde les mains libres en Europe; si je conclus mes accords avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, vous verrez le Maroc tomber dans notre jardin, tout naturellement, comme un fruit mûr.

Mercredi, 6 janvier 1904.

La négociation de l'accord franco-anglais a beaucoup progressé (1). Lord Lansdowne et Paul Cambon, excellents esprits l'un et l'autre, ont réussi à s'entendre sur toutes les graves questions qui se posent entre les deux pays : Égypte, Maroc, Siam, Côte d'Afrique, Terre-Neuve, etc...

Cependant, pour la question de Terre-Neuve, pour le

(1) Cette négociation, amorcée, le 7 juillet 1903, par un entretien personnel de Delcassé avec lord Lansdowne, allait avoir pour conclusion l'Accord général du 8 avril 1904.

problème irritant et compliqué du French-Shore, quelques difficultés subsistent. Elles sont d'une si médiocre importance que le succès de la négociation ne peut en être compromis ; elles risquent néanmoins d'en retarder sensiblement la conclusion ; car les intraitables ministres du New-Foundland doivent encore être consultés.

Jeudi, 7 janvier 1904.

Déjeuné chez le financier X... qui préside un de nos plus grands établissements de crédit, un de ceux qui sont le plus gorgés de valeurs russes. Parmi les convives : Eugène-Melchior de Vogüé, Paul Doumer et Gabriel Hanotaux.

Le visage de notre hôte, qui rayonne habituellement d'intelligence, de malice et de fermeté, me paraît aujourd'hui voilé, sombre.

Les premières questions qu'il nous pose, d'une voix anxieuse, me livrent tout le secret de sa pensée :

— Croyez-vous que la guerre puisse éclater entre la Russie et le Japon?... La France et l'Angleterre ne vont-elles pas intervenir pour conjurer cette catastrophe?...

Mais ni Vogüé ni Doumer, ni Hanotaux ne sont en veine de prophétisme ; ou plutôt leur prophétisme accoutumé s'exprime en termes volontairement si obscurs et nuageux, si ambigus et contradictoires que leurs apocalypses impliquent toutes les éventualités possibles. On se croirait chez Mme de Thèbes.

X... tourne alors vers moi un regard désespéré, un regard suppliant :

— De grâce, mon cher Paléologue, ne soyez pas si fermé... Dites-nous votre avis !

Je me décide à cette réponse, qui n'est pas compromettante :

— Une négociation se poursuit entre Saint-Péters-

bourg et Tokio. Réussira-t-elle? Échouera-t-elle? C'est encore le secret des dieux. Je considère néanmoins que les chances d'une solution pacifique sont loin d'être épuisées.

Alors, avec un air d'épouvante, X... conclut :

— Vous admettez donc la possibilité d'une guerre?

— L'histoire nous apprend qu'il faut toujours faire la part de la folie dans la conduite des empires.

Le malheureux financier pique le nez dans son assiette et ne dit plus mot jusqu'à la fin du repas. Mais, subitement, Vogüé prononce un oracle :

— Si la guerre éclate, elle sera très longue et terrible ; car elle sera le conflit de deux civilisations... Et l'un des belligérants, l'agresseur peut-être, serait le tsar magnanime, le pieux autocrate qui, voilà cinq ans à peine, invitait solennellement les puissances à réduire leurs armées permanentes pour fonder sur les principes de l'arbitrage le règne de la paix éternelle!... Si un pareil spectacle doit nous être offert bientôt, quelle ironie du sort!... Ah! Renan avait raison de dire que l'Architecte du monde, le *grand Démon*, se complait au jeu des ironies imprévues!

Descendant de ces hauteurs, Gabriel Hanotaux fait observer judicieusement :

— Comme on doit la souhaiter à Berlin, cette guerre!

Les inquiétudes, que la perspective d'une guerre cause à notre hôte, ne sont que trop fondées : le magnifique établissement qu'il préside a été depuis dix ans l'un des principaux courtiers des valeurs russes sur le marché français.

En 1892, les fonds de l'État russe, cotés à la Bourse de Paris, s'élevaient approximativement à 2 milliards 500 millions de francs.

En 1894, quelques mois après la signature secrète de l'alliance, le total montait brusquement à 8 milliards 752 millions.

En 1898, 11 milliards 17 millions.

En 1901, 11 milliards 809 millions.

Aujourd'hui, 7 janvier 1904, le total (sans parler des négociations en cours) atteint 12 milliards 200 millions.

Mercredi, 13 janvier 1904.

Sur la demande expresse du tsar, Delcassé va intervenir dans les négociations russo-japonaises « pour amener le cabinet de Tokio à se montrer plus conciliant ».

Il a donc prié le ministre du Japon à Paris, le fin et madré Motono, de venir examiner officieusement avec lui « ce qu'il serait possible d'entreprendre pour sauver la paix ». Leur entretien a été satisfaisant. Motono a télégraphié à Tokio pour solliciter des instructions.

Simultanément, Delcassé a mis le gouvernement britannique dans la confiance du rôle qu'il vient d'accepter. Il me dit, à ce propos :

— La partie où je m'engage est scabreuse ; car, après avoir modéré le Japon, il faudra que je modère la Russie. Je risque de me brouiller avec les deux... En tout cas, je ne conçois pas que je puisse mener à bien cette négociation si je n'ai pas le concours de l'Angleterre. En m'appuyant sur Londres je serai d'autant plus fort vis-à-vis de Pétersbourg et de Tokio.

Mardi, 19 janvier 1904.

Par une voie secrète et sûre, nous apprenons de Saint-Pétersbourg que l'empereur Guillaume poursuit, auprès de l'empereur Nicolas, son rôle de flagornerie et d'instigation. Il ne cesse de l'exciter contre « le sale petit Japon qui se permet de narguer la grande et sainte Russie ». Non seulement il le pousse à s'annexer tous les territoires mandchous ; mais il lui démontre que la

péninsule coréenne (220 000 kilomètres carrés et 18 millions d'habitants) est le prolongement naturel, indispensable, de la domination russe dans l'Asie orientale.

Et le faible tsar, nous dit-on, résiste de moins en moins à ces paroles tentatrices.

Samedi, 23 janvier 1904.

Delcassé poursuit habilement sa tentative de conciliation entre Saint-Pétersbourg et Tokio. Il a trouvé des formules ingénieuses qui résoudraient à la fois le problème mandchou et le problème coréen. Il se sert non moins habilement de l'appui qu'il a su se créer à Londres. Aussi, Lansdowne, Komura et Lamsdorff lui prodiguent les remerciements.

— Je crois, me dit-il ce matin, que je touche au but.

Il en a le visage illuminé, les yeux fulgurants.

Mais j'ai le pénible devoir de jeter un peu d'ombre sur ses prévisions trop radieuses, en lui faisant observer que si l'antagonisme russo-japonais tend à s'apaiser *diplomatiquement*, il continue de s'aggraver *militairement*.

Les relations quotidiennes que j'entretiens avec le Service des renseignements de notre État-major général me permettent en effet de suivre, jour par jour et depuis le mois d'octobre, l'inquiétante progression des armements russes dans l'Asie orientale.

Il y a quelques semaines, le colonel Moulin, notre attaché militaire à Saint-Pétersbourg, a réussi à se procurer le plan de concentration adopté en vue d'une guerre contre le Japon. Ce plan comporte : une armée à Wladivostok, une armée à Port-Arthur et Moukden, une réserve générale entre Kharbine et Tsi-tsi-kar, enfin une armée de renfort, composée du X^e corps (Kharkow), du XVII^e (Riazan) et de quatre divisions (Kazan). Or, depuis le 20 décembre, l'exécution de ces

mesures se poursuit, dans un secret absolu, avec une précision mathématique. Chaque jour marque un progrès nouveau. On peut ainsi conjecturer que, vers le 7 février, nous assisterons à un coup de théâtre, où les voiles diplomatiques se déchireront subitement, où l'on verra les deux adversaires se ruer instantanément l'un sur l'autre.

Cette date fatidique du 7 février, ce sont des faits positifs qui la déterminent : c'est la conséquence automatique des mesures qui s'exécutent depuis le mois d'octobre. Les Russes ont, en outre, un intérêt majeur à ne pas différer l'ouverture de la campagne au delà du 7 février. Le lac Baïkal est complètement gelé depuis le 15 janvier ; les troupes le franchiraient donc sur la glace ; les transports de concentration en seraient beaucoup facilités, de sorte que l'offensive pourrait être engagée, dans la vallée du Yalou, avant le dégel.

J'expose au ministre les indices nouveaux qui me confirment dans l'idée que la Russie veut la guerre ou, du moins, qu'elle se met en mesure d'adresser au Japon un ultimatum comminatoire d'où la guerre sortira presque infailliblement.

La figure de Delcassé se rembrunit et se renfrogne aussitôt :

— Eh ! s'écrie-t-il, comment voulez-vous que je vous croie !... je corresponds chaque jour avec le tsar. Hier encore, il m'a fait remercier de comprendre si bien sa pensée, de travailler si efficacement au maintien de la paix. Et, d'après vous, il préparerait la guerre !... Allons donc !

— Excusez-moi d'insister, monsieur le ministre. Mais tous nos renseignements de Pétersbourg démontrent que la camarilla belliqueuse, la coterie Bézobrazow-Abaza-Woronzow est plus active et plus arrogante que jamais. Selon moi, les négociations qui se poursuivent par votre entremise ne sont qu'un stratagème, un écran,

destiné à tromper les Japonais et l'empereur lui-même.

— Mon cher Paléologue, vous êtes un pessimiste et je ne vous reproche pas de l'être, car le pessimisme est une vertu de subalterne. Un chef doit toujours être optimiste : je suis donc optimiste.

Dimanche, 24 janvier 1904.

A cinq heures, je vais prendre le thé, 10, avenue d'Iéna, chez le grand-duc Paul et Mme Olga-Valérianowna (1).

Je trouve mes amis seuls, passionnément occupés à lire des lettres que vient de leur apporter un ancien aide de camp du grand-duc, parti de Saint-Pétersbourg avant-hier matin, et qui les renseignent, de la source la plus directe, sur la crise russo-japonaise.

Après un coup d'œil interrogatif à son époux, Olga Valérianowna me traduit une de ces lettres qui émane, me dit-elle, « d'un haut personnage... un très haut personnage. »

Dès les premiers mots, je constate que l'informateur appartient à la Cour et même qu'il aborde familièrement les souverains... Ne serait-ce pas le grand-duc Alexandre-Michailowitch?

J'acquiers ainsi la confirmation précise de l'idée que je m'étais faite sur le rôle inexplicable de l'empereur dans la crise actuelle. Oui, comme le pense Delcassé, Nicolas II a le vif désir de régler, par les voies diplomatiques, l'antagonisme du Japon et de la Russie en

(1) Le grand-duc Paul-Alexandrowitch, frère d'Alexandre III, avait dû quitter la Russie quelques années auparavant, à cause de son mariage morganatique avec Mme Olga-Valérianowna Pistolkhors, future comtesse de Hohenfelsen et princesse Paley. La situation fort délicate où il se trouvait, à cette époque, par suite de sa brouille avec l'empereur Nicolas II et l'impératrice Alexandra, l'obligeait à mener une vie très retirée, dans laquelle j'avais l'honneur d'être admis. Le tsar allait, d'ailleurs, lui accorder bientôt son pardon.

Extrême-Orient ; il reste le souverain généreux qui a proposé au monde la noble chimère de 1898, la réduction des armées permanentes, le tribunal de la Haye, l'arbitrage obligatoire de tous les conflits internationaux. Mais simultanément il se croit appelé par la Providence à un destin grandiose ; il rêve d'élargir encore ses frontières, d'annexer la Mandchourie, la Corée, le Thibet, la Perse, les Dardanelles !... Enfin il est peu intelligent, timide, crédule, inerte, oscillant, très superstitieux très accessible aux influences thaumaturgiques, à ce que Chateaubriand nommait « les sorcelleries célestes ». Et il se laisse conduire par une cabale d'illuminés, de spéculateurs et de flibustiers, qui veulent absolument la guerre.

Mercredi, 27 janvier 1904.

Le cardinal de Richelieu a dit un jour : « Négociateur continuellement est tout à fait nécessaire au bien des États. » Cet axiome pourrait être la devise de Delcassé.

Jeudi, 28 janvier 1904.

Voici les origines exactes du grave différend qui va peut-être allumer la guerre entre la Russie et le Japon.

Vers la fin de 1900, un ancien capitaine aux chevaliers-gardes, Alexandre-Michaïlowitch Bézobrazow, intrigant et spéculateur de haute volée, se fit concéder par le gouvernement coréen l'exploitation d'immenses forêts, situées aux frontières de la Mandchourie, sur les rives du Yalou.

Par son entregent, il réussit bientôt à s'assurer de précieux appuis dans les milieux officiels de Saint-Petersbourg et jusque dans la famille impériale, notamment le comte Woronzow-Dachkow, membre du Conseil de l'Empire, et le grand-duc Alexandre-Michaïlowitch, beau-frère de l'empereur. La protection de ces deux

personnages lui valut même la confiante amitié du tsar.

Dès lors, il fut le véritable maître de la politique russe en Extrême-Orient. Ses projets, d'apparence industrielle et commerciale, ne tendaient à rien de moins que l'annexion de la Mandchourie et de la Corée. Par une décision toute personnelle de l'empereur, 2 millions de roubles lui furent versés pour mettre l'affaire en train. Le Japon s'émut, protesta, se plaignit à Londres.

Cependant l'influence de l'aventurier grandissait de jour en jour. C'est ainsi qu'au mois de mai 1903, un ukaze lui conféra le titre de secrétaire d'État. Les réclamations du gouvernement japonais devinrent acerbes; la perspective d'un conflit armé commença de se projeter sur l'horizon.

Au mois de juillet, le comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères, supplia l'empereur de ne pas soutenir plus longtemps la folle aventure de Bézobrazow et d'accepter les dernières propositions japonaises qu'il jugeait conciliantes. Il fut d'ailleurs énergiquement appuyé par ses collègues de la Guerre et des Finances, le général Kouropatkine et Witte. Le faible Nicolas II parut d'abord céder à leurs instances. Mais, évasif et dissimulé comme tous les faibles, il se déroba sournoisement à l'opposition de ses ministres en promulguant un « ordre suprême » dont ils n'eurent connaissance que par les journaux : la création d'une vice-royauté en Extrême-Orient. Ce nouveau poste concentrait dans les mains du titulaire tous les pouvoirs administratifs, militaires et diplomatiques. Ainsi, dorénavant, toutes les affaires de la Russie orientale, y compris les relations avec la Chine et le Japon, seraient conduites par un « lieutenant de Sa Majesté l'Empereur, » siégeant à Khabarowsk, sur l'Amour. Et ce titulaire fut l'amiral Alexéïew, la créature, le principal collaborateur, l'âme damnée de Bézobrazow!

Quelques jours plus tard, le général Kouropatkine

disait à son chef d'état-major, le général Sakharow :
— Nous n'éviterons plus la guerre avec le Japon !

Samedi, 30 janvier 1904.

Un conseil extraordinaire, auquel assistaient le comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères, le général Kouropatkine, ministre de la Guerre, l'amiral Avellane, ministre de la Marine, l'amiral Abaza et quelques *tchinovniks* de haut rang, s'est tenu avant-hier à Saint-Pétersbourg, sous la présidence du grand-duc Alexis, pour discuter la réponse définitive du gouvernement russe aux dernières propositions du gouvernement japonais.

Lamsdorff a fait valoir, avec une tenace énergie, que la controverse actuelle n'affecte aucunement les intérêts vitaux de la Russie ; que, par suite, elle ne légitimerait pas les risques énormes d'une guerre ; que, d'ailleurs, cette guerre ne serait pas comprise du peuple russe. Il a conclu que le gouvernement du tsar devait épuiser tous les moyens de résoudre la crise pacifiquement.

A l'unanimité, moins la voix de l'amiral Abaza, le conseil a ratifié l'opinion de Lamsdorff. Tout serait donc au mieux, s'il n'avait en outre décidé que la question devait être soumise, une fois encore, à l'amiral Alexéïew !... Autant dire que c'est le lieutenant impérial en Extrême-Orient qui aura le dernier mot.

Lundi, 1^{er} février 1904.

Aujourd'hui, Delcassé est enclin aux épanchements. Nous parlons de la grande négociation que Paul Cambon poursuit à Londres dans le dessein d'une entente générale avec l'Angleterre.

— Ce que nous réglons maintenant, me dit le ministre,

c'est la liquidation de toutes nos querelles passées. Mais croyez bien que je n'en resterai pas là. Cette liquidation doit nous conduire, et je veux qu'elle nous conduise, jusqu'à une alliance politique avec l'Angleterre!... Ah! cher ami, quels beaux horizons s'ouvriraient alors devant nous! Pensez donc!... Si nous pouvions nous appuyer à la fois sur la Russie et sur l'Angleterre, comme nous serions forts contre l'Allemagne!

Je lui demande :

— Vous m'avez dit, une fois, que vous aviez conçu depuis très longtemps le rêve d'une alliance franco-anglaise...

Il m'interrompt...

— Oh! oui, très longtemps!... Mais l'idée n'est pas de moi; je la tiens de Gambetta, et vous savez mon culte pour ce grand patriote; je n'ai pas d'autre ambition que de continuer son œuvre. Aussi l'alliance franco-anglaise m'a toujours hanté..., même pendant la crise de Fachoda. Vous vous rappelez d'ailleurs qu'à peine la crise terminée, j'ai déclaré devant les Chambres que la France et l'Angleterre avaient un égal intérêt, un intérêt majeur, à se rapprocher. Mes paroles n'ont eu malheureusement aucun écho. Notre opinion publique était encore trop irritée contre les Anglais... Ah! nous avons fait du chemin ces dernières années. Maintenant je crois que je touche au port.

Après une courte réflexion, il reprend :

— Ce qui ne sera pas toujours facile, ce sera de conjuguer cette alliance franco-anglaise avec l'alliance franco-russe... Enfin, à chaque jour suffit sa peine.

Ce que Delcassé vient de me dire sur sa « hantise », déjà lointaine, d'une alliance franco-anglaise, est d'une véracité scrupuleuse. En voici deux preuves :

Le 7 février 1898 (donc cinq mois avant son entrée au ministère des Affaires étrangères et neuf mois avant

l'incident de Fachoda), il écrivait à son ami Ruiz, ancien secrétaire de Gambetta :

J'étais allé faire une visite à Casimir-Perier, quand vous êtes venu... Il faut être aveugle pour ne pas voir que la rivalité d'intérêts et d'ambitions, qui ne peut que s'accroître, entre l'Angleterre et l'Allemagne, nous offre une chance suprême. Nous rendre forts, très forts et rester libres : voilà notre politique.

Onze mois plus tard, le 29 décembre 1898, je notais dans mon Journal :

...Delcassé me parle de ses négociations avec l'Angleterre, qui sont en bonne voie : « L'évacuation de Fachoda, me dit-il, ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir... » De même, il se déclare enchanté de ses relations personnelles avec le ministre des Affaires étrangères de Russie, Mouraviev.

A ce propos, je lui raconte que le grand-duc Wladimir, oncle de l'empereur, m'a dit récemment, à un dîner chez la comtesse de Talleyrand : « J'espère vivre assez vieux pour voir râler le lion britannique : c'est la prière ardente que j'adresse chaque jour à Dieu!... » Cette prière, qui ne m'a nullement surpris dans la bouche de l'impétueux grand-duc, fait aussitôt bondir Delcassé : « Quelle erreur, quel aveuglement!... Pour la Russie comme pour la France, l'Angleterre est une rivale, une concurrente qui a des procédés souvent très désagréables; mais ce n'est pas une ennemie et surtout ce n'est pas L'ENNEMIE!... Ah! mon cher Paléologue, si la Russie, l'Angleterre et la France pouvaient s'allier contre l'Allemagne!... »

Mercredi, 3 février 1904.

Ce soir, à sept heures, le ministre, en conférence avec le directeur des Affaires politiques (1), me fait appeler.

(1) A cette époque, la direction des Affaires politiques était gérée

Je leur trouve à tous deux la mine sombre. Ils sont fort inquiets de l'inexplicable retard que subit la réponse du gouvernement russe au gouvernement japonais. Voilà plus de six jours que Lamsdorff se débat contre les manigances dilatoires de la camarilla belliqueuse!... D'autre part, les nouvelles de Tokio sont mauvaises : le gouvernement est à bout de patience et risque d'être bientôt débordé par les exigences du sentiment national.

D'une voix sèche, saccadée, le ministre me demande :

— Vous n'avez rien appris, au point de vue militaire?

— Non ; mais je présume que nous apprendrons, demain ou après-demain, la mobilisation du X^e corps russe, le corps de Kharkow. Et alors...

— Et alors?... me lance rageusement Delcassé.

— Et alors, selon toute probabilité, ce sera la guerre.

Le ministre jette à Cogordan un regard anxieux :

— Vous partagez l'opinion de Paléologue?

— Je la crois trop absolue ; mais j'avoue que les faits et les raisonnements sur lesquels il la fonde m'impresionnent beaucoup depuis deux jours.

Delcassé demeure, un instant, décontenancé. Puis s'étant ressaisi brusquement :

— Eh bien ! moi, je veux rester optimiste... Vous pouvez vous retirer, messieurs.

Jeudi, 4 février 1904.

Ce matin, à 11 heures, le comte de Grœben, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, se présente à mon bureau. De tous les diplomates allemands que je connais, il est de beaucoup le plus sympathique : il a l'esprit droit, sensé, conciliant, ce qui m'a permis de régler quelquefois avec lui des affaires très délicates, notamment des affaires d'espionnage. Au surplus, dans le privé, il est d'une cor-

par mon cher et vieil ami, Georges Cogordan, que j'avais accompagné dans sa mission en Chine et en Corée (1885-1886).

rection élégante et de manières agréables. Je le rencontre, de temps à autre, chez une belle étrangère où il fréquente assidûment.

Ce matin, donc, je le vois entrer dans mon bureau. D'un ton grave et le torse raide, il me dit :

— Je viens vous faire une visite d'adieux, car je vais quitter l'ambassade. Mais je n'ai pas voulu abandonner mes fonctions sans vous avoir remercié de l'accueil si confiant que j'ai toujours trouvé près de vous.

— Eh quoi ! Vous quittez Paris?... Vous changez de poste?

— Non, c'est l'ambassade seulement que je quitte : j'ai l'intention de rester à Paris quelques mois encore. Mais j'ai dû me faire mettre en disponibilité, car je ne m'entends pas avec mon chef.

— Ah ! vous êtes en désaccord avec le prince de Radolin?... Je le croyais un chef si bienveillant, si courtois !

— Oh ! pour ce qui est de la bienveillance et de la courtoisie, je n'ai aucun reproche à lui faire !... Notre désaccord est un sur autre plan.

Je n'insiste pas... et pour cause. Mais je demande à Grœben s'il a fait ses adieux au directeur des Affaires politiques.

— Non, me répond-il, je comptais simplement lui déposer une carte... M. Cogordan est toujours si occupé.

— Je suis sûr que le Directeur ne se contenterait pas de votre carte et qu'il me reprocherait de vous avoir laissé partir sans qu'il vous eût serré la main.

Aussitôt, je l'introduis chez Cogordan, qui reçoit la même confidence voilée :

— Je quitte l'ambassade pour des motifs personnels : je ne m'accorde pas avec mon chef.

Sur cette parole mystérieuse, il se retire, avec son habituelle affabilité.

Or, depuis quelques jours, le dissentiment qui s'est



élevé entre le prince de Radolin et le comte de Grœben nous est connu de la façon la plus certaine, la plus authentique, *la plus directe*.

Le point aigu de leur mésintelligence n'est rien de moins que l'orientation des rapports franco-allemands. La thèse que soutient Grœben peut se résumer ainsi : « L'Allemagne n'a aucune chance d'associer le gouvernement français à sa politique générale, tant que la question d'Alsace-Lorraine se posera devant la conscience française. Entre les deux pays, on ne peut souhaiter pratiquement que des relations correctes et, de temps à autre, des accords particuliers sur des questions précises. Toute autre politique est vouée à des échecs retentissants qui pourraient compromettre la paix générale. »

Mais, sous l'inspiration harcelante de l'empereur Guillaume et désireux avant tout de lui plaire, le prince de Radolin affirme qu'il a, dès aujourd'hui, les moyens d'agir sur le gouvernement de la République et, notamment, que l'heure est propice pour le détacher de l'alliance russe. Dans une lettre confidentielle qu'il adressait naguère à son impulsif monarque, il s'exprimait en ces termes : *Si je n'ai pas fait grand progrès auprès de M. Delcassé, j'ai acquis toute la confiance du président de la République. A la suite d'un long entretien, M. Loubet m'a dit l'autre jour : « Quand vous aurez une communication délicate à faire au gouvernement français, ne la faites pas à M. Delcassé, venez me la faire à moi. J'en saurai tirer profit. »*

L'empereur, enchanté de ce rapport, a écrit en marge : *Bravo, Radolin!*

Le rapport a été renvoyé à Paris pour que l'ambassadeur pût voir l'annotation impériale. Le document fut alors montré à Grœben qui s'écria devant son chef : *C'est faux! Le président de la République n'a pu tenir un pareil langage!* L'ambassadeur interrompit son subor-



THÉOPHILE DELCASSÉ
(1852-1923)

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU 28 JUIN 1898 AU 6 JUIN 1905

donné : *Dites alors que j'ai menti! — Oui, Votre Excellence a menti!*

Voilà toute l'explication des adieux réticents que Grœben est venu me faire ce matin.

Nous avons maintenant la pleine confirmation des renseignements secrets et *directs*, par lesquels nous connaissions, depuis quelque temps, le désaccord survenu entre l'ambassadeur et son principal conseiller. Delcassé me fait appeler, ce soir, pour en délibérer avec Cogordan ; il nous dit :

— Je l'avais bien deviné que ce Radolin, ce renégat polonais, ce flagorneur servile du kaiser manigançait quelque chose contre nous... Je vous l'ai toujours dit : la politique allemande, qu'elle soit dirigée par Guillaume, par Bülow, par Holstein, n'a qu'un seul objectif, toujours le même, détruire l'alliance franco-russe!...

Le ministre ne me souffle pas mot de la question russo-japonaise. Mais je n'ai pas besoin qu'il m'explique son silence. Le malheureux Lamsdorff est toujours aux prises avec la puissante camarilla et il en est réduit à supplier Delcassé « de faire patienter Motono pendant quatre ou cinq jours encore ».

Vendredi, 5 février 1904.

Cette année-ci, l'empereur Guillaume a célébré l'anniversaire de sa naissance (27 janvier 1859) avec un éclat particulier. Il avait notamment invité le roi des Belges, Léopold II, pour lequel d'ailleurs il ne professe qu'une médiocre sympathie.

Après avoir passé deux jours à Berlin, Léopold II est rentré, le 29 janvier, à Bruxelles.

Dans l'intervalle des fêtes, le kaiser et son hôte ont eu de longs entretiens. De quoi se sont-ils parlé?... D'après notre ministre en Belgique, Gérard, la visite royale n'aurait eu vraisemblablement aucune impor-

tance politique. En dehors des banalités officielles, Guillaume et Léopold n'auraient eu de conversations précises que sur les affaires du Congo. « Le roi des Belges, nous écrit Gérard, s'est fait, comme négociateur, une telle réputation de finesse, d'habileté, de *smartness*, que ses interlocuteurs adoptent d'instinct, vis-à-vis de lui, une attitude défensive. »

Or, un agent secret du Service des renseignements et qui inspire au général Pendézec une entière confiance, vient de nous apporter, sur le voyage de Léopold II à Berlin, des impressions toutes différentes. Loin de prendre, à l'égard de son hôte, « une attitude défensive », l'empereur l'aurait entraîné, « avec une franchise brutale », sur les terrains les plus scabreux ; il aurait été jusqu'à lui dire : « La politique franco-anglaise est incompatible avec la paix de l'Europe... D'un jour à l'autre, je peux être obligé de tirer l'épée. Ce jour-là vous ne pourrez pas rester neutre. L'Allemagne ne connaîtra plus que des amis ou des ennemis. Tenez pour certain qu'elle sera victorieuse et prenez vos dispositions en conséquence ». Le roi Léopold, vieux malin, se serait dérobé subtilement, comme le renard de La Fontaine à la cour du Lion, « en alléguant un grand rhume ».

Quand je communique cette information à Delcassé, il me dit :

— Voilà un renseignement qui pue la vérité.

Le général Pendézec n'a pas cru pouvoir me livrer le nom de « l'informateur occasionnel et très sûr » qui lui a fait connaître les effarantes déclarations de Guillaume II. Il a fini pourtant par me dire :

— Entre le roi Léopold et mon informateur, il n'y a qu'une personne. Et cette personne est parfaitement qualifiée pour savoir ce qui s'est dit à Berlin, dans le tête-à-tête du kaiser et de son hôte.

Delcassé me soumet, à titre d'hypothèse, une explication qui me semble très plausible. C'est par ordre du

roi que les folles déclarations de Guillaume seraient venues à notre connaissance. Léopold en aurait parlé à son ministre des Affaires étrangères, le baron de Favereau. Tous deux auraient estimé que l'état-major français devait être secrètement averti, pour qu'il se tint sur ses gardes. Mais, soucieux de ne pas compromettre le roi vis-à-vis du kaiser, Favereau se serait servi d'un intermédiaire honorable qui aurait feint de nous révéler spontanément le péril de la situation (1).

(1) Les *Mémoires* du prince de Bülw (t. II, p. 108 et suiv.) nous édifient pleinement sur les impulsives déclarations du Kaiser au monarque belge. Après avoir rappelé à son royal visiteur les temps glorieux de l'ancienne Bourgogne, les grandes figures de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire, il ne lui proposa rien de moins que de reconstituer leurs vastes États en soumettant à son sceptre la Flandre française, l'Artois et les Ardennes. « Léopold avait d'abord écarquillé les yeux, tout ahuri ; puis il avait répondu en ricanant que ni ses ministres ni les Chambres belges ne voudraient rien savoir de projets aussi ambitieux. » Alors, perdant patience et transporté d'un juste courroux, Guillaume dit au roi « qu'il ne pouvait estimer un souverain qui se jugeait responsable devant des Chambres ou des ministres et non devant le Seigneur qui règne aux cieux... » Enfin, se dressant de toute sa hauteur, l'*Imperator gloriosus* proféra ces mots : « Je n'admets pas qu'on plaisante avec moi. Dans une guerre européenne, quiconque ne sera pas avec moi sera contre moi... Comme soldat, je suis de l'école de Frédéric le Grand et de Napoléon I^{er}. De même que l'un commença la guerre de Sept ans par l'invasion de la Saxe et que l'autre prévenait ses adversaires avec la rapidité de la foudre, de même, si la Belgique ne marche pas avec moi, je ne me laisserai guider que par des considérations stratégiques. »

CHAPITRE II

6 FÉVRIER-7 AVRIL 1904

Rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon. — Brusque offensive de l'escadre japonaise à Port-Arthur et Tchémoulpo. — Émotion que suscite en France l'ouverture des hostilités. — Notre alliance avec la Russie ne risque-t-elle pas de nous impliquer dans la guerre? — L'empereur Guillaume est le démon tentateur qui a poussé Nicolas II à la conquête de la Mandchourie et de la Corée. — Immixtion personnelle du kaiser dans la politique étrangère de l'Allemagne; le véritable inspirateur de cette politique: « l'Éminence grise » de la Wilhelmstrasse, le baron de Holstein. — Prochaine visite du président de la République à Rome. — Longue et tenace opposition du président Loubet à cette visite, car il ne doute pas qu'elle entraîne la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège. — Delcassé fait prévaloir son opinion: « L'alliance de l'Italie vaut bien les risques d'une rupture avec le Vatican. » — Croisière de l'empereur Guillaume dans la Méditerranée; il rencontre le roi Victor-Emmanuel à Naples. — Delcassé traverse une crise morale; il pense même à quitter le pouvoir. — Difficultés croissantes de sa tâche; désaccord entre sa politique nationale et la politique sectaire du cabinet Combes. — Objet que poursuit l'empereur Guillaume dans sa croisière méditerranéenne: « Je sens que Delcassé est en train de me débaucher l'Italie... » — Comment Bismarck eût agi dans les circonstances actuelles

Samedi, 6 février 1904.

Le ministre du Japon à Saint-Petersbourg a remis au comte Lamsdorff une note, dont voici la conclusion :

Le gouvernement japonais, ne pouvant plus admettre les retards inexplicables que le gouvernement russe apporte

dans les négociations pendantes et les préparatifs militaires qu'il poursuit en Extrême-Orient; ne voyant d'autre part, au bout de ses efforts, aucune perspective d'obtenir l'adhésion du gouvernement russe à l'établissement d'une paix durable sur les rivages de l'Océan Pacifique, — se voit forcé de mettre un terme à ces négociations vaines. Il se réserve, au surplus, de sauvegarder, par les moyens qu'il jugera nécessaires, les droits et les intérêts du Japon dans l'Asie orientale.

Après avoir remis cette note, Kurino a réclamé ses passeports; il a l'ordre de quitter Saint-Pétersbourg dans le plus bref délai.

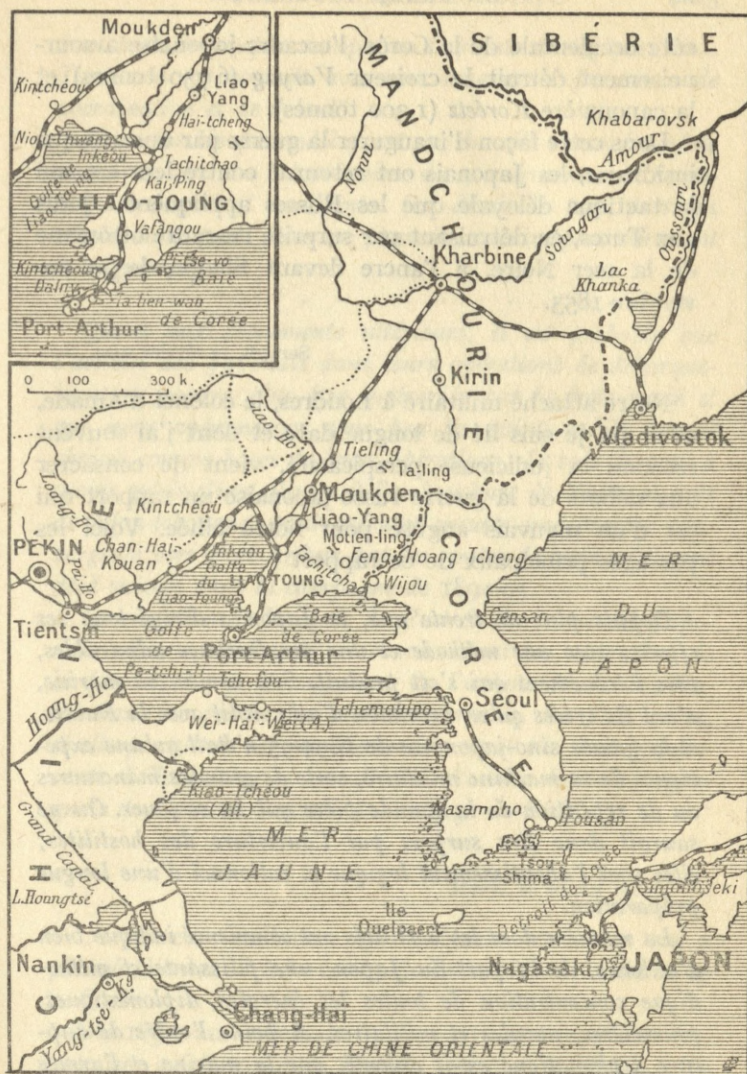
Si la guerre n'est pas officiellement déclarée, elle n'est plus évitable, elle n'est plus douteuse.

Le coup est d'autant plus rude pour Delcassé que, hier, devant le Conseil des ministres, serré de près par ses collègues inquiets, il leur a fermement déclaré : « Je vous réponds de la paix. » Aussitôt la séance levée, le ministre des Finances, Rouvier, a répété cette affirmation aux banquiers. D'où persistance de la hausse, à la Bourse... et, naturellement aussi, fureur de Rouvier!...

Mercredi, 10 février 1904.

Les Japonais ont ouvert les hostilités avec une audace étonnante. Dans la nuit d'hier, l'escadre de Port-Arthur, forte de seize navires, était restée imprudemment mouillée sur la rade extérieure, sans protection aucune. Soudain, se glissant au travers des ténèbres, dix torpilleurs japonais sont venus l'attaquer. Ils ont coulé ou mis complètement hors de service le cuirassé *Césarévitch* (13 000 tonnes), le cuirassé *Retvisan* (12 800 tonnes) et le croiseur *Pallada* (6 700 tonnes).

Ce même jour, 9 février, devant Tchémoulpo, sur la



THÉÂTRE DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

1904 - 1905

côte occidentale de la Corée, l'escadre japonaise a sournoisement détruit le croiseur *Varyag* (6 750 tonnes) et la canonnière *Koréetz* (1 300 tonnes).

Dans cette façon d'inaugurer la guerre par une attaque insidieuse, les Japonais ont retourné contre leur ennemi la tactique déloyale que les Russes appliquèrent jadis aux Turcs, en détruisant par surprise l'escadre ottomane de la mer Noire, à l'ancre devant Sinope, le 30 novembre 1853.

Samedi, 13 février 1904.

Notre attaché militaire à Londres, le colonel d'Amade, avec qui je suis lié de longue date et dont j'ai souvent reconnu la judicieuse perspicacité, vient de consacrer aux débuts de la guerre russo-japonaise un rapport qui est d'un mauvais augure pour notre alliée. Voici les passages principaux de ce rapport :

Depuis plus de trente ans, le Japon a dirigé tous ses efforts, avec une méthode et une persévérance admirables, vers l'événement qui s'est produit. Son armée, sa marine, n'ont été créées qu'en prévision d'un conflit avec la Russie, et la guerre sino-japonaise de 1894-95 n'était qu'une expérience de sa machine militaire, sorte de grandes manœuvres ou de répétition de la grande pièce qui va se jouer. On ne saurait donc être surpris par l'ouverture des hostilités; elles sont l'aboutissement logique et rationnel d'une longue préparation.

La manière dont les hostilités ont commencé indique bien d'ailleurs, de la part du Japon, une puissante et méthodique concentration de toutes les énergies, diplomatiques, financières, navales et militaires. A peine l'ordre de rupture diplomatique est-il exécuté, que la marine et l'armée entrent en action instantanément. Il semble qu'on n'ait eu qu'à presser sur un bouton pour que se déclanche tout un système, savamment ajusté : démonstrations navales,

transports de troupes, occupation de points stratégiques, etc... Tout cela est conduit avec une magistrale puissance de coordination et de volonté.

Il ne semble pas qu'il y ait eu, du côté russe, la même netteté de vue. La volonté même du gouvernement de Saint-Petersbourg était vacillante. On disait le tsar partisan résolu de la paix. Rien ne pouvait conduire plus sûrement à la guerre.

Quant aux événements ultérieurs, il est probable que l'activité des Japonais dans leurs opérations de débarquement ne pourra plus être contrariée par la flotte russe et que nous apprendrons sous peu les points qu'ils auront choisis comme bases de leurs opérations. Je suis disposé à croire qu'ils s'installeront à l'embouchure de Yalou et près de Niou-tchouang, pour exécuter ensuite une marche convergente vers Port-Arthur par les routes de terre qu'ils ont déjà suivies dans la campagne de 1894-95.

La situation de la place de Port-Arthur, avec les Japonais maîtres de la mer et commandant les approches de la forteresse par l'occupation de l'isthme Kintcheou-Talienwan, me paraît des plus dangereuses. La flotte russe, si elle permettait cet investissement, ou si elle était impuissante à l'empêcher, pourrait finir comme l'escadre espagnole de l'amiral Cervera, à Santiago de Cuba...

Marli, 16 février 1904.

L'empereur Guillaume est le démon tentateur qui a poussé Nicolas II à la conquête de la Mandchourie et de la Corée.

Dès 1895, au lendemain de la guerre sino-japonaise (1), le kaiser a fait miroiter, devant son cher « Nicky », les

(1) Le traité de Schimonosaki, par lequel se termina la guerre sino-japonaise, est du 17 avril 1895

perspectives captieuses de l'Asie orientale. Il lui répétait : « Dieu t'a prédestiné à défendre la civilisation chrétienne contre le péril jaune, à faire triompher la croix du Sauveur sur les rives de l'Océan Pacifique... » Nous avons, dans nos archives secrètes, un document qui nous révèle tout ce travail intensif et très habile de l'empereur Guillaume.

Un an plus tard, c'est encore à l'instigation du kaiser que la Russie prend pied dans les provinces septentrionales de la Mandchourie, pour assurer la prolongation du chemin de fer transsibérien jusqu'à Wladivostok.

Et c'est Guillaume II enfin qui, profitant d'un voyage à Saint-Pétersbourg en 1897, a persuadé au tsar d'arborer le pavillon russe à Port-Arthur pendant qu'il planterait lui-même le pavillon allemand à Kiaotchéou.

Le traité du 27 mars 1898, par lequel la Chine a cédé, sous forme de bail, le territoire de Port-Arthur à la Russie, contenait en germe la guerre qui vient d'éclater⁽¹⁾.

Sur les relations personnelles de Guillaume et de Nicolas, je tiens du grand-duc Paul quelques renseignements précis et curieux ; il me disait naguère :

(1) La correspondance intime des deux souverains a été publiée par les Bolchévistes ; elle confirme, et au delà, tout ce que nous en savions ou que nous en supposions. Elle révèle notamment les efforts tenaces de Guillaume pour lancer la Russie contre le Japon. Depuis trois ans, il ne cessait de répéter à son cousin : « Dieu t'a visiblement prédestiné à faire triompher la loi du Christ dans l'Extrême-Orient. Ainsi donc, la Corée et la Mandchourie doivent t'appartenir... Le grand combat que tu dois mener contre le Japon sera la lutte finale entre la religion chrétienne et la religion bouddhiste... Tu es sûr de vaincre puisque tu as Notre Seigneur Jésus-Christ pour toi... » Un jour, en 1902, les deux empereurs s'étaient donné rendez-vous sur leurs yachts dans les eaux de Réval. Après un débordement d'effusions chaleureuses, le kaiser fit scintiller, une fois de plus, devant les yeux éblouis du tsar, le mirage tentateur de l'Extrême-Orient. Puis, brusquement, il lui dit : « Sais-tu comment nous nous appellerons désormais entre nous, toi et moi?... Je t'appellerai l'*Amiral du Pacifique* et tu m'appelleras, toi, l'*Amiral de l'Atlantique*... » Ce qui voulait dire : « Établis ta domination sur l'Océan Pacifique, tandis que, moi, je me rendrai maître de l'Océan Atlantique. Et, dans cette tâche merveilleuse, nous nous aiderons mutuellement. »

— Chaque fois que les deux empereurs se sont rendu visite, à Péterhof, à Berlin, à Darmstadt, Guillaume a commis de telles gaffes, il s'est montré si indiscret, si présomptueux, si fanfaron, que, dès leur première causerie, mon neveu, qui est la simplicité même, ne pouvait plus le sentir... Un jour, pendant une de leurs promenades, Guillaume a poussé l'inconvenance jusqu'à se faire astucieusement photographier la main sur l'épaule de Nicolas (qui est beaucoup plus petit que lui) et le dominant de toute sa hauteur, en sorte qu'il semblait le couvrir de sa protection. Notre cher empereur ne s'était d'abord aperçu de rien ; mais, lorsqu'on lui a soumis l'épreuve de l'instantané, il n'a pu retenir un sursaut de colère et il a fait aussitôt détruire le cliché... Une autre fois, comme il sortait d'un long entretien avec le kaiser, il a dit à mon frère Wladimir : « J'ai besoin de casser quelque chose pour me détendre les nerfs. Croirais-tu que Guillaume vient de me faire une scène violente au sujet de mes rapports avec la France?... Il oublie vraiment trop les égards qu'on se doit entre souverains... » Le grand-duc Paul ajoute ce dernier trait : « Mon frère Alexandre III m'a dit souvent : *Guillaume est aussi menteur que mal élevé.* »

Lundi, 22 février 1904.

Un des groupes les plus importants de la Chambre, l'Union démocratique, vient de faire une manifestation qui s'imposait comme riposte aux hardiesses récentes de la propagande internationaliste. Ayant à nommer son président, elle a élu, par acclamation, l'homme d'État courageux qui s'emploie si opiniâtrément à la défense de nos institutions militaires, l'ancien ami de Gambetta, le chef du parti colonial, Eugène Étienne.

Dans son discours d'ouverture, le nouveau président a rappelé hautement « tous les services que l'amitié puissante et loyale de la Russie nous a rendus au cours

de ces dernières années » ; il a déclaré enfin que « l'honneur et l'intérêt de la France nous prescrivaient de rester inébranlablement fidèles à notre alliée ». Le groupe de l'Union démocratique a clos la séance par un ordre du jour qui affirme cette fidélité en termes décisifs.

Mardi, 23 février 1904.

Cet après-midi, je préside la Commission secrète des Instructions de guerre (1). Y assistent avec moi : le capitaine de frégate de Freycinet, chef de section à l'État-major général de la Marine ; le commandant Brissé, chef du Service des renseignements au ministère de la Guerre ; le capitaine Nudant, délégué personnel du chef d'état-major de l'armée, et mon collègue Piccioni, chef de nos services cryptographiques.

Nous poursuivons nos études antérieures sur les divers moyens d'assurer la liberté des communications télégraphiques entre la France et la Russie dans le cas d'un conflit européen ; nous mettons au point trois combinaisons d'itinéraires : 1^o par les pays scandinaves ; 2^o par la Turquie et la Perse ; 3^o par la Chine et la Sibérie. Nous organisons enfin un service d'émissaires entre Paris et Saint-Pétersbourg par Anvers, Copenhague, Stockholm et la Finlande.

La séance levée, le commandant Brissé me communique des renseignements qu'il a reçus de Berlin, par un de ses agents secrets, et qui prouvent qu'au grand

(1) Créée au mois d'octobre 1901, la Commission secrète des Instructions de guerre avait pour objet de préparer les nombreuses mesures de police, d'information, d'espionnage, de correspondance, etc..., que les ministères des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur auraient à prendre conjointement, en cas de guerre. Elle se réunissait chaque mois, au Quai d'Orsay. Habituellement les délégués des Affaires étrangères de la Guerre et de la Marine, assistaient seuls aux séances. Les délégués de la Sûreté générale et de la Préfecture de police n'étaient appelés à siéger que pour les affaires qui nécessitaient le concours de leurs administrations

état-major de la *Königsplatz*, on croit que la guerre d'Extrême-Orient ménage à la Russie « de cruels déboires. » Et c'est Guillaume II qui a poussé le tsar dans cette aventure !

Dimanche, 28 février 1904.

Soirée musicale chez la comtesse de Talleyrand, née Bénardaky. Public tout mondain et cosmopolite.

Je cause avec la baronne de N..., qui voit beaucoup d'étrangers, surtout des Autrichiens et des Allemands. D'esprit judicieux et positif, elle me dit :

— La guerre d'Extrême-Orient est une folie pour les Russes. Le tsar vient de prouver une fois de plus son incapacité ; il s'est laissé complètement jouer par l'empereur Guillaume ; car, je vous le certifie, c'est l'empereur Guillaume qui a poussé l'empereur Nicolas dans cette aventure...

Le prince Bariatinsky n'est pas non plus rassurant :

— Nos moujiks, me dit-il, ne comprennent rien à cette guerre... Et je vous avoue que je suis comme eux... Le territoire de la Russie n'est-il donc pas assez vaste ? Quel besoin avons-nous d'y ajouter la Mandchourie et la Corée ...Enfin, espérons que Dieu nous protégera !

Mais le premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne, Miquel, intrigant redoutable que ses collègues ont surnommé « l'espion de l'empereur », me vante beaucoup « la grandiose et très noble croisade que Sa Majesté le tsar entreprend si vaillamment ». Puis, d'un ton doctoral, il m'explique le conflit actuel « par la loi historique, par l'instinct mystérieux qui, depuis le seizième siècle, depuis le règne d'Ivan le Terrible, oblige les Russes à s'étendre vers l'Océan Pacifique... » J'ai envie de lui répondre que « cette grandiose et très noble croisade » eut pour seul motif une gigantesque flibusterie, « la Société industrielle et commerciale de l'Orient-Asiatique ». Je me retiens également de lui citer le mot

savoureux de Bismarck : « Dans le tonneau russe, il y a des fermentations inquiétantes qui pourraient bientôt amener une explosion. J'aimerais mieux que cette explosion ne se fit pas du côté de l'Europe, mais du côté de l'Asie. Nous n'aurions alors qu'à ne pas nous planter devant la bonde, afin de ne pas recevoir le bouchon dans le ventre. »

Mardi, 1^{er} mars 1904.

Dans sa continuelle vantardise, l'empereur Guillaume ne cesse de répéter qu'il gouverne seul toute la politique étrangère de l'Allemagne, qu'il tient directement sous sa main tous les ressorts de la diplomatie impériale, et que son chancelier, ses ambassadeurs, ses ministres ne sont que les humbles et dociles instruments de ses augustes volontés. Ce n'est là, chez lui, qu'une fanfaronnade : rien de plus.

Le véritable inspirateur et l'unique chef de la diplomatie allemande n'est autre qu'un des premiers fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, le « conseiller rapporteur de la Section politique à l'Office impérial des Affaires étrangères », le baron de Holstein (1).

Singulier personnage... Il venait d'entrer au service diplomatique de la Prusse, quand la guerre de 1870 éclate. Bismarck, qui l'a déjà distingué pour son ardeur au travail et la vivacité de son intelligence, l'emmène avec lui, dans les bureaux du Grand-Quartier général, où bientôt, l'appréciant de plus en plus, il lui confie les missions les plus scabreuses. La paix rétablie, le jeune Holstein est nommé secrétaire à l'ambassade impériale de Paris. C'est là qu'il commence à donner sa mesure,

(1) La politique générale de l'Empire allemand relevait du chancelier, comte de Bülow. Il avait donc autorité sur l'Office des Affaires étrangères, qui était administré par le secrétaire d'État, baron de Richthofen et le sous-secrétaire d'État, M. de Mühlberg. Immédiatement après eux venait le conseiller rapporteur de la Section politique, baron de Holstein.

en se faisant, au profit du chancelier, l'espion de son chef, le comte d'Arnim, sur lequel il accumule, avec un machiavélisme raffiné, tous les éléments d'un réquisitoire accablant (1). Peu après il recommence, à l'égard de son nouveau chef, le prince de Hohenlohe, la même besogne policière.

Alors, Bismarck, voulant avoir continuellement auprès de lui un si précieux agent, l'installe dans un des plus hauts emplois de la Wilhelmstrasse.

Désormais, Holstein est omnipotent, parce qu'on le sait le collaborateur occulte, l'intime confident, l'âme damnée, « l'Éminence grise » du chancelier. Il entretient avec tous les ambassadeurs une correspondance personnelle, en dehors de la correspondance officielle et par-dessus la tête du secrétaire d'État ; il leur envoie des instructions, des ordres ; il les morigène, il les rabroue, il les menace, il les terrorise. Parfois même, quand il a résolu de les perdre, il les désigne aux attaques, aux épi-grammes, aux railleries des journaux. Et, sur ce terrain, il a beau jeu ; car c'est de lui que relèvent exclusivement le service de la presse et le service des fonds secrets.

Ainsi, peu à peu, s'est-il créé une situation tellement forte que rien n'a pu encore l'ébranler, ni la foudroyante disgrâce de Bismarck en 1890, ni la sourde opposition de ses trois successeurs, le général de Caprivi, le prince de Hohenlohe, le comte de Bülow, ni l'antagonisme violent de quelques hauts personnages comme le comte de Hatzfeldt, le prince de Münster, le prince d'Eulenburg.

Assurément, cette situation privilégiée serait impossible à comprendre, si Holstein n'avait toujours pu se couvrir de la faveur impériale. Or, malgré toutes ses

(1) On sait avec quelle passion jalouse et vindicative le prince de Bismarck poursuivit le comte d'Arnim, qu'il soupçonnait de chercher à lui disputer le pouvoir. Trainé devant plusieurs cours de justice « pour faits contraires à l'ordre public », l'ex-ambassadeur fut condamné, le 5 octobre 1876, à cinq ans de prison. Mais il réussit à s'échapper sur le territoire suisse. Il est mort à Nice, en 1881.

foucades et toute sa versatilité, Guillaume II a toujours maintenu en place « l'Éminence grise ». Et l'explication d'un si durable crédit, c'est que le « conseiller rapporteur de la Section politique » n'a jamais voulu s'élever plus haut ; que, par exemple, il n'a jamais accepté le poste de secrétaire d'État ; qu'on ne le voit jamais dans le monde ; qu'il s'interdit toute liaison particulière ; qu'on ne lui connaît pas un ami, pas un confident ; qu'il ne communique à personne le fond de sa pensée ; qu'il réduit au strict nécessaire l'obligation des contacts humains ; et que, dans cette solitude impénétrable, seize heures par jour, il se consacre opiniâtrément à son rude labeur, avec un zèle fanatique. De cet obscur fonctionnaire, la mégalomanie théâtrale de Guillaume II n'a pas de concurrence à craindre...

Par un jour brumeux de janvier 1899, étant à Berlin, je me promenais dans la Wilhelmstrasse, avec notre ambassadeur, le marquis de Noailles.

Tout à coup, l'ambassadeur me serre le bras :

— Vous voyez cet homme qui vient là..., devant nous. Regardez-le bien ; quand il nous aura dépassés, je vous dirai qui c'est.

Grand, mais la taille courbée, il marchait d'un pas ferme et rapide. Sa mise était médiocre : un vieux chapeau délustré, une pelisse râpée, des cheveux blancs trop longs, une barbe inculte.

Soudain, il reconnaît M. de Noailles, et le salue avec une politesse affectée, mais en pressant l'allure et en s'écartant un peu, comme pour se dérober à toute conversation.

J'ai néanmoins le temps de le dévisager. Il a le front haut, la figure osseuse, le nez aquilin, la bouche serrée, les yeux profonds et, sur tout le masque, une fascinante expression d'astuce et d'énergie, de méfiance et de ténacité.

L'ambassadeur me dit alors :

— Vous venez de voir notre plus redoutable ennemi..., Holstein !

Et je viens aussi de comprendre le pouvoir mystérieux de « l'Éminence grise ».

Mardi, 8 mars 1904.

Tandis qu'une grande guerre s'allume en Extrême-Orient et que les gouvernants de tous les pays se demandent avec anxiété si quelque flammèche, venue de là-bas, ne risque pas de propager l'incendie sur d'autres parties du monde, notre président du Conseil, Émile Combes, ne pense qu'à fermer des couvents et des écoles, à rendre impossible le recrutement des noviciats, à extirper les derniers vestiges de l'enseignement congréganiste, à faire enlever les crucifix des prétoires, bref à déchaîner les passions de l'anticléricalisme, à détruire l'unité de la conscience nationale... Et le plus triste c'est qu'une aussi basse entreprise paraît suffire à tous les besoins de l'esprit public !

Jeudi, 10 mars 1904.

Delcassé s'occupe à régler, avec le président de la République, tout le détail de leur prochaine visite à Rome. Ils s'attendent que le roi Victor-Emmanuel et Giolitti les induisent à de confiantes explications sur nos accords secrets de 1900, 1901 et 1902 ; il me charge donc de résumer dans une note les éclaircissements et les précisions que nous souhaitons obtenir du gouvernement italien (1).

(1) Par le premier de ces accords (16 décembre 1900), la France et l'Italie s'étaient reconnu réciproquement toute liberté d'action en Tripolitaine et au Maroc. Par les deux autres accords (25 juin 1901 et 1^{er} novembre 1902), la France et l'Italie s'étaient engagées à garder, entre elles, une stricte neutralité dans le cas où l'attitude provocatrice d'une puissance tierce (l'Allemagne ou l'Autriche) déchaînerait un conflit européen.

Le resserrement de l'amitié franco-italienne s'étant plus ou moins révélé, sous des formes diverses, le chancelier Bülow fut amené, le

Je demande au ministre si le Président s'est enfin résigné à cette visite, dont naguère encore il ne voulait pas entendre parler ; car il ne doute pas qu'elle n'ait pour conséquence la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège.

— Oui, me répond-il, M. Loubet a fini par reconnaître avec moi que, pour complaire aux prétentions surannées du Vatican, nous n'avons pas le droit de nous interdire à jamais la possibilité d'une alliance italienne et que nous ne devons pas recommencer la faute de Napoléon III en 1870. Mais il persiste à croire que sa présence au Quirinal lui attirera les anathèmes de l'Église, que nos radicaux seront trop heureux d'envenimer la dispute et qu'à bref délai nous aurons en France la guerre religieuse... Moi, je ne suis nullement de son avis. Le Vatican protestera pour le principe et pour la forme, rien que pour le principe et pour la forme. Quant au fond, je suis certain qu'on finira par s'entendre sur une de ces transactions équivoques où la diplomatie pontificale excelle.

Puis, se raidissant tout à coup, il prononce d'un ton sec :

— D'ailleurs, ce que nous allons décider à Rome, ce sera peut-être un jour le salut de la France... Alors, je me f... du pape (1).

8 janvier 1902, à s'en expliquer devant le Reichstag ; il répondit : « Je ne suis pas de l'avis des journaux qui, à l'occasion des arrangements franco-italiens, ont marqué une certaine inquiétude... Dans un ménage uni, le mari ne perd pas la tête parce que sa femme danse une fois, avec un autre homme, un innocent tour de valse. L'essentiel est qu'elle ne le quitte pas. Et elle ne le quittera pas, si elle se trouve mieux chez lui qu'ailleurs. »

(1) Ce n'est pas sans de longues réflexions que M. Delcassé est parvenu à cette conclusion péremptoire. L'idée que « l'alliance de l'Italie vaut bien les risques d'une rupture avec le Saint-Siège » ne s'est affirmée dans son esprit qu'au mois de juillet 1903, sous l'influence des graves entretiens qu'il venait d'avoir avec Édouard VII, à Londres.

Le 21 mars 1903, je notais dans mon *Journal* :

« Samedi, 21 mars 1903.

« Barrère, qui arrive de Rome, vient déjeuner en tête à tête chez moi. Nous parlons du grand dessein qu'il poursuit avec son ardeur et sa

Mercredi, 16 mars 1904.

Contrairement à ce qu'on pouvait présumer, la guerre d'Extrême-Orient paraît susciter, dans tout le peuple russe, un vif élan national, une magnifique tension de tous les ressorts moraux. Notre attaché militaire, le colonel Moulin, qui connaît si bien la Russie, nous en donne une explication très judicieuse :

Si les événements avaient suivi leur cours naturel et qu'après plusieurs échanges de notes diplomatiques une

ténacité coutumières : la visite du roi Victor-Emmanuel à Paris.

« — Eh bien, me dit-il dès l'entrée, quelles dispositions vais-je trouver ici ?

« — Détestables... Ni Loubet ni Delcassé ne veulent entendre parler de cette visite, que le président de la République serait nécessairement obligé de rendre au roi d'Italie, ce qui, selon toute probabilité, entraînerait la rupture de nos relations avec le Saint-Siège... Pas plus tard que jeudi dernier, Loubet a formellement déclaré à Delcassé : *Que Barrère se tienne tranquille... Ma décision est irrévocable : je ne veux pas que Victor-Emmanuel vienne à Paris, car je ne veux pas lui rendre sa visite à Rome. La politique antireligieuse de M. Combes me fait horreur ; je ne me pardonnerais donc pas d'y coopérer en mettant le Saint-Siège dans l'obligation morale de rompre avec la France.. Ainsi, qu'on ne me parle plus de ce voyage!*

« — Et Delcassé ?

« — Il me semble moins irréductible que le président de la République ; mais il n'accepte aucunement vos idées... Quand il m'a raconté son dernier entretien avec Loubet, il m'a dit : *Moi non plus, je ne veux pas fournir à nos anticléricaux le prétexte d'une querelle, sinon même d'une rupture avec le Saint-Siège. Et puis l'Italie est encore trop inféodée aux Empires germaniques pour mériter de notre part une satisfaction aussi éclatante... Barrère est trop pressé...*

« A cinq heures, Barrère, qui sort de l'Élysée, vient me voir dans mon bureau. Il a l'air tout déconfit, tout désarçonné :

« — Vous aviez raison, me dit-il d'une voix colère... Vous aviez raison : le président de la République ne veut pas recevoir le roi d'Italie à Paris, pour n'être pas obligé de lui rendre sa visite à Rome... Eh bien, soit, n'en parlons plus. Mais Loubet portera, devant notre pays, la responsabilité d'une immense erreur !

« — Oui, dis-je, la même erreur que Napoléon III a commise en 1870 par son obstination à s'ériger en défenseur de Pie IX et du pouvoir temporel contre les aspirations nationales de l'Italie. »

rupture se fût produite, suivie d'une déclaration de guerre en règle, le public serait resté ici, en général, très indifférent à ce qui se serait passé en Extrême-Orient. On aurait plutôt songé à critiquer les conséquences fâcheuses d'une politique d'expansion dont le but échappe aux masses, et la guerre aurait eu le caractère d'une expédition coloniale.

L'attaque inopinée de Port-Arthur en a fait une guerre nationale. Tous les Russes, à part quelques très rares fantaisistes, sont prêts aux plus grands sacrifices pour la mener à bonne fin et venger l'affront fait au pavillon russe. C'est une grande force et c'est un grand spectacle de voir la résolution qui anime même les classes les plus humbles, surtout les classes les plus humbles.

Dans l'armée, l'élan est immense. Tous les officiers demandent à partir : on se dispute les emplois vacants. Beaucoup de démissionnaires reprennent du service.

Les soldats sont admirables de bonne humeur, de patience à supporter toutes les fatigues du long voyage. Tout le monde est calme, très simple. Il n'y a point de cris, point de chants bruyants, point d'ivrognes.

Les départs à la gare de Moscou sont très imposants. Une foule immense et recueillie. Les officiers partent comme pour une fête; seules quelques femmes pleurent. Au moment où le train s'ébranle, un hourra formidable sort de toutes les poitrines; puis tout retombe dans le silence, et la foule s'écoule lentement.

Les dons pour les blessés et malades, surtout pour la reconstitution de la flotte, sont très larges. Un grand boyard, le comte Orlov-Davydow, a donné du coup un million de roubles. Mais ce n'est rien auprès d'un marchand, un « vieux croyant », un Raskolnik, assez médiocrement vêtu, qui s'est présenté dernièrement à la Marine et s'est informé du prix de revient d'un cuirassé. Ayant obtenu le renseignement, il a fait un dépôt de titres de neuf millions de roubles, afin d'avoir un cuirassé entièrement à son compte.

Comme le disait Mme Lætitia, l'auguste Madame Mère, lorsqu'on célébrait devant elle les gloires et les magnificences du règne napoléonien : « Pourvu que cela dure !... »

Et je me rappelle aussi une troublante réflexion que notre chef d'état-major, le général de Boisdeffre, émettait devant Casimir-Perier, dans les temps lointains où s'achevait l'élaboration de l'alliance franco-russe : « Nous devons obtenir de notre alliée qu'elle s'engage à fond, dès l'ouverture des hostilités ; car l'histoire nous apprend que la Russie n'est jamais plus forte qu'au début d'une guerre. Les vices de son administration et l'instabilité de son esprit public la désorganisent et la découragent très vite... (1) ».

Lundi, 21 mars 1904.

Mon très cher ami, Georges Cogordan, directeur des Affaires politiques, est mort subitement, ce soir, à neuf heures.

Je l'avais quitté, à sept heures, sans nulle inquiétude. Le mal dont il souffrait depuis quelques jours — des lancements dans la région gastrique — ne semblait aucunement l'éprouver.

Deux heures plus tard, une douleur atroce lui déchirait l'estomac. En cinq minutes, il succombait à une hémorragie foudroyante.

Appelé immédiatement au Quai d'Orsay, je ne suis arrivé que pour rendre à cet incomparable ami les premiers soins funèbres.

Mercredi, 23 mars 1904.

Delcassé me confie l'embarras qu'il éprouve à désigner, pour la succession de Cogordan, un diplomate offrant toutes les qualités requises :

(1) C'est au mois de décembre 1893 que le général de Boisdeffre tenait ce judicieux propos. Casimir-Perier était alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. J'étais son chef de cabinet.

— Ah ! me dit-il très aimablement, si vous aviez quelques années de plus !

— Elles viendront bien assez vite, ces années-là, monsieur le ministre !... Laissez-moi prendre un peu de bouteille !

Son choix semble devoir se fixer sur le directeur des Affaires commerciales, Georges Louis. Entre tous les candidats possibles, c'est peut-être celui qui s'adapterait le mieux à ce rude emploi qu'est la direction des Affaires politiques. Georges Louis est honnête et consciencieux ; il a l'esprit clair, souple et nuancé. Malheureusement, il n'est entré que fort tard dans la diplomatie et par les voies latérales, c'est-à-dire le droit des gens, les finances, le commerce ; il n'a jamais servi dans une ambassade et il n'a aucune expérience du monde... Mais il est assez fin pour sentir ce qui lui manque et s'efforcer d'y suppléer.

A l'audience diplomatique de cet après-midi, l'ambassadeur d'Allemagne a très courtoisement interrogé le ministre sur la grande négociation qui se poursuit entre Paris et Londres.

— Je voudrais, dit-il, vous poser une question indiscrète. Est-il vrai qu'un accord de politique générale ait été signé ou soit à la veille d'être signé entre la France et l'Angleterre ?

Delcassé a répondu :

— Rien n'est signé. Mais je cause depuis quelques mois avec le gouvernement britannique pour la solution amiable des problèmes qui intéressent nos deux pays. L'entente a été reconnue possible ; je pense que la signature est proche.

— On m'a dit que, dans cet accord, il est traité du Maroc.

— En effet, nous avons traité du Maroc. Vous connaissez d'ailleurs mon point de vue dans la question

marocaine ; j'ai eu déjà l'occasion de vous l'exposer, quand je me suis expliqué devant les Chambres. Nous voulons maintenir le statut politique et territorial de l'Empire chérifien. Mais, pour durer, cet empire doit manifestement être soutenu et réformé. Les agressions incessantes, qui se sont produites l'an dernier sur les confins de l'Oranie, nous ont offert les plus légitimes raisons d'intervenir par les armes. J'ai résisté aux instances de notre administration algérienne, qui prétendait aller chercher, au Maroc même, la garantie que notre frontière serait dorénavant respectée. Il faut donc que nous aidions le sultan à gouverner ses populations belliqueuses. Mais notre assistance lui sera donnée de telle sorte que tout le monde y trouvera profit ; car nous observerons scrupuleusement les principes de la liberté commerciale.

— Et l'Espagne?

— L'Espagne?... Elle sait que nous sommes ses amis ; elle ne doit donc attendre de nous que des procédés amicaux. Ce n'est certes pas moi qui méconnaîtrai ses intérêts positifs et ses aspirations légitimes.

Après m'avoir raconté cet entretien, Delcassé ajoute :

— Le prince de Radolin a jugé mes déclarations *parfaitement raisonnables* et m'en a vivement remercié.

Jeudi, 24 mars 1904.

Obsèques de Cogordan à l'église de Sainte-Clotilde. Bourrasque de neige. Tout le corps diplomatique est présent. Delcassé a tenu à conduire le deuil.

En revenant au Quai d'Orsay, le ministre m'emmène dans son cabinet ; il me confie que, décidément, c'est Georges Louis qui va prendre la direction des Affaires politiques.

Puis, d'un air insouciant, qui ne me trompe plus, il me dit :

— Et M. de Grœben, que devient-il?... Vous ne l'avez pas revu depuis le mois dernier?

— Non, monsieur le ministre.

— C'est fâcheux que vous n'ayez pas pu reprendre la conversation avec lui; car je voudrais bien savoir si Guillaume persiste à vouloir se rencontrer avec le président de la République dans les eaux italiennes... Plus j'y pense, et plus cette idée me paraît folle... Quel profit peut-on espérer d'une rencontre où l'on se dirait, face à face, les yeux dans les yeux : *Nous sommes séparés l'un de l'autre par un abîme infranchissable!*

Samedi, 26 mars 1904.

Hier, Delcassé a déposé devant la Chambre un projet de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 450 000 francs pour les frais du voyage du président de la République à Rome. « Ce voyage, a-t-il dit, est la confirmation d'une politique qui, sur la base immuable de l'alliance russe, a poursuivi l'établissement de relations plus intimes avec les autres puissances amies. »

Le débat s'est ouvert aussitôt par un discours impétueux de Boni de Castellane. « Eh quoi ! s'est-il écrié, le président de la République ne ferait pas de visite au pape ! Il réserverait ses hommages au représentant de la *dynastie spoliatrice de la papauté*. »

Vive protestation, sur tous les bancs de la gauche : « A l'ordre!... à l'ordre!.... »

Le vieux président Brisson, grand pontife de la franc-maçonnerie, s'est dressé brusquement, les yeux pleins d'horreur, comme devant un sacrilège : « Monsieur ! la nation française, tout entière, protestera contre votre langage qui lui démontrera une fois de plus le péril intérieur et extérieur contre lequel le parti républicain s'arme, lui aussi, tout entier. »

Applaudissements, à gauche ; interruptions, à droite.

Castellane prononce, au milieu du bruit, quelques paroles indistinctes.

Mais le grand pontife s'est de nouveau dressé, dans une sainte horreur : « Au milieu du bruit, M. de Castellane vient de dire : *Tant pis pour la nation française!*... De telles paroles dépassent tout châtiment réglementaire. Jadis on les eût accueillies par le silence et le dédain. Messieurs, je vous invite à reprendre votre calme. »

Cependant, Boni de Castellane continue son discours : « En faisant visite à un roi qui tient son trône des francs-maçons, vous aggraverez nos dissentiments avec le Saint-Siège. Vous sacrifierez à l'Italie une amitié plus ancienne et qui nous est infiniment plus précieuse. Votre politique poursuit, d'ailleurs, un but secret, qui lui est assigné par la franc-maçonnerie. Je ne voterai donc pas le crédit que nous demande M. le ministre des Affaires étrangères. »

Là-dessus, le rapporteur Pressensé, radical-socialiste, a conclu : « Je ne pensais pas, en conseillant à la Chambre le vote du crédit, que ma tâche serait facilitée par le représentant d'une faction qui a toujours sacrifié le patriotisme aux intérêts confessionnels. »

Le discours de Castellane et surtout l'attaque injurieuse à « la dynastie spoliatrice de la papauté » ont eu naturellement pour effet de réunir la presque unanimité de la Chambre sur une question qui causait à Delcassé de vives inquiétudes.

Ce qui est fort savoureux dans l'intervention maladroite de Castellane, c'est qu'il y a été captieusement incité par... Delcassé lui-même.

Il y a quelques jours, Boni de Castellane était venu s'entretenir avec le ministre, au sujet de son discours. Delcassé en avait paru très ennuyé, tout décontenancé : « Vraiment, lui avait-il dit, vous allez soutenir devant la Chambre une pareille thèse!... *La dynastie spoliatrice de la papauté*... Quelle tempête vous allez déchaîner!...

Vous pensez bien que je ne partage pas votre opinion. Et même je la réprouve. Néanmoins, je reconnais ce qu'elle a d'impressionnant et je ne vois que vous qui soyez assez courageux, assez crâne, pour la défendre!... Mais vos amis vous le permettront-ils? »

Castellane rentre chez lui, prépare secrètement son discours, le rend plus agressif encore. Et, sans avoir prévenu personne, il lance hier sa bombe.

Je tiens ces détails du ministre d'abord, puis de Castellane, enfin de l'excellent Denys Cochin que j'ai rencontré ce soir, chez Mme d'Haussonville.

— Nous sommes consternés, m'a dit Cochin. Mes amis et moi, nous comptons formuler discrètement quelques réserves sur le voyage du président de la République à Rome. Les invectives de Castellane nous ont réduits au silence.

Dimanche, 27 mars 1904.

L'empereur Guillaume, qui fait actuellement une croisière dans la Méditerranée, vient d'arriver à Naples.

Il avait invité le roi Victor-Emmanuel à venir déjeuner, hier, sur le *Hohenzollern*. Le ministre des Affaires étrangères, Tittoni, accompagnait son souverain.

Au dessert, les deux monarques ont échangé les toasts classiques, avec l'inévitable rappel de l'alliance qui, ostensiblement, inféode l'Italie aux Empires germaniques.

Pour donner à ce rappel sa pleine saveur, j'extraits de mon coffre-fort les lettres secrètes, échangées le 1^{er} novembre 1902 entre Barrère et Prinetti; j'en déguste le paragraphe ci-après : *Au cas où la France serait l'objet d'une agression directe ou indirecte, l'Italie gardera une stricte neutralité. Il en sera de même au cas où la France, par suite d'une provocation directe, se trouverait réduite à prendre, pour la défense de son honneur ou de sa sécurité, l'initiative d'une déclaration de guerre.*

Mardi, 29 mars 1904.

Ce soir, je rapporte à Delcassé quelques-unes de mes affaires courantes. Il a ce que j'appelle sa figure de migraine, le teint jaunâtre, les yeux troubles et gonflés. J'abrège mon récit, car il ne l'écoute pas ; il a visiblement l'esprit ailleurs. Quand j'ai fini et que je me lève pour me retirer :

— Non, me dit-il. Rasseyez-vous ; j'ai à vous parler... en secret... Voici. J'éprouve depuis quelque temps une extrême fatigue ; je ne dors plus, j'ai perdu l'appétit ; je ressens continuellement des coups de marteau dans la tête ; ou bien, quand je suis dans l'obscurité, je vois des étincelles, des flammèches, qui me traversent les yeux. Il faut absolument que je me repose.

— Oui, certes, il faut que vous vous reposiez... Pour-quoi n'iriez-vous pas vous délasser pendant une quinzaine de jours sur la Côte d'Azur ? Vous en avez tout le loisir avant d'accompagner M. le président de la République à Rome.

— Non, je songe à un repos qui serait beaucoup plus long, à un repos indéfini... Très sérieusement, je pense à quitter le pouvoir.

Sans me laisser le temps de protester, il poursuit :

— Voilà six ans que je suis au ministère, six ans que je suis sur la brèche. Et je crois avoir fait quelque besogne utile : j'ai liquidé l'incident de Fachoda ; j'ai resserré les liens de l'alliance russe ; j'ai renoué l'amitié de l'Italie et de la France ; je viens de jeter les bases d'une politique à grande envergure entre la France et l'Angleterre : j'ai le droit de passer la main à d'autres.

J'objecte que le rapprochement franco-anglais, qui est son œuvre capitale, n'est qu'ébauché ; que lui seul est capable d'en tirer toutes les conséquences utiles ; que d'ailleurs on ne comprendrait pas qu'il abandonnât le

pouvoir pour un simple malaise de fatigue qui céderait certainement à quelques jours de repos.

Après un long silence, plein d'hésitations, il reprend :

— Ma tâche est devenue trop lourde... Elle se complique de jour en jour... *On* me la rendra bientôt impossible.

Je découvre maintenant sa pensée :

— Assurément, dis-je, ni M. le président du Conseil, ni M. le ministre de la Guerre, ni M. le ministre de la Marine ne facilitent votre tâche.

Alors il éclate :

— Non seulement ils ne la facilitent pas, mais ils la contrecarrent, ils la paralysent, ils la démolissent. M. Combes ne pense qu'à manger du prêtre et à fomenter la guerre religieuse ; M. le général André nous prépare la réduction du service militaire à deux ans et, en attendant, il livre l'armée à toutes les fripouilles de la franc-maçonnerie ; M. Pelletan désorganise notre marine et prêche la grève aux ouvriers de nos arsenaux. Tout cela, c'est la négation même de ma politique... Eh bien ! J'en ai assez !... je ne veux plus couvrir, au regard du pays, l'abominable besogne de ces gens-là. Qu'ils en portent seuls la responsabilité !

C'est la première fois qu'il s'épanche devant moi sur un sujet aussi délicat. Mais je ne sais que lui répondre ; car, théoriquement, il a raison. La politique extérieure d'un pays ne fait qu'appliquer au dehors les résultats de sa politique intérieure ; elle synthétise, pour ainsi dire, au regard de l'étranger, toutes les forces morales et matérielles de ce pays. C'est donc un illogisme, un paradoxe, que de vouloir imprimer à la diplomatie une activité vigoureuse et créatrice, quand la nation est déchirée par les querelles intestines ; quand l'armée, atteinte dans ses œuvres vives, a perdu sa cohésion morale ; quand l'anarchie règne parmi les équipages de la flotte et les ouvriers des arsenaux.

Cependant, j'aperçois d'autres considérations, qui me dictent ma réponse :

— Admettons que, par lassitude, par découragement, vous quittiez le pouvoir. Qu'arrivera-t-il?... Votre démission nous causera en Europe un préjudice énorme. On ne croira pas un instant au motif de votre santé; on devinera tout de suite que vous ne vous reconnaissez plus capable de poursuivre votre œuvre, dans l'état de discorde et de faiblesse où les radicaux-socialistes ont jeté la France... Puis quel sera votre successeur et que fera-t-il? En le supposant même très bien intentionné, que pourra-t-il faire? A Saint-Pétersbourg, comme à Londres, à Madrid, comme à Rome, il ne trouvera plus personne à qui parler. Tout le réseau d'ententes et d'amitiés, que vous avez formé si patiemment, se rompra aussitôt. Quel est le gouvernement étranger qui acceptera de se lier à nous, après que vous aurez vous-même proclamé que la France est obligée de s'interdire toute action au dehors?... Dans les circonstances actuelles, votre démission serait un désastre diplomatique. Vous n'avez pas le droit de vous retirer. Par votre seule présence au ministère, vous sauvegarderez l'essentiel des beaux résultats que vous avez obtenus depuis six ans... Mais évidemment, il vous faudra désormais agir avec beaucoup de prudence, vous interdire les grands desseins, attendre des jours meilleurs.

Il m'écoute d'un air maussade, comme s'il avait espéré de moi un autre conseil; il reprend d'une voix brusque :

— Mais je vous ai dit qu'on me rendrait bientôt ma tâche impossible... Ce ne sont pas des jours meilleurs que je dois attendre; ce sont des jours bien pires. Avant peu, du train dont nous allons, c'est tout l'avenir de la France qui sera en jeu.

— Alors, vous n'avez qu'une chose à faire : portez la question devant le Parlement; faites-le juge de l'impossibilité où vous êtes de conduire notre politique étran-

gère pendant que vos collègues du ministère s'acharnent à détruire nos forces nationales. Si la Chambre ne vous donne pas raison, vous aurez du moins libéré votre conscience. Et, de la Chambre, vous en appellerez au pays ; votre démission y provoquera peut-être une réaction salutaire...

Delcassé m'oppose un silence raide, un mustisme figé, ce qui veut dire que mes paroles ne laissent pas de l'impressionner, mais qu'il se tient en garde contre lui-même. Je l'ai vu tant de fois dans cette attitude mentale !

Soudain, ses traits se détendent. Après quelques mots d'affectueux remerciements, il me congédie.

Jeudi, 31 mars 1904.

On me cite une belle et profonde parole de Léon XIII.

Un jour qu'il recevait en audience le fameux correspondant du *Times* à Paris, Blowitz, leur conversation tourna bientôt vers l'état des esprits en France et le ralliement des catholiques aux principes républicains. Le journaliste félicitait vivement le pape de s'être enfin soustrait à la tutelle que les vieux partis monarchistes prétendaient lui imposer :

— Je connais bien la France, disait-il ; elle est démocratique à fond. Ses anciennes dynasties ne représentent plus rien pour elle... Veuillez me croire, Saint-Père : la royauté française n'est pas seulement finie ; elle est morte.

— C'est aussi mon opinion, reprit le pape. Et c'est pourquoi je conseille aux catholiques français de se rallier sincèrement à la République. En leur parlant ainsi, je me fonde sur l'autorité de tous mes prédécesseurs. *Dans le cours des siècles, l'Eglise ne s'est jamais attachée qu'à un seul cadavre... celui que vous voyez là, sur la croix.*

Vendredi, 1^{er} avril 1904.

Poursuivant sa croisière méditerranéenne, l'empereur Guillaume est arrivé hier soir à Messine, à bord du *Hohenzollern*.

Pendant les derniers jours qu'il a passés à Naples, il a donné, en maintes circonstances, les signes d'une extrême fiébrilité. Nous savons, d'autre part, que son entretien du 26 mars avec le roi Victor-Emmanuel l'a vivement déçu, par la froide et taciturne réserve où s'est enfermé le monarque italien. Aussi, devant plusieurs personnes, il serait allé jusqu'à dire : « Je sens que Delcassé est en train de me débaucher l'Italie... Oh ! cela, je ne le tolérerai pas ! »

Que Victor-Emmanuel se soit tenu dans une froide réserve à l'égard de Guillaume, je n'en suis pas surpris. Une de mes amies romaines, dont le mari détient une haute charge de cour, me disait récemment : « Notre souverain ne peut pas supporter le kaiser. Vous savez comme il est simple, franc, loyal, mais peu communicatif, surveillant chacune de ses paroles et presque toujours silencieux. Les grands airs de Guillaume, son agitation et sa forfanterie continuelles, ses monologues interminables, son besoin de faire la leçon à tout le monde, son goût des manifestations théâtrales, enfin sa prétention de tenir l'Italie sous sa botte, comme au temps des Hohenstaufen, toutes ses manières et toutes ses idées le rendent odieux à notre roi... »

J'ajoute, — ce que cette amie ne me disait pas, — que Victor-Emmanuel est, politiquement, très libéral, très avancé, très imbu de l'esprit moderne, tandis que l'altier Guillaume ne se plaît que dans le décor, le bric-à-brac et les rêveries de la féodalité germanique.

Dimanche, 3 avril 1904.

L'accord franco-anglais, qui sera l'*Opus magnum* de Delcassé, touche à sa conclusion ; lord Lansdowne et Paul Cambon y mettent la dernière main.

Aussi, dans toutes les chancelleries européennes, l'impatience est vive de connaître enfin l'exacte portée de ce grand accord mystérieux qui est en gestation depuis neuf mois.

Le *Popolo romano*, toujours bien renseigné, annonce l'événement prochain comme « sans précédent et sans pareil dans les annales de la diplomatie. » Et il déclare prophétiquement : « Toute la politique du vingtième siècle peut en être influencée ; car les arrangements qui sont à la veille d'aboutir assureront pour un temps illimité l'action commune de la France et de l'Angleterre dans le monde... » Il termine par cette remarque judicieuse : « L'entente franco-anglaise ne semble devoir porter aucune atteinte à l'alliance franco-russe... Depuis l'ouverture du conflit russo-japonais, la France est comme le point central d'une vaste combinaison, une combinaison telle que l'Europe n'en a jamais connue. »

Lundi, 4 avril 1904.

Parallèlement à l'accord franco-anglais, Delcassé négocie avec le cabinet de Madrid une convention qui, en délimitant les droits et les intérêts de l'Espagne au Maroc, reconnaîtrait à la France le privilège de la suréminence politique dans l'Empire des Chérifs.

La négociation est des plus difficiles ; car, depuis l'expulsion des Maures et le règne d'Isabelle la Catholique, les Espagnols ont toujours considéré le Maroc comme leur domaine réservé, leur terre promise. Et ce rêve glorieux, ils ne peuvent le poursuivre qu'à la condi-

tion de ne pas le préciser. Au fond, ce que nous leur demandons c'est de constater officiellement qu'ils ont échoué dans leur mission historique et de nous céder le pas.

L'ambassadeur, Léon y Castillo, marquis del Muni, déploie une vigueur et une souplesse remarquables dans le plaidoyer de sa cause, qui a contre elle toutes les réalités.

Mardi, 5 avril 1904.

Le baron de Courcel vient me voir au ministère pour y prendre connaissance de quelques dossiers secrets que Delcassé m'a chargé de lui montrer, car il apprécie très haut le sens politique, le jugement droit et perspicace, l'expérience magistrale de notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres (1).

Il nous représentait dans ce dernier poste, au mois de novembre 1898, pendant la crise de Fachoda ; il admire d'autant plus Delcassé d'avoir si habilement réconcilié la France et l'Angleterre :

— Mais, poursuit-il, toute l'adresse, tout le courage et toute la ténacité de M. Delcassé n'auraient pas suffi à transformer en amitié l'antagonisme séculaire des deux peuples, si les Anglais ne commençaient à redouter la concurrence de l'Allemagne, et même le *péril allemand*. Vous savez que les Anglais n'ont pas l'intelligence très rapide : l'agitation désordonnée de l'empereur Guillaume a fini cependant par leur ouvrir les yeux sur la grandeur et la prospérité menaçantes du Reich. Ils se sont aussitôt rappelé la maxime de lord Chatham : *Nous ne devons craindre qu'une chose ici-bas, c'est de voir la France nous rivaliser comme puissance commerciale, navale et coloniale*. Mais ce n'est plus à la France qu'ils l'ont appli-

(1) Ancien directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, ancien ambassadeur à Berlin puis à Londres ; sénateur et membre de l'Institut ; il est mort le 13 juin 1919.

quée, cette maxime : c'est à l'Allemagne... La crainte du *péril allemand*, voilà ce qui a surtout rapproché l'Angleterre de la France...

Évoquant ses souvenirs de Berlin, qui remontent à l'apogée final de la gloire bismarckienne, Courcel me dit encore :

— Jamais Bismarck ne nous eût permis de concerter des accords politiques avec la Russie et l'Angleterre. Au premier symptôme d'un rapprochement suspect, il nous eût sommés de rompre la négociation. Et, si nous n'avions pas cédé, il nous eût fait la guerre... Un jour, pendant une de mes villégiatures à Friedrichsruhe, il me demanda brusquement : *Saviez-vous que Moltke est un rêveur ?* — *Le maréchal de Moltke, un rêveur ! Mais c'est l'esprit le plus froid, le plus méthodique, le plus ordonné, le plus sévèrement positif que j'aie rencontré.* — *N'importe ! c'est un rêveur, un grand rêveur. Non pas que ses rêves soient variés, il a l'imagination forte mais pauvre, comme doit être celle d'un militaire. Aussi ne fait-il qu'un rêve, toujours le même, et il le répète chaque nuit, obstinément. D'abord il rêve qu'il s'est couché avec son sabre et ses bottes. Puis, soudain, il voit un cosaque hirsute qui se faufile dans la chambre à pas de loup et qui essaie de lui arracher une de ses bottes. Au même instant, apparaît un petit soldat français débraillé qui empoigne l'autre botte. Alors, Moltke se jette à bas de son lit, dégaine son sabre et taille en pièces les deux intrus... Chaque nuit cela recommence ; chaque nuit le maréchal s'escrime furieusement à droite et à gauche avec son grand sabre... N'est-ce pas qu'il est drôle, ce rêve ?...* Et le chancelier me fixait, en goguenardant. Je n'ai pas voulu relever la signification comminatoire de cet apologue ; j'ai dit simplement : *Eh quoi ! l'illustre maréchal de Moltke achève sa vie dans un cauchemar aussi affreux (1)...* Mais, ce jour-là sans doute,

(1) Le feld-maréchal de Moltke est mort en 1891, dans sa quatre-

Bismarck avait résolu de m'effrayer ; car, du même ton narquois, il poursuivait, en tirant des bouffées de sa grosse pipe : *Vous autres, Français, vous ne savez pas la géographie. — Vous vous trompez; vous avez devant vous précisément un Français qui sait très bien la géographie et qui la sait peut-être beaucoup mieux que vous. Questionnez-moi plutôt. — Eh bien, quelle est la distance la plus courte, de Paris à Londres, ou de Berlin à Londres? — Quelle étrange question! Vous ne parlez pas sérieusement? — Mais oui, je parle sérieusement et j'attends votre réponse. — Comme j'ai la carte d'Europe toujours présente à l'esprit, je ne crois pas me tromper en vous affirmant que, de Paris à Londres, il y a 350 kilomètres tandis que, de Berlin à Londres il doit y en avoir au moins un millier. — Alors mon redoutable interlocuteur s'est esclaffé bruyamment : J'étais bien sûr que vous ne savez pas la géographie! C'est de Berlin à Londres et non de Paris à Londres que la distance est trois fois plus courte. Et je vous le prouverai quand il vous plaira. Voici même, pour que vous ayez le temps d'y réfléchir, voici l'expérience que je vous propose : nous partirons, à la même heure, vous de Paris, moi de Berlin... et je vous certifie que j'arriverai à Londres avant que vous n'ayez seulement traversé le Pas-de-Calais...* Sous cette forme pittoresque et persifleuse, Bismarck me donnait un avertissement grave ; c'est comme s'il m'eût dit : *N'essayez pas de lier partie avec l'Angleterre, car le jour où je m'en apercevrais, je vous devancerais aussitôt à Londres par des offres et des concessions telles que le gouvernement britannique préférerait inmanquablement notre alliance à la vôtre. Et cette alliance, ne doutez pas que vous en paieriez les frais.*

vingt-douzième année. La conversation rapportée ci-dessus est approximativement de 1885.



Nous parlons enfin de l'Éminence grise, de l'omnipotent Holstein ; je demande à Courcel :

— Comment vous expliquez-vous que ce mystérieux personnage soit depuis si longtemps le maître absolu de la diplomatie allemande et que, malgré toutes les suspensions, toutes les haines dont il est l'objet, aucun chancelier n'ait osé le combattre ?

— C'est une question que je me suis posée bien souvent... Une dame anglaise, qui était fort liée avec l'impératrice Victoria et que je voyais beaucoup à Londres, m'a fourni la seule explication vraisemblable : Holstein, qui est policier dans l'âme, aurait constitué un dossier de pièces accablantes sur le rôle abominable que Guillaume a joué pendant l'agonie de son père et qu'il a repris quelques mois plus tard quand il préludait au renvoi de Bismarck. Ces pièces, Holstein les aurait mises en lieu sûr, et l'on ne doute pas qu'il les publierait au besoin : il a mainte fois prouvé que, pour se venger, il est capable de tout.

— Décidément, c'est une mauvaise bête !

— Oui, mais il a, de plus, je ne sais quoi de caricatural et de satanique ; je me le figure très bien dans un conte d'Hoffmann.

CHAPITRE III

8 AVRIL-2 MAI 1904

Signature de l'accord franco-anglais. — Cet accord n'est pas seulement une liquidation du passé : il ouvre une ère nouvelle dans les rapports des deux pays. — Forte impression qu'il produit en Allemagne. — Activité dangereuse des anarchistes russes réfugiés à Paris. — Un apôtre de la foi révolutionnaire : Bourtzew. — Le président de la République et Delcassé partent pour Rome ; accueil enthousiaste de la population romaine ; cordialité des toasts officiels. — L'alliance franco-italienne est désormais possible. — Tandis que les cérémonies et les fêtes se déroulent à Rome, notre état-major connaît, par une trahison mystérieuse, le nouveau plan de concentration des armées allemandes contre la France. — Les révélations du *Vengeur* : programme d'une offensive débordante et foudroyante par la Belgique. — Aussitôt que le président de la République a quitté Rome, le Saint-Siège proteste contre « l'offense grave » que le président Loubet a portée au Souverain Pontife par sa visite au spoliateur de la papauté. — L'empereur Guillaume achève sa croisière méditerranéenne par un séjour à Venise. — Épisode sentimental ; irritation des Vénitiens contre le kaiser. — Rentré en Allemagne, Guillaume II prononce, à Carlsruhe, un discours menaçant où il rappelle les défaites de la France en 1870. — Retour du président Loubet et de Delcassé à Paris. — La protestation du Saint-Siège n'émeut pas Delcassé, pour qui l'alliance franco-italienne est désormais « une certitude ». — Par contre, il considère comme des symptômes fort graves le discours de Carlsruhe et les révélations du *Vengeur*. — De passage à Paris, le prince de Donnersmarck m'explique l'animosité de l'empereur Guillaume à l'égard de la France : « Il a les nerfs à vif. M. Delcassé fera bien d'être prudent. »

Vendredi, 8 avril 1904.

Aujourd'hui, notre ambassadeur à Londres, Paul Cambon, et le secrétaire d'État au *Foreign Office*, lord

Lansdowne, ont signé l'accord franco-anglais, à savoir : 1^o une *Déclaration concernant l'Égypte et le Maroc*; 2^o une *Convention concernant Terre-Neuve et l'Afrique*; 3^o une *Déclaration concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides*.

Ce grand acte diplomatique touche donc à une infinité de questions, qu'il règle dans l'esprit le plus équitable; aucun différend, aucun litige ne subsiste entre les deux pays. De toutes ces stipulations, la plus importante est celle qui vise l'Égypte et le Maroc : nous abandonnons l'Égypte à l'Angleterre qui, de son côté, nous abandonne le Maroc.

L'accord, qui vient d'être conclu, n'est pas seulement une liquidation. Il ouvre, dans les rapports franco-anglais, une ère nouvelle; il est la préface d'une action commune dans la politique générale de l'Europe. Est-il dirigé contre l'Allemagne? Explicitement, non. Mais implicitement, oui; car, aux visées ambitieuses du germanisme, à ses desseins avoués de prépondérance et d'envahissement, il oppose le principe de l'équilibre européen.

Mercredi, 13 avril 1904.

Hier, à la séance du Reichstag, le chancelier Bülow a été interpellé par les nationaux-libéraux sur l'accord franco-anglais du 8 avril.

D'après les auteurs de l'interpellation, cet accord placerait l'Allemagne dans une situation pénible, humiliante, notamment par les énormes privilèges que la France a obtenus au Maroc.

Le comte de Bülow a répondu très sagement : *Nous n'avons aucun motif d'admettre que cette convention soit dirigée contre une puissance quelconque.*

Il semble qu'il y ait là tout simplement une tentative pour faire disparaître, au moyen d'une entente amiable, tous les différends existant entre la France et l'Angleterre.

Au point de vue des intérêts allemands, nous n'avons rien à objecter contre cette convention. En effet, nous ne devons pas souhaiter que des relations tendues existent entre la France et l'Angleterre, ne fût-ce que pour ce motif qu'il en résulterait une menace pour la paix générale que nous désirons sincèrement voir maintenue.

En ce qui concerne la partie capitale de cette convention, c'est-à-dire le Maroc, nos intérêts dans ce pays, comme, en général, dans la Méditerranée, mais plus particulièrement encore au Maroc, sont d'ordre principalement économique. Aussi avons-nous, nous aussi, grand intérêt à ce que l'ordre et la paix règnent dans le pays. D'autre part, nous n'avons aucun motif de craindre que nos intérêts économiques au Maroc soient mis à l'écart ou reçoivent une atteinte du fait d'une puissance quelconque.

Vendredi, 15 avril 1904.

La flotte japonaise, commandée par l'amiral Togo, s'efforce d'embouteiller l'escadre russe dans Port-Arthur, renouvelant ainsi l'opération que les Américains ont si magistralement exécutée contre les Espagnols à Santiago-de-Cuba, en 1898.

Avant-hier, au cours d'une attaque, le cuirassé russe, *Pétropavlovsk* (12 000 tonnes), portant le pavillon de l'amiral Makarow, a coulé en deux minutes.

Mardi, 19 avril 1904.

Malgré les sages déclarations que le chancelier Bülow a fait entendre, il y a quelques jours, devant le Reichstag, l'opinion allemande ne prend pas son parti de l'accord franco-anglais ; elle continue d'y voir une insupportable diminution de l'Allemagne : « Nous ne pouvons admettre que l'Angleterre et la France règlent, en dehors de nous, des questions aussi graves... Nous ne pouvons tolérer



que la France obtienne au Maroc une situation prépondérante. »

Dans les milieux nationalistes, on affecte de croire que le langage du chancelier devant le Reichstag ne correspondait nullement à la pensée impériale, et l'on souhaite une prompte rectification de l'empereur.

Mercredi, 20 avril 1904.

Je remets au ministre cette note secrète :

La personne qui a fourni récemment des informations sur la querelle survenue entre l'ambassadeur d'Allemagne à Paris et le comte de Græben, a demandé hier au prince de Radolin ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans le bruit qui a couru au sujet d'une visite de l'empereur Guillaume au président de la République pendant le séjour à Naples. Le prince a répondu : « Je crains fort que le bruit ne soit fondé... Si la visite a lieu, soyez sûr que l'empereur essaiera de parler politique à M. Loubet. »

Je m'attendais que Delcassé accueillît cette note par quelque diatribe fulminante à l'égard du kaiser... Mais non ! C'est d'une voix très calme qu'il me répond et en termes si justes qu'il semble les avoir médités depuis longtemps.

— Cette improvisation d'une rencontre avec le président de la République n'a pas le sens commun. Vous m'avez souvent reproché, mon ami, de ne pas vouloir envisager, un seul instant, l'idée d'ouvrir une conversation intime avec l'Allemagne, pas plus avec Bülow qu'avec l'empereur... Mais d'abord, voyons les faits dans leur exacte réalité. Il n'est pas douteux qu'un différend grave sépare la France de l'Allemagne, le différend le plus grave qui ait jamais séparé deux nations. Cela c'est un fait qui dure depuis vingt-trois ans et qui est imprescriptible. Or, la France ne renoncera jamais à ses pro-

vinces perdues, ou bien il n'y aurait plus de France... Je suppose néanmoins que l'empereur Guillaume et le président Loubet se rencontrent, comme par hasard, en mer ou dans un port italien. Qu'est-ce qu'ils auraient à se dire, qu'est-ce qu'ils pourraient se dire?... De deux choses l'une, ou bien ils se parleraient avec franchise et les relations des deux pays s'envenimeraient immédiatement, ou bien ils n'échangeraient que des banalités imprécises et leur entretien se terminerait par une équivoque, laquelle se traduirait bientôt comme dans la première hypothèse, par une recrudescence d'animosité entre les deux peuples. Hein ! voyons, cher ami !... N'ai-je pas raison?... Mais je vais plus loin pour vous plaire. J'admets qu'après vingt-trois ans de mésintelligence, l'Allemagne veuille tenter un loyal effort pour la réconciliation de nos deux pays. Et je vous demande : une pareille tentative, dont l'échec risquerait d'entraîner les pires conséquences, ne devrait-elle pas être entourée des précautions les plus délicates ? Si l'empereur Guillaume, animé d'un pacifisme sincère, veut nous entraîner à une explication de ce genre, pourquoi ne met-il pas en œuvre la procédure et les garanties habituelles de l'action diplomatique ? Pourquoi la chancellerie de Berlin ne nous saisit-elle pas d'une proposition claire, pourquoi ne nous déclare-t-elle pas sur quelles bases elle conçoit une coopération intime et durable de la France et de l'Allemagne?... Mais non : ce que Guillaume poursuit, ce n'est pas une explication positive et loyale, c'est une entrevue sensationnelle, un coup de théâtre dans le golfe de Naples ou sur les flots méditerranéens... Quelle sottise ! Quelle niaiserie ! Je vous l'ai dit bien des fois, mon cher Paléologue, et je vous le répète encore de toute ma conviction la plus ardente : *Guillaume n'est qu'un esbrouffeur et un charlatan* (1) !

(1) Il est permis de croire que le chancelier Bülow appréciait comme

Jeudi, 21 avril 1904.

Hier, l'ambassadeur de Russie, Nélidow, a demandé au ministre de faire procéder « sans retard » à l'expulsion d'un réfugié, Wladimir Bourtzew, qu'il lui a représenté comme « un révolutionnaire des plus dangereux, incorrigible, acharné ». La note remise par l'ambassadeur à l'appui de sa demande, se termine ainsi : *Bourtzew possède une faculté remarquable d'exalter les instincts pernicieux de la jeunesse révolutionnaire et d'en former, à bref délai, des fanatiques décidés aux pires violences.*

Or, d'après Nélidow, Bourtzew se serait lié d'amitié avec les principaux chefs de notre parti socialiste, dont Jaurès. Et ceux-ci auraient obtenu du ministre de l'Intérieur, Combes, que la police française fermât les yeux sur la présence dudit Bourtzew à Paris, d'où il poursuit activement ses manœuvres ténébreuses contre le tsarisme.

Delcassé m'a aussitôt fait appeler pour me confier, en présence de Nélidow, la mission de « requérir, dans les termes les plus énergiques, l'expulsion immédiate de Bourtzew ».

Delcassé l'impossibilité morale de réconcilier la France et l'Allemagne, aussi longtemps que la question d'Alsace-Lorraine séparerait les deux nations. Voici en effet ce qu'il écrivait dans son ouvrage, *la Politique allemande*, publié en 1913 : *Selon moi, c'est une niaiserie maladive que d'espérer une réconciliation avec la France, tant que nous n'aurons pas l'intention de lui rendre l'Alsace-Lorraine. Or, cette intention, nous ne l'avons nullement... Il faut toujours nous efforcer de maintenir avec elle des rapports courtois, calmes et pacifiques. Mais nous ne devons pas poursuivre des chimères, sous peine de nous exposer à la mésaventure de l'astronome de La Fontaine qui, les yeux fixés sur les étoiles, tombe dans un trou béant à ses pieds. Ce trou, en l'occurrence, s'appelle « le trou des Vosges »... C'est d'ailleurs la preuve d'un vif sentiment d'honneur quand une nation souffre si profondément d'une offense à sa fierté que le désir d'une revanche devienne sa passion dominante.*

Imprégné de la tradition bismarckienne, le comte de Bülow ne partageait donc pas les conceptions chimériques et théâtrales que l'empereur Guillaume édifiait sur une rencontre possible avec le président de la République.

J'ai donc informé le directeur de la Sûreté générale, Cavard, que j'irais le voir cet après-midi.

Afin de m'éclairer complètement sur le cas de Bourtzew, le chef de la police russe à l'étranger, Ratajew, m'a remis ce matin un dossier volumineux, dont voici le résumé :

« Issu de petite noblesse terrienne, Wladimir-Lvowitch Bourtzew naquit en 1862 à Fort-Alexandrowsk. Dès l'âge de vingt ans, il se faisait incarcérer pour son prosélytisme révolutionnaire. Relâché après un mois, il était de nouveau arrêté en 1885 et, cette fois, condamné à sept ans de détention en Sibérie. Un an plus tard, il réussissait à s'échapper de son bagne et il cherchait asile à Genève puis à Londres.

« Si libérales que soient les traditions de l'hospitalité anglaise à l'égard des réfugiés politiques, il eut bientôt maille à partir avec la justice britannique pour avoir inséré dans sa revue : *Narodno Voletz (le Volontaire du peuple)*, une série d'articles qui exhortaient la jeunesse russe « à imiter les glorieux assassins d'Alexandre II ». Cette excitation au régicide lui valut dix-huit mois de *hard labour*. A l'expiration de sa peine, il retourna en Suisse, où son premier soin fut de publier une brochure qui aurait suffi à justifier le verdict du juge anglais : *A bas le tsar!* Pour occuper ses loisirs, il entreprenait l'édition d'une revue fort intéressante, *Byloïé (le Passé)*, consacrée à l'histoire des idées libérales et des mouvements séditieux en Russie.

« Cependant, sa haine du tsarisme, ses instincts de lutte, son goût romantique de l'action ténébreuse et foudroyante ne lui permettaient pas un plus long repos. En décembre 1901 il fondait, avec Guerchouny, Azew, Tchernow, Dora Brylliant et Savinkow, une *Organisation de combat* qui devait dorénavant concentrer et diriger toutes les énergies militantes du parti socialiste. Un plan de campagne fut élaboré. Trois victimes de haut

parage furent désignées : d'abord le procureur suprême du Saint-Synode, le théoricien fanatique de l'autocratie, Pobédonostsew, puis le général prince Obolensky, gouverneur de Kharkow, enfin le ministre de l'Intérieur, Sipiaguine.

« L'attentat qui visait Pobédonostsew échoua, par suite d'une délation. Le prince Obolensky ne reçut qu'une blessure légère. Mais, le 15 avril 1902, Sipiaguine, frappé au cœur, mourut instantanément. Dès lors les exploits terroristes se multiplièrent.

« A la fin de 1903, le gouvernement russe protesta auprès du gouvernement suisse contre les facilités que les révolutionnaires trouvaient sur le territoire helvétique pour la préparation de leurs complots. Les renseignements qui appuyaient cette protestation n'étaient que trop démonstratifs. Bourtzew et ses complices furent donc expulsés. Ils se réfugièrent à Paris. Bourtzew s'installa dans un modeste logis du boulevard Arago, où il affecta de mener la vie la plus calme, une vie exclusivement adonnée aux études historiques ; mais, secrètement, peu à peu, il y transféra toute l'*Organisation de combat*, ses archives, ses conciliabules, et sa réserve d'explosifs. »

Le dossier renferme en outre une photographie, destinée à faciliter les recherches de notre police. Je vois un homme jeune encore, d'une apparence frêle, avec une poitrine creuse et des épaules étroites. La figure m'impressionne vivement, une figure hâve, malade, ascétique, éclairée ou plutôt illuminée par des yeux d'une ardeur et d'une douceur fascinantes. Aussitôt, je m'explique l'ascendant de cet homme, son pouvoir d'entraînement et d'instigation, l'étrange magnétisme qui fait de lui un si merveilleux suscitateur d'énergies, un si redoutable apôtre de la foi révolutionnaire. Au verso du portrait je lis cette dédicace : *N'oubliez jamais les grands noms de Jélabow, de Sophie Pérovskaja, de Khal-*

tourine et de Grinévitsky (1). Leurs noms, c'est notre drapeau. Ils sont morts, fermement persuadés que nous marcherons sur leurs traces glorieuses.

A 5 heures de l'après-midi, je vais chez le directeur de la Sûreté générale. Il m'écoute, en me fixant de ses prunelles malicieuses. Puis, sans la moindre objection, il me déclare :

— Ce soir même, je soumettrai à la signature de M. Combes un arrêté d'expulsion contre Bourtzew et la Préfecture de police le lui notifiera dès qu'elle aura pu mettre la main sur lui.

Samedi, 23 avril 1904.

Le président de la République, accompagné de Delcassé, a quitté Paris ce matin, à 9 h. 50, pour Rome, où il arrivera demain vers 4 heures de l'après-midi.

La réception, que le gouvernement et le peuple italiens lui préparent, s'annonce très chaleureuse, très brillante. Il n'en éprouve aucune joie.

Cette visite à Rome, voilà plus d'un an qu'il la redoute et la déconseille, car il estime qu'elle aura inévitablement pour conséquence la rupture des rapports diplomatiques entre la France et le Saint-Siège. Il a néanmoins cédé aux instances de son ministre des Affaires étrangères, dont l'argument principal me semble d'ailleurs décisif : « La visite du président de la République à Rome est la condition *sine qua non* de l'alliance franco-italienne. Or, l'état de l'Europe nous oblige à nous assurer cette alliance. Ne recommençons pas la faute de 1870. »

Quant à la rupture des rapports diplomatiques entre la France et le Saint-Siège, Delcassé persiste à croire que, à la dernière minute, on trouvera une formule de chancellerie, un artifice de cérémonial, qui arrangera tout.

(1) Assassins d'Alexandre II.

Dimanche, 24 avril 1904.

Cet après-midi, à 4 heures, le président de la République est arrivé à Rome, par un temps radieux.

Pour lui faire accueil à la gare des Thermes, Victor-Emmanuel, toujours si froid, si renfrogné, si revêché, a montré presque de l'effusion.

Sur tout le parcours, jusqu'au palais du Quirinal, le cortège a été salué d'acclamations enthousiastes. Il y a eu toutefois quelques cris malsonnants de *Viva la Republica!* et de *Abbasso il Papa!* mais ils n'ont pas eu d'écho.

A 8 heures, dîner intime au Quirinal. Dans la soirée, une retraite aux flambeaux, suivie d'une foule immense, a défilé devant le palais.

Lundi, 25 avril 1904.

A Rome, le président de la République va de fête en fête et d'acclamations en acclamations. Le rapprochement franco-italien, qui, jusqu'à ce jour, n'était qu'un rouage interne, un ressort invisible de notre appareil diplomatique, reçoit pour ainsi dire la consécration populaire.

Dans le toast officiel qu'il a porté ce soir au dîner de gala, Victor-Emmanuel a très heureusement invoqué « les ineffaçables souvenirs » qui unissent les deux peuples et qui leur offrent aujourd'hui l'occasion « d'affirmer à nouveau leur amitié... » Sans doute, l'alliance franco-italienne est loin d'être conclue ; mais elle est dorénavant possible. Et c'est déjà beaucoup. L'accord franco-anglais du 8 avril dernier a certainement contribué à ce résultat ; l'Italie sait qu'elle pourra désormais s'appuyer à la fois sur Paris et sur Londres pour se dégager de la servitude où la tiennent les Empires germaniques.

Quand Delcassé, insistant naguère pour amener le président de la République à Rome, s'évertuait à lui démontrer que « l'état de l'Europe nous oblige à nous assurer l'alliance italienne » ; quand il lui tenait opiniâtrément ce ferme langage, il avait encore plus raison qu'il ne croyait. En voici la preuve :

Notre chef d'état-major, le général Pendézec, m'avait prié de passer à son bureau, cet après-midi, pour me parler de l'alliance russe, dont l'efficacité militaire est évidemment très amoindrie par l'énorme effort que nos alliés vont avoir à soutenir en Extrême-Orient. Nous avons déjà bien des fois traité le sujet ; notre conclusion a toujours été la même : « Tant que les Russes seront aux prises avec les Japonais, la diplomatie française doit éviter soigneusement toute querelle, à plus forte raison tout conflit avec l'Allemagne. »

Après m'avoir recommandé un rigoureux secret sur ce qu'il allait me dire, le général Pendézec a étalé devant moi une grande carte, figurant la Belgique, les provinces rhénanes, le Nord et l'Est de la France.

— Et maintenant, poursuit-il, écoutez-moi bien. Je vais vous exposer le nouveau plan de concentration que l'État-major allemand vient d'adopter contre la France.

Je l'interromps avec stupeur :

— Comment le connaissez-vous, ce plan ?

— Je vous le dirai pour finir... Mais je vous garantis l'exactitude absolue de ce que vous allez entendre.

Je résume ci-après son minutieux exposé :

« Dans le cas d'un conflit avec la France, l'Allemagne réduirait à six corps d'armée sa couverture du côté russe ; elle en masserait trente-six sur sa frontière occidentale, ou, plus exactement, la valeur de trente-six corps, car il n'y aurait que vingt-six corps en première ligne, le reste se composant de divisions de réserve. Ces vingt-six corps seraient répartis en quatre armées. Leur distribution géographique serait la suivante : une

armée de neuf corps et deux armées de quatre corps dans la région de la Moselle et de la Sarre, avec la vallée de la Meurthe comme objectif ; une armée de neuf corps dans la région d'Aix-la-Chapelle et de Malmédy, avec la vallée de l'Oise comme objectif. Cette dernière armée passerait par Liège, Stavelot, Namur, Charleroi, Maubeuge, d'où, par Guise, Noyon et Compiègne, elle marcherait droit sur Paris, tandis que les trois autres armées, opérant vers la Meurthe, retiendraient contre elles toutes nos forces du Nord-Est. »

Avec une impassible froideur, que dément l'éclat sombre de ses yeux, le général Pendézec conclut :

— Ai-je besoin de vous dire que nous ne pourrions pas résister à une pareille attaque?... Nous serions immédiatement submergés.

Il me révèle enfin l'origine de ses informations :

— Récemment, un officier, qui semble être un des généraux attachés au Grand état-major de Berlin, nous a écrit, de Liège, pour nous offrir *quelques documents de la plus haute importance*. Notre service des renseignements s'est mis en relations avec lui, par l'entremise du capitaine Lambling, que vous connaissez (1). Le traître nous a livré tout le nouveau plan d'opérations adopté par l'état-major allemand, avec un tableau précis de ce que nous appelons techniquement les *zones de concentration*. Nous avons pu vérifier les pièces dont il s'était muni et les explications orales qu'il y a jointes : les unes et les autres m'inspirent une certitude absolue... Quant à la personnalité du traître, nous l'ignorons totalement ; nous n'avons même plus le moyen de correspondre avec lui. Trois fois, par une lettre datée de Liège, il a donné rendez-vous à Lambling ; la première fois, c'était à Paris ; la seconde à Bruxelles, la troisième à Nice, et

(1) Le capitaine Lambling, du 25^e régiment d'artillerie, était alors détaché au Service des Renseignements ; il est mort, colonel, en 1917.

toujours dans un hôtel de grand luxe. Mais, chaque fois, il ne s'est montré à Lambling que la tête enveloppée de bandages, comme s'il venait de subir une opération chirurgicale ; on ne voyait de lui qu'une moustache grise et des yeux perçants. A leur première entrevue, il a exigé de Lambling le serment que nous respecterions son incognito, que nous ne le ferions pas suivre par nos policiers ; il lui a dit : *J'ai pris mes dispositions pour quitter l'hôtel dans une heure. Si je m'aperçois que vous me faites suivre, vous ne me reverrez jamais et vous ne saurez pas tout ce que j'ai encore à vous apprendre.* Il a plusieurs fois déclaré à Lambling : *J'ai parfaitement conscience de mon ignominie ; mais on s'est conduit envers moi d'une façon plus ignominieuse encore et je me venge...* Les trois lettres, datées de Liège, que nous avons reçues de lui sont signées : *le Vengeur*. Il a néanmoins demandé, pour le prix de ses fournitures et pour ses frais de voyage, 60 000 francs ; nous les lui avons donnés sans marchander, car ses révélations sont sans prix (1).

Mardi, 26 avril 1904.

Aujourd'hui, le roi Victor-Emmanuel a offert au président de la République le spectacle d'une grande revue militaire. Dix-huit mille hommes ont défilé sur la place d'Armes, aux Prati di Castello.

Dans l'après-midi, M. Loubet a visité le Forum.

Le soir, au Quirinal, grand dîner auquel étaient conviés tous les généraux qui avaient participé, le matin, à la revue. Dans les toasts, le président et le roi ont réciproquement adressé un salut cordial aux armées italienne et française, « en souhaitant qu'elles continuent d'être une garantie de paix et de prospérité pour les deux nations ».

(1) Sur l'authenticité de ces révélations, voir *Un Prélude à l'invasion de la Belgique*; le plan Schlieffen, p. 27 et suiv. Paris, 1932. Plon, éd.

Après une courte escale à Bari, le yacht impérial *Hohenzollern* est arrivé, hier soir, à Venise. Le kaiser compte y rester deux jours ; il doit être à Carlsruhe, le 28 avril, pour une cérémonie officielle.

Ce matin, la Préfecture de police a notifié au terroriste russe, Wladimir Bourtzew, l'arrêté ministériel qui l'expulse du territoire français ; un délai de trois jours lui est accordé pour sa mise en route.

Mercredi, 27 avril 1904.

Depuis trois jours que le président de la République est à Rome, installé au palais du Quirinal, le Vatican n'a rien fait pour signifier sa désapprobation de ce « voyage impie ». Tout au plus, a-t-il prescrit aux catholiques romains de ne prendre aucune part à la réception de M. Loubet.

Nous savons néanmoins que le Saint-Siège maintient irréductiblement sa doctrine : « Le fait, pour le chef d'une nation catholique, tel qu'est le président de la République française, le fait de rendre visite au spoliateur du pape, dans le palais qui était jadis la demeure des souverains pontifes, implique une offense grave au chef suprême de la religion, une criminelle atteinte au droit qu'a celui-ci de revendiquer aujourd'hui et toujours sa pleine indépendance pour le bien des peuples catholiques et la dignité de l'Église romaine... » Pie X affecte donc, provisoirement, d'ignorer la présence de M. Loubet à Rome.

Le Saint-Père aurait pu cependant l'apercevoir, de ses fenêtres, au cours d'une longue promenade que Victor-Emmanuel a fait faire à son hôte, avant-hier, et qui les a menés, comme par hasard, devant la basilique vaticane.

C'est le roi qui, subitement, a eu l'idée de cette promenade. La journée s'achevait radieuse, mais très chaude ;

le président venait de consacrer quatre heures de suite aux fatigantes et banales réceptions du palais Farnèse ; il était donc heureux de se délasser au grand air. Ils étaient en phaéton ; le roi conduisait lui-même : pas d'escorte. Ils ont parcouru ainsi la Via Nazionale, le Corso Vittorio-Emmanuele, le Campo dei Fiori, le pont Garibaldi, le Transtévère, les hauteurs du Janicule, la place de Saint-Pierre, le quai du Château Saint-Ange, le pont Cavour, la place du Peuple, les jardins de la villa Borghèse, pour aboutir enfin à la brèche de la Porta Pia, par où les troupes italiennes entrèrent, victorieuses, dans Rome, le 20 septembre 1870.

En combinant cet itinéraire, le roi s'est montré un parfait cicérone ; mais je doute que le passage devant Saint-Pierre et l'arrêt à la Porta Pia soient jugés de bon goût par le Vatican.

Hier, notre ambassadeur à Berlin a tenté d'aborder la question marocaine avec le secrétaire d'État impérial, le baron de Richthofen ; il avait mission de lui répéter les déclarations que Delcassé a faites, le 23 mars, au prince de Radolin. Mais, une fois de plus, notre ambassadeur Bihourd, chez qui s'accroissent les progrès d'une pénible névrose, a manqué d'assurance et d'énergie :

« Dès les premiers mots, nous télégraphie-t-il, j'ai compris, à l'attitude glaciale du baron de Richthofen, que je serais condamné à un monologue. Je me suis donc borné à lui dire que j'avais personnellement apprécié le langage du chancelier, quand il a reconnu, devant le Reichstag, que l'accord franco-anglais n'était dirigé contre aucune puissance et ne menaçait nullement les intérêts commerciaux de l'Allemagne. »

Il ressort de là que le cabinet de Berlin nous fera payer, lui aussi, notre liberté d'action au Maroc ; mais j'imagine que, dans ce règlement de compte, nous aurons moins de peine à nous entendre sur le *prix* que sur la *forme*.

Jeudi, 28 avril 1904.

Ce matin, dès 9 heures, Victor-Emmanuel et M. Loubet ont quitté Rome pour Naples, où la visite présidentielle doit se terminer demain par une revue navale, Ils y sont arrivés, cet après-midi, à 2 h. 30.

Rues pavoisées, arcs de triomphe, délire d'enthousiasme... selon la formule classique des manifestations napolitaines.

Le soir, représentation de gala au théâtre San Carlo.

Vendredi, 29 avril 1904.

Ce matin, en rade de Naples, le roi Victor-Emmanuel et le président de la République ont passé la revue des escadres italienne et française, après quoi ils ont échangé leurs adieux.

A 11 heures, le président de la République s'est embarqué sur le croiseur *la Marseillaise*. Aussitôt, l'escadre française a pris le large, en direction de Marseille, où elle arrivera demain, vers 4 heures de l'après-midi.

Dans la soirée d'hier, par conséquent douze heures après que le président de la République avait quitté Rome, le cardinal secrétaire d'État, Merry del Val, a fait remettre à notre ambassadeur, Nisard, une protestation solennelle, dont voici la conclusion.

...Il est à peine besoin de rappeler que les chefs des Etats catholiques, unis comme tels par des liens spéciaux au Pasteur suprême de l'Eglise, ont le devoir d'user envers lui de plus grands égards que les souverains d'Etats non catholiques, en ce qui concerne sa dignité, son indépendance et ses droits imprescriptibles. Ce devoir, jusqu'ici

reconnu et observé par tous, incombe d'autant plus au premier magistrat de la République française, lequel préside à une nation qui est unie par des liens très étroits et traditionnels au Pontificat romain... Par conséquent, si un chef quelconque de nation catholique porte une grave offense au Souverain Pontife en venant rendre hommage à Rome, c'est-à-dire dans le siège pontifical lui-même et dans le palais apostolique lui-même, à celui qui, contre tout droit, détient son principat civil, cette offense a été beaucoup plus grande de la part de M. Loubet.

...Contre un événement aussi douloureux, le cardinal secrétaire d'État soussigné émet, au nom de Sa Sainteté, la protestation la plus formelle.

Nous échangeons nos idées, le directeur des Affaires politiques et moi, sur ce grave document. Et nous concluons de même : « La rupture entre la France et le Saint-Siège est désormais inévitable ; car, d'une part, le Vatican s'est coupé toute retraite, et, d'autre part, nos radicaux seront trop heureux de saisir un si favorable prétexte pour dénoncer le Concordat. »

Quant aux dispositions personnelles de Pie X à l'égard de la France, je cite à Georges Louis deux traits significatifs. Le député conservateur, Denys Cochin, est allé tout récemment à Rome, dans le fol espoir d'y négocier une rencontre entre Delcassé et le cardinal Merry del Val ; il est revenu « désolé » de son audience chez le secrétaire d'État : « J'ai constaté, m'a-t-il dit, qu'au Vatican nous ne sommes plus ni aimés, ni connus. » Un autre député de la droite, le comte de Caraman, était allé aussi à Rome, quelques semaines auparavant, et il était sorti « outré » de sa visite à la secrétairerie d'État ; il épanchait sa tristesse devant Nisard : « Je n'étais pas venu au Vatican pour me faire chanter les louanges de l'Allemagne et de l'empereur Guillaume. »

Je cite enfin à Georges Louis une boutade d'un jeune

écrivain, qui, dans son zèle de catholique et de monarchiste, ne trouve pas d'expression assez forte pour anathémiser le voyage du président Loubet à Rome : « Eh quoi ! cet admirable Caserio n'a donc pas laissé de postérité (1) ! »

Samedi, 30 avril 1904.

Le croiseur *la Marseillaise*, ayant à bord le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, est arrivé à Marseille, cet après-midi, à 4 heures.

Loubet et Delcassé ont pris le train aussitôt pour Paris, où ils seront demain matin, à 8 heures.

Avant-hier, 28 avril, l'empereur Guillaume, s'adressant au bourgmestre de Carlsruhe, a prononcé un discours menaçant, un discours à grand orchestre :

L'accueil si affectueux que je reçois ici de la population continue dignement les nombreuses et belles réceptions que j'ai trouvées en Italie.

J'ai visité là-bas ces beaux rivages où demeurèrent jadis les Hohenstaufen et où leur souvenir, aujourd'hui encore, s'est hautement conservé. Bien des discours et des dépêches, qui m'ont été adressés, bien des monuments artistiques ont de nouveau fait revivre devant mes yeux le temps de Frédéric II.

Vous avez dit avec raison, M. le bourgmestre, que la tâche du peuple allemand est une lourde tâche. Pensons à la grande époque qui refit l'unité de notre peuple; oui, pensons aux batailles de Wærrh, de Wissembourg, de Sedan. Et rappelons-nous avec quels cris d'allégresse le grand-duc de Bade salua le premier empereur d'Allemagne.

Je veux espérer que la paix ne sera pas troublée. Mais j'espère aussi que les événements actuels tiendront la

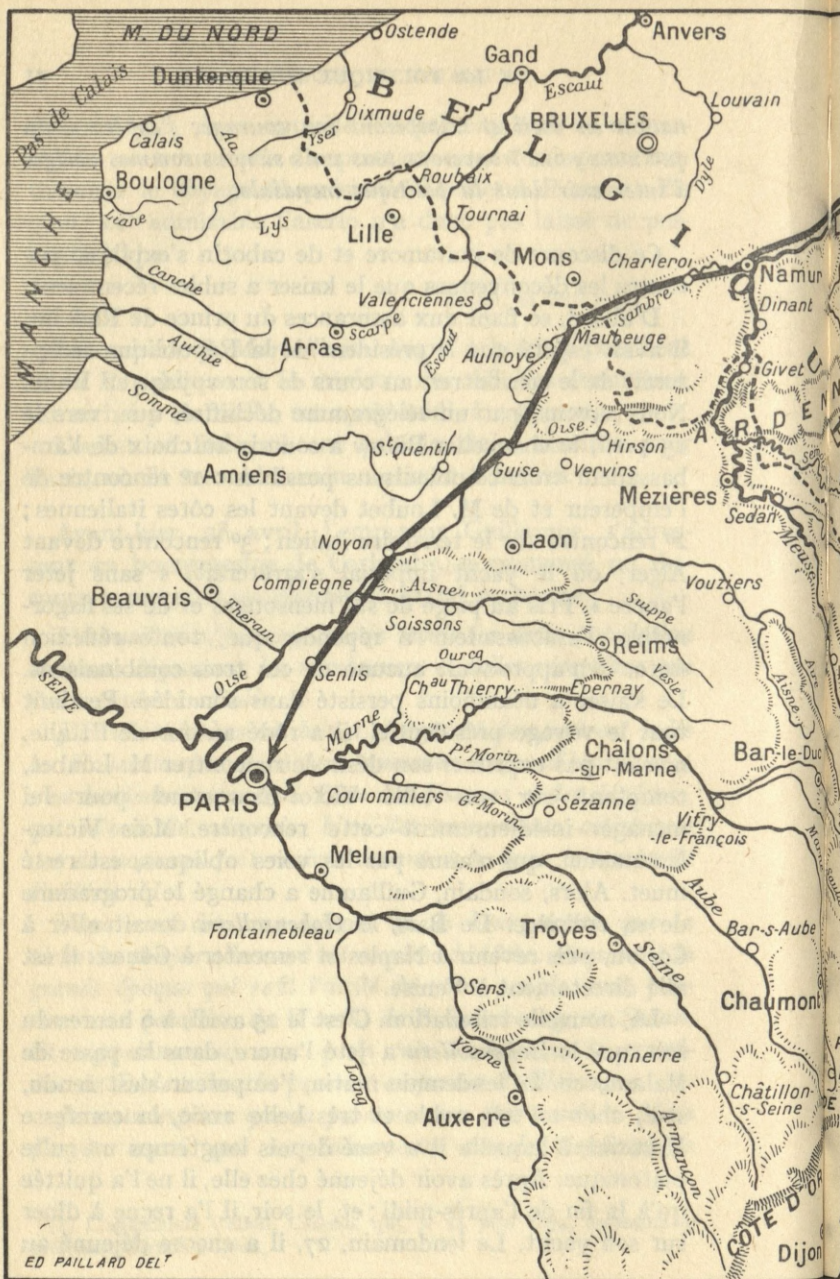
(1) L'anarchiste italien, Caserio, qui, le 24 juin 1894, assassina le président Carnot à Lyon,

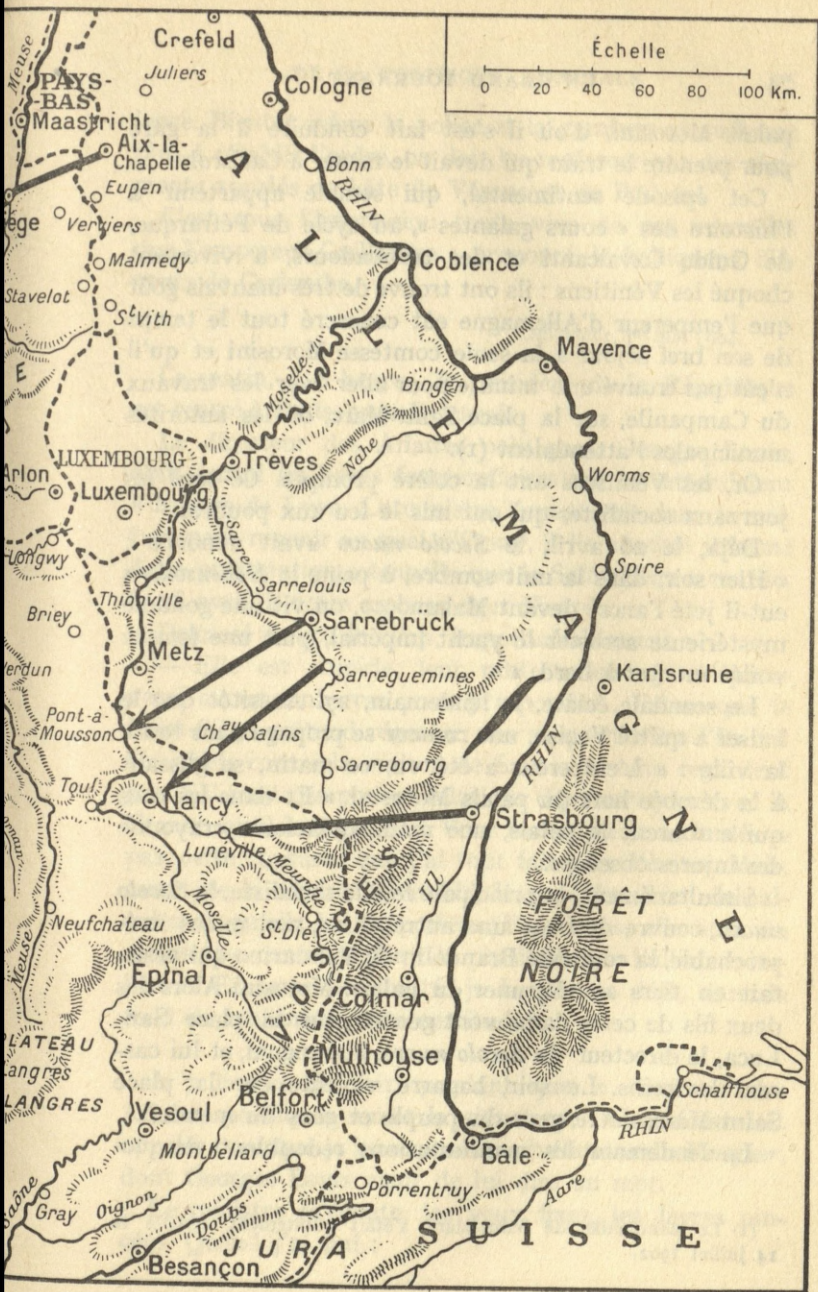
nation en éveil et tremperont son courage; j'espère enfin que nous nous trouverons tous unis si nous sommes obligés d'intervenir dans la politique mondiale.

Ce discours de matamore et de cabotin s'explique par toutes les déconvenues que le kaiser a subies récemment.

D'abord, se fiant aux assurances du prince de Radolin, il avait espéré que le président de la République accepterait de le rencontrer, au cours de son voyage en Italie. Nous savons, par un télégramme déchiffré, que, vers le 15 avril, le chancelier Bülow a soumis au choix de l'ambassadeur trois combinaisons possibles : 1^o rencontre de l'empereur et de M. Loubet devant les côtes italiennes ; 2^o rencontre sur le territoire italien ; 3^o rencontre devant Alger, où le yacht impérial s'arrêterait, « sans jeter l'ancre ». Pris au piège de ses mensonges et de ses flagorneries, l'ambassadeur a répondu que, toute réflexion faite, il n'approuvait aucune de ces trois combinaisons. Le kaiser a néanmoins persisté dans son idée. Pendant tout le voyage présidentiel, il a rôdé autour de l'Italie, n'osant pas exprimer son désir de rencontrer M. Loubet, comptant sur son allié Victor-Emmanuel pour lui ménager insidieusement cette rencontre. Mais Victor-Emmanuel, qui n'aime pas les voies obliques, est resté muet. Alors, soudain, Guillaume a changé le programme de sa croisière. De Bari, le *Hohenzollern* devait aller à Corfou, puis revenir à Naples et remonter à Gênes : il est allé directement à Venise.

Là, nouvelle tribulation. C'est le 25 avril, à 9 heures du soir, que le *Hohenzollern* a jeté l'ancre, dans la passe de Malamocco. Le lendemain matin, l'empereur s'est rendu, seul, chez sa très noble et très belle amie, la comtesse Morosini, à laquelle il a voué depuis longtemps un culte platonique. Après avoir déjeuné chez elle, il ne l'a quittée qu'à la fin de l'après-midi ; et, le soir, il l'a reçue à dîner sur son yacht. Le lendemain, 27, il a encore déjeuné au





palais Morosini, d'où il s'est fait conduire à la gare pour prendre le train qui devait le mener à Carlsruhe.

Cet épisode sentimental, qui semble appartenir à l'histoire des « cours galantes », au cycle de Pétrarque, de Guido Cavalcanti et des troubadours, a vivement choqué les Vénitiens : ils ont trouvé de très mauvais goût que l'empereur d'Allemagne eût consacré tout le temps de son bref séjour à la seule comtesse Morosini et qu'il n'eût pas trouvé une minute pour aller voir les travaux du Campanile, sur la place Saint-Marc, où les autorités municipales l'attendaient (1).

Or, les Vénitiens ont la colère prompte. Ce sont les journaux socialistes qui ont mis le feu aux poudres.

Déjà, le 26 avril, le *Secolo nuovo* avait annoncé : « Hier soir, dans la nuit sombre, à peine le *Hohenzollern* eut-il jeté l'ancre devant Malamocco, on vit une gondole mystérieuse accoster le yacht impérial, puis une femme voilée monter à bord. »

Le scandale éclate, le lendemain, 27. Aussitôt que le kaiser a quitté Venise, une rumeur se propage dans toute la ville : « L'empereur a été vu, ce matin, se glissant à la dérobée hors du palais Morosini. » Et dans les rues qui entourent le palais, une main audacieuse crayonne des injures obscènes.

Simultanément, la principale feuille socialiste, le *Secolo nuovo*, couvre de boue une autre dame, non moins irréprochable, la comtesse Brandolin de Valmarino qui assistait en tiers au déjeuner du palais. Morosini Alors les deux fils de cette dame vont guetter, sur la place San-Luca, le directeur du *Secolo nuovo*, Marangoni, et lui cassent les reins. Le soir, bagarre violente sur la place Saint-Marc, entre gens du peuple et gens du monde.

Le lendemain les manifestations redoublent de vio-

(1) Le campanile de Saint-Marc s'était subitement écroulé le 14 juillet 1902.

lence. Bientôt même la police et la garnison ne suffisant plus à rétablir l'ordre, on doit les renforcer par des régiments appelés en hâte de Vérone et de Padoue.

C'est sous l'impression toute vive de ces nouvelles que l'empereur Guillaume a prononcé le belliqueux discours de Carlsruhe.

Dimanche, 1^{er} mai 1904.

Ce matin, à 8 heures, le président de la République est rentré à Paris, avec Delcassé.

Le directeur des Affaires politiques, Georges Louis, était parmi les hauts fonctionnaires qui les attendaient à la gare de Lyon. Le ministre l'ayant pris dans sa voiture pour revenir au quai d'Orsay, il l'a aussitôt informé de la protestation solennelle que le Saint-Siège a remise, le 28 avril, à notre ambassadeur Nisard.

Delcassé a reçu le coup, imperturbablement :

— Elle est stupide, leur protestation ! Je n'éprouverai aucun embarras pour y répondre... Est-ce que le Saint-Siège prétend régenter nos rapports avec l'Italie ? Ses griefs contre la maison de Savoie ne nous regardent pas. S'il veut rompre ses relations diplomatiques avec la France, qu'il les rompe !... Vous savez que je ne la désire pas, cette rupture ; que j'ai tout fait pour l'éviter. Mais, avant de la rendre inévitable, le pape fera bien de calculer ce qu'elle lui rapportera. Pour nous, elle aura du moins une contre-partie : la possibilité de l'alliance italienne. Et cette possibilité, je la nomme déjà, dans le fond de moi-même, une certitude !

A 7 heures du soir, pendant que le directeur des Affaires politiques remet la signature, Delcassé me fait appeler pour que je lui expose les révélations du *Vengeur*, dont Georges Louis vient de lui dire un mot.

Le ministre m'écoute, les yeux fixes, les lèvres pin-cées. Quand j'ai fini :

— Tout cela, dit-il, est fort grave. Mais quelle justification de ma politique!... Rapprochez les révélations du *Vengeur* et le discours de Carlsruhe. Vous y retrouverez la même idée, le même objectif : la guerre à la France, la provocation de la France, l'écrasement de la France... Donc, plus que jamais, nous avons besoin de nouveaux alliés, puisque la Russie ne recouvrera pas, d'ici longtemps, sa liberté d'action en Europe. »

Lundi, 2 mai 1904.

Diné dans l'intimité, chez la comtesse Jean de Castellane, avec le prince et la princesse de Donnersmarck (1).

Le prince porte, avec une prestance magnifique, le poids de ses soixante-quatorze ans ; la tête est restée belle encore, les yeux sont admirables d'intelligence et de malice, de hardiesse et d'éclat. Son épouse, âgée de trente-neuf ans, est grande, mince, avec des gestes onduleux et rythmés, une voix chantante, un visage fin, des paupières bleuâtres et meurtries, des cils très longs, des prunelles fauves et magnétiques dont chaque regard vous donne la sensation d'une caresse, d'un effleurement. A Saint-Pétersbourg, au temps de son premier mariage, ses admirateurs la surnommaient Cléopâtre ou Circé, tant elle était féline, ensorcelante, irrésistible...

Au sortir de table, sous le fascinant portrait d'une Circé, qui fut la duchesse de Dino, l'Égérie de

(1) C'est en 1901 que le comte Henckel, descendant d'une vieille famille silésienne, reçut le titre prussien de « prince de Donnersmarck », avec la qualification d'Altesse Sérénissime.

Jadis, sous le Second Empire, il avait fait florès à Paris. En 1871, il avait épousé la trop fameuse Mme de Païva, née Lachmann, qui mourut en 1884. Très lié avec Bismarck, il joua un rôle important — rôle d'entremise, de maquignonnage et de fourberie — dans les négociations qui aboutirent au traité de Francfort. En 1887, il s'était remarié avec une Russe, Catherine de Slepzow, divorcée du comte Mouraview. Les mines qu'il possédait en Silésie lui procuraient une fortune colossale.

Talleyrand, nous parlons de Thiers, que Donnersmarck a beaucoup pratiqué, en 1871, pendant les rudes négociations de Versailles et de Francfort :

— La correspondance de Thiers, et de Manteuffel, me dit-il, est un document de la plus haute valeur, un modèle parfait de littérature politique. Plus je vais et plus j'admire le patriotisme de Thiers, l'autorité de sa personne, les ressources prodigieuses de son esprit... Je fais aussi un très grand cas de son principal collaborateur, Saint-Vallier... Ce furent les vrais artisans de la paix.

Je demande au prince :

— Et le ministre des Finances, Pouyer-Quertier? Je croyais que, pendant ces tristes négociations, il avait su gagner la confiance et même l'amitié de Bismarck.

— Oui, Bismarck l'aimait assez, mais uniquement parce qu'il ne geignait pas et qu'il remplissait, de bonne humeur, sa pénible mission. Enfin, comme Bismarck, Pouyer-Quertier avait un appétit d'ogre. La fourchette et le verre à la main, ils se portaient de continuel défis. Leur amitié n'allait pas au delà... Pour le fond des choses, Thiers et Saint-Vallier comptaient seuls, aux yeux de Bismarck.

J'interroge ensuite Donnersmarck sur le procès d'Arnim.

— Pourquoi Bismarck, qui était alors au faite de la gloire et dans sa toute-puissance, pourquoi a-t-il engagé un procès aussi scandaleux pour des motifs aussi futiles?

— Parce que Bismarck était immodérément personnel, monstrueusement personnel, sinon il n'eût pas mené à bien l'œuvre colossale qu'était la fondation de l'unité allemande... Conscient de sa prééminence et fou d'orgueil, il n'admettait aucun égal, encore moins aucun rival. Un jour, il a vu, en d'Arnim, un rival possible : il l'a aussitôt cassé comme verre... Si vous cherchez à comprendre Otto de Bismarck, n'oubliez pas qu'il était avant tout un *sauvage*. Et cela vous livrera le secret de

sa force : il a porté jusqu'au génie les deux qualités maîtresses du *sauvage* : la violence et la ruse.

Donnersmarck est plein de souvenirs sur cette époque, où s'est fixé pour longtemps le destin de l'Allemagne ; il termine par une savoureuse anecdote.

— Au printemps de 1871, dès notre retour à Berlin, nous nous rencontrâmes, le chancelier, le maréchal de Moltke, le maréchal de Roon et moi, dans le salon de Bismarck, un petit salon où nous ne nous étions pas trouvés ensemble depuis la semaine décisive de juillet 1870. Après le dîner, Bismarck nous dit : *Nous avons fait de grandes choses ; les résultats ont dépassé tous nos calculs, toutes nos prévisions, toutes nos espérances. Maintenant, Parlons un peu de nous-mêmes. Voyons : quels souhaits pouvons-nous former encore ?* Par modestie, je déclinai toute réponse. Les deux maréchaux réfléchissaient gravement. Alors, sans plus attendre, le chancelier prononça : *Moi je n'ai plus qu'un souhait à former, c'est que l'héritier de notre empereur vénéré ne détruise pas mon œuvre.* — Et moi, dit Moltke, *c'est que notre armée soit toujours la première du monde.* Roon prolongeait sa méditation. Nous le pressâmes de s'expliquer. Il dit enfin : *Après tout ce que j'ai vu s'accomplir, je n'ai plus rien à souhaiter. Je n'imagine plus d'autre intérêt dans la vie, que d'être assis en face d'un arbre et de le regarder croître.*

— Au fond, dis-je à Donnersmarck, c'est la même idée, la même philosophie que celle de Napoléon I^{er} quand, revenu de toutes les ambitions et de toutes les gloires, il plantait un chêne à Longwood.

Nous abordons maintenant les difficiles problèmes de l'heure présente. Jean de Castellane pose franchement la question :

— Pourquoi l'empereur Guillaume s'est-il montré si belliqueux dans son discours de Carlsruhe ? Pourquoi cette sonnerie de fanfare ? Pourquoi cette allusion blessante à nos défaites de 1870 ?

— Parce que l'empereur est violemment irrité contre la France. Tout ce qu'il a fait pour se réconcilier avec elle, pour collaborer avec elle, a échoué. Toutes ses avances, même les plus discrètes et les plus aimables, se sont heurtées à l'opposition systématique de vos gouvernants. Chaque fois qu'il vous a tendu la main, vous l'avez dédaigneusement repoussée. Enfin, jamais votre presse ne parle de lui que pour le ridiculiser. Maintenant, il est à bout de patience ; il a les nerfs à vif... M. Delcassé fera bien d'être prudent !

Je reprends :

— Que l'empereur Guillaume se soit proposé de réconcilier la France et l'Allemagne, c'est assurément un très noble idéal. Mais c'est un problème insoluble, tant que le fossé de l'Alsace-Lorraine séparera les deux pays.

Donnersmarck réfléchit quelques instants, puis :

— Cependant, cette réconciliation, qui vous semble impossible, ne tardera peut-être plus beaucoup et elle se fera sur un tout autre terrain que l'Alsace-Lorraine, elle se fera... contre le *péril jaune*.

La princesse Catherine, qui, pendant cette conversation, est restée silencieuse, absente, poursuivant je ne sais quelle rêverie à travers la fumée de ses cigarettes, intervient alors, de sa voix chantante :

— Pour nous autres Occidentaux, les questions de race et de territoire n'ont aucune importance... aucune. Ce qui doit nous réconcilier, c'est la croix... la croix du Rédempteur...

CHAPITRE IV

3 MAI-24 JUIN 1904

La guerre d'Extrême-Orient débute mal pour les Russes. — Conflit de la France et du Saint-Siège. — Pie X adresse aux grandes puissances une protestation péremptoire contre la visite du président de la République à Rome. — Delcassé maintient énergiquement son point de vue : « Je ne sacrifierai pas les intérêts primordiaux de la France à l'utopie surannée du pouvoir temporel. » — Progrès de l'offensive japonaise en Mandchourie; blocus de Port-Arthur. — L'intimité nouvelle de la France avec l'Angleterre et l'Italie excite le dépit des nationalistes allemands, qui reprochent au chancelier, comte de Bülow, « l'imprévoyance et la maladresse de sa politique ». — La querelle de la France et de la papauté s'envenime brusquement : rappel de notre ambassadeur près le Saint-Siège. — Les Japonais poursuivent leurs succès en Mandchourie. — Pronostic sur la durée de la guerre. — Il est désormais visible que l'efficacité militaire de l'alliance franco-russe est paralysée pour longtemps. — La mégalomanie allemande s'affirme de jour en jour; mysticisme national; délire des grandeurs; prétentions à l'hégémonie du globe, au *Welt-kaiserthum*. — Développement de notre activité marocaine. — Les banques françaises viennent au secours du Trésor chérifien. — Victoire des Japonais à Va-fang-ou; il en résulte que Port-Arthur ne peut plus être débloqué. — Politique de l'Autriche-Hongrie en Europe. — Le rêve balkanique; la monarchie des Habsbourg est inféodée plus étroitement que jamais à l'empire des Hohenzollern.

Mardi, 3 mai 1904.

La guerre d'Extrême-Orient débute mal pour les Russes.

Avant-hier, 1^{er} mai, l'armée japonaise, commandée

par le général Kuroki, a forcé le passage du Yalou, qui sépare la Corée de la Mandchourie.

Les Russes, commandés par le général Zassoulitch, battent en retraite sur Feng-hoang-tcheng.

Jeudi, 5 mai 1904.

J'ai lu, ces jours-ci, le volume que le grand historien polonais, Waliszewski, vient de publier, dans la belle série de ses ouvrages sur les *Origines de la Russie moderne*, et qui a pour sujet *Ivan le Terrible*.

Parlant de l'anarchie effroyable où l'empire des tsars moscovites sombra vers la fin du seizième siècle, au temps de Boris Godounow, l'historien écrit :

Le développement intérieur et extérieur du grand empire du Nord semble participer du système des avalanches. A des intervalles largement espacés, un déplacement subit du centre de gravité se produit et détermine une rapide poussée en avant, suivie d'un temps d'arrêt plus ou moins long. Le phénomène s'est répété plusieurs fois déjà et les apparences sont pour qu'il se reproduise encore... En ce moment (1904) et depuis une vingtaine d'années, les progrès du peuple russe paraissent suspendus, à l'intérieur, et arrêtés, au dehors, sur les voies qu'il suivait précédemment. C'est que son activité s'est trouvée absorbée et détournée par la conquête d'un nouveau domaine, destiné à étendre le cadre où il évolue jusqu'aux mers de Chine, jusqu'au Golfe Persique. Les problèmes, qu'il a provisoirement abandonnés, n'en mûrissent pas moins, lentement mais sûrement, et gare à l'avalanche!

S'il est vrai que, dans le domaine de la politique, les événements ne se répètent jamais d'une façon toute semblable, je crois beaucoup cependant au déterminisme historique, au mécanisme interne des grandes forces primordiales et permanentes qui régissent l'évolution

d'un peuple. Considérée de ce point de vue, la guerre de Mandchourie ne laisse pas d'être inquiétante pour l'avenir du tsarisme.

J'en parle avec Delcassé et je lui mets sous les yeux la page de Waliszewski. Arrivé à la conclusion, il hausse les épaules et, d'un ton désagréable, il me lance :

— Pourquoi me faites-vous lire cela?... Vous savez bien que je n'attache aucune valeur pratique à l'histoire... Tous les historiens sont des esprits faux parce qu'ils vivent en dehors de la réalité ou plutôt parce qu'ils la voient *a posteriori*, à rebours, quand les événements sont accomplis et qu'il n'y a plus moyen de les changer... Pour l'homme d'État, c'est le contraire : il voit les événements *dans le devenir*, avec tous les hasards, toutes les chances, toutes les issues, toutes les occasions de manœuvre qu'ils comportent... Pensez-vous que, dans une situation difficile, grave, j'irais consulter un livre d'histoire? Non certes! Dans une pareille situation, ce qui compte avant tout, c'est le flair, le sang-froid, le courage, la résolution, la dextérité... Mon cher Paléologue, méfiez-vous de l'histoire!

Néanmoins, la prédiction menaçante de Waliszewski me paraît avoir touché un point sensible de son esprit, car, d'un air sombre, il marmonne deux fois : *Gare à l'avalanche!... Gare à l'avalanche!...* Puis, nerveusement et les sourcils froncés, il aborde les affaires du jour.

Vendredi, 6 mai 1904.

En apprenant, à son retour de Rome, la protestation du Saint-Siège contre la visite du président de la République au roi d'Italie, Delcassé disait dédaigneusement à Georges Louis « : Elle est stupide, leur protestation. Je n'éprouverai aucun embarras pour y répondre... »

Voici la réponse :

Le ministre des Affaires étrangères de France, ayant pris soin de préciser, devant le Parlement, le caractère et le

but du voyage de M. le président de la République en Italie, ne peut que repousser, au nom de son gouvernement, les considérations développées dans la note du cardinal secrétaire d'Etat et la forme sous laquelle elles sont présentées.

La sécheresse, la raideur et la brièveté de cette réponse, le fait de « repousser » tout crûment la note pontificale, sans un mot d'explication ou de regret, ne me laissent plus aucun espoir de conciliation.

Samedi, 7 mai 1904.

Pie X adresse aux grandes puissances une protestation péremptoire contre la visite du président de la République au roi d'Italie, en rappelant au monde catholique les droits imprescriptibles de la papauté sur la Ville Éternelle.

Qu'il ait voulu rappeler ces droits inaltérables et protester une fois de plus contre « la spoliation sacrilège de 1870, » je ne m'en étonne pas. Mais il aurait pu s'y prendre d'une autre manière, sans s'attaquer directement à la France qui, somme toute, n'a rien à voir dans la querelle de la nation italienne et du siège apostolique. Certes, un pape subtil et clairvoyant comme l'était Léon XIII, eût agi d'autre sorte ; il eût, par exemple, attendu l'occasion d'un consistoire ou d'une encyclique pour affirmer solennellement, *in abstracto*, l'immuable doctrine du pontificat romain (1).

Quoi qu'il en soit, la rupture de la France et du Vatican ne tardera plus guère.

(1) On sait qu'en 1920, le Vatican s'est départi de son intransigeance doctrinale et qu'il s'est, depuis lors, complètement réconcilié avec la monarchie de Savoie.

Lundi, 9 mai 1904.

Entre le Saint-Siège et le gouvernement de la République, on ne se parle déjà plus, ou du moins, on ne cause plus : on échange des pièces de procédure, qui ressemblent à des actes d'huissier.

Le nonce, Mgr Lorenzelli, nous adresse aujourd'hui ce factum :

Au nom de Son Eminence le cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté, le nonce apostolique a l'honneur de déclarer à Son Excellence M. le ministre des Affaires étrangères qu'on ne comprend pas le sens et la portée de la note remise par l'ambassadeur de la République française, puisqu'on n'y répond pas aux arguments développés dans la note de Son Eminence le cardinal secrétaire d'État sous la date du 28 avril 1904.

En recevant ce papier, le ministre hausse les épaules :

— Vraiment, ils n'ont pas compris la note du 6 mai... Cela ne m'étonne pas. Ils ne comprennent rien, parce qu'ils ne veulent rien comprendre. Qu'ils en portent la responsabilité devant l'histoire !... Le Saint-Siège croit m'intimider en m'acculant à la rupture. Eh bien ! Nous rompons ! Mais je ne sacrifierai pas les intérêts primordiaux de la France à l'utopie surannée du pouvoir temporel !

Quand il prononce devant moi cette phrase ronflante, j'ai l'impression qu'il s'exerce pour la tribune de la Chambre.

Après une courte réflexion, il dit impérativement à Georges Louis :

— La note pontificale restera sans réponse.

Mardi, 10 mai 1904.

Notre attaché militaire en Russie, le général Moulin (1), qui arrive de Saint-Pétersbourg, vient me voir au quai d'Orsay. Il me confirme ses dépêches officielles, en y ajoutant des prévisions très pessimistes :

— Les Russes obtiendront-ils la victoire finale?... Je n'en suis pas certain. Mais, s'ils l'obtiennent, ils l'auront payée d'un tel prix qu'elle ne leur rapportera presque rien. Ils ont perdu la Corée pour toujours. Tout au plus pourront-ils se faire déléguer par la Chine une sorte de suzeraineté sur la Mandchourie. Voilà le maximum de ce qu'ils peuvent espérer désormais... Et vous verrez le contre-coup dans la situation intérieure de l'Empire, le réveil des passions révolutionnaires...

Comme il achève ce pronostic, Delcassé me fait appeler pour m'entretenir de l'Allemagne, de l'empereur Guillaume et de la signification qu'il faut attribuer à son discours belliqueux de Carlsruhe. Il termine en me priant de faire contrôler, par le Service des renseignements de la Guerre, une information secrète qu'il a reçue directement de Berlin.

Nous passons à l'offensive des Japonais en Mandchourie. Je lui raconte la conversation que je viens d'avoir avec le général Moulin. Il m'écoute d'un air sinistre, sans un mot d'appréciation ; il s'exclame enfin :

— Je comprends maintenant les insolences de Guillaume...

Mercredi, 11 mai 1904.

Je rencontre, sur le quai d'Orsay, le ministre de Suisse, Lardy ; nous faisons quelques pas ensemble.

(1) Le colonel Moulin avait été promu général de brigade, le 30 mars 1904.

De tous les diplomates résidant à Paris, je tiens Lardy pour le plus sérieux, le plus intelligent et surtout le plus perspicace. On prétend qu'il n'aime pas la France : je n'en sais rien ; mais je serais étonné qu'il l'eût laissé voir, car ses sympathies ou ses antipathies n'interviennent jamais dans ses froids jugements.

Donc, nous causons en marchant. Il me confie « les graves inquiétudes » que lui cause l'agitation de l'empereur Guillaume :

— Je représente, me dit-il, un pays dont l'indépendance, l'avenir, l'existence même ont, pour seule garantie, sa neutralité. Vous comprenez dès lors combien les perspectives d'un grand conflit européen me préoccupent... Eh bien, tout ce que j'observe depuis quelque temps m'inspire des réflexions très noires, l'empereur Guillaume s'énerve et s'irrite de plus en plus. Votre accord avec l'Angleterre et le voyage de M. le président de la République à Rome l'ont exaspéré. D'où son discours fulminant de Carlsruhe... Comment M. Delcassé le juge-t-il ce discours ?

— M. Delcassé pense que le discours de Carlsruhe n'est probablement qu'une boutade sans importance. Mais il n'écarte pas l'idée que ce soit l'ouverture d'une querelle. En ce cas, nous n'aurions qu'à nous concerter avec nos amis et alliés pour tenir le coup et porter au besoin le débat devant l'Europe...

Vendredi, 13 mai 1904.

Il y a quelques jours, les Japonais ont débarqué en force, dans la presqu'île du Liao-toung, à Pi-tse-vo.

Désormais, Port-Arthur est bloqué par terre, privé de toute communication avec la Russie. La garnison de la place, qui est sous le commandement du général Stoessel, est d'environ 50 000 hommes,

Samedi, 14 mai 1904.

Diné chez le grand-duc Paul.

Le petit cercle de l'avenue d'Iéna s'est beaucoup élargi, ces derniers mois...

Dans la soirée, le grand-duc me presse anxieusement de le renseigner sur la campagne de Mandchourie.

Je réponds :

— Les hostilités sont à peine commencées. Or, d'après le général Kouropatkine lui-même, elles seront vraisemblablement très longues... dix-huit mois peut-être. Il serait donc prématuré de formuler aucun pronostic. Mais, si j'en crois nos chefs militaires, ce qu'il y a de plus important pour la Russie, à l'heure actuelle, c'est de reconquérir la maîtrise de la mer ; l'un d'eux me disait hier : la victoire définitive appartiendra sans doute à celui des belligérants qui aura su garder la suprématie navale.

Sur ces mots, le grand-duc ferme les yeux et s'absorbe dans une courte méditation qu'il achève par un signe de croix.

Dimanche, 15 mai 1904.

L'opinion allemande s'énervé, s'irrite ; elle reproche à Bülow « sa politique d'imprévoyance et de maladresse » ; enfin elle ne craint pas de mettre directement le kaiser en cause.

Un organe important de la presse, la *Correspondance parlementaire*, qui traduit assez bien l'opinion des nationaux-libéraux, écrivait par exemple, ces jours-ci : « L'étonnant revirement, qui s'est produit naguère dans les relations de la France avec l'Angleterre et l'Italie, a motivé les discours impériaux de Carlsruhe et de Mayence. Il semble donc qu'un changement se prépare dans la haute direction de la politique allemande. Nous

ne pouvons plus, en effet, continuer à nous rendre la risée de l'Europe ; nous devons cesser de courir successivement après toutes les puissances pour obtenir leurs faveurs. Cette course humiliante ne concorde plus avec les discours sensationnels où l'empereur vient de rappeler nos victoires de Wissembourg, de Woerth et de Sedan. Il est permis néanmoins de se demander si, au point de vue diplomatique, c'était habile de tenir un pareil langage. »

Mardi, 17 mai 1904.

Delcassé est dans un état de colère, où je ne l'avais encore jamais vu, même dans les pires jours de l'affaire Dreyfus.

L'*Humanité*, journal de Jaurès, a publié ce matin la protestation du Saint-Siège contre la visite du président de la République à Rome ; elle y voit naturellement une offense intolérable, qui exige une riposte immédiate, rappel de notre ambassadeur, abrogation du Concordat, rupture définitive de tous les liens qui unissent l'Église catholique à l'État français.

Or, Delcassé, gardant un vague espoir de se raccommoder en sourdine avec le Vatican, n'avait montré à personne la note pontificale du 28 avril dernier ; il l'avait simplement « racontée » à ses collègues du ministère, et ne leur avait « lu » que le texte de la dédaigneuse riposte. La publication fulminante de ce matin ouvre les hostilités.

Il me fait appeler, ainsi que Georges Louis, afin que nous procédions à une sévère enquête sur les conditions dans lesquelles la note a été livrée à Jaurès :

— Quel que soit l'auteur de la divulgation, nous dit-il en trépidant... oui, quel qu'il soit, fût-ce mon meilleur ami, je le briserai comme verre.

Georges Louis a vite fait de lui prouver que les agents du ministère sont indemnes de la trahison :

— La note n'est sortie de mon tiroir que pour être classée dans le coffre de M. Paléologue.

— Bien !... Mais alors ?

Cet après-midi, à la Chambre, Delcassé apprend de Jaurès lui-même que la note lui a été communiquée... par le Vatican ! C'est donc que le Saint-Siège veut la rupture.

Jeudi, 19 mai 1904.

La note pontificale ne rencontre aucune faveur dans l'opinion française. Jusque dans les milieux réactionnaires, on estime qu'elle manque d'opportunité, de mesure et même de courtoisie. Au temps de Léon XIII les rédacteurs de la chancellerie vaticane écrivaient d'un autre style.

Quant aux socialistes et radicaux, ils exultent : « On nous a jeté le gant. Nous saurons le relever... »

Après avoir pris le mot d'ordre au Quai d'Orsay, le *Temps* s'exprime ainsi : « M. Jaurès nous déclare : *Depuis que le pape a envoyé sa note, la rupture diplomatique de la France et du Saint-Siège est virtuellement accomplie.* Nous n'acceptons pas cette affirmation tranchante. Parce que le Vatican a commis une faute, sommes-nous condamnés à en commettre une autre ? Et la manifestation maladroite de l'esprit ultramontain doit-elle avoir pour corollaire la séparation de l'Église et de l'État ? Nous ne le pensons pas. Cette mesure ne regarde en effet que nous seuls. Ce n'est pas par un reste d'égards pour la souveraineté temporelle du pape, ce n'est même pas comme un hommage à sa souveraineté spirituelle que nous défendons l'ambassade de France près le Saint-Siège, le Concordat et le budget des Cultes. C'est parce que, budget des Cultes, ambassade et Concordat sont et demeurent à nos yeux le meilleur moyen d'assurer en France la paix religieuse. C'est donc pour nous,

et non pour le Saint-Siège, que nous tenons à ce régime contractuel. Parce que le Saint-Siège semble y être aujourd'hui moins attaché qu'autrefois, est-ce une raison de l'abandonner nous-mêmes? Ferons-nous la moitié du chemin? Dépendra-t-il du Vatican de nous contraindre à des représailles que notre intérêt n'appelle point? Et voulons-nous enfin, en le suivant dans la voie où il s'engage, nous donner l'apparence d'être à sa merci? »

Vendredi, 20 mai 1904.

Le gouvernement a décidé le rappel immédiat de notre ambassadeur près le Saint-Siège. Les relations diplomatiques ne sont pas rompues néanmoins : l'ambassade du palais Santa-Croce sera gérée provisoirement par un des secrétaires.

Samedi, 21 mai 1904.

Nisard quitte Rome, ce soir.

A 2 heures, je fais visite à Mme d'Haussonville ; j'y trouve le député de la droite, Denys Cochin. Leur impression est que le Saint-Siège a commis une faute énorme, une faute irréparable, en rouvrant la question du pouvoir temporel :

— Voilà trente-quatre ans, dit Cochin, que la question est réglée en fait. Voilà trente-quatre ans que les puissances les plus catholiques, telles que l'Espagne et l'Autriche, entretiennent simultanément des ambassadeurs près le Quirinal et près le Vatican. Que signifie donc le reproche adressé à M. Loubet?... Enfin, n'avons-nous pas vu maintes fois le souverain pontife accueillir, avec beaucoup d'égards, l'empereur d'Allemagne ou le roi d'Angleterre, qui venaient d'être officiellement reçus par le roi d'Italie? Pourquoi le président de la République française ne serait-il pas traité sur le même pied?...

Je crois être un bon catholique. Eh bien, j'avoue que les droits de la papauté sur le domaine de Saint-Pierre ne m'intéressent aucunement... pas plus que ses droits sur Avignon et le Comtat Venaissin...

Lundi, 23 mai 1904.

Que l'accord du 8 avril dernier porte en soi les germes d'une alliance franco-anglaise, je n'en doute pas. Mais je crains que l'ardente imagination de Delcassé n'anticipe beaucoup l'avenir.

Voici en effet un minime incident qui prouve que, sinon au *Foreign Office*, du moins au *War Office*, on n'a pas encore oublié complètement Fachoda. Nos services de contre-espionnage viennent d'arrêter, à Belle-Isle, un colonel d'artillerie en retraite, Gordon, qui levait le plan des ouvrages fortifiés.

Jeudi, 26 mai 1904.

Delcassé, en veine de causerie, prophétise devant moi sur l'avenir de l'Europe. Toutes ses prédictions se résument ainsi : « Désormais, rien n'arrêtera plus les audaces de la mégalomanie allemande. Et, par la force des choses, il en résultera une guerre générale qui sera, pour la France, une question de vie ou de mort. » Il en conclut, comme toujours, à la nécessité d'organiser une vaste coalition qui, le cas échéant, se dresserait contre l'Allemagne ; il termine par ces mots :

— Ce qui prouve que ma conclusion est parfaitement raisonnable, c'est que le roi Édouard me l'a indiquée de lui-même, dans nos entretiens de l'été dernier, au Buckingham-Palace (1). Or, vous savez si Édouard VII a l'esprit sage, réaliste, pondéré... Non, vraiment, je

(1) Les 7 et 8 juillet 1903.

ne peux souhaiter pour mon idée une meilleure caution...

Il m'assure enfin que le roi Édouard lui a dit spontanément : « La Russie nous est indispensable pour tenir l'Allemagne en respect. Je vous en supplie, monsieur le ministre, faites comprendre à vos alliés de Saint-Petersbourg que, dorénavant, la France, l'Angleterre et la Russie doivent marcher la main dans la main. Et, si vous faites cela, vous aurez bien travaillé pour la liberté du monde... »

Comme épigraphe à cette conversation, je mettrais volontiers la belle pensée de Vauvenargues : *La guerre est moins onéreuse que la servitude.*

Vendredi, 27 mai 1904.

La Chambre a discuté aujourd'hui l'interpellation adressée au gouvernement sur la note pontificale du 28 avril dernier. J'assistais à la séance.

Après une charge violente des radicaux et des socialistes, Delcassé, en parfaite possession de lui-même, a répondu froidement : « Par le voyage du président de la République à Rome, le gouvernement a prouvé la pleine indépendance de la politique française ; il a montré, en outre, que cette politique s'inspire uniquement de l'intérêt français. Par le rappel de notre ambassadeur, il a fait tout ce qu'exigeait notre dignité. »

Pour clore le débat, Combes est monté à la tribune : « Le rappel de notre ambassadeur démontre que nous n'avons pas voulu tolérer l'immixtion de la papauté dans nos rapports internationaux, de même que nous avons voulu en finir avec la fiction surannée du pouvoir temporel, écroulé depuis trente-quatre ans... » Ce discours, assez brutal dans sa forme, est pratiquement très opportuniste. Le président du Conseil n'a pas dénoncé le Concordat ; il a promis d'étudier le grave problème de

la séparation, mais plus tard ; il a reconnu la nécessité de continuer les relations diplomatiques avec la cour vaticane ; il n'a même pas pris l'engagement de ne jamais renvoyer l'ambassadeur. Ainsi donc, il n'a presque rien accordé aux sommations du clan radical et socialiste. Quand il s'est élevé contre « la fiction surannée du pouvoir temporel, écroulé depuis trente-quatre ans », aucun député de la droite n'a protesté.

Samedi, 28 mai 1904.

Au prix d'un héroïsme surhumain, les Japonais ont enlevé la position formidable de Kin-tchéou, qui barre l'entrée du Liao-toung. Ainsi, désormais, toute la presqu'île du Kouang-toung est coupée du continent asiatique.

Melchior de Vogüé, Othenin d'Haussonville et Nisard déjeunent chez moi. Notre conversation, très animée, revient sans cesse à la guerre d'Extrême-Orient. D'Haussonville me demande à quoi j'attribue les continuels échecs de l'armée russe :

— Il doit y avoir une raison majeure qui explique cette longue série noire, cette succession ininterrompue de revers !

— Je crois, en effet, qu'il y a une raison majeure. Mais ce n'est pas dans les défauts de l'armée russe que je la vois : c'est dans la force, l'habileté, la maîtrise imprévues de son adversaire. Il n'est plus douteux que, sous le rapport de la bravoure et de l'audace, de l'armement et de l'instruction, de la tactique et de la stratégie, l'armée japonaise est d'une supériorité que l'on ne soupçonnait pas. Les Russes paient cher aujourd'hui leurs plaisanteries et leurs ricanements sur *les mauvais petits singes nippons*... Et cependant, à Pétersbourg même, un haut personnage, le général Kouropatkine, ministre de la Guerre, pensait autrement de l'armée japonaise. Dans

les semaines qui ont précédé l'ouverture des hostilités, il disait à notre attaché militaire, le général Moulin : *Dieu nous préserve de cette guerre; car elle serait très longue, très périlleuse et sans gloire!*... Plus récemment, il disait encore : *Je ne présume pas que la guerre puisse finir avant dix-huit mois et j'estime que nous devons y engager trois cent mille hommes.*

Nisard conclut :

— Alors, l'alliance franco-russe est paralysée militairement pour dix-huit mois!... L'Allemagne aura beau jeu!

Vogüé se recueille un instant, l'œil sombre. Puis, d'une voix caverneuse, il nous prophétise, à brève échéance, une grande tragédie européenne. Je rassure mes hôtes en leur affirmant que Delcassé voit, au contraire, dans ce qu'il appelle « une souple jonction du système franco-russe et du système franco-anglais », le moyen de sauvegarder « envers et contre tous » la paix de l'Europe.

— Eh bien, s'il fait cela, s'écrie chaleureusement Nisard, il méritera d'occuper une belle place dans l'histoire de la diplomatie française.

Nous abordons maintenant la discussion d'hier à la Chambre.

D'Haussonville prétend que la séparation de l'Église et de l'État est devenue inévitable, quoique « les maîtres de l'heure » ne la veuillent pas :

— Je souhaite d'ailleurs la séparation. Les catholiques ne forment, en France, qu'une minorité. Je n'en disconviens pas; mais cette minorité est importante, courageuse et cohésive; elle peut jouer un grand rôle politique et social. Nous serons bien plus forts, quand nous serons libres comme les catholiques américains... Certes, la transition ne s'opérera pas sans beaucoup d'épreuves et de sacrifices. Mais tout est préférable au

régime actuel. Nous en avons assez d'obéir à des évêques que nous n'estimons pas.

Nisard et Vogüé pensent, au contraire, que la dénonciation du Concordat ruinerait le christianisme en France ; car, au point de vue religieux, les Français sont encore « dans la tradition constantinienne ».

D'Haussonville et Vogüé pressent Nisard de leur raconter le voyage de Loubet à Rome et les négociations avec Merry del Val, qui ont produit la rupture.

J'ai noté, à leur date, les impressions de Nisard. Il y ajoute ces deux portraits savoureux :

— *Merry del Val* : trente-huit ans ; né d'un père espagnol et d'une mère anglaise ; il tient, de l'un, la morgue intransigeante et, de l'autre, la raideur puritaine, dont nous venons de sentir l'effet ; — *Pie X* : un bon chef de diocèse, pieux et borné, plaçant tout son espoir en Dieu et dans les lumières surnaturelles, inaccessible aux considérations politiques et aux raisonnements humains...

Mercredi, 1^{er} juin 1904.

C'est le 26 avril dernier que la Préfecture de police a notifié au terroriste Bourtzew l'arrêté ministériel qui l'expulse du territoire français. Néanmoins, il est encore à Paris... grâce à la protection toute-puissante de Jaurès.

L'ambassadeur de Russie en a témoigné à Delcassé une contrariété si vive et si impatiente, que celui-ci a porté la question devant le Conseil des ministres. Après une discussion très âpre, le Conseil a décidé l'expulsion immédiate de Bourtzew.

Jeudi, 2 juin 1904.

Depuis quelque temps, je suis frappé de voir se propager en Allemagne une mentalité nouvelle, une sorte de mysticisme national, qui attribue à la race germanique une vocation suréminente et providentielle dans

le gouvernement futur de l'humanité. D'où cette conséquence pratique : les dirigeants de l'Allemagne doivent développer au maximum la puissance expansive du germanisme et ne pas craindre d'affirmer hautement sa juste prétention à l'hégémonie du globe, au *Welt-kaiserthum*. C'est le délire des grandeurs ; c'est la plus dangereuse des psychoses, la « psychose égocentrique », la « paranoïa revendicatrice ».

Le premier symptôme, que j'en aie observé, remonte à l'année 1900, à la mission ostentatoire du maréchal de Waldersée en Chine (1). Depuis lors, le mal n'a cessé de grandir et de s'implanter dans la conscience allemande. Il vient de se révéler, une fois de plus, à Stettin et à Lübeck, par des motions hautaines, émanant de l'Union coloniale et de la Ligue pangermanique. Après un long débat sur le Maroc, ces deux grandes Sociétés ont adopté les conclusions suivantes : « L'Allemagne se sent humiliée de n'avoir pas été consultée pendant la négociation de l'accord franco-anglais. Elle se prétend aussi qualifiée que la France pour développer ses intérêts commerciaux et ses droits politiques dans l'Empire du Maghreb ; elle exige donc, à tous égards, une situation équivalente ; elle réclame enfin, pour la marine impériale, la concession d'un port marocain sur l'océan Atlantique. »

Je signale à Delcassé la valeur symptomatique de ces conclusions. Il me répond, avec un haussement d'épaules :

— C'est absurde ! C'est de la mégalomanie !... Où

(1) Au printemps de 1900, une révolution xénophobe, la révolution des « Boxeurs », ayant soulevé tout le nord de la Chine, les légations étrangères, accréditées à Pékin, eurent à soutenir un très long siège. Pour les délivrer, il fallut envoyer au Petchili un corps expéditionnaire, composé de troupes françaises, russes, anglaises, allemandes et japonaises. L'empereur Guillaume avait sournoisement obtenu de son naïf cousin, le tsar Nicolas, que le commandement suprême de ces forces nationales fût confié au feld-maréchal de Waldersée. Le départ du maréchal pour la Chine avait offert à Guillaume II l'occasion d'une pompeuse mise en scène.

l'Allemagne veut-elle en venir? Ses intérêts au Maroc sont exclusivement commerciaux. L'accord franco-anglais ne les sauvegarde-t-il pas? Le prince de Radolin en a reçu de moi-même l'assurance explicite. Et, quelques jours plus tard, devant le Reichstag, le chancelier Bülow s'est déclaré pleinement satisfait de mon langage. Ainsi donc, je suis en règle vis-à-vis de Berlin... Mais si, maintenant, l'Allemagne soutient qu'elle a des droits *politiques* au Maroc, si elle prétend y obtenir une situation équivalente à la nôtre, c'est qu'elle poursuit un dessein qui dépasse de beaucoup le Maroc... Ce dessein, je n'ai pas de peine à le deviner : il mène tout droit l'Allemagne à la guerre !

Et, comme je semble un peu surpris d'une conclusion aussi péremptoire, il insiste :

— Rappelez-vous bien ce que je vous dis : la politique esbrouffeuse de Guillaume n'a pas d'autre issue que la guerre.

Vendredi, 3 juin 1904.

Le 30 du mois dernier, l'empereur Guillaume, après avoir passé en revue la garnison de Potsdam, a retenu à déjeuner les attachés militaires étrangers.

Au sortir de table, il s'est entretenu longuement avec notre attaché militaire, le commandant de Laguiche, qui, par son mariage avec la fille du prince Auguste d'Arenberg, est fort bien vu à la cour de Berlin. Et, tout de suite, brusquement, il a mis la conversation sur les causes de la guerre russo-japonaise :

— Dès 1895, le tsar prévoyait les extrémités auxquelles une politique ambitieuse conduirait le Japon. Mais, après avoir si bien discerné *le péril jaune*, mon cher cousin s'est endormi dans une incroyable sécurité... Que de fois, j'ai tenté de lui ouvrir les yeux sur les préparatifs et l'entraînement de l'armée japonaise ! Mais, chaque

fois, Nicolas II, agacé de mon insistance, m'a répondu sèchement qu'il était déjà renseigné...

Quant aux opérations qui se déroulent en Mandchourie, le kaiser en tire de mauvais présages pour les Russes. Leur victoire finale est douteuse ; en tout cas, ils devront s'imposer d'énormes efforts pour l'obtenir.

Revenant à sa marotte du *péril jaune*, l'empereur a exprimé le regret que, pour écarter ce péril de nos possessions indo-chinoises, nous n'ayons pas envoyé nos escadres au secours de Port-Arthur et de Wladivostok. Puis, songeant qu'une intervention de la France dans le conflit russo-japonais eût provoqué fatalement une intervention de l'Angleterre, il a repris, d'un ton gouailleur :

— Croyez-moi. Vous n'aviez pas à redouter l'entrée en campagne de vos nouveaux amis. Je connais bien leur situation. Ils ne sont pas encore remis de la rude épreuve qu'ils ont subie au Transvaal ; ce sont, avant tout, des marchands, des *business men* ; ils vous auraient laissés agir librement,

Vendredi, 10 juin 1904.

Le blocus prolongé de Port-Arthur et l'idée que cette grande place d'armes, « cette montagne d'Or, où brille la croix du Sauveur » puisse tomber aux mains de l'ennemi, suscitent dans tout le peuple russe une angoisse irritée ; on ne comprend pas que les armées de Mandchourie n'aient pas depuis longtemps chassé les Japonais du Liao-toung.

Aussi, le tsar vient-il de télégraphier au général Kouropatkine : *Je vous rends personnellement responsable du sort de Port-Arthur.*

Le généralissime a donc prescrit à l'armée du général Stackelberg une offensive en direction du Liao-toung.

— Cette offensive, me dit le général Pendézec, me

semble très aventureuse. Vous savez, d'ailleurs, où mènent habituellement les interventions du pouvoir central dans la conduite des opérations militaires ; vous vous rappelez, en 1870, la marche vers Sedan !...

Mercredi, 15 juin 1904.

Depuis... toujours, mais particulièrement depuis quelques mois, l'Empire marocain était dans la détresse financière. Il ne trouvait plus aucun prêteur ; il avait épuisé tous les expédients, y compris la fraude, les spoliations et la fausse monnaie. C'était la banqueroute chronique.

Et, depuis longtemps aussi, notre ministre à Tanger, Saint-René Taillandier, faisait judicieusement valoir que tout l'avenir de notre politique marocaine dépendrait de l'appui que nous accorderions au Maghzen pour le soulagement de sa misère.

L'occasion s'offrait donc à nous de rendre service au sultan Moulaï Abd-el-Aziz et d'acquérir, par ce détour, un titre officiel à nous immiscer dans l'administration de ses États.

Sous l'impulsion aiguillonnante de Delcassé, un consortium de banques françaises vient de signer, à Fez, un contrat d'emprunt qui met 62 500 000 francs à la disposition du Trésor chérifien. Cette somme produira un intérêt de 5 pour 100 ; l'amortissement s'opérera en trente-six années. Tous les revenus douaniers à l'Empire sont affectés à la garantie de l'emprunt. Pour exercer pratiquement cette garantie, les banques installeront, dans chaque port, un mandataire des porteurs qui encaissera les recettes, en veillant à la stricte application des tarifs. Enfin, le Maghzen reconnaît au consortium des banques un privilège pour les emprunts ultérieurs.

Désormais, financièrement, le Maroc est dans notre sujétion.

Jeudi, 16 juin 1904.

Ce matin, sur une place d'Helsingfors, le général Bobrikow, gouverneur général de Finlande, a reçu dans la poitrine deux coups de revolver, dont il est mort presque immédiatement. L'assassin, qui appartient à la noblesse du pays, s'est tué; il avait déclaré, quelques jours auparavant, que la tyrannie russe était devenue intolérable aux Finlandais et qu'il vengerait d'ici peu ses compatriotes opprimés.

Vendredi, 17 juin 1904.

L'armée du général Stackelberg, envoyée de Mandchourie au secours de Port-Arthur, vient d'être battue à Va-fang-ou, par l'armée du général Oku.

Il est désormais établi que Port-Arthur ne peut plus être débloqué.

Lundi, 20 juin 1904.

Le conflit de la France et du Saint-Siège entre dans une phase nouvelle, qui sera sans doute la dernière, car c'est déjà presque la rupture.

Aujourd'hui, le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, proteste contre « une incorrection de la plus haute gravité » que le nonce apostolique vient de commettre en adressant des injonctions et des remontrances directes à deux évêques français, l'évêque de Laval et celui de Dijon. Il y voit une manifeste violation du pacte concordataire. « Dans tous les temps et sous tous les régimes, le nonce n'a eu, au regard du gouvernement français, qu'une seule qualité, la qualité d'un ambassadeur. Sous tous les régimes et dans tous les temps, le gouvernement français a dénié au nonce le droit de correspondre directement avec les



évêques... J'estime qu'il convient de rappeler ces principes au Saint-Siège. »

Voilà donc les polémiques rouvertes entre la France et le Vatican.

Vendredi, 24 juin 1904.

Garden-party à l'ambassade d'Autriche-Hongrie. Le magnifique hôtel des Galliéra, sis rue de Varenne, vient d'être somptueusement restauré par le nouvel ambassadeur de François-Joseph, le comte Rodolphe de Khévenhüller, accrédité à Paris depuis six mois.

Temps radieux : azur limpide. La réception est d'un grand style et du meilleur goût. On dirait que toutes les jolies femmes de Paris se sont donné rendez-vous, tant les pelouses de l'immense jardin sont émaillées de toilettes ravissantes qui, de loin, se confondent avec les parterres de fleurs. Les belles dames sont venues très nombreuses, en effet, attirées par la réputation galante de Khévenhüller, dont les succès romanesques ont tant de fois défrayé les bavardages de la haute société cosmopolite.

Agé de soixante ans, mais demeuré d'une étonnante jeunesse, la taille droite et svelte, le regard vif, l'intelligence claire, la parole chaude et timbrée, capable d'unir les manières les plus courtoises aux allures les plus insolentes, plein d'honneur et de bravoure, de hardiesse et de fatuité, ce cadet d'une grande maison germanique s'évoque spontanément, pour moi, dans le décor périmé de Versailles et de Trianon, au temps de Marie-Antoinette ; je le vois très bien prendre sa place et jouer son rôle, à côté de Lauzun, de Coigny, de Besenval, de Vaudreuil, de Fersen (1)...

(1) Les princes de Khévenhüller-Metsch remontent à un landgrave de Franconie, Richard de Khévenhull, qui vivait au onzième siècle. La famille fut ensuite possessionnée en Carinthie, en Bohême et en Autriche.

L'ambassadeur est trop absorbé par ses devoirs mondains, et il y recueille trop de charmants sourires pour que je l'importune de ma conversation.

Mais je l'ai déjà rencontré souvent à dîner chez Mme de Fitz-James qui, parfois même, n'avait invité personne autre afin que nous pussions causer franchement. Ces libres entretiens m'ont permis de contrôler ou de compléter la plupart des informations que nous avons reçues de notre judicieux ambassadeur à Vienne, le marquis de Reverseaux.

Voici donc comment, à l'heure actuelle, je me figure les conceptions et les tendances de la politique austro-hongroise en Europe.

1^o François-Joseph demeure scrupuleusement fidèle au pacte du *Dreibund*, forgé par Bismarck, il y a vingt-cinq ans. Mais, entre les cours de Vienne, Berlin et Rome, la confiance et l'intimité premières n'existent plus. Le système du « ménage à trois » se transforme, se disjoint manifestement. D'une part, les prétentions de l'Italie sur Trente et Trieste s'affirment chaque jour plus agressives. D'autre part, l'Allemagne, pour contenir la France, prodigue ses bons offices à la Russie ; le « fil souterrain », que Bismarck avait si ingénieusement posé entre Berlin et Saint-Pétersbourg, n'avait encore jamais fonctionné avec tant d'activité. Ainsi, l'Autriche-Hongrie ne trouve plus que d'insuffisantes garanties dans la Triple-Alliance ;

2^o La rivalité franco-allemande n'inquiète pas trop les dirigeants du Ballplatz ; ils l'exploitent même pour faire sentir occasionnellement à la chancellerie de Berlin tout le prix de leur concours ;

3^o Depuis que la Russie est en guerre avec le Japon, la presse austro-hongroise de tous les partis recommence à discuter la question macédonienne et à faire miroiter les perspectives lointaines du rêve balkanique. Dans les états-majors, dans l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, de l'archiduc Othon, de l'archiduc Frédéric,

du comte Khuen-Hédervary, etc..., on agite de nouveau le grand dessein d'une marche vers Uskub. Et l'on y parle aussi, très ouvertement, d'infliger à l'odieuse Italie une correction magistrale dont elle se souviendrait longtemps ;

4° Mais ce qui domine, selon moi, toute la politique étrangère de la monarchie dualiste, c'est la complication et l'âpreté de ses discordes intestines. La lutte acharnée que le parti de l'Indépendance magyare soutient, depuis des mois, contre les prérogatives de la Couronne, me semble paralyser totalement l'action de l'Autriche-Hongrie dans le domaine extérieur ;

5° Enfin, — et cela est encore plus important, plus décisif, — la minorité allemande, qui gouverne l'Autriche, de même que la minorité magyare, qui gouverne la Hongrie, sont absolument obligées de s'appuyer sur Berlin ; c'est, pour elles, une nécessité vitale. Jamais donc, la monarchie des Habsbourg n'a été plus étroitement inféodée à l'empire des Hohenzollern.

CHAPITRE V

25 JUIN-5 AOUT 1904

Rencontre d'Édouard VII et de Guillaume II, aux régates de Kiel. — Un déjeuner historique : « Le déjeuner du Maroc » au Quai d'Orsay. — Nouveaux échecs des Russes en Mandchourie. — Apreté croissante de la querelle entre la France et le Saint-Siège. — Pronostics sur l'évolution de l'entente franco-anglaise : « La rivalité anglo-allemande et l'hostilité franco-allemande sont désormais soudées l'une à l'autre ; elles se fortifieront l'une par l'autre ; logiquement, leur convergence doit aboutir à la guerre ». — Édouard VII raconte à notre ambassadeur, Paul Cambon, ses entretiens avec Guillaume II. Le kaiser voudrait venir officiellement à Paris ; opinion de Delcassé sur cette idée. — Entre la France et le Saint-Siège, les rapports se tendent à l'extrême ; ultimatum du gouvernement français. — En Russie, la « série rouge » continue : assassinat du ministre de l'Intérieur, Plehve. — Le terroriste Bourtzev et l'*Organisation de combat*. — Un document inédit sur les préambules de l'alliance franco-russe. — Le gouvernement de la République prononce la rupture de ses relations avec le Saint-Siège.

Samedi, 25 juin 1904.

Les régates de Kiel ont offert à l'empereur Guillaume l'occasion d'inviter « l'oncle Édouard » à une rencontre « amicale », dont celui-ci n'éprouvait aucunement le besoin.

L'entrevue a eu lieu aujourd'hui en rade de Kiel, à bord du *Hohenzollern*. Les toasts échangés par les deux souverains accusent la différence de leurs caractères. Voici les paroles du kaiser : « La flotte allemande se

réjouit de voir son amiral honoraire. Cette flotte, une des plus jeunes du monde, est destinée à protéger le commerce de l'Allemagne et à défendre son territoire, de même que *l'armée allemande, depuis plus de trente ans, a conservé la paix à l'Europe...* » Et voici la réponse du roi : « Puissent toujours nos deux pavillons flotter l'un près de l'autre, ainsi qu'aujourd'hui, pour le bonheur de nos deux peuples *et de toutes les autres nations!*... »

Lundi, 27 juin 1904.

Si-el-Menebbi, ancien ministre de la Guerre du Maroc et qui arrive de la Mecque, est en France depuis quelques jours. Un déjeuner lui est offert ce matin, au Quai d'Orsay ; j'y assiste.

Agé de trente-cinq ans, la taille haute et mince, élégamment drapé dans son burnous blanc, un poignard d'or à la ceinture, Menebbi ne représente pas le pur type arabe ; il a visiblement un peu de sang noir, comme d'ailleurs tout le personnel de la cour chérifienne, qui est originaire du Tafilet.

Autour de lui, Delcassé a groupé une trentaine de convives, parmi lesquels le général André, ministre de la Guerre, Gaston Doumergue, ministre des Colonies, le général Pendézec, chef d'état-major de l'armée, le général Brugère, généralissime éventuel, Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, enfin tous les ardents meneurs du parti colonial, les Étienne, les Paul Bourde, les Chailley-Bert, etc.

Au sortir de table, je cause avec Étienne et le général Pendézec :

— Ce déjeuner, leur dis-je, marquera peut-être une date dans l'histoire de notre politique marocaine.

Étienne me répond avec enthousiasme :

— Ne dites pas *peut-être* ; dites *certainement*... Ce déjeuner, je le baptise, dès aujourd'hui, *le déjeuner du Maroc*.

Le sage Pendézec reprend :

— Alors, je ferai bien de me préparer.

Je lui demande :

— Ce n'est pas seulement du côté de Tlemcen et de la Saoura que vous allez vous préparer?

Il s'exclame, avec un gros rire :

— Oh ! non, je pense à des préparatifs beaucoup plus importants !

Puis nous mesurons la rapidité avec laquelle ce grand problème du Maroc s'est développé ; car il ne se pose pratiquement, il n'est du moins susceptible des solutions premières, que depuis le 16 décembre 1900, depuis le jour où Delcassé l'a inséré dans l'accord franco-italien sur la Tripolitaine.

Mercredi, 29 juin 1904.

Grave échec des Russes à Mo-tien-ling, sur la route du Yalou à Liao-yang.

Jeudi, 30 juin 1904.

Rencontré Francis Charmes (1). Nous causons du Maroc. Je le trouve toujours aussi défiant et pessimiste sur ce qu'il appelle dédaigneusement « l'aventure marocaine... », la folie marocaine ». Je réponds :

— Oui, certes, l'établissement de la suprématie française au Maroc est une œuvre de longue haleine et qui s'annonce pleine d'obstacles. Mais si nous ne l'avions pas entreprise, d'autres que nous se la seraient appropriée. N'en doutez pas. Eh bien, vous figurez-vous l'Angleterre ou l'Italie installée aux portes de l'Algérie?...

(1) Chargé de la chronique politique à la *Revue des Deux Mondes*, il s'y était acquis une autorité universelle. Depuis 1881, il représentait le département du Cantal comme député puis comme sénateur. Élu de l'Académie française en 1908, il est mort le 4 janvier 1916.

Vendredi, 1^{er} juillet 1904.

J'entends dire couramment : « Les échecs des Russes ont peu d'importance. Faute d'argent, les Japonais ne pourront soutenir la guerre au delà d'octobre ou de novembre... » Erreur. Le grand maître de la science et de l'escrime politiques, Machiavel, a écrit là-dessus un de ses plus pénétrants aphorismes : *Ce n'est pas l'argent qui est le nerf de la guerre, ce sont les bons soldats. L'argent ne procure pas de bonnes troupes, mais les bonnes troupes procurent toujours de l'argent.*

Jeudi, 7 juillet 1904.

Mes rapports avec les agents de l'*Okhrana* m'ont donné quelque notion du nouveau Code pénal russe, tel qu'il a été ratifié, le 22 mars-4 avril 1903, par Nicolas II. Jusqu'à l'an dernier, le régime des peines criminelles était défini par l'*Oulojenié* de 1845, encore tout inspiré du vieil esprit moscovite, esprit de rigueur, de fanatisme, de cruauté, qui méritait au *Soudebnik* d'Ivan le Terrible cette qualification : « impitoyable comme la colère du tsar. » Le nouveau code affirme donc la prétention de « mettre la loi pénale en harmonie avec les principes de l'État et de la société modernes ». Mais j'y trouve deux sortes de clauses qui maintiennent, dans toute sa conception et dans toute sa force premières, la doctrine de l'absolutisme autocratique : elles ont pour objet de punir le crime de sacrilège et le crime de lèse-majesté.

Pour le crime de sacrilège, l'article 73 est libellé ainsi : *Quiconque aura été reconnu coupable : de sacrilège envers Dieu célébré dans la Trinité consubstantielle, Notre Très Sainte Souveraine, Notre Dame et Vierge Éternelle Marie, les Puissances Célestes Immatérielles ou les Saints; — de profanation ou d'offense à l'égard des Saints Sacrements, de la Sainte Croix, des Saintes Reliques, des Saintes Icones;*

— d'outrages contre la Sainte Écriture ou l'Église orthodoxe ou la religion en général, — sera puni des travaux forcés à temps...

Pour le crime de lèse-majesté, l'article 99 est libellé ainsi : *Quiconque aura attenté à la vie de la personne sacrée de l'Empereur, de l'Impératrice et du Grand-Duc Héritier, ou qui aura commis un attentat ayant pour but soit de destituer l'Empereur, soit de restreindre son autorité suprême, sera puni de mort...* L'article 100 porte en outre : *Quiconque aura tenté de changer la forme du gouvernement sera puni de mort...* Enfin, l'article 103 est ainsi conçu : *Quiconque aura été reconnu coupable, soit d'outrages envers l'Empereur, l'Impératrice ou le Grand-Duc Héritier, soit de menaces à leurs personnes, soit d'insultes à leurs images, sera puni des travaux forcés à temps...*

Ces diverses clauses de la loi pénale me semblent résumer les deux principes fondamentaux de l'État russe, principes tellement connexes qu'ils s'impliquent l'un l'autre et que l'on ne peut se figurer l'un sans l'autre, je veux dire l'orthodoxie et l'autocratie.

Qu'une telle conception vienne de Byzance et, par Byzance, des monarchies asiatiques, cela n'est pas douteux. Mais dans quelle mesure correspond-elle encore à la mentalité russe? Dans quelle mesure le peuple russe la tient-il encore pour vraie? Nous en discutons récemment, chez Eugène-Melchior de Vogüé, avec un de ses amis russes, un vieux *tchinovnik*, d'esprit large et très libre :

— J'ai passé presque toute ma carrière en province, nous disait-il ; c'est à la fin seulement que j'ai connu les honneurs de Pétersbourg et de Moscou. J'ai donc toujours été en contact direct avec les masses russes. Eh bien ! je vous le garantis, elles croient unanimement que la majesté impériale est d'une essence divine... Je vais plus loin. Dans l'âme ingénue de nos paysans, le tsar prend place immédiatement après la sainte Trinité ; car

c'est Dieu même qui lui a conféré son pouvoir, c'est Dieu même qui ordonne de lui obéir. Un tel rayonnement émane ainsi de sa personne sacrée que dans les songes pieux des humbles, elle apparaît comme l'image du Christ sur la terre...

Mais alors comment se fait-il que chez un peuple où prévaut cette conception théocratique du pouvoir suprême, comment se fait-il que les sectes révolutionnaires trouvent, dans tous les milieux, tant de sympathies, de connivences et de complicités?...

Tourguéniew disait : « L'âme russe est une forêt obscure... » Pour un cerveau latin, elle est inintelligible, car elle n'est faite que de contrastes et de paradoxes, de mystères et d'enchevêtrements.

Samedi, 9 juillet 1904.

Diné chez la baronne de Courcel, au château d'Athis, près de Juvisy. Les autres invités sont le comte et la comtesse Jean de Castellane, Georges Pallain, gouverneur de la Banque de France, et Mme Pallain, Henri Germain, président du Crédit Lyonnais, et Mme Henri Germain, etc...

Avant de passer à table, promenade sur la grande terrasse en charmille, d'où la vue domine le confluent de la Seine et de l'Orge. La journée s'achève dans un crépuscule d'apothéose, dans une diffusion de pourpre et d'or. On se croirait à mille lieues de Paris, devant un paysage de Claude Lorrain ou de Turner...

Durant tout le dîner, la conversation porte exclusivement sur la querelle de la France et du Saint-Siège, querelle qui devient chaque jour plus acrimonieuse et qui ne peut plus se terminer que par un divorce éclatant. L'avis général est que la papauté fut vraiment trop maladroite d'offrir à nos anticléricaux un si favorable prétexte à dénoncer le Concordat. On soutient aussi que la

suppression du budget des Cultes rendra désormais impossible l'entretien des églises et le recrutement des prêtres. D'où la ruine prochaine, radicale et définitive du sentiment religieux dans les masses françaises.

Toujours exact et clairvoyant, Courcel atténue beaucoup le pessimisme de ces prévisions. Puis, cédant à son goût naturel d'envisager tous les problèmes politiques et sociaux dans le cadre de l'histoire, il poursuit :

— Aussi loin que je puisse me figurer l'avenir, je suis persuadé que le christianisme restera le seul principe conservateur et vivifiant des grandes sociétés humaines. Il évoluera, il s'adaptera ; mais il durera...

Vers la fin de la soirée, l'ambassadeur me prend à part pour m'interroger sur la rencontre du roi Édouard et de l'empereur Guillaume à Kiel. Je lui réponds que, sous les formes les plus courtoises, Édouard VII a très habilement éludé tous les sujets, plus ou moins scabreux, où son hôte impérial cherchait à l'attirer. Courcel me dit alors :

— Dans mes calmes loisirs d'Athis, j'ai longuement réfléchi à la situation générale de l'Europe et à toutes les éventualités qu'elle implique... Voici ma conclusion. Vous vous rappelez que la rivalité anglo-allemande m'a toujours paru le plus grave danger qui menace la paix de l'Europe... oui, certes, plus grave même que l'hostilité franco-allemande. Or, depuis notre convention du 8 avril dernier, l'antagonisme de l'Angleterre et de l'Allemagne est entré dans une phase nouvelle. Jusqu'alors, il n'était qu'indécis, latent, discontinu : il est dorénavant cristallisé, concrétisé. Bien plus, la rivalité anglo-allemande et l'hostilité franco-allemande sont désormais soudées l'une à l'autre ; elles se fortifieront et s'envenimeront l'une par l'autre. Logiquement, leur convergence doit aboutir à la guerre.

Lundi, 11 juillet 1904.

Paul Cambon vient d'avoir une audience d'Édouard VII, qui désirait lui raconter sa récente visite à Kiel.

« — J'ai causé longuement, a dit le roi, avec l'empereur Guillaume et le comte de Bülow ; je les ai trouvés, l'un et l'autre, fort préoccupés de nos confiantes relations ; ils attribuaient même à notre accord du 8 avril un sens inquiétant. Je les ai rassurés en leur rappelant que l'Angleterre et la France avaient beaucoup d'intérêts communs ou concurrents ; elles les avaient tous réglés dans un esprit équitable ; leur bonne entente constituait une garantie de plus pour la paix européenne... »

Paul Cambon a félicité le roi de ce langage, le mieux fait pour calmer l'imagination soupçonneuse et toujours tracassée de Guillaume II ; notre ambassadeur a poursuivi :

« — La véritable cause du nervosisme dont l'empereur Guillaume semble atteint depuis quelques mois, c'est qu'il n'avait jamais voulu croire à la possibilité d'une entente franco-anglaise ; il continuait à spéculer sur la mésintelligence de nos deux pays, comme d'ailleurs sur tous les ferments de discorde qui existent entre les puissances ; il s'était appliqué à se faire considérer comme l'arbitre suprême de l'Europe, le défenseur et le garant de la paix générale : en un mot, il prétendait jouer partout le premier rôle. Et il voit, avec amertume, Votre Majesté lui prendre ce rôle.

« — Oui, a reparti Édouard VII en riant, il aime beaucoup à faire parler de lui. Les arrangements que nous avons négociés en dehors de lui, sans sa permission et sans son aide, l'ont stupéfié ; il en a éprouvé une sensation d'isolement, qu'il ne connaissait pas. D'où son agitation et sa mauvaise humeur. C'est pourquoi j'ai cru bon d'aller le voir.

« — Telle est bien la signification que le gouvernement français et l'opinion française ont donnée au voyage de Votre Majesté... L'empereur Guillaume avait besoin d'un sédatif; vous le lui avez apporté... Nous avons d'ailleurs remarqué l'habile rédaction de votre toast, l'art avec lequel vous avez laissé entendre que votre visite n'infirmait aucunement la valeur de nos accords.

« — C'était difficile, a repris le roi; je patinais sur la glace. Je m'en suis tiré en m'attachant au côté familial et sportif de mon voyage. L'empereur m'a paru satisfait... Entre nous, j'ai constaté que l'empereur est toujours travaillé par son désir d'aller à Paris. M. de Bülow m'a même demandé si ce projet me semblait réalisable. Je lui ai répondu qu'on pourrait y penser un jour, mais que ce jour n'est pas encore venu. Quel est votre sentiment?

« — Je crois en effet qu'une visite de Guillaume II à Paris serait pour le moins prématurée; elle réveillerait toutes nos susceptibilités nationales... elle irait ainsi contre le but de l'empereur... Je doute que ce projet soit réalisable avant un assez long temps.

« — C'est aussi mon opinion, a conclu le roi; mais il ne faut pas décourager les espérances d'un rapprochement. »

Après avoir lu devant moi le récit de cette conversation, Delcassé me dit :

— L'empereur Guillaume poursuit son jeu... Voyez comme il est cabotin dans l'âme! Ce qu'il ambitionne par-dessus tout, c'est de venir officiellement à Paris et de s'y offrir aux acclamations des Parisiens. Quelle sottise! Quelle puérilité!... J'admettrais qu'il vint en France pour consacrer la réconciliation politique des deux peuples. Mais on ne prélude pas à une réconciliation par du tam-tam, par une visite à grand orchestre... Non, si l'empereur Guillaume veut sincèrement rapprocher la France et l'Allemagne, qu'il commence par ne plus nous insulter; qu'il cesse de nous lancer à la tête

nos désastres de 1870, comme il l'a fait naguère à Carlsruhe ; qu'il s'abstienne de toute rodomontade pendant quelques mois ; enfin qu'il nous adresse, par son chancelier, des propositions fermes, positives, concrètes : et je les examinerai sans prévention... Naturellement il ne pourrait s'agir que d'un accord spécial, portant sur des questions bien déterminées. En dehors de cela, et pour longtemps, je ne vois aucun rapprochement possible entre la France et l'Allemagne.

Lundi, 18 juillet 1904.

Entre la France et le Vatican, les rapports se tendent à l'extrême.

Passant outre à nos protestations, le Saint-Siège vient d'adresser aux évêques de Laval et de Dijon l'ordre de comparaître, sans retard, devant le « Sacré tribunal du Saint-Office », pour y répondre des faits que le souverain pontife leur reproche. Faute de satisfaire immédiatement à cette injonction, « il ne sera pas besoin de signifier aux dits évêques leur suspension *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis*. »

Combes a riposté aussitôt par une note fulminante, que nous transmettons aujourd'hui même au Saint-Siège : « En mandant à Rome directement et à l'insu du gouvernement français, deux évêques qui relèvent du ministre des Cultes, le Saint-Siège méconnaît les droits du pouvoir avec lesquels il a signé le Concordat... En menaçant les dits évêques d'être suspendus *ipso facto* s'ils ne se rendent pas à Rome, le Saint-Siège méconnaît la disposition du Concordat, de laquelle il résulte qu'un évêque ne peut être suspendu que par l'accord des deux autorités qui ont contribué à le créer... C'est pourquoi le soussigné, chargé d'affaires de la République française, a l'ordre de déclarer à S. E. le cardinal secrétaire d'État que, si les injonctions adressées aux dits évêques ne sont pas retirées, le gouvernement de la République

laissera au Saint-Siège toute la responsabilité des résolutions auxquelles on l'aura réduit. »

Jeudi, 28 juillet 1904.

Ce matin, vers 10 heures, dans une des rues les plus fréquentées de Saint-Petersbourg, le ministre de l'Intérieur, Plehve, a été assassiné. Une bombe, lancée contre sa voiture, l'a mis en pièces. L'assassin a été arrêté sur place.

Décidément, la série sanglante, la « série rouge » continue. Depuis un an, c'est au moins le sixième attentat politique. Le chef de l'*Okhrana* russe à l'étranger, Rataïew, me disait naguère :

— Je vis dans une anxiété continuelle. Sous la direction de Bourtzew, l'*Organisation de combat* est devenue un engin formidable. Cet homme est d'une audace prodigieuse. Je vous assure qu'il a bien employé son temps à Paris...

Je rapporte aujourd'hui ce propos de Rataïew à Delcassé, en lui conseillant d'insister auprès de son collègue de l'Intérieur pour que la direction de la Sûreté générale se montre un peu plus active dans la surveillance des réfugiés russes. Il me répond :

— Je porterai la question demain, devant le Conseil des ministres.

Pour son édification personnelle, je lui montre un document que j'ai tiré de mes coffres et qui prouve l'importance que le gouvernement russe a toujours attachée au concours de notre police dans sa lutte contre les partis révolutionnaires. C'est une lettre en date du 29 mai 1890, donc antérieure de quelques mois aux premières amorces de l'alliance franco-russe. Sur la demande de Ribot, ministre des Affaires étrangères, son collègue de l'Intérieur, Constans, venait de ramasser, dans un coup de filet, tout ce qu'il y avait d'anarchistes russes à

Paris; on avait connu ainsi l'organisation du parti jusque dans ses moindres détails, et l'on avait livré le tout à la police impériale. Notre préfet de police, Lozé, avait déployé, dans cette affaire, autant d'habileté que d'énergie. L'ambassadeur du tsar, le baron de Mohrenheim, l'en avait remercié par cette lettre dithyrambique :

Paris, le 29 mai 1890.

Monsieur le Préfet et, laissez-moi ajouter, bien cher, vrai et excellent ami!

Merci de tout cœur. Le service signalé que vous venez de rendre à mon pays est de ceux qui ne sauraient jamais être estimés assez haut, ni jamais être oubliés. D'épouvantables malheurs viennent d'être conjurés grâce à votre incomparable énergie et à l'extrême habileté de vos dispositions. Je ne puis songer sans frémir aux catastrophes épargnées à l'empereur et à la nation entière par l'intervention sympathique du gouvernement français. Ni Lui, ni elle n'en perdront jamais le souvenir. Ma personne est bien peu de chose en pareil cas; mais laissez-moi cependant ajouter tout ce que personnellement j'éprouve de bonheur à vous remercier de toute mon âme. Il me tarde de vous serrer les mains avec toute l'effusion du plus affectueux et du plus inaltérable attachement et du dévouement le plus absolu.

MOHRENHEIM.

Vendredi, 29 juillet 1904.

Comme il fallait s'y attendre, le Saint-Siège maintient, en termes péremptoires, que le souverain pontife a le droit d'assigner directement les évêques de France devant le « Sacré tribunal du Saint-Office » et de les déclarer « suspendus *ipso facto* », s'ils ne défèrent pas à l'assignation.

Dans une séance tenue ce matin à l'Élysée, le Conseil des ministres a décidé « de mettre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint-Siège, sont désormais sans objet... »

Samedi, 30 juillet 1904.

Le terroriste Bourtzew demeure toujours à Paris, d'où il dirige tranquillement l'*Organisation de combat* et les sanglants exploits de ses camarades en Russie.

Jaurès, qui le couvre de sa protection, a obtenu de Combes que l'arrêté d'expulsion, signé le 26 avril dernier, ne fût pas exécuté.

Sur l'ordre de Delcassé, je fais une nouvelle démarche auprès du directeur de la Sûreté générale qui, levant les bras au ciel, me répond simplement :

— C'est à M. Jaurès que vous devriez vous adresser (1).

Lundi, 1^{er} août 1904.

Notre influence au Maroc s'affirme par un nouveau progrès. La police et la garnison de Tanger seront pla-

(1) En février 1915, mes fonctions d'ambassadeur à Pétrograd m'amènèrent à m'occuper, une fois encore, de Bourtzew.

Au début de la guerre, étant réfugié à Paris, ce terrible adversaire du tsarisme, proclama courageusement que tous les Russes devaient s'unir contre l'Allemagne : il croyait que la fraternité des masses populaires s'affirmerait sur les champs de bataille et que la libération intérieure de son pays sortirait de la victoire.

Il part aussitôt pour la Russie, afin d'y propager ses idées nouvelles dans les milieux ouvriers. A peine a-t-il franchi la frontière qu'on l'arrête et qu'on l'expédie à Touroukansk sur l'Iénisséy, aux confins du cercle polaire. Quand la nouvelle de cette déportation stupide parvient en France, elle indigne justement notre parti socialiste, qui recommence à fulminer contre l'alliance russe. Le ministre de la Justice, Viviani, me prie alors de mettre en œuvre toute la confiance que j'inspire au tsar pour obtenir la grâce de Bourtzew. Je m'adresse donc aux sentiments les plus élevés de Nicolas, II, qui m'accorde l'immédiate libération du condamné.

Au mois d'octobre 1917, Bourtzew fut emprisonné par les Bolchévistes, qu'il abhorrait. En 1918, il s'est, de nouveau, réfugié à Paris. (V. *la Russie des Tsars*, t. I, p. 292).

cées désormais sous le commandement d'un officier français.

Saint-René Taillandier, à qui nous devons ce beau résultat, en déduit avec raison que le sultan et ses vizirs acceptent dorénavant, comme une inéluctable fatalité, la situation prééminente qui nous est reconnue au Maghreb par l'accord franco-britannique du 8 avril dernier.

Vendredi, 5 août 1904.

Consummatum est!... Entre la France et le Saint-Siège, les relations diplomatiques sont désormais rompues, et cette rupture ne peut manquer d'entraîner la séparation de l'Église et de l'État. Je présume que, devant l'histoire, les radicaux français et les intransigeants romains porteront une part égale de responsabilité dans l'événement qui vient de s'accomplir.

Pie X et ses conseillers, — si tant est qu'il ait eu des conseillers, — persistent à dire que l'Église a triomphé de bien d'autres épreuves ; que d'ailleurs la France d'aujourd'hui compte peu dans le catholicisme universel ; enfin que les tribulations, qui s'annoncent pour les fidèles et le clergé français, auront du moins l'avantage de faire apparaître, aux yeux du monde, toute la diabolique malfaisance des gouvernements athées.

Inversement, nos ministres se déclarent plus que jamais résolus « à marcher de l'avant pour assurer la prédominance de la société laïque et civile sur la société césarienne et cléricale ».

Dans les loges maçonniques, on va plus loin encore ; on exige dès maintenant la suppression totale du budget des Cultes : « La République ne doit pas couvrir plus longtemps la scandaleuse exploitation de la crédulité humaine et du fanatisme abêtissant ; elle ne doit plus stipendier les escrocs en soutane... » Homais n'eût pas trouvé mieux !

La crise de ces derniers jours a consterné le président Loubet. Il avait juré : 1^o qu'il ne recevrait pas la visite du roi Victor-Emmanuel à Paris ; 2^o qu'il ne lui rendrait pas cette visite à Rome s'il n'était préalablement assuré de pouvoir ensuite présenter ses hommages au pape ; 3^o que, sous aucun prétexte, il ne laisserait dénoncer le Concordat. Il l'avait maintes fois déclaré, en termes solennels, à notre ambassadeur Nisard ; une fois même, il avait ajouté : « Dites bien au Saint-Père que je suis catholique, moi... Comme je vais à la messe de temps à autre les francs-maçons m'accusent de cléricalisme. Comme je n'y vais pas régulièrement, les cléricaux m'accusent d'athéisme. La vérité, c'est que je suis un croyant... un croyant tiède, mais un croyant... Ne manquez pas de le dire au Saint-Père ; attestez-lui mes sentiments religieux... » Avec sa finesse habituelle, Nisard avait répondu : « Je n'y manquerai certes pas, monsieur le Président ; je ferai même observer au pape que l'ambassadeur de Louis-Philippe auprès de Grégoire XVI n'en pouvait pas dire autant. »

Malgré toutes ces déclarations, Loubet n'a pas soufflé mot, le 29 juillet dernier, quand le Conseil des ministres a prononcé la rupture de nos relations avec le Saint-Siège. Il a confié, depuis lors, à l'un de ses amis : « Je comptais résister, en appuyant les objections vigoureuses que Delcassé m'avait promis de faire valoir au nom des intérêts nationaux dont il est le dépositaire. Je laisse donc la discussion s'engager, attendant le moment d'intervenir... A trois reprises je regarde fixement Delcassé. Il reste muet comme une carpe... On vote. Il n'élève pas la moindre objection, et il vote, d'emblée, comme les autres... Je ne pouvais plus que me taire (1). »

(1) Seize ans plus tard, en 1920, Alexandre Millerand, qui était alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, prit la courageuse initiative de rétablir les rapports diplomatiques entre la France et le Saint-Siège. Mes fonctions de secrétaire général au Quai d'Orsay me valurent l'honneur et le vif intérêt de participer activement à la négociation.

CHAPITRE VI

6 AOÛT-14 OCTOBRE 1904

Les principes directeurs de la stratégie allemande ; leur concordance avec les révélations du *Vengeur*. — L'Espagne et la question du Maroc : les mirages d'un rêve historique. — L'impératrice Alexandra-Féodorowna met au monde un fils. — Allégresse nationale, mais de courte durée. Les escadres de Port-Arthur et de Wladivostok sont détruites ; les Japonais ont dorénavant la maîtrise absolue de la mer. — Négociation avec le cabinet de Madrid au sujet du Maroc. — Idée maîtresse de Delcassé : « L'amitié de l'Espagne est indispensable au développement de notre politique méditerranéenne. » — Grave défaite des Russes à Liao-yang ; leur retraite sur Moukden. — L'empereur Nicolas veut tenter un suprême effort pour reconquérir, en Extrême-Orient, l'hégémonie de la mer : il décide l'envoi d'une nouvelle flotte, sous le commandement de l'amiral Rojdestvensky. — Programme de navigation ; un parcours de 34 000 kilomètres ; difficultés nautiques. — L'ambassadeur de Russie, Nélidow, expose à Delcassé que, sans l'aide clandestine des autorités françaises, la flotte ne pourrait arriver à destination : « Cette grande aventure est notre dernière chance de salut... » — L'assistance qui nous est demandée est incompatible avec les devoirs que la neutralité nous impose. Delcassé y consent néanmoins, en me chargeant de toutes les mesures pratiques ; un officier du ministère de la Marine m'est adjoint pour cette tâche occulte. — Négociations avec le cabinet de Madrid au sujet du Maroc ; avantages importants que Delcassé accorde à l'Espagne « pour qu'elle ne devienne pas l'instrument et le champion de l'Allemagne au Maroc ».

Samedi, 6 août 1904.

L'État-major allemand pratique beaucoup le *Kriegspiel*, le « jeu » des opérations et manœuvres simulées

sur la carte. On y traite les plus grands problèmes de stratégie, en s'adaptant, d'aussi près que possible, aux contingences les plus vraisemblables d'une guerre prochaine. Les futurs commandants d'armée se préparent ainsi à leur rôle éventuel. D'ordinaire, les séances de *Kriegs-spiel* sont présidées par le général de Schlieffen, qui les anime de sa puissante et lumineuse volonté.

Notre service d'espionnage s'est procuré dernièrement quelques « notes » intéressantes sur ces travaux didactiques. Elles démontrent que, dans une guerre contre la France, la direction suprême des opérations allemandes, *die Oberste Heeresleitung*, s'inspirerait des principes suivants :

« 1^o La priorité de l'offensive confère à l'assaillant un avantage inappréciable ; il importe donc que cette offensive soit engagée dans le plus bref délai possible, avec des effectifs énormes ; 2^o le but primordial de l'assaillant doit être l'anéantissement de l'ennemi ; 3^o cet anéantissement n'est réalisable que par des manœuvres encerclantes et refoulantes, développées sur un très grand diamètre, avec des ailes si fortes que nul obstacle ne puisse leur résister ; 4^o un ennemi n'est pas vaincu, tant qu'il peut choisir encore la ligne de sa retraite. »

Le général Pendézec, par qui je connais ces notes, y voit une raison de plus de considérer comme authentiques les révélations du *Vengeur*.

Lundi, 8 août 1904.

Toujours hallucinée par les mirages de son rêve historique, l'Espagne ne peut se résoudre à nous reconnaître la primauté d'influence et d'action dans l'Empire chérifien. Après une longue séance orageuse, le Conseil des ministres vient de statuer « que la question du Maroc ferait l'objet d'une étude complémentaire ».

Cependant, sur place, nous poursuivons notre œuvre activement : les employés français de la douane s'ins-

tallent dans les ports et nous organisons la police à Tanger.

Le secrétaire particulier de la reine Marie-Christine déplore les illusions où s'attarde le gouvernement royal ; il a dit à Jules Cambon :

— Notre impuissance à nous décider nous a fait perdre Fez, il y a deux ans ; elle nous expose à perdre aujourd'hui Tanger.

Vendredi, 12 août 1904.

Après dix ans de mariage, l'impératrice Alexandra-Féodorowna, qui est déjà mère de quatre filles, vient enfin de mettre au monde un Césaréwitch ou, comme on disait à la cour de Byzance, un Porphyrogénète (1).

L'empereur exulte. Mais l'événement suffira-t-il à relever le prestige du tsarisme et des Romanow?...

Pour obtenir ce fils tant désiré, on a mis en œuvre non seulement les recours habituels de l'humaine faiblesse, les prières, les vœux, les adorations, les pénitences, les pèlerinages, mais encore les pratiques les plus extravagantes de l'occultisme et de la thaumaturgie.

Invraisemblables confidences que j'ai reçues, il y a dix-huit mois, du policier Ratchkowsky sur ces opérations ténébreuses. Rôle inouï qu'un personnage hétéroclite, un garçon charcutier de Lyon, « le mage Philippe », a joué, ces dernières années, dans la vie la plus intime des monarques. Envoûtement et captation... Je ne pense pas que, durant la grande nuit du moyen âge russe, aux temps farouches de Siméon le Superbe et de Wassily-Dimitryéwitch, la sorcellerie ait trouvé des âmes plus crédules ; je n'imagine pas que les sombres gynécées du Kremlin moscovite aient vu des scènes plus étranges, des liturgies plus fantastiques (2)...

(1) Le mot grec signifie : « Né dans la pourpre. »

(2) Cf. *la Russie des Tsars*, t. I, p. 215.

Aujourd'hui, le thérapeute Philippe, méchamment persécuté par ce qu'il appelle « les jalousies de la cour et du Saint-Synode », tombé d'ailleurs dans la mélancolie, a dû s'éloigner des grandeurs impériales. Il vit retiré à l'Arbresle, près de Lyon ; la poste lui remet souvent des lettres de Saint-Petersbourg (1).

Samedi, 13 août 1904.

Hier, tandis qu'on sonnait les cloches dans toutes les églises russes et qu'on y célébrait des *Te Deum* pour la naissance du césarévitch Alexis, une affligeante nouvelle a soudain étouffé l'allégresse publique.

Le 10 août, l'escadre de Port-Arthur, forte de dix-huit navires, avait pris la mer, dans l'intention de gagner Wladivostok. La flotte de l'amiral Togo vint immédiatement l'attaquer.

Après de longues péripéties, les Russes ont perdu la bataille. C'est plus qu'une défaite, c'est un désastre. Le commandant en chef, amiral Witheft, a été tué ; la division des croiseurs s'est enfuie à toute vitesse, pour aller se faire désarmer dans les ports chinois.

Les Japonais vont pouvoir maintenant grouper tous leurs navires contre l'escadre de Wladivostok.

Mardi, 16 août 1904.

Avant-hier, l'escadre de Wladivostok, cherchant à rallier Port-Arthur, a été complètement battue, dans le détroit de Corée, par les croiseurs de l'amiral Kamimoura. L'un des cuirassés, le *Rurik* (11 200 tonnes), s'est fait couler plutôt que de se rendre.

Désormais, depuis le golfe du Petchili jusqu'au Kamchatka, les Japonais sont les maîtres absolus de la mer. Et je me rappelle ce que le général Pendézec me disait,

(1) Il est mort, à l'Arbresle, le 2 août 1905.

il y a quelques mois : « Dans la guerre d'Extrême-Orient, la victoire définitive appartiendra sans doute à celui des belligérants qui aura su garder la suprématie navale. »

Samédi, 20 août 1904.

Conversation avec Jules Cambon sur la question marocaine. Il me demande si Delcassé est sincèrement désireux de s'entendre avec l'Espagne.

— Oui, certes, il désire conclure avec l'Espagne un accord qui serait le complément naturel de l'accord franco-italien et de l'accord franco-anglais ; il me l'a dit souvent : *L'amitié de l'Espagne, l'adhésion de l'Espagne, la collaboration de l'Espagne sont indispensables au développement de notre politique méditerranéenne.* Là-dessus, je n'ai jamais observé, chez lui la moindre variation. Mais s'il est sincèrement désireux de conclure, il n'est pas du tout pressé. Pendant que les ministres espagnols nous chicanent sur des formules diplomatiques, nous actavons nos prises de gage au Maroc ; nous y affirmons chaque jour la prééminence de nos droits et de nos intérêts. Je crois donc que, par le fait de Delcassé, la négociation traînera, pour le moins, jusqu'à l'automne... L'Espagne devrait méditer le chapitre de Machiavel : *Que les Etats faibles sont toujours indécis et que la lenteur à se déterminer est toujours nuisible* (1).

— Décidément, cher ami, notre Delcassé est encore plus malin que je ne croyais.

Lundi, 5 septembre 1904.

Depuis le 25 août, les armées japonaises, réunies sous le commandement du maréchal Oyama, poursuivaient une offensive de large envergure contre la masse des armées russes, retranchées devant Liao-yang, sous le

(1) *Discours sur Tite-Live*, II, 15.

commandement du général Kouropatkine. Plus de 400 000 hommes étaient engagés de part et d'autre.

Après une résistance opiniâtre et des pertes énormes, les Russes ont dû battre en retraite pour s'abriter derrière les lignes du Tcha-ho, à 20 kilomètres de Moukden.

Samedi, 24 septembre 1904.

J'ai dû abréger ma cure à Vichy pour m'occuper d'une affaire urgente et secrète que Delcassé m'a demandé de prendre en mains personnellement.

Depuis que, par leur victoire navale du 10 août, les Japonais se sont acquis la domination de la mer, tous les organes de l'opinion russe réclament opiniâtrément de l'Amirauté impériale un suprême effort, si coûteux soit-il, pour reconquérir l'hégémonie maritime : car le résultat de la guerre en dépend. Et puisque l'escadre de Port-Arthur est coulée, puisque la division de Wladivostok se réduit maintenant à quelques croiseurs, il faut, de toute nécessité, envoyer là-bas une nouvelle flotte.

L'idée a trouvé dans le public un accueil enthousiaste ; elle paraît d'autant plus séduisante qu'elle évoque ces images grandioses, imprécises, lointaines, qui ont tant d'attrait pour les imaginations russes. Mais les services techniques de la Marine, qui se représentent la réalité sous une forme plus positive, résistaient sourdement, avec des périphrases et des allusions que l'on ne s'expliquait pas. Néanmoins, sous la poussée fiévreuse de l'opinion, l'Amirauté impériale a dû prendre la décision d'expédier en Extrême-Orient une grande armée navale, qui s'appellera : « Deuxième escadre de l'Océan Pacifique. »

Les arsenaux de Cronstadt, de Reval et de Libau se sont mis au travail. Et, plus vite qu'on ne présumait, ils ont mobilisé une vingtaine de navires, dont sept cui-

rassés, six croiseurs et sept contre-torpilleurs. Par le nombre, cette flotte, qui n'est pas encore à son effectif complet, ne laisse pas d'être imposante... Mais, comme instrument de combat, que vaut-elle?

D'après notre attaché naval à Saint-Pétersbourg, la valeur nautique et militaire de la II^e escadre est au-dessous du médiocre. Elle ne constitue pas un organisme homogène et cohésif; c'est une agglomération disparate, un amalgame hétéroclite de navires appartenant à tous les âges et tous les types. Deux des cuirassés ne sont que de respectables vétérans, presque des invalides; la plupart des croiseurs manquent de vitesse ou ne portent qu'une artillerie démodée: les contre-torpilleurs n'ont qu'un tonnage et une machinerie trop faibles pour une longue traversée. Enfin, la discordance de cette troupe navale s'accroîtra encore certainement par le fait de tous les cargo-boats, navires charbonniers, navires-hôpitaux, navires-ateliers, etc..., dont elle sera obligée de se faire suivre.

La valeur des équipages ne rehausse pas celle de la flotte. Peu d'officiers expérimentés; un personnel de mécaniciens très inférieur; pas de sous-officiers; la plupart des matelots n'ayant aucune instruction militaire ou n'ayant jamais navigué. Aussi les exercices de tir et de manœuvre, auxquels l'escadre se livre depuis une quinzaine de jours dans le golfe de Finlande, témoignent une impéritie lamentable.

Mais tous ces défauts, si graves, se corrigeront peut-être à la longue ou s'atténueront du moins par l'ascendant et les mérites personnels du commandant en chef, qui est de premier ordre, l'amiral Zinovéï-Pétrowitch Rojdestvensky.

Agé de cinquante-six ans, s'étant jadis héroïquement distingué dans la guerre russo-turque, ayant depuis lors toujours occupé des emplois difficiles ou des fonctions laborieuses, il est marin dans l'âme, avec toutes les

belles vertus d'honneur et de loyalisme, de bravoure et de hardiesse, d'endurance et d'abnégation, qui sont l'orgueil du métier naval. Il semble donc éminemment qualifié pour la redoutable mission que l'empereur lui assigne.

Sur un parcours de 34 000 kilomètres, il rencontrera les difficultés nautiques de tous les océans et de tous les climats, sans y trouver aucun port national, aucune base de refuge ou de réparation. Il naviguera continuellement sous la surveillance et la menace d'un adversaire audacieux, rusé, inventif et qui excelle aux embûches. Il aura sans cesse à compter avec la malveillance de l'Angleterre, juridiquement neutre, mais secrètement hostile et d'ailleurs l'alliée officielle du Japon. Il ne pourra donc relâcher que sur des rades foraines ou des côtes inhabitées. Souvent même, c'est au large, en pleine mer, qu'il devra donner rendez-vous à ses cargo-boats pour renouveler ses provisions de vivres et de charbon. N'est-ce pas une tâche surhumaine qu'on lui impose?

Le programme de sa mission nous est connu, dans les moindres détails, par une démarche que l'ambassadeur de Russie vint faire, il y a un mois, auprès de Delcassé.

Nélidow lui expliqua minutieusement que, sans l'aide clandestine des autorités françaises, la II^e escadre de l'Océan Pacifique ne pourrait jamais arriver à destination. Tout le long de sa route, elle aura besoin de recourir à nos agents consulaires ou coloniaux pour ses atterrissages, ses haltes, ses ravitaillements, ses réparations, l'échange de ses télégrammes avec Saint-Pétersbourg, enfin certaines besognes de police. Delcassé fit observer à l'ambassadeur que cette assistance occulte, qui aurait à s'exercer durant des mois et dans les conditions les plus scabreuses, lui paraissait *a priori* incompatible avec les devoirs d'un État neutre; il promit pourtant d'étudier la question. Alors, d'un ton grave, presque suppliant, Nélidow ajouta :

— Le concours déguisé du gouvernement français est la condition *sine quâ non* de cette grande aventure qui est notre dernière chance de salut. Et l'empereur m'a chargé de vous dire qu'il fait appel, de tout son cœur, à toute votre amitié.

Afin de prouver sa bonne volonté, le ministre me fit appeler immédiatement pour lui donner mon avis, en présence de l'ambassadeur. Ma réponse fut que les problèmes, qui allaient se poser devant l'escadre russe et qui se renouvelleraient à chaque étape de sa longue navigation, nous avaient depuis longtemps préoccupés nous-mêmes dans l'intérêt de nos escadres. Le ministère de la Marine et celui des Affaires étrangères avaient donc préparé secrètement tout un mécanisme de mesures destinées à faciliter les opérations lointaines de nos forces navales. Ce mécanisme, on pourrait l'adapter aux besoins de l'escadre russe ; mais les précautions les plus sévères s'imposeraient pour que le Japon ne pût rien apercevoir de notre connivence.

Delcassé approuva sur-le-champ, Nélidow exulta.

Comme suite à cette conversation, je fus chargé de prendre l'affaire en mains, avec un officier de marine, le commandant de Saulces de Freycinet, capitaine de frégate, chef de la première section de l'état-major général et mon collègue à la Commission secrète des Instructions de guerre.

Tout d'abord, nous eûmes à déterminer la route que suivrait l'escadre russe pour se rendre de la Mer Baltique à la Mer Jaune. L'attaché naval à l'ambassade de Russie, le commandant Yépantchine, qui nous servait d'intermédiaire avec l'Amirauté de Saint-Pétersbourg, nous apprit que l'itinéraire de la deuxième escadre n'était pas encore fixé. Bien plus, l'amiral Rojdestvensky nous pria de lui adresser nos propositions !

Le commandant de Freycinet, à qui naturellement j'abandonnai cette partie de notre tâche, étudia trois

itinéraires, dont le premier passait par le canal de Suez, le second par le Cap de Bonne-Espérance et le troisième par le Cap Horn ; c'étaient du reste, au point de vue géographique, les seuls itinéraires possibles (1).

Mais quels avantages et quels inconvénients offraient-ils respectivement, au point de vue tactique ? Sous ce rapport, une considération prédominait. Par-dessus tout, l'amiral Rojdestvensky devait éluder les embûches de l'ennemi, lui dissimuler ses intentions, la date et le lieu de son arrivée sur le théâtre de la guerre, le maintenir jusqu'au dernier jour dans l'incertitude, ou mieux dans l'erreur, quant à la région où se produirait le choc final.

Examinée dans cet esprit, la route par le canal de Suez apparaissait indubitablement la plus défectueuse ; elle est comme jalonnée de sémaphores et tous ses points de relâche, Gibraltar, Malte, Port-Saïd, Périm, Aden, Ceylan, Nikobar, Singapour, relèvent de la couronne britannique : en outre, elle est si fréquentée que l'*Armada* russe serait signalée, jour par jour, dans ses moindres mouvements.

Le trajet par le Cap de Bonne-Espérance apparaissait plus recommandable, quoique plus long. Depuis l'île d'Ouessant jusqu'aux approches de Madagascar, les navires russes auraient facilement échappé aux investigations japonaises. Là, sans doute, on retrouverait leur trace. Mais ils se dissémineraient, s'éparpilleraient ensuite pour traverser l'Océan Indien, et ne se rallieraient que pour déboucher dans la Mer de Chine par un des nombreux détroits de l'Insulinde, les Détroits de Torrès, de Timor, de Loumbok, de la Sonde, etc... Il n'est pas douteux non plus que, à partir de cette zone, leur marche serait bientôt dépiquée par l'ennemi, dont les manœuvres s'ordonneraient en conséquence.

Restait enfin la route par le Cap Horn, qui était assu-

(1) Voir la carte n° 3, pages 136 et 137.

rément de beaucoup la plus longue, mais qui, pour l'objectif spécial de l'expédition, réunissait le plus d'avantages.

Aussitôt que l'escadre russe aurait quitté les mers d'Europe, elle se dirigerait sur les îles du Cap Vert, où elle ferait sa première « halte de charbon et de repos », dans une rade déserte. Elle gagnerait ensuite l'îlot de Trinidad, qui est perdu à quatre cents lieues du Brésil ou, plus loin vers le Sud, l'îlot de Tristan d'Acunha, qui est à mille lieues d'aucune terre..., *ultima Thule*. Plus loin encore, à l'est de la Terre de Feu, l'archipel des Falkland lui offrirait un excellent mouillage pour ses ravitaillements et ses réparations. De là, doublant le Cap Horn puis remontant la côte désolée de la Patagonie occidentale, elle voguerait au nord-ouest, sur les flots explorés jadis pour la première fois par les caravelles de Magellan, et elle irait charbonner à l'île de Pâques. Cinq ou six jours plus tard, elle trouverait, à Mangaréwa, une baie tranquille, où seuls quelques pêcheurs de nacre s'apercevraient de sa présence. Il lui faudrait s'arrêter encore aux îles Marquises et dans l'archipel des Marshall. Là, se terminerait sa navigation proprement dite. Dès lors, la zone des opérations militaires s'ouvrirait devant elle, un vaste et superbe champ de manœuvres. Sur 2 000 kilomètres de large, entre les îles Kiou-siou et le Kamtchatka, elle aurait le choix d'atteindre Wladivostok par le Déroit de Corée, le Déroit de Tsougar, le Déroit de la Pérouse ou le Déroit de Tartarie. Ainsi donc, jusqu'au dernier instant, les Japonais ne pourraient savoir de quel côté leur viendrait l'attaque.

Je ne cachai pas au commandant de Freycinet que cette odyssée gigantesque avait toutes mes préférences ; car elle réduirait au minimum l'hospitalité que nous accorderions à l'escadre russe dans les eaux françaises, une simple halte dans l'archipel des Marquises. Au contraire, les principales étapes de la route par le Cap de Bonne-Espérance seraient marquées par nos colonies

du Sénégal, du Gabon, de Madagascar et de l'Indochine. Le Japon tolérerait-il des violations aussi flagrantes, aussi nombreuses de notre neutralité?

Ce fut également l'opinion de Delcassé.

Nous insistâmes donc auprès de l'Amirauté impériale pour qu'elle adoptât l'itinéraire par le Cap Horn.

Dans l'attente de sa décision qui ne peut plus tarder, nous réglons, Freycinet et moi, tout le détail compliqué des mesures que nous aurions à prendre sur l'un ou l'autre des trois parcours.

Lundi, 26 septembre 1904.

Avant-hier, à Kharkow, cinq cents réservistes se sont mutinés, en protestant « contre la guerre maudite ». Pour les ramener à l'obéissance il n'a pas fallu moins qu'une intervention brutale des Cosaques.

Mêmes désordres... et même conclusion, à Ekatérinoslaw.

Lundi, 3 octobre 1904.

Après cinq mois de négociation, la France et l'Espagne se sont mises d'accord sur le Maroc.

La déclaration, que Delcassé et Léon y Castillo viennent de signer, enregistre l'adhésion formelle du gouvernement espagnol à l'arrangement franco-anglais du 8 avril dernier, dont l'article 2 est ainsi conçu :

ART. 2. — *Le gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité de ce pays, et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin.*

En adhérant à cette clause, l'Espagne reconnaît, comme l'Angleterre, la position prééminente que nous occupons au Maroc. Et, comme l'Angleterre aussi, elle

accepte que nous prêtions à l'Empire chérifien, — à tout l'Empire chérifien, — l'assistance dont il a besoin pour ses réformes intérieures.

Malheureusement, cette déclaration, qui proclame l'intégrité de l'Empire chérifien sous le sceptre du sultan, implique une partie ou plutôt une contre-partie secrète. Pour amener l'Espagne à ses vues, Delcassé a dû lui abandonner, dans le nord du Maroc, une large zone, réservée à son influence. La limite de cette zone part de la Moulouya et se dirige vers l'ouest pour aboutir à l'Océan Atlantique, au sud de Larache ; la ville de Tanger et la région du cap Spartel n'y sont pas comprises.

Pouvions-nous ne pas reconnaître les droits que l'Espagne s'est acquis, depuis des siècles, dans le nord du Maghreb ? Assurément non. Un partage d'influence était donc nécessaire. Je crois, en toute sincérité, que nous n'avons pas payé trop cher l'immense avantage de pouvoir désormais intensifier notre politique marocaine, sans nous heurter partout et continuellement à l'antagonisme espagnol. Plusieurs fois, ces derniers jours, Delcassé m'a dit :

— On m'accusera sans doute d'avoir trop sacrifié aux prétentions espagnoles. Eh bien ! j'étais résigné à leur sacrifier beaucoup plus encore pour que l'Espagne ne devînt pas l'instrument et le champion de l'Allemagne au Maroc.

Jeudi, 6 octobre 1904.

Mon vieil ami, Georges-Saint-René Taillandier, ministre au Maroc, est venu passer quelques jours à Paris, afin d'y préparer la délicate mission qu'il doit remplir prochainement à la cour de Fez. Le sultan Moulay Abd-el-Aziz lui a exprimé en effet le désir d'étudier avec lui les réformes que nous paraît commander la restauration de l'ordre dans l'Empire chérifien.

Il a connu ce matin seulement, par Delcassé, la déclai-

ration franco-espagnole du 3 octobre et sa contre-partie secrète ; il en est fort troublé :

— Tôt ou tard, me dit-il, le sultan connaîtra cette contre-partie secrète ; il la devinera, pour le moins. D'ailleurs, le texte même de la Déclaration officielle, qui sera publiée demain, reconnaît implicitement que la France et l'Espagne se sont mises d'accord sur une délimitation de leurs intérêts dans l'Empire chérifien. Moulay Abd-el-Aziz croira certainement que nous pré-ludons ainsi au partage du Maroc. Il va s'en affoler. Toute la confiance, que j'ai eue tant de peine à lui inspirer depuis trois ans, sera détruite. Alors, que deviendra notre sage politique de persuasion amicale, d'influence et de tutelle progressives?... Ne serons-nous pas obligés bientôt d'en venir à la manière forte?

Je lui réponds que, pratiquement, Delcassé ne pouvait plus continuer son œuvre marocaine, sans avoir transigé avec les prétentions espagnoles. Aurait-il pu transiger à meilleur compte? Je ne le crois pas. Enfin, il était obsédé par la crainte de voir l'Espagne devenir la servante et la mercenaire de l'Allemagne au Maroc. Il a suivi, une fois de plus, et d'instinct, l'admirable conseil du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de choisir entre de grands inconvénients. »

Vendredi, 14 octobre 1904.

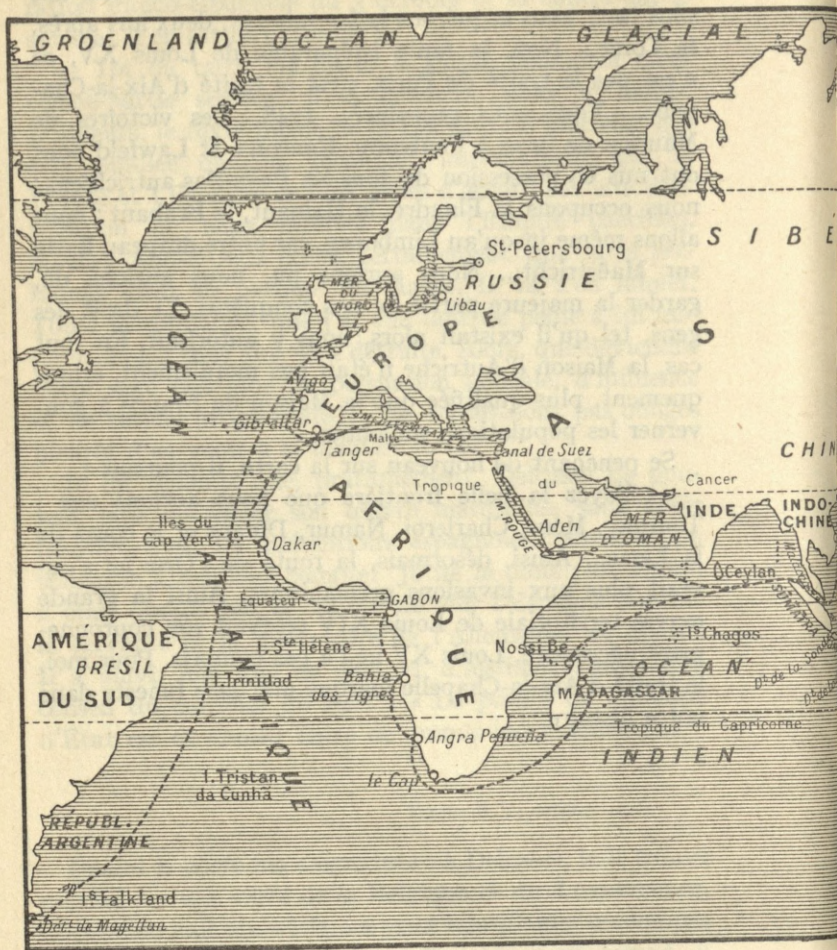
Quand je porte ma « signature » à Delcassé, je le trouve penché sur une carte de la Belgique et du Luxembourg, la physionomie absorbée, les yeux scintillants, un compas entre les doigts. Sans m'accorder même un regard, il poursuit fiévreusement sa méditation géographique, dont je n'ai pas de peine à deviner l'objet. Puis, soudain :

— Savez-vous qu'il s'en est fallu de peu que le règne de Louis XV ne fût un des plus grands règnes de la monarchie française?... Assurément, je déplore le traité de

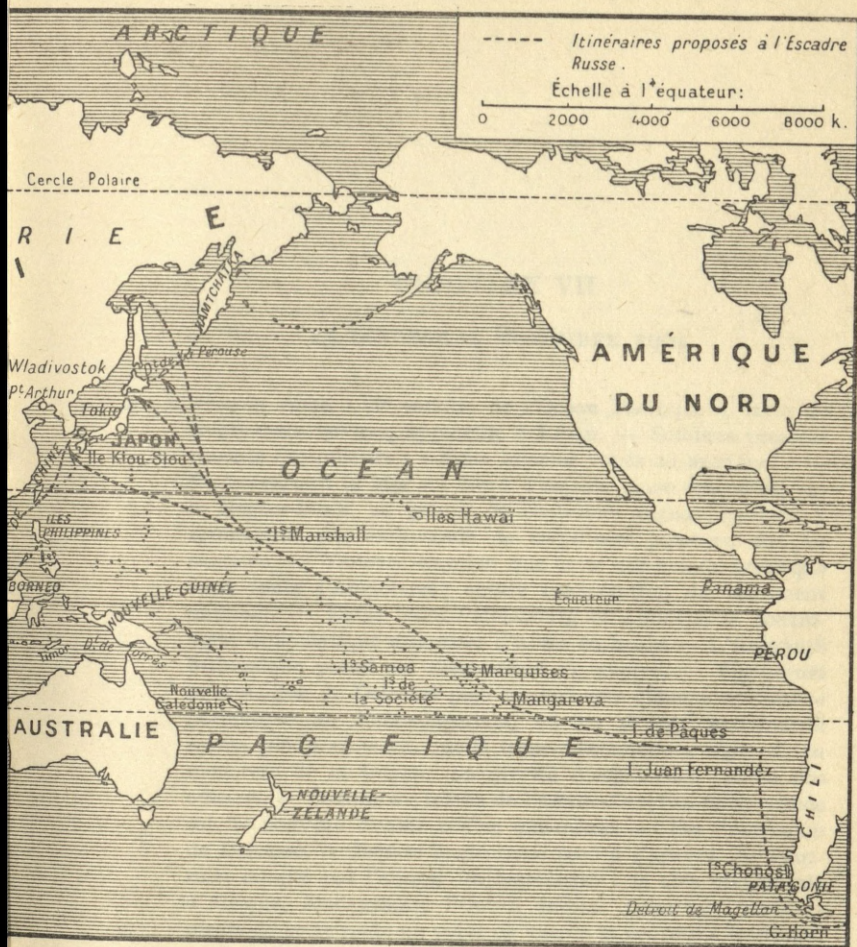
Paris, la perte du Sénégal et du Canada. Mais trois ans plus tard, nous acquérons la Lorraine et, deux ans après, la Corse... Non, la faute irréparable de Louis XV, ce n'est pas le traité de Paris, c'est le traité d'Aix-la-Chapelle... Vous vous rappelez?... 1748... Les victoires de Maurice de Saxe à Fontenoy, Raucoux et Lawfeld nous ont mis en possession de tous les Pays-Bas autrichiens ; nous occupons la Flandre, le Hainaut, le Brabant ; nous allons même jusqu'au Limbourg, car notre drapeau flotte sur Maëstricht... Nous aurions pu, nous aurions dû, garder la majeure partie de nos conquêtes. Le droit des gens, tel qu'il existait alors, nous y autorisait. En tout cas, la Maison d'Autriche n'était pas moralement, ethniquement, plus qualifiée que la Maison de France à gouverner les populations wallonnes...

Se penchant de nouveau sur la carte, il poursuit :

— Voyez la belle frontière que nous aurions eue : Tournay, Mons, Charleroi, Namur, Dinant et le cours de la Lesse... Ainsi, désormais, la route de l'Oise ne s'ouvrirait plus aux invasions germaniques. Ainsi la grande œuvre territoriale de Louis XIV recevait son couronnement nécessaire. Louis XV ne l'a pas compris. Pour moi, le traité d'Aix-la-Chapelle marque une date funeste dans notre histoire.

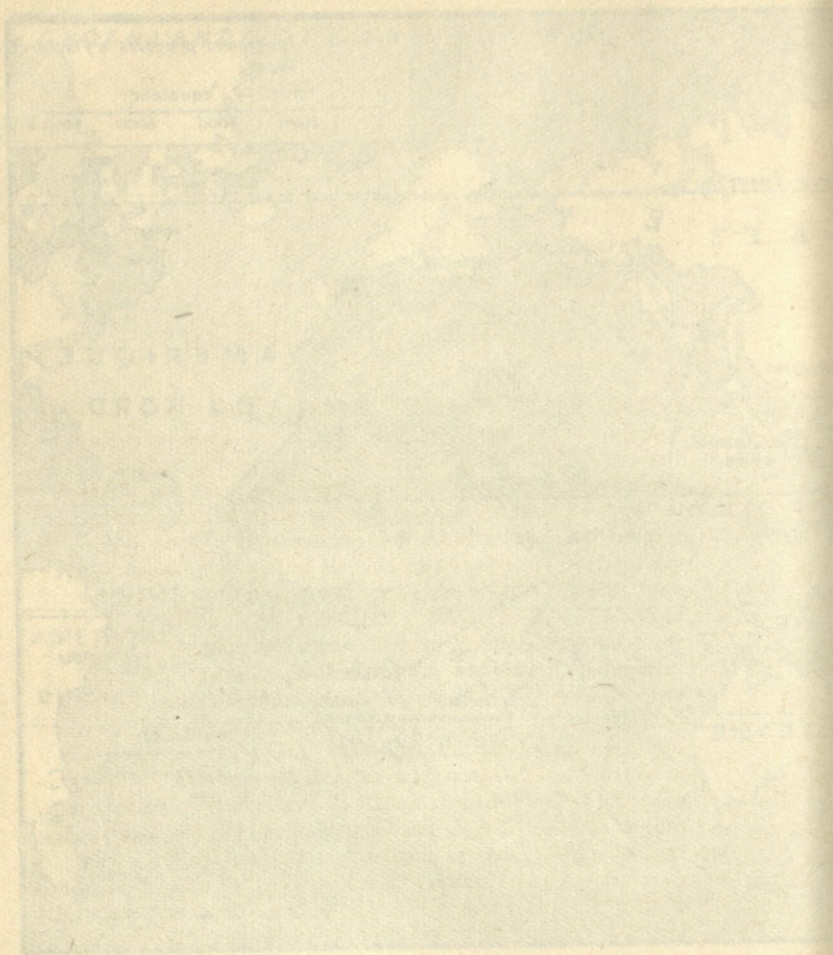


ITINÉRAIRES PROPOSÉS A LA II^e



DRE RUSSIE DE L'Océan PACIFIQUE

bre 1904



CHAPITRE VII

15 OCTOBRE - 9 NOVEMBRE 1904

L'*Armada* russe, « II^e escadre de l'Océan Pacifique », forte de trente-deux navires, appareille à Libau. — Sombres pressentiments des officiers : « Nous sommes voués au sacrifice. » — En traversant la Mer du Nord, l'escadre russe rencontre, sur le Dogger-Bank, un groupe de chalutiers anglais; croyant y reconnaître une embuscade de torpilleurs japonais, elle les canonne. — Violente émotion que cette canonnade provoque dans toute l'Angleterre; subite exaspération du sentiment national. — Entre Saint-Pétersbourg et Londres, la controverse diplomatique s'aggrave d'heure en heure. — L'Amirauté britannique prend ses dispositions de guerre. — Vigoureuse intervention de Delcassé pour amener une détente. — Séance pathétique au Palais-Bourbon, où un député nationaliste révèle, pièces en main, que la franc-maçonnerie a organisé, au ministère de la Guerre, un service d'espionnage contre nos officiers. — Comme au temps de l'affaire Dreyfus, notre armée est de nouveau divisée contre elle-même. — Par l'entremise de Delcassé, la dispute anglo-russe tend à s'apaiser. — Itinéraire adopté par l'amiral Rojdestvensky : la côte occidentale d'Afrique, Madagascar, l'Océan Indien, l'Annam; inconvénients de cette route au point de vue de la neutralité française. — Relations personnelles de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas. — Un aveu spontané du kaiser : « Il faut isoler la France, la laisser cuire dans son jus... » — État moral de l'armée française. — Le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, formule des prévisions inquiétantes sur le maintien de la paix générale : — L'empereur Guillaume poursuit son travail secret de captation auprès du tsar pour

le détacher de la France et l'irriter contre l'Angleterre. — Par une confidence du grand-duc Paul, j'apprends que l'empereur Guillaume a écrit tout récemment à l'empereur Nicolas : « Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. *Et je forcerai la France à marcher avec nous.* » — Grave débat dans la conscience de Delcassé ; il s'épanche devant moi : « Vous ne supposez pas que j'admette un seul instant l'idée d'entrer dans la combinaison russo-germanique... Tant que le traité de Francfort n'aura pas été révisé, aucune collaboration intime n'est possible entre la France et l'Allemagne... » — Il m'envoie d'urgence à Londres pour mettre notre ambassadeur au courant de la situation et lui demander conseil. — Opinion de Paul Cambon : « C'est par une action simultanée à Saint-Petersbourg et à Londres que nous pourrions le mieux déjouer les manigances de l'empereur Guillaume... » — Entretien de l'ambassadeur avec le secrétaire d'État au *Foreign Office*, lord Lansdowne ; ils s'accordent sur les moyens de contrecarrer la manœuvre allemande. — Delcassé approuve les conclusions que je lui rapporte de Londres ; ferme langage qu'il tient à l'ambassadeur de Russie.

Samedi, 15 octobre 1904.

La II^e escadre de l'Océan Pacifique, forte de trente-cinq navires et commandée par l'amiral Rojdestvensky, a franchi ce matin les passes de Libau et gagné la haute mer.

Il y a trois jours, l'ordre d'appareillage avait été déjà lancé par l'amiral : mais la manœuvre s'était effectuée avec une telle inexpérience, une telle confusion, qu'il avait fallu reprendre les postes de mouillage.

D'après une confidence qui me paraît malheureusement trop véridique un état d'esprit lamentable règne parmi les officiers : « Jamais nous ne reverrons la Russie. Nous sommes voués au plus affreux comme au plus inutile des sacrifices. Nous sommes vaincus d'avance... Ah ! que les Japonais viennent donc nous détruire, et le plus tôt possible !... » Alors, chaque soir, pour s'étourdir, pour secouer la tristesse, pour échapper aux pressentiments funèbres, on se grise de champagne et de vodka.

Jeudi, 20 octobre 1904.

L'*Armada* russe a franchi sans encombre le Sund et le Kattégat. Vers midi, elle a doublé le cap Skagen, qui marque l'extrémité septentrionale du Jutland et d'où le Skagerrak s'élargit avec ampleur pour se fondre dans la Mer du Nord.

Le commandant de Freycinet vient me demander si j'ai pu obtenir enfin quelque renseignement sur la route que l'amiral Rojdestvensky se propose de suivre, quand il aura dépassé les côtes portugaises. A-t-il adopté l'itinéraire par le Cap Horn?

— Je n'en sais rien, dis-je. Et l'ambassadeur Nélidow, que j'ai questionné hier, n'en sait rien non plus.

— Et le commandant Yépantchine, que j'ai questionné ce matin, n'en sait pas davantage!... Aussi, je lui ai déclaré catégoriquement : *Si, dans trois jours au plus, nous ne sommes pas fixés sur les intentions de l'amiral, ni M. Paléologue ni moi, nous ne continuerons à vous prêter nos services. Les mesures que nous avons à prendre ne s'improvisent pas. Vos retards peuvent avoir, pour les mouvements de votre escadre, des conséquences énormes. Nous ne voulons pas en assumer la responsabilité...* Yépantchine, très penaud, m'a répondu, comme d'habitude : *Je vais télégraphier à Saint-Pétersbourg.*

Néanmoins, nous prenons dès aujourd'hui toutes dispositions pour une relâche éventuelle de l'escadre russe à Dakar ou au Gabon.

Dimanche, 23 octobre 1904.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre, l'escadre de l'amiral Rodjestvensky, traversant la Mer du Nord, a rencontré, sur le Dogger-Bank, un groupe de chalutiers anglais. Se fiant à de fausses indications, elle a pris ces innocents

bateaux pour une embuscade de torpilleurs japonais, et elle a aussitôt ouvert le feu.



INCIDENT DU DOGGER-BANK

21 octobre 1904

Un des chalutiers a coulé à pic : quelques autres ont été plus ou moins endommagés.

Après cette canonnade, l'escadre russe a continué sa route.

Ces premiers renseignements, très incomplets, sont transmis par les autorités du port de Hull, qui est à 150 milles à l'ouest du Dogger-Bank.

Lundi, 24 octobre 1904.

La déplorable canonnade du Dogger-Bank soulève, dans toute l'Angleterre, une émotion violente.

Qu'une escadre de guerre, traversant de nuit un banc de pêche connu par tous les marins, ait pu voir dans une flottille de chalutiers une embuscade de torpilleurs ennemis, alors surtout que ces chalutiers portaient leurs feux réglementaires, — l'opinion anglaise en est stupéfaite. Mais, ce qui l'indigne au plus haut degré, c'est que l'amiral Rojdestvensky, après avoir reconnu son erreur et cessé le feu, ait imperturbablement poursuivi sa route, sans avoir secouru les pêcheurs en détresse.

Le *Times*, qui s'exprime seul d'un ton modéré, conclut très justement : « Il n'y a qu'une explication concevable ; c'est qu'il a dû se produire à bord des navires russes un affolement qui ne fait pas plus honneur au sang-froid des officiers qu'à la discipline des équipages.

Mardi, 25 octobre 1904.

L'opinion anglaise est déchaînée contre la Russie. Elle est unanime à réclamer du gouvernement tsariste une réparation éclatante ; elle exige même que l'escadre de Rojdestvensky s'arrête immédiatement et que, au besoin, la flotte britannique lui coure après.

Hier, le comte Benckendorff, ambassadeur de Russie à Londres, qui rentrait de congé sans être encore instruit des événements a été couvert de huées et d'injures, à la gare de Charing-Cross. La police a eu grand'peine à le protéger.

Ce soir, Delcassé me parle de la « situation grave » que

la méprise du Dogger-Bank vient de créer entre l'Angleterre et la Russie.

— Dans l'état d'irritation, où je vois l'opinion anglaise, me dit-il, je ne serais pas étonné si la guerre éclatait demain. Aussi, tout à l'heure, j'ai tenu à Nélidow le langage le plus énergique, le plus pressant : *Il faut, d'extrême urgence, que votre gouvernement prononce les paroles chevaleresques et généreuses qui peuvent seules dénouer la crise. Pas une minute à perdre!... Songez que, demain peut-être, une escadre anglaise recevra l'ordre d'aller canonner vos navires aux approches de Vigo!...* Malheureusement, Nélidow considère que l'opinion russe est, elle aussi, très excitée, car elle voit dans le peuple anglais l'ennemi séculaire, un ennemi beaucoup plus abhorré que les Japonais ; il craint donc que le sentiment national, déjà si humilié par les défaites de Mandchourie, ne préfère courir l'aventure d'un conflit avec l'Angleterre, plutôt que de faire amende honorable devant elle. Je me suis récrié : *Mais c'est une raison de plus pour que votre gouvernement ne perde pas une minute à prononcer le mot qui peut encore tout arranger!*

Mercredi, 26 octobre 1904.

Paul Cambon télégraphie que son collègue russe est effrayé par la violence du courant qui emporte l'opinion anglaise vers la guerre : « Le comte Benckendorff prie donc, confidentiellement, Votre Excellence d'insister à Saint-Pétersbourg pour qu'un ordre de relâche à Vigo, soit adressé d'urgence à l'amiral Rojdestvensky... Le télégramme du tsar, exprimant des regrets et promettant une indemnité, n'a pas calmé les esprits. On se bute à la demande d'enquête avec promesse de punition des officiers responsables. Le public est animé d'une froide résolution, plus dangereuse que les violences de la presse. »

Au reçu de ce télégramme, Delcassé me fait appeler

pour connaître les informations que je peux avoir sur les préparatifs de l'Amirauté britannique. Je suis en mesure de le renseigner immédiatement :

— On déploie, dans tous les ports anglais, une extrême activité. La *Home Fleet*, qui évoluait au nord de l'Écosse, se concentre dans la Manche, à Portland, avec une escadrille de torpilleurs. La *Mediterranean Fleet*, qui était dispersée dans les eaux du Levant, est rappelée à Malte. Enfin, la *Channel Fleet*, réunie à Gibraltar sous les ordres de l'amiral lord Beresford, prend ses dispositions de guerre ; on nous assure même que cette flotte a reçu l'ordre de tenir l'escadre russe bloquée dans la baie de Vigo jusqu'au jour où l'Angleterre aura obtenu satisfaction de la Russie.

Quand j'ai terminé cette énumération, les paupières de Delcassé clignotent et se crispent quelques instants, comme s'il essayait de pénétrer l'avenir. Puis, froidement :

— Je vois que le danger est encore plus pressant du côté anglais que du côté russe.

Et il convoque aussitôt l'ambassadeur d'Angleterre.

Jeudi, 27 octobre 1904.

Comme il fallait s'y attendre, le cabinet de Saint-James n'oppose plus aucune résistance au déchaînement des passions publiques. Sa thèse peut se résumer ainsi : « En canonnant des bateaux anglais, l'escadre russe a infligé un affront à notre drapeau national. Il ne s'agit pas de savoir si l'attaque a été intentionnelle ; car, dans cette hypothèse, le gouvernement de Sa Majesté n'aurait pas hésité une seconde sur ce qu'il avait à faire. Mais, sans contester qu'il y ait eu méprise de la part de l'escadre russe, l'offense est si grave que nous exigeons, à la fois, des justifications, des excuses, des indemnités, la détermination précise des responsabilités encourues, et le châtiment exemplaire des coupables. »

Après avoir instruit Paul Cambon du langage qu'il tient au gouvernement russe, Delcassé ajoute :

« De son côté, le gouvernement britannique ne sentira-t-il pas le danger des déclarations précipitées? Quelle responsabilité n'assumerait-il pas s'il prononçait une parole irrémédiable dont, quelques heures plus tard, une réponse équitable ferait ressortir la hâte désastreuse? Qui pourrait admettre de sang-froid que la paix entre les deux grands empires dépende d'une question d'heures?... Vous savez comment les choses se passent en Russie; vous savez que l'empereur est à dix lieues de Saint-Pétersbourg, que ses ministres hésitent à l'aborder à toute heure, peut-être même à lui montrer nettement la réalité et à insister pour obtenir sur-le-champ la décision que cette réalité réclame... Lord Lansdowne sait tout cela sans doute; mais vous trouverez certainement le moyen de le lui rappeler, avec une force et une liberté de langage dont ne dispose pas votre collègue russe. »

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky a enfin reçu l'ordre d'attendre à Vigo la permission de poursuivre sa route.

Vendredi, 28 octobre 1904.

L'empereur Nicolas a télégraphié au « commandant en chef de la II^e escadre » qui stationne dans la baie de Vigo :

Je suis de toute mon âme et de toute ma pensée avec vous et ma chère escadre. Le malentendu sera bientôt réglé. Toute la Russie vous regarde avec une foi entière et une absolue confiance.

NICOLAS.

L'amiral Rojdestvensky a répondu :

L'escadre se prosterne, d'une seule âme, devant le trône de Votre Majesté. Quoi que le tsar ordonne, nous l'exécuterons. Hourrah!

ROJDESTVENSKY.

Séance pathétique à la Chambre, où le jeune député nationaliste Guyot de Villeneuve révèle, pièces en mains, qu'il existe au ministère de la Guerre une organisation secrète et régulière de la délation, tout un système de correspondance concerté avec le Grand-Orient de France pour espionner, dans leurs garnisons, les officiers signalés comme réactionnaires et cléricaux. C'est par un bas employé du Grand-Orient, le F. Bidegain, que Guyot de Villeneuve s'est procuré, au prix de 40 000 francs, les dossiers les plus caractéristiques de cette correspondance, un monceau de « fiches » et de rapports qu'il vient d'étaler à la tribune. Ignoble déballage. On y voit formulées, contre des centaines et des centaines d'officiers, toutes les récriminations habituelles des loges maçonniques : « Ennemi des institutions républicaines..., hostile aux principes de la démocratie..., ne croit pas à l'innocence de Dreyfus..., tourne en dérision les libres-penseurs..., fréquente l'évêché..., tempérament de prétorien et de factieux..., servilement inféodé à la secte romaine..., jésuite d'opinions et de langage..., pilier de sacristie..., plus apte à faire un moine qu'un général..., fait élever son fils dans une école religieuse..., etc., etc... » Toutes ces accusations, le plus souvent anonymes, fondées sur des racontars ou des hypothèses, ne constituent, au fond, que des procès de tendance, des immixtions dans la conscience intime des accusés ; car, depuis que l'affaire Dreyfus a cessé de passionner les esprits, l'attitude publique de nos officiers est absolument correcte, et cela de l'aveu même de leurs délateurs.

L'émotion a donc été vive à la Chambre, quand Guyot de Villeneuve a démontré que, par ces répugnantes machinations, des centaines d'officiers ont vu briser ou barrer leur carrière, sans avoir pu se défendre. L'extrême gauche a commencé par crier que les documents étaient apocryphes ; puis, devant les preuves, elle a écouté avec stupeur.

Affalé sur son banc, le général André balbutiait des excuses vagues ; le président du Conseil, Combes, tentait vainement des diversions. Guyot de Villeneuve conclut enfin : « D'accord avec le Grand-Orient, M. le général André et M. le président Combes ont organisé contre l'armée un régime d'espionnage et de délation ; ils ont ainsi jeté la discorde parmi les officiers ; M. le général André ne peut donc plus rester ministre. L'armée, n'ayant plus de chef, en appelle au Parlement. » Il descend de la tribune, au milieu des acclamations de presque toute la Chambre.

Mais Jaurès, de sa voix tonitruante, adjure les républicains de resaisir leur sang-froid, « de ne pas faire le jeu des césariens, entrepreneurs d'aventures, et de sauver le gouvernement. »

Les dignitaires francs-maçons, qui siègent à la Chambre, affirment d'autre part que le Conseil suprême du Grand-Orient n'a rien connu des pièces dont Guyot de Villeneuve a étayé son réquisitoire.

La Chambre finit par adopter, à quatre voix seulement de majorité, un ordre du jour qui, « blâmant les faits signalés à la tribune, s'en remet au gouvernement de prendre les sanctions nécessaires. »

Le général André est donc sauvé. Ses jours n'en sont pas moins comptés. Lorsqu'il est sorti du Palais-Bourbon, il avait l'air écrasé.

De cet écœurant débat, ce qui m'afflige surtout, c'est que voici de nouveau notre armée divisée contre elle-même, alors que la situation extérieure s'assombrit de jour en jour.

Samedi, 29 octobre 1904.

Depuis plusieurs mois déjà, notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, Maurice Bompard, nous signale « le siège de la Russie par l'Allemagne », les efforts que Guillaume II ne cesse de faire auprès du tsar « pour détruire

l'alliance franco-russe. » Voici une preuve toute récente de ce travail insidieux :

Sur la proposition du kaiser, les deux souverains ont résolu d'attacher réciproquement à leurs personnes, « en qualité d'aides de camp », les attachés militaires de leurs ambassades respectives. C'est un retour à une pratique ancienne qu'avait supprimée Alexandre III; elle n'a d'autre but que de faciliter les relations directes et secrètes entre les deux monarques.

Lorsqu'il a reçu, en cette nouvelle qualité, le colonel Chébéko, l'empereur d'Allemagne lui a dit : « Remerciez Votre Auguste Maître de vous avoir attaché à ma personne. Et, pour inaugurer votre service, rappelez-lui que, si le roi d'Angleterre parle et écrit très bien, il ment toujours. »

Dimanche, 30 octobre 1904.

Par son active et habile entremise, Delcassé a réglé, de la façon la plus heureuse, le différend russo-anglais. Une commission internationale, composée d'amiraux, enquêtera sur l'incident du Dogger-Bank et proposera les sanctions nécessaires.

Pour définir le rôle que la diplomatie française a joué dans ce dénouement pacifique, Delcassé expédie, ce soir, à toutes nos ambassades et légations, le télégramme suivant :

Dès le début de l'incident, mes entretiens avec les représentants de l'Angleterre et de la Russie m'ont donné l'impression que je répondais au vœu de l'une et l'autre puissance en m'employant à les concilier. Les efforts que j'ai faits à Londres et à Pétersbourg ont facilité l'échange des explications nécessaires. Il me semblait, en effet, impossible que, si l'on s'accordait le temps de s'expliquer, on ne réussît à s'entendre. J'ai été heureux de coopérer à ce résultat.

Le recours au tribunal de La Haye, en consacrant la

noble initiative prise par le tsar au début de son règne, clôt d'une façon également satisfaisante pour la dignité de la Russie et de l'Angleterre, et à l'avantage du monde entier, un différend qui risquait de produire d'incalculables conséquences.

En Mandchourie, les Russes viennent de subir une nouvelle défaite, qui les oblige d'abandonner les lignes du Tcha-ho, pour se retrancher autour de Moukden.

A Port-Arthur, le bombardement intensif et méthodique de la place ne s'arrête plus ; la garnison est à bout de forces.

Lundi, 31 octobre 1904.

Par ordre du tsar, l'amiral Rojdestvensky est autorisé à poursuivre sa route. L'escadre appareillera demain matin pour Tanger.

L'amirauté russe s'est enfin décidée à nous communiquer l'itinéraire que va suivre la II^e escadre. Malgré toute l'insistance du commandant de Freycinet et de moi-même, Rojdestvensky n'a pas accepté l'itinéraire par le Cap Horn, la Mer des Tropiques et les archipels polynésiens, itinéraire qui lui offrait tant d'avantages pour le secret du parcours et l'exécution de la manœuvre finale, sans parler des avantages que nous y trouvions, du point de vue français, pour sauver au moins les apparences de notre neutralité. Mais Rojdestvensky a reculé devant les périls nautiques de cette combinaison ; il prétend que ses marins et, plus encore peut-être, ses officiers, ne sont pas en état d'affronter les risques d'une navigation aussi aventureuse. Il a donc résolu de longer la côte occidentale d'Afrique et de séjourner quelque temps à Madagascar, où viendra le rallier une de ses divisions qui passera par le canal de Suez.

De concert avec Freycinet, je travaille toute la journée :

1^o à rédiger des instructions pour nos agents consulaires ou coloniaux à Tanger, Dakar, Libreville, Mossamédès, Angra Péquena, le Cap, Tananarive, Sainte-Marie de Madagascar, Nossi-Bé, Port-Saïd et Djibouti; 2^o à combiner divers systèmes de « transmutation cryptographique » pour le déguisement des télégrammes russes; 3^o à prévoir une série de mesures pour le ralliement des navires charbonniers, la correspondance des espions et certaines missions secrètes.

Quand je porte mon travail à Delcassé, je lui fais remarquer une fois de plus l'énorme danger des opérations clandestines dont nous allons être complices.

— Que voulez-vous ! me dit-il... Nous sommes devant une alternative : prêter notre concours, tel que nous l'avons promis, ou le refuser... Mais, si nous le refusons, pensez aux arguments que l'Allemagne en tirera contre nous. Ce serait la fin de l'alliance.

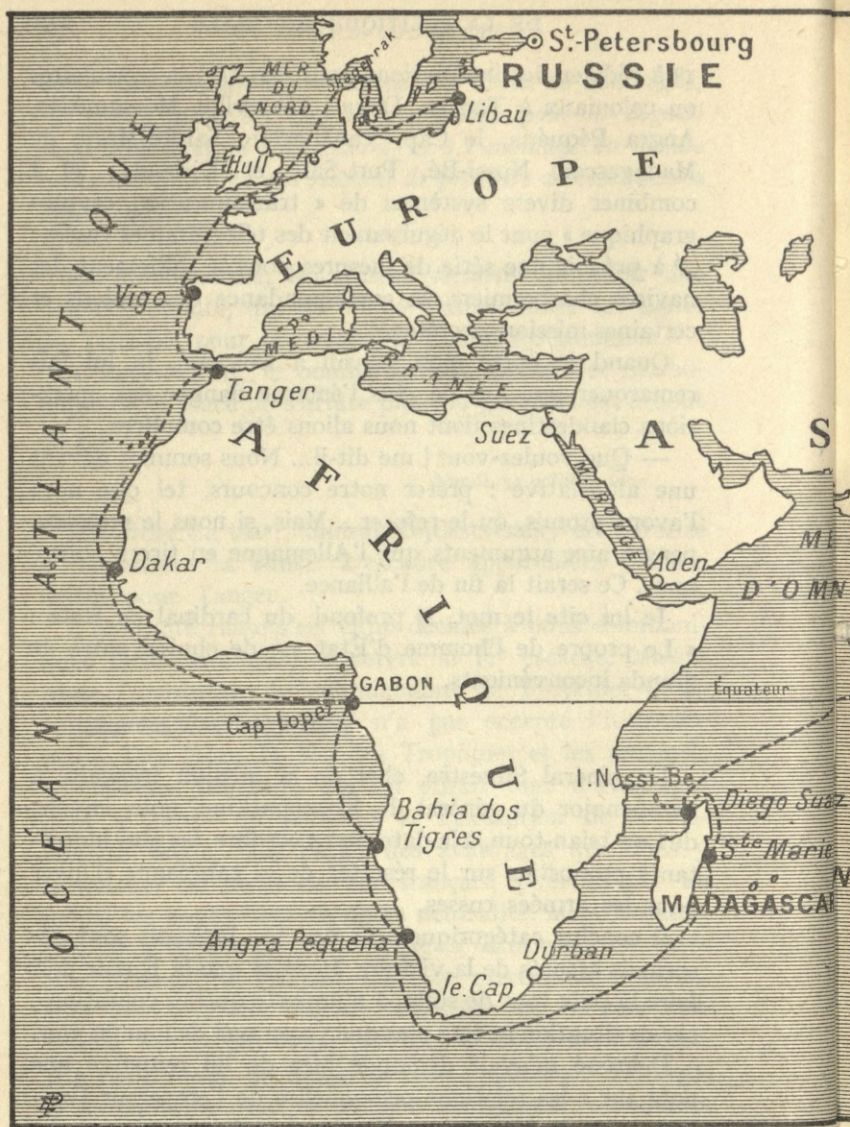
Je lui cite le mot, si profond, du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de choisir entre de grands inconvénients. »

Mardi, 1^{er} novembre 1904.

Le général Silvestre, chef de la mission française à l'état-major du général de Kouropatkine, nous envoie, de Lou-tsian-toun, à la date du 13 octobre, les plus inquiétants pronostics sur le résultat de la campagne d'hiver pour les armées russes.

Il conclut catégoriquement que les Japonais sont désormais assurés de la victoire finale et que la Russie doit faire la paix tout de suite, à n'importe quelles conditions, car sa situation ne fera plus que s'aggraver de jour en jour.

Delcassé m'avait demandé hier de lui remettre une note sur « les relations personnelles de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas », telles que nous les connaissons ou les pressentons d'après nos informations secrètes,



GUERRE RUSSO-JAPONAISE. ITINÉRAIRE

31 oct

Dans cette note, que je viens de lui remettre, ce qui l'a le plus frappé, c'est que, *dès l'avènement de Nicolas II*, le kaiser a cherché à le circonvenir en ne cessant de calomnier, de vitupérer la France. Voici par exemple ce qu'il disait au prince Lobanow, ministre des Affaires étrangères, en lui donnant audience à Berlin, au mois d'octobre 1895, — et nous tenons le renseignement du prince lui-même : « Je n'aime pas toutes ces visites royales et princières qui se succèdent à Paris ; elles ont pour effet de consolider la République, en la représentant aux yeux des peuples comme un régime aussi normal que tout autre et en leur faisant oublier que les monarchies sont d'institution divine, tandis que les républiques sont des créations humaines. Or, la consolidation du régime républicain en France est un danger pour tous les trônes. Et, permettez-moi de vous le dire, ce qu'il y a de plus fâcheux, de plus extraordinaire, c'est de voir le gouvernement le plus monarchique de l'Europe entretenir avec cette République les rapports les plus intimes... Au contraire, il faudrait isoler la France, l'abandonner aux luttes intérieures de ses partis, la *laisser cuire dans son jus*. Et, si elle avait quelque velléité de s'épancher au dehors, par le moyen d'une propagande révolutionnaire, les trois empereurs devraient s'unir aussitôt pour l'écraser complètement... »

Mercredi, 2 novembre 1904.

Mon vieil ami, le général de Lacroix, gouverneur militaire de Lyon, appelé à Paris pour déposer devant le Conseil de guerre dans l'affaire Dautriche, vient déjeuner chez moi.

Je l'interroge sur l'état moral de l'armée, sur les effets de la campagne des « fiches ».

— Les hommes de l'armée *active*, me dit-il, conservent un assez bon esprit. Quant aux officiers, malgré l'odieuse campagne que l'on mène contre eux, ils sont plus irrités

que découragés... Les réservistes, au contraire, sont le plus souvent infectés d'antimilitarisme, d'internationalisme et d'anarchisme. En cas de mobilisation, il faudrait s'attendre, de leur part, à des mutineries graves...

Nous examinons ensuite les mesures que notre accord secret de l'an dernier avec l'Italie nous permet de prendre sur la frontière des Alpes. Le général de Lacroix m'explique le plan de transport qui vient d'être adopté pour amener vers les Vosges 40 000 hommes de l'armée primitivement destinée à combattre les forces italiennes.

Ce soir, à 6 heures et demie, le ministre me fait appeler. Il a mauvaise figure :

— Asseyez-vous là, me dit-il, et prenez une plume. J'ai eu tout à l'heure deux graves entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne et l'ambassadeur d'Espagne ; je vais vous les raconter ; vous les rédigerez ensuite.

Quand j'ai fini d'écrire sous sa dictée, il ajoute :

— Nous parlerons de tout cela demain... En ce moment, je ne pourrais... Ma tête éclate.

Ci-joint les deux notes où j'ai consigné le récit du ministre.

I

NOTE SECRÈTE SUR L'ENTRETIEN DE M. DELCASSÉ AVEC LE PRINCE DE RADOLIN, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE

Le 2 novembre 1904, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, revenu récemment de Berlin (1), s'est présenté à l'audience diplomatique du ministre.

Après avoir complimenté M. Delcassé sur la part qu'il a prise au règlement pacifique de l'incident du Dogger-Bank, le prince de Radolin s'est mis à parler de la guerre russo-japonaise :

(1) Le prince de Radolin a repris la direction de son ambassade le 27 octobre 1904.

— Je ne saurais vous cacher mes appréhensions, dit-il. Puisque la guerre a éclaté en Extrême-Orient, eh bien! qu'on s'y batte. Mais il ne faudrait pas que le jeu gagnât l'Europe... Les Japonais se montrent de plus en plus arrogants; ils le prennent de haut avec les puissances neutres; ils leur adressent d'incessantes observations sur la manière dont elles doivent observer la neutralité... Sans doute, étant vainqueurs, ils ont conscience de la force que leur donne la victoire. Je ne peux croire néanmoins qu'ils prendraient un pareil ton, s'ils n'étaient soutenus. Certainement l'Angleterre est derrière eux... Et c'est là ce qui m'inquiète, car entre l'Angleterre et l'Allemagne, les relations ne sont pas bonnes. Les Anglais nous reprochent notre modeste prospérité commerciale. Qui sait où ces excitations nous peuvent mener? Je ne suis pas tranquille... Si votre impression diffère de la mienne, tant mieux. Je ne demande qu'à être rassuré.

Puis, revenant à l'incident du Dogger-Bank, le prince de Radolin a poursuivi :

— Cet incident était bien dangereux. Sans vous, l'Angleterre et la Russie allaient à un conflit et le casus foederis se posait... On m'a raconté que des officiers japonais, parmi lesquels l'attaché naval à Berlin, avaient préparé une embuscade contre l'escadre russe au sortir de la Baltique : des torpilles électriques devaient être lancées contre les cuirassés de Rojdestvensky. Certes il y avait là de quoi rendre l'amiral attentif... Mais certainement la vodka a joué aussi son rôle dans l'affaire... C'est comme les grands-ducs! Je suis dégoûté de les voir courir les cabarets quand 40 000 Russes se font tuer là-bas, sur les champs de bataille. S'ils ne sont pas capables de se battre, pourquoi portent-ils l'uniforme militaire? Pourquoi se chamarrant-ils de galons et d'aiguillettes? Pourquoi traînent-ils si tapageusement leurs sabres? Je suis révolté de leur conduite... Ah! voilà qui n'est pas fait pour relever le prestige monarchique!... Ce spectacle m'attriste d'autant plus que nous avons

plus d'amitié pour la Russie. Nos relations avec elle sont excellentes. Les deux empereurs entretiennent des rapports intimes. Le tsar sait qu'il peut dégarnir sans crainte la frontière occidentale de l'Empire.

M. Delcassé a répondu simplement :

— Je ne m'explique pas comment l'Angleterre pourrait rechercher un conflit. Elle sort d'une guerre qui a durement éprouvé son commerce et plus encore ses finances. Elle n'a pas, — que je sache, — commencé la réorganisation de son armée. Enfin, j'ai pu constater hier encore les dispositions de son gouvernement qui, loin de vouloir exploiter l'incident du Dogger-Bank, s'est prêté franchement à mes efforts pour faciliter les explications entre les cabinets de Pétersbourg et de Londres.

II

NOTE SECRÈTE SUR L'ENTRETIEN DE M. DELCASSÉ
AVEC LE MARQUIS DEL MUNI, AMBASSADEUR D'ESPAGNE

Le 2 novembre 1904, une demi-heure après que l'ambassadeur d'Allemagne sortait du cabinet de M. Delcassé, l'ambassadeur d'Espagne y entrait :

— Vous venez de voir Radolin? demanda le marquis del Muni. Je ne sais ce qu'il vous a dit. Mais voici le singulier langage qu'il m'a tenu, à moi.

Et le marquis del Muni reproduit les propos que M. Delcassé venait d'entendre dans la bouche du prince Radolin (sauf l'allusion à la conduite des grands-ducs de Russie). Puis il rapporte, comme suit, le dialogue par lequel son entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne avait pris fin :

LE PRINCE DE RADOLIN. — « Il est impossible de tolérer ces insolences du Japon à l'égard des neutres et qui visent l'Allemagne. Le Japon ne prendrait certes pas ce ton s'il n'était soutenu, encouragé par l'Angleterre. La situation ne sera bientôt plus tenable. Or, si un conflit éclate entre l'Allemagne d'un côté, le Japon et l'Angleterre de l'autre,

l'alliance russo-allemande est faite dans les vingt-quatre heures. Et alors, c'est la guerre en Europe, la guerre générale.»

LE MARQUIS DEL MUNI. — « *Comment, la guerre en Europe, la guerre générale?... Mais la France, par exemple, peut rester neutre.* »

LE PRINCE DE RADOLIN. — « *Ah! cela non. Impossible, tout à fait impossible! Il faudra que la France se prononce : ou du côté de la Russie et de l'Allemagne, ou du côté de l'Angleterre... Seul, M. Delcassé, avec la situation mondiale qu'il occupe, peut encore nous conserver la paix. Son crédit est grand à Londres, presque aussi grand qu'à Pétersbourg. Qu'il conseille donc aux Anglais de cesser de jouer avec le feu.* »

LE MARQUIS DEL MUNI. — « *M'autorisez-vous à répéter vos paroles à M. Delcassé?* »

LE PRINCE DE RADOLIN. — « *Je ne peux vous y autoriser, parce que je ne parle pas officiellement. Ce ne sont là que des impressions personnelles, que j'ai rapportées de Berlin, d'où j'arrive.* »

Après avoir rapporté ces propos à M. Delcassé, le marquis del Muni a dit :

— *Je suis persuadé que les impressions du prince de Radolin ne font que refléter le langage de l'empereur qui témoigne à son ambassadeur (c'est le prince qui, du moins, l'affirme) autant de confiance que d'affection.*

N. B. — *Il résulte d'informations secrètes et certaines, parvenues au ministère des Affaires étrangères, que le langage tenu par le prince de Radolin tant à M. Delcassé qu'au marquis del Muni, ne traduit pas, comme il le prétend, des « impressions personnelles », mais qu'il est conforme à des instructions précises du chancelier allemand.*

Jeudi, 3 novembre 1904.

Ce matin, visite de notre ambassadeur en Russie, Maurice Bompard, qui arrive de Saint-Pétersbourg.

— La guerre d'Extrême-Orient, me dit-il, est de plus en plus impopulaire dans les masses russes; elles n'y voient qu'une entreprise d'intérêts privés, une gigantesque filouterie machinée par les gens de la Cour et les *tchinovniks*. En beaucoup de villages, le départ des réservistes a soulevé des émeutes. Une des formules habituelles du mécontentement public est celle-ci : *Nos maîtres ont déclaré une guerre injuste. Faut-il donc s'étonner que Dieu ne bénisse pas nos armes?*... Si les désastres continuent, si les armées russes ne remportent pas bientôt une victoire éclatante qui permette la conclusion d'une paix honorable, je prévois de grands troubles intérieurs peut-être même une révolution.

J'interroge Maurice Bompard sur le travail secret d'investissement et de captation que Guillaume II poursuit auprès du tsar pour le détacher de la France et l'irriter contre l'Angleterre. Il me répond :

— Je le constate ou je le flaire à chaque instant, ce travail perfide, mais j'ai grand'peine à réagir, car les deux souverains correspondent entre eux directement et j'ai pu m'assurer que Lamsdorff lui-même ne sait pas ce qu'ils s'écrivent (1).

(1) La correspondance intime des deux souverains, qui nous est aujourd'hui connue par la publication du gouvernement soviétique, nous apprend que, dans cette phase de la guerre russo-japonaise, Guillaume harcelait « son cher Nicky » pour opposer ouvertement à l'insolence de l'Angleterre, complice du Japon, une triple alliance de la Russie, de la France et de l'Allemagne. Il lui écrivait, par exemple : « Si tu ne disposes pas présentement de troupes suffisantes pour attaquer les Indes, tu en as cependant bien assez pour attaquer la Perse, qui n'a pas d'armée... La peur de te voir arriver aux Indes par le Turkestan et en Afghanistan par la Perse calmerait immédiatement les *jingoes* de Londres... » Quant à la France, elle rechignerait évidemment à l'intrusion de l'Allemagne dans son alliance avec la Russie. « Mais, une fois l'accord signé entre nous deux, elle serait bien obligée de s'y joindre... » Et le faible tsar n'osait ni rompre ni conclure cette négociation secrète, où Guillaume lui faisait jouer, vis-à-vis de la France, un rôle si humiliant.

Vendredi, 4 novembre 1904.

A 5 heures, je vais prendre le thé chez le grand-duc Paul, dans son appartement de l'avenue d'Iéna. Il m'interroge anxieusement sur l'affaire du Dogger-Bank et les suites possibles :

— Si la guerre éclatait entre la Russie et l'Angleterre, que ferait la France?

Je réponds :

— La France demeurera toujours fidèle à son alliée ; mais notre pacte d'alliance prévoit une attaque de la Russie par l'Allemagne et non par l'Angleterre.

D'un ton mystérieux, il reprend :

— Je sais pertinemment que, si nous devions nous battre avec l'Angleterre, nous serions soutenus par l'Allemagne.

— Sur quoi se fonde votre certitude?

— Ce que je vais vous dire est pour vous seul... Eh bien ! Je sais par une lettre de mon frère Serge que l'empereur Guillaume a écrit tout récemment à l'empereur Nicolas : *Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. Et je forcerai la France à marcher avec nous.*

Le grand-duc Paul est lié d'une intime affection avec son frère Serge, gouverneur général de Moscou. Les enfants qu'il a eus de sa première femme, Alexandra de Grèce, c'est-à-dire la grande-duchesse Marie, née en 1890, et le grand-duc Dimitry, né en 1891, sont élevés à Moscou par la grande-duchesse Élisabeth-Féodorowna, sœur de l'impératrice.

A 7 heures, je retourne au Quai d'Orsay, où je communique à Georges Louis les propos que m'a tenus le grand-duc Paul.

— Maintenant, s'écrie-t-il, les voiles sont déchirés.

C'est une grande affaire qui commence. Il va falloir aviser, immédiatement.

Très prudent, Georges Louis me demande :

— Vous avez toute confiance dans le grand-duc Paul?

— Oui, toute confiance ; car c'est un très honnête homme, un cœur très noble, très chevaleresque.

— Son frère, le grand-duc Serge, est-il en situation de connaître un document aussi secret qu'une lettre de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas?

— Oh ! oui... le grand-duc Serge est gouverneur général de Moscou ; il a épousé la sœur de l'impératrice Alexandra-Féodorowna ; il est en outre le chef du parti réactionnaire en Russie, le champion intraitable de l'autocratie orthodoxe. Et je sais que l'empereur s'ouvre avec lui — et peut-être avec lui seul, — des choses les plus secrètes.

Georges Louis s'apprête aussitôt à descendre chez le ministre ; mais sur le pas de la porte, il réfléchit une seconde. Puis :

— Rappelez-moi donc ce que nous avons appris, le printemps dernier, sur le nouveau plan stratégique de l'Allemagne?

Je lui rappelle sommairement les révélations du *Vengeur*, la marche des armées allemandes par Liège, Namur, Charleroi, Maubeuge, en direction de Paris.

— Cela, me dit-il, corrobore singulièrement la déclaration de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas : *Je forcerai la France à marcher avec nous.*

L'affaire de la délation dans l'armée est revenue en discussion, cet après-midi, devant la Chambre.

Piteuse harangue du général André qui cherche à excuser les procédés abominables, révélés par Guyot de Villeneuve ; il déclare en terminant : « Je suis resté à mon poste ministériel pour y défendre la République et rassurer les officiers républicains. »

Éloquents discours de Ribot et de Leygues sur ce thème : « Vous prétendez affranchir l'armée des influences cléricales ; vous la livrez aux délateurs. » Millerand lui-même, tout socialiste qu'il soit, attaque vigoureusement le ministre de la Guerre : « Vous défendez l'intérêt des officiers républicains : ils n'ont pas mérité cette injure. Vous croyez que, par de semblables procédés, vous constituez une armée républicaine ; vous ne faites que donner une prime à l'hypocrisie... »

Le général André balbutiant, aplati, ne trouvait plus rien à dire, et sa chute ne faisait plus aucun doute, quand le député nationaliste Syveton s'approche de lui et le gifle avec une telle violence que le vieux soldat tombe à la renverse.

Devant cette brutale insulte, la Chambre se retourne subitement et vote un ordre du jour de confiance.

Samedi, 5 novembre 1904.

Ce matin, dès 8 heures et demie, par téléphone, Delcassé me prie de venir le voir immédiatement.

Il a les traits tirés, les yeux fébriles :

— M. Georges Louis, me dit-il, m'a raconté hier soir votre entretien avec le grand-duc Paul. Et, n'est-ce pas, vous me garantissez formellement les propos du grand-duc ?

— Oui, monsieur le ministre. J'ai une confiance absolue dans les affirmations du grand-duc Paul. D'ailleurs, il m'a répété plusieurs fois la déclaration si catégorique de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas : *Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. Et je forcerai la France à marcher avec nous.*

— Vous pensez bien que j'ai ruminé cela toute la nuit et que j'ai broyé du noir... Je vous disais, l'autre jour, que ce qui m'intriguait le plus dans la démarche de Radolin, c'était de savoir si elle était le résultat d'un

accord entre Berlin et Pétersbourg. Eh bien ! Maintenant je ne doute plus de cet accord... Ainsi, nous allons peut-être à une guerre générale. Quelle sera donc notre position si, à la dernière minute, la Russie nous avoue qu'elle a lié partie avec l'Allemagne?... Nous aurons évidemment la ressource de rompre l'alliance. Mais alors nous nous trouverons seuls en présence de l'Allemagne, avec 24 corps d'armée contre 38, soit 840 000 hommes contre 1 400 000. Quant à nos forces navales, je n'en parle pas : je sais trop hélas ! que, grâce à M. Camille Pelletan, nous n'avons plus de flotte !

Sur ces mots, il se lève et parcourt à grands pas son cabinet, en soufflant et reniflant, ce qui est, chez lui, le signe de la plus vive émotion. Puis, les bras croisés, le front haut, le regard provocant, il s'arrête devant moi :

— Vous ne supposez pas que j'admette, un seul instant, l'idée d'entrer dans la combinaison russo-germanique ? Hein ! Vous ne le supposez pas?... L'empereur Guillaume prétend qu'il saura nous forcer à marcher avec lui. Nous n'en sommes pas là ! Tout plutôt que nous mettre à la remorque de l'Allemagne !... Il ne nous connaît pas, cet empereur !... Quel imbécile !... Et dire qu'il y a, en France, des niais, des misérables, qui l'admirent !

Soudain, il se calme, se rassied devant le bureau de Vergenne, et poursuit d'un ton posé qui rend ses paroles d'autant plus émouvantes :

— Tant que le traité de Francfort n'aura pas été révisé, aucune collaboration intime n'est possible entre la France et l'Allemagne. Nous affilier à la politique allemande, cela n'équivaudrait à rien de moins qu'à sanctionner irrévocablement la perte de l'Alsace-Lorraine. Et, si, par malheur, notre instinct national ne se révoltait pas, ce serait la fin de la France... Maintenant, laissez-moi seul, mon cher Paléologue ; j'ai besoin de

réfléchir aux moyens de contrecarrer les manœuvres de l'empereur Guillaume.

Tout en regagnant mon cabinet de la direction politique, je songe que Delcassé, même dans nos entretiens les plus confiants, n'avait jamais encore prononcé devant moi le nom d'Alsace-Lorraine. Depuis longtemps, je présumais, je sentais que la restitution de nos provinces perdues était son rêve intime, la pensée maîtresse de sa vie, le but inavoué de tous ses efforts ; mais nulle parole, sortie de sa bouche, ne m'autorisait à le croire.

A 7 heures et demie du soir, comme je rentre chez moi, Georges Louis me téléphone :

— Disposez-vous à partir pour Londres : immédiatement. Le train est à 8 h. 40. Un de mes secrétaires se rend à la gare du Nord, où il prendra votre billet. Je serai chez vous dans un quart d'heure.

Je dîne en hâte, pendant que mon domestique prépare vite ma valise.

Georges Louis arrive, sur ces entrefaites :

— Le ministre, me dit-il, vous demande, comme un service personnel, de partir ce soir même pour Londres. Vous devinez par là combien il est troublé ! Il vous charge de mettre l'ambassadeur au courant de la situation et de lui demander conseil. Pour que vous puissiez donner à votre entretien toute la précision nécessaire, je vous apporte les notes secrètes que vous m'aviez remises hier ; le ministre vous recommande instamment de les porter sur vous-même pendant tout le voyage... Ma voiture est en bas ; je vous conduis à la gare.

Durant le trajet, il me dit encore :

— Le ministre s'en remet complètement à M. Paul Cambon pour les confidences qu'il croirait devoir faire à lord Lansdowne et même au roi.

Londres, dimanche 6 novembre 1904.

Arrivé à Londres, vers 6 heures du matin, je descends à l'ambassade.

Cette nuit, pendant la traversée de Calais à Douvres, je suis resté continuellement sur le pont. Un vent du nord, assez vif, balayait çà et là quelques nuages. Au zénith, le ciel apparaissait d'un bleu sombre et pur. Je ne pouvais souhaiter un plus beau décor et plus stimulant pour voir clair en moi, pour méditer le problème que j'ai mission de soumettre à Paul Cambon.

De 10 heures à midi, je confère avec l'ambassadeur.

Pour l'instruire de la situation, je lui donne lecture de quatre notes qui ont pour objet : 1^o l'entretien du ministre avec l'ambassadeur d'Allemagne, en date du 2 novembre dernier ; 2^o l'entretien du ministre avec l'ambassadeur d'Espagne, en date du même jour ; 3^o mon entretien avec le grand-duc Paul, en date d'avant-hier, et 4^o les révélations du *Vengeur* en date de mars-avril 1904.

Après un minutieux examen de ces pièces, l'ambassadeur me dit :

— Le langage du prince de Radolin et la confiance du grand-duc Paul me confirment dans les impressions que j'ai recueillies moi-même ici, depuis l'incident du Dogger-Bank, — à savoir que l'empereur Guillaume excite la Russie contre l'Angleterre. La situation me paraît donc préoccupante, je dirais même grave si, — ce que j'ignore, la démarche du prince de Radolin a été concertée entre Berlin et Pétersbourg... Quel est votre sentiment là-dessus?

— Je ne doute pas que, malgré ses précautions oratoires, le prince ait parlé, non pas spontanément, mais d'après des instructions formelles. Il ressort même de nos

renseignements secrets que ses déclarations à l'ambassadeur d'Espagne ont été approuvées par le chancelier allemand... L'affaire s'est-elle traitée par la voie officielle, de gouvernement à gouvernement, j'hésite à le croire, Ce qui est, selon moi, le plus vraisemblable, c'est que l'empereur Guillaume, cédant une fois de plus à sa nature fougueuse, ait assumé, dans la circonstance, une initiative qu'il supposait devoir plaire à son impérial cousin. Guillaume II est trop bien renseigné sur les choses de Russie pour ignorer que la guerre de Mandchourie devient chaque jour plus odieuse au peuple russe et que la révolution commence à gronder jusque dans les classes rurales. Il a donc pu se figurer que le gouvernement tsariste accueillerait volontiers une diversion du côté de l'Europe... D'autre part, au point de vue égoïste de la politique allemande, un grand conflit européen n'offrirait-il pas aux Empires germaniques une excellente occasion de rompre l'ingénieuse combinaison qui assure à la France le double profit d'une alliance avec la Russie et d'une entente avec l'Angleterre?

— Hélas ! Je crains que vous ne voyiez juste... Mais quelle est l'opinion de M. Delcassé?

— Le ministre s'est exprimé très librement hier matin devant moi, sans me dissimuler son émotion. Il voit, dans la confiance du grand-duc Paul, la preuve qu'une négociation intime se poursuit entre les deux empereurs et il ne doute pas que la démarche du prince de Radolin ne soit la première manifestation de leur entente. Il craint donc que l'Allemagne ne nous somme bientôt d'accéder à une alliance germano-russe, ouvertement dirigée contre l'Angleterre.

Paul Cambon réfléchit quelques secondes. Puis :

— Dans tout ce que vous venez de me dire, savez-vous ce qui m'inquiète le plus ? Ce sont les révélations de cet énigmatique personnage que vous appelez *le Vengeur*.

Et, prenant un atlas, il me prie de lui expliquer, sur la carte, l'audacieux plan de campagne qui a pour but d'amener les armées allemandes aux sources de l'Oise, par le territoire belge.

Après un nouveau silence, Paul Cambon reprend :

— Assurément, tout cela me trouble beaucoup. Je ne peux croire néanmoins que l'empereur Guillaume veuille la guerre. Il est poseur, fanfaron, cabotin ; mais il n'est pas belliqueux, parce qu'il ne connaît rien à la stratégie et que ses généraux lui ont fait sentir maintes fois qu'il n'y connaissait rien. S'il avait tant soit peu la vocation militaire, soyez sûr que depuis longtemps il nous aurait déclaré la guerre... N'importe ! Nous ne saurions être assez prudents. Et, tout d'abord, nous devons mettre le gouvernement britannique au courant de la dangereuse intrigue dont le grand-duc Paul vous a donné la clef. J'en parlerai, dès demain matin, à lord Lansdowne ; car aujourd'hui, comme tout Anglais qui se respecte, il est à la campagne ; le *week-end* est une institution sacrée.

A une heure, lunch. Le conseiller de l'ambassade, Geoffray, les secrétaires, de Seynes et Fleuriau, l'attaché militaire, colonel d'Amade, y assistent.

A 2 heures et demie, l'ambassadeur me ramène dans son cabinet, puis, nos cigares allumés, nous reprenons l'examen de toutes les éventualités que nous avons passées en revue ce matin. Voici nos conclusions, telles que Paul Cambon les résume devant moi :

— C'est par une action simultanée à Saint-Pétersbourg et à Londres que nous pourrions le mieux déjouer les manigances de l'empereur Guillaume. A Saint-Pétersbourg, nous devons aborder carrément la question avec le tsar et lui dire : *Ne vous imaginez pas que nous accédions jamais à une alliance germano-russe dirigée contre*

l'Angleterre; nous tenons à l'amitié anglaise et nous y resterons fidèles. Du reste, cette amitié, nous l'avons mise plusieurs fois à votre service, et, par exemple, dans l'affaire du Dogger-Bank. Ne détruisez donc pas, de vos propres mains, l'alliance franco-russe; ne vous laissez pas entraîner par l'empereur Guillaume dans une aventure dont les suites seraient incalculables... Simultanément, nous dirons à Londres : Tout en restant les alliés du Japon, soyez plus souples dans vos rapports avec Saint-Petersbourg. N'offrez plus à ce fou de Guillaume la moindre occasion d'exploiter contre vous les colères et les humiliations du nationalisme russe. Aidez-nous à sauvegarder la paix de l'Europe...

Je demande à l'ambassadeur :

— Pensez-vous que le cabinet britannique entrerait dans nos vues?

— Oui ; mais cela n'irait pas sans difficulté. Depuis l'affaire du Dogger-Bank, l'opinion anglaise est montée au plus haut point contre les Russes. Le moindre incident la rendrait furieuse. Et le gouvernement serait obligé de lui céder.

— Obligé !... Vraiment?

— Oui. Le ministère Balfour-Lansdowne-Chamberlain est un gouvernement vieilli, usé, qui n'a d'autre force que la faiblesse de ses adversaires. Il a perdu toute son autorité devant le pays. Je ne doute donc pas que, si l'opinion s'emballait, il serait obligé de la suivre.

A 4 heures, sous un ciel fumeux, je vais me promener à Regent's Park, avec le colonel d'Amade, que j'ai connu jadis quand je faisais mes stages de lieutenant de réserve aux batteries à cheval de la 5^e division de cavalerie. Nous examinons le problème que je viens de traiter avec l'ambassadeur.

— Je crois, me dit notre attaché militaire, qu'une heure grave est près de sonner pour l'Europe... L'humeur

inquiète de Guillaume II peut, du jour au lendemain, faire éclater la guerre... Ici, dans l'état de nervosisme et d'irritation où les Anglais sont parvenus à l'égard des Russes, il suffirait d'un minime incident pour mettre le feu aux poudres...

De 6 à 7 heures, travail à l'ambassade.

A 8 heures, je dîne au Saint-James Club, avec d'Amade et Fleuriau.

Londres, lundi 7 novembre 1904.

Ce matin, à 10 heures et demie, l'ambassadeur a rendez-vous avec le secrétaire d'État au *Foreign Office*.

De retour à l'ambassade vers midi et quart, il me raconte son entretien :

— Je n'ai rien dissimulé à lord Lansdowne de la mission que vous êtes venu remplir auprès de moi ; je ne lui ai rien caché. Lord Lansdowne m'a répondu : *Ce sont là de mauvais présages ; mais ils ne m'étonnent pas. J'ai depuis longtemps l'impression que l'Allemagne excite les Russes contre nous... Assurément, pour bien juger la situation, il faut se rappeler que l'empereur Guillaume est un impulsif et un brouillon, qu'il a l'esprit sans cesse en travail et qu'il est comme ces ténors qui ont toujours besoin de chanter un grand air. Ainsi, je l'ai entendu récemment, à Sandringham, porter un toast dont la divulgation eût mis le feu à l'Europe. Le lendemain, il ne s'en souvenait déjà plus ; il avait déjà une autre lubie en tête... Ce que vous m'avez dit ne révèle pas moins un sérieux danger ; je vous suis reconnaissant de m'en avoir aussitôt informé. Nous avons un conseil de cabinet tout à l'heure ; je vais communiquer notre conversation à mes collègues, puis, j'irai en parler au roi... Quant aux moyens de contrecarrer la manœuvre allemande, lord Lansdowne se rallie complètement à nos idées. Il estime, comme nous, que le cabinet britannique doit éviter avec soin tout ce qui*

peut froisser la susceptibilité nationale des Russes. Il m'a dit, en terminant : *Si l'on veut sauver la paix, il faut que chacun y mette du sien...*

Là-dessus, nous passons dans la salle à manger, où le lunch est servi.

A 2 heures, je reprends le chemin de Paris, *via* Douvres et Calais.

Mardi, 8 novembre 1904.

Rentré à Paris, hier soir, à 9 h. 40.

Ce matin, à 9 heures, chez le ministre.

Je lui rends compte de ma délibération avec Paul Cambon ; il en approuve tous les points.

Quand j'ai terminé, il me lit quelques notes qu'il a jetées sur le papier, durant mon voyage et qui justifient pleinement les conclusions que je viens de lui exposer.

Après une longue réflexion muette qui lui crispe les traits, il poursuit :

— Maintenant, je vois bien ce que je dois faire... Mais aurai-je le temps de le faire? Il me faut quinze jours au moins pour manœuvrer entre Londres et Pétersbourg... Or, supposez que le tsar ait eu la faiblesse et la bêtise de se lier par écrit avec Guillaume ; supposez que, demain, le prince de Radolin nous mette en demeure d'opter entre l'amitié anglaise et une alliance germano-russe, alors, inévitablement, c'est la guerre... Car jamais, jamais, je ne marcherai à la remorque de l'Allemagne, et j'aurai toute la France avec moi.

La pendule sonne 10 heures. Delcassé me quitte brusquement pour aller rapporter notre conversation au président de la République, avant la séance habituelle du Conseil des ministres, qui se réunit à 10 heures et demie.

Sur le pas de la porte, il se retourne soudain et me lance, d'une voix stridente :

— N'est-ce pas que M. le général André choisit bien son heure pour démolir notre armée?

— Oh ! monsieur le ministre, dites cela, de grâce, à M. le président de la République !

Mercredi, 9 novembre 1904.

Delcassé, recevant aujourd'hui l'ambassadeur de Russie, a cru devoir lui parler très franchement de la mission que je viens de remplir à Londres. Il lui a dit, sur un ton assez raide :

— La correspondance intime, qui se poursuit depuis quelques semaines entre votre souverain et Guillaume II, m'est connue. Je sais que le kaiser lui offre son alliance contre l'Angleterre et qu'il prétend nous faire entrer de force dans cette alliance.

Nélidow a bondi :

— Vous me stupéfiez, mon cher ministre. Je n'ai aucune information de ce genre... Êtes-vous bien sûr de vos renseignements?

— Si je n'en étais pas sûr, croyez-vous que j'aborderais avec vous un sujet pareil?... Eh bien, voici ce que je tiens à vous dire, en toute amitié. Jamais, tant que je serai ministre, jamais la France ne s'engagera dans une coalition avec l'Allemagne, car cela équivaldrait à ratifier une seconde fois le traité de Francfort. Si, malgré cet avertissement, la Russie contractait un accord particulier avec l'Allemagne, le gouvernement de la République se pourvoirait ailleurs. Après tout ce que j'ai fait pour votre pays, j'ai le droit de vous tenir ce langage.

Très ému, le vieux Nélidow a balbutié :

— Non, non, ce que l'on vous a rapporté ne peut pas être vrai... Je vous garantis que Sa Majesté l'empereur conserve tout son fidèle attachement à notre alliance...

Et il est sorti, d'un pas titubant,

Il est de la nature de la sépulture d'être une
œuvre d'art, et de la nature de l'art d'être
une œuvre de la nature. C'est pourquoi la
sépulture est une œuvre de la nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

La sépulture est une œuvre de la nature, et
la nature est une œuvre de la nature. C'est
pourquoi la sépulture est une œuvre de la
nature.

CHAPITRE VIII

10 NOVEMBRE-17 DÉCEMBRE 1904

Protestation du gouvernement japonais contre les facilités du ravitaillement que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky trouve dans les eaux françaises. — Discours de Delcassé à la Chambre ; tableau résumé de sa politique depuis six ans. — Préparatifs secrets de l'État-major allemand pour une offensive débordante par la Belgique ; le plan XV. — En Mandchourie, la suprématie militaire et navale du Japon s'affirme chaque jour davantage. — Le peuple russe en est cruellement humilié ; troubles séditieux dans tout l'Empire. — Polémiques des journaux français sur « la délation dans l'armée » ; le ministre de la Guerre, général André, couvert d'opprobre, est obligé de donner sa démission. — Entretien de notre ambassadeur à Londres avec le roi d'Angleterre. — Opinion d'Édouard VII sur la menace d'une guerre générale en Europe. — Correspondance personnelle de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas. — Une lettre énigmatique du kaiser ; justes pressentiments de Delcassé. — Conversation dans un parc historique : l'avenir des Habsbourg. — Renseignements directs sur les passions révolutionnaires qui fermentent au sein du peuple russe. — Évocation prophétique de Pougatchew. — Mon opinion sur Delcassé ; quelques traits de sa figure morale. — Conjectures du général Pendézec sur le développement d'une offensive allemande par la Belgique. — Les socialistes et la thèse de « la paix à tout prix ». Gambetta et « la justice immanente ». — Comment Delcassé conçoit que l'Alsace et la Lorraine puissent nous revenir autrement que par une guerre : « Le dynamisme de nos alliances. » — Discours du chancelier allemand, comte de Bülow, devant le Reichstag : « Je ne peux concevoir que l'idée d'une guerre anglo-allemande soit envisagée, avec sérieux, dans l'un ou l'autre pays. » — Discours de Delcassé devant le Sénat : « L'Angleterre ne voit plus dans notre pays, allié fidèle de la Russie, qu'un artisan éprouvé de

la paix générale. » — Le comte de Bülow reprend la parole devant le Reichstag, mais pour y tenir un langage beaucoup moins placide : « Je manquerais à mon devoir, si je fermais les yeux aux courants souterrains qui poussent l'Europe à des complications guerrières. »

Jeudi, 10 novembre 1904.

Ce matin, à 11 heures, le ministre du Japon, Motono, est venu renouveler, auprès du directeur des Affaires politiques, ses doléances au sujet des « facilités de ravitaillement que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky trouve dans les eaux françaises ». D'un ton sec il a déclaré :

— Nous savons avec certitude que, sans votre concours, cette escadre ne pourrait pas arriver dans les mers de Chine. Or, si elle y arrive, tout le plan de nos opérations militaires devra en être modifié. C'est donc là pour nous une question vitale... Vous m'entendez bien : *une question vitale*.

Georges Louis a répliqué, de son air le plus ingénu :

— Je ne comprends pas et je ne vous demande pas d'où vient votre certitude ; mais je vous assure que nous observons strictement nos devoirs de puissance neutre.

Motono s'est retiré, sans une parole de plus.

Je le croise, à l'instant même où il sort du cabinet directorial. Nous échangeons quelques phrases de politesse ; car, dans sa raideur habituelle, il est le plus courtois des hommes et il me témoigne toujours beaucoup d'amabilité. Mais intérieurement je tremble à l'idée que ses petits yeux aigus et fureteurs pourraient voir ce que j'ai dans mon portefeuille : trois longs télégrammes que l'Amirauté russe adresse à Rojdestvensky et que je vais lui transmettre à Dakar (1).

(1) En 1914 j'ai retrouvé Motono, ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Pendant la Grande Guerre, où il se montra un parfait allié, nos relations devinrent très amicales. Nous parlions souvent des années 1904 et 1905. Il me dit un jour : « Mon gouvernement connaissait fort bien les ser-

Delcassé a fait, cet après-midi, à la Chambre, un beau discours sur les pensées directrices qui ont inspiré, depuis six ans, toute sa politique dans la question marocaine, principalement à l'égard de l'Angleterre et de l'Espagne. C'est un grand chapitre d'histoire, d'une histoire qui est loin d'être achevée mais qui a déjà pour conclusion d'avoir amené les gouvernements espagnol et britannique à reconnaître la prépondérance de notre situation au Maroc.

Hier soir, à Londres, lord Lansdowne, remplaçant Balfour malade, a pris la parole au banquet annuel du lord-maire. Il s'est acquitté de sa tâche avec sa finesse et sa mesure accoutumées. Avant tout, il s'est appliqué à réduire l'importance de l'événement « qui, ces derniers jours, nous a fait connaître les angoisses d'une grande guerre. » Et il a loyalement insisté sur la valeur des satisfactions que le gouvernement russe a consenties à l'Angleterre : « La Commission internationale éclairera toutes les causes et toutes les circonstances du désastre, comme elle établira toutes les responsabilités personnelles... » Il a terminé en se félicitant du rôle que le gouvernement de la République française a joué dans le règlement amical du conflit.

Vendredi, 11 novembre 1904.

Le général Pendézec vient me communiquer un certain nombre d'indices matériels que notre Service des

vices occultes que vous rendiez à l'escadre russe ; nous savions même que c'était vous et le commandant de Freycinet qui teniez les fils du système, car nous avions à Saint-Petersbourg un informateur de premier ordre qui avait des intelligences dans tous les bureaux de l'Amirauté... Si nous n'avons pas élevé contre la France des protestations plus énergiques, c'est que, à l'inverse, — je veux dire : à notre bénéfice, — l'Angleterre n'accomplissait pas non plus très scrupuleusement ses devoirs de Puissance neutre... » Je lui répondis en riant : « C'est ce que M. Delcassé m'opposait toujours, quand je m'inquiétais de vos récriminations : *Je n'en fais pas plus pour la Russie que l'Angleterre n'en fait pour le Japon.* »

renseignements a recueillis dans la région de Créfeld, Cologne, Aix-la-Chapelle, Malmédy, Hellenthal, Saint-With, et qui s'adaptent exactement aux curieuses révélations du *Vengeur*.

Quant au développement stratégique de la manœuvre, en direction de Liège, Namur, Charleroi, Maubeuge, il serait sans doute facile et rapide ; on présume donc que les forces allemandes pourraient arriver sur notre frontière septentrionale quinze jours après avoir quitté la zone d'Aix-la-Chapelle, car elles n'auraient que 180 kilomètres à parcourir, et la petite armée belge surprise par la brusquerie de l'attaque, serait impuissante à les arrêter.

Je demande au chef d'état-major, si notre plan de concentration est déjà modifié en vue de parer à cette offensive excentrique et foudroyante :

— Hélas ! non, me répond-il. Rien n'est changé au *Plan XV* de 1903... Le général Brugère ne veut pas croire que les Allemands se risquent à violer aussi effrontément la neutralité belge ; il admet, tout au plus, qu'ils écorneraient un peu le Luxembourg. Notre dispositif de concentration s'échelonne donc toujours de Belfort à Bar-le-Duc, en arrière de Toul et de Verdun, avec une forte réserve à Reims. Si les Allemands s'avançaient par le Luxembourg, cette réserve serait immédiatement dirigée sur l'Argonne pour étendre et consolider notre aile gauche... D'ailleurs, je compte reprendre bientôt la question avec le généralissime. Vous savez que la décision n'appartient qu'à lui seul. Moi, je ne suis que son préparateur et son exécutant (1).

La grimace, dont se crispent ses lèvres quand il articule cette dernière phrase, m'atteste une fois de plus

(1) Le généralissime a seul qualité pour décider les plans de concentration et d'opération. Il ne les communique au ministre de la Guerre et au Conseil supérieur de la Guerre que dans la mesure où il le croit nécessaire.

la mésintelligence profonde, la sourde et jalouse animosité, qui règnent entre le généralissime et le chef d'état-major (1).

Samedi, 12 novembre 1904.

L'incident du Dogger-Bank est virtuellement réglé. Mais, dans l'âme du peuple anglais comme dans celle du peuple russe, les colères grondent toujours.

Elles semblent pourtant s'amortir un peu chez nos voisins. Le flegme national, la froide raison, le *self-control* commencent à reparaître.

En Russie, nul apaisement. L'exécration de l'Angleterre obsède tous les esprits. On regrette que le gouvernement impérial n'ait pas traité avec plus de hauteur « la ridicule affaire du Dogger-Bank » et l'on en veut à la France de son intervention médiatrice. Des journaux sérieux osent écrire : « Nous n'avons pas peur de nous trouver face à face avec l'Angleterre ; nous sommes de force à lui tenir tête pour briser à jamais son orgueil incorrigible... »

Mais ce qui est plus grave que ces rodomontades, c'est un article comme celui que vient de publier le *Sviet* : « Puisque l'incident du Dogger-Bank a failli amener la guerre, nous avons le droit de nous demander ce que la France eût fait si la flotte anglaise avait attaqué l'escadre de l'amiral Rojdestvensky. Cette question est d'une importance capitale. Pourquoi évite-t-on d'en parler ? Pourquoi semble-t-il qu'on veuille l'étouffer?... »

(1) Du point de vue historique, ces propos du général Pendézec appellent une rectification. Il est malheureusement exact que le généralissime et le chef d'état-major ne s'accordaient pas ; des griefs d'un ordre privé s'ajoutaient à leur mésintelligence professionnelle. Mais, si « le premier réflexe » du général Brugère fut de ne pas croire à la possibilité d'une offensive allemande par Liège et Namur, il ne la contesta bientôt plus. Et, jusqu'au mois de juin 1906, date de sa mise à la retraite, il s'employa très ingénieusement « à parer le coup de surprise » dont nous étions menacés.

Nous dirons, nous, que si la France avait agi en véritable alliée, l'Angleterre n'aurait jamais pensé à bloquer notre escadre dans Vigo. Mais, au lieu d'une admonestation vigoureuse qui eût aussitôt muselé le peuple anglais, la République française n'a fait entendre à Londres que des paroles douceâtres et des conseils bénins. Dans cette crise nationale, ce n'est pas la France qui a secouru la Russie ; on nous affirme que c'est l'Allemagne. »

Et le *Novoïé-Vrémia* va plus loin encore : « N'est-il pas possible de songer à une autre alliance que l'alliance française, à une alliance continentale ? N'y a-t-il pas un Napoléon d'une autre nation dans la tête de qui germe cette pensée ? »

Dimanche, 13 novembre 1904.

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky est arrivée hier à Dakar ; elle en repartira, dans trois ou quatre jours, à destination du Gabon.

Pour cette dernière relâche, nous avons exprimé à l'Amirauté russe le désir que l'escadre prît son mouillage, non pas à Libreville où réside le gouverneur, mais sur un point désert de la côte, dans une rade excellente, au Cap Lopez ; mais Rojdestvensky voulait absolument relâcher à Libreville même. Nous avons dû batailler. Quand notre attaché naval en Russie, le commandant de Saint-Pair, a soutenu notre thèse devant le chef d'état-major de la marine, l'amiral Wirenius, celui-ci a demandé :

— Où est donc au juste le Cap Lopez ?

— Je vais vous le montrer, dit Saint-Pair. Donnez-moi une carte.

On lui apporte un atlas de Stieler, où le Cap Lopez se détache sur la côte occidentale d'Afrique, comme le nez au milieu du visage. Mais l'amiral Wirenius reprend :

— Y a-t-il une bonne rade, au Cap Lopez ?

— Une rade excellente ! Je vais aussi vous la montrer. Donnez-moi une carte nautique.

Après vingt minutes de recherches, un officier vient dire :

— L'Amirauté ne possède aucune carte nautique pour les côtes africaines.

Lundi, 14 novembre 1904.

Depuis neuf mois que les hostilités sont ouvertes en Mandchourie, les Russes n'ont remporté, sur terre et sur mer, qu'une longue série d'échecs où la supériorité militaire et navale du Japon s'affirme chaque jour davantage. L'opinion russe en est cruellement humiliée. Dans toutes les parties de l'Empire et dans tous les rangs de la société, y compris les classes rurales, l'irritation ne cesse de croître. Mais, depuis quelques semaines, on ne se contente plus de récriminer contre les autorités gouvernementales ; on ne se borne plus à déblatérer contre les vices de l'administration et l'impéritie des généraux : on proteste ouvertement, par des manifestations publiques.

C'est ainsi qu'à Moscou, un millier de réservistes ont refusé de partir pour la Mandchourie, après avoir insulté, bâtonné leurs officiers. On n'a pu réduire ces mutins qu'en les faisant charger par les cosaques. Résultats : huit morts et vingt-trois blessés.

A Lodz, à Riazan, à Lougansk, à Toula, des cortèges d'ouvriers parcourent tumultueusement la ville aux cris de : « A bas la guerre !... La paix, la paix ! »

A Saint-Petersbourg et à Moscou, les étudiants organisent des meetings séditionnels, au chant de *la Marseillaise*.

Dans les garnisons de Pologne, voisines de la frontière, on signale constamment des groupes de soldats qui, pendant la nuit, s'échappent en Allemagne ou en Autriche. Les petites villes d'Ottlotschine et de Myslowitz, pre-

mières stations prussiennes sur les lignes qui joignent Varsovie à Berlin et à Breslau, ont déjà vu passer plus de quinze cents déserteurs russes.

Enfin, notre consul à Kharkov nous écrit : « La guerre avec le Japon devient de plus en plus odieuse aux populations laborieuses de la Russie méridionale. L'attitude des moujiks et des ouvriers devient même si menaçante que, dans certains districts, les autorités ont sursis à la mobilisation. Je crains que les troubles ne s'aggravent bientôt. »

Mardi, 15 novembre 1904.

La France est encore tout émue des révélations qui lui ont été faites naguère sur les pratiques d'espionnage instituées dans les garnisons. Chaque jour, d'ailleurs, les journaux de l'opposition, *le Figaro*, *l'Écho de Paris*, *le Gaulois*, remplissent leurs colonnes avec les « fiches » livrées par le F.^r. Bidegain (il en a livré 25 000) et d'où il ressort incontestablement que le général André et les dignitaires du Grand-Orient travaillaient de concert à moucharder la vie intime de nos officiers.

Dans ces révélations quotidiennes, la franc-maçonnerie, aiguillonnée par Jaurès, affecte de ne voir « qu'une perfide campagne de la réaction monarchique, nationaliste et cléricale » ; elle félicite donc le général André « d'avoir si vaillamment contribué à sauver la République des manœuvres de ses éternels ennemis ».

Mais le général André, couvert d'opprobre, stigmatisé par la gifle de Syveton, accablé physiquement, est devenu pour le ministère une cause de faiblesse, un danger continu. Le président du Conseil a donc résolu de le sacrifier discrètement, de « l'étrangler à la turque ». Le vieux misérable a fini par comprendre ; il a donné aujourd'hui sa démission.

Il est remplacé par Maurice Berteaux, député de Seine-et-Oise, vice-président de la Commission de l'armée.

Le nouveau ministre appartient à l'extrême gauche socialiste ; mais ses traditions de famille, son éducation, sa grosse fortune (il est un des plus riches agents de change parisiens) atténuent beaucoup le danger de ses opinions politiques ; on le tient, du reste, pour loyal et patriote. Puisse-t-il rétablir l'union morale dans le corps de nos officiers !

Mercredi, 16 novembre 1904.

Dans son discours du 10 novembre dernier sur l'accord franco-anglais du 8 avril, Delcassé avait ingénieusement glissé une phrase très sympathique pour la Russie.

Or, aujourd'hui, je lui montre un télégramme du prince de Radolin, télégramme que notre Service cryptographique vient seulement de déchiffrer et dans lequel l'ambassadeur d'Allemagne, commentant cette manifestation de fidélité à la Russie, ajoute : *Cela, c'est de la grande politique!*

Aussitôt, le visage de Delcassé resplendit ; ses yeux écarquillés jettent des flammes ; il est tout lumineux d'orgueil et de joie, de rayons et d'effluves. Je me crois sur le Thabor ; j'assiste à la Transfiguration...

Jeudi, 17 novembre 1904.

Bompard, qui va rejoindre son poste, me raconte un long entretien qu'il vient d'avoir avec Delcassé :

— Je l'ai trouvé, me dit-il, très anglophile, parce qu'il est écœuré de la complaisance avec laquelle Nicolas II se prête aux cajoleries machiavéliques de l'empereur Guillaume. Il m'a répété plusieurs fois, d'un ton indigné : *Après tout ce que j'ai fait pour la Russie, depuis un an! Quelle ingratitude!*... Il m'a prescrit de tenir au tsar un langage très ferme. Je lui ai répondu qu'il n'avait pas besoin de me le prescrire, car je l'aurais fait spontanément.

ment. Avec les Russes, on n'est jamais trop ferme. Ils sont, par nature, si fuyants !...

Vendredi, 18 novembre 1904.

Paul Cambon vient d'avoir un long entretien avec le roi d'Angleterre, à la suite d'un dîner que les souverains britanniques offraient avant-hier au roi et à la reine de Portugal, au palais de Windsor.

Voici les passages principaux de la dépêche où notre ambassadeur a consigné cette importante conversation :

...Le roi me fit asseoir à son côté dans un coin écarté, me demanda, avec un air préoccupé que je ne lui avais jamais vu, ce que je pensais de la situation. Je lui répétai tout ce que j'avais dit à lord Lansdowne... J'ajoutai que la détente des relations russo-anglaises était possible et même facile, si la presse ne s'en mêlait pas. « Oui, répondit-il; mais nous n'avons aucun moyen d'action sur la presse, et l'opinion publique peut s'exaspérer de plus belle. Et puis, nous ne savons pas ce qui se passe à Saint-Pétersbourg, il y a là un parti de la guerre, qui nous cherche querelle, comme dérivatif aux mécomptes de l'Extrême-Orient. Le grand-duc Alexis nous déteste; le grand-duc Alexandre pousse au conflit. L'empereur, lui, est pacifique, bien intentionné; mais il suit toujours l'avis du dernier qui parle. Une guerre serait absurde, elle aurait des conséquences incalculables pour l'Europe entière et vous-mêmes vous seriez dans de grands embarras. »

Je répondis au roi que je partageais son sentiment, mais qu'il oubliait un élément essentiel de la situation : c'était l'action de l'Allemagne qui poussait à la guerre et qui seule pourrait tirer parti d'une conflagration générale. « Je le sais bien, a repris Sa Majesté; je sais tout cela; je ne comprends pas la politique de mon neveu qui parle à tort et à travers; je connais son action à Pétersbourg, mais je crains surtout les grands-ducs. »

Et il revint sur les désastres qu'entraînerait une guerre entre l'Angleterre et la Russie : « Ce serait un cataclysme, répéta-t-il plusieurs fois, un cataclysme... Les Russes nous inquiéteraient du côté de l'Inde... Je me demande si je ne devrais pas écrire à l'empereur Nicolas; j'y réfléchirai. »

Enfin, le roi me dit : « Je vous prie de faire savoir à M. Loubet combien je lui suis reconnaissant de l'attitude de la France et des services qu'elle rend à la cause de la paix. Quant à M. Delcassé, dites-lui que j'ai en lui une confiance absolue, que je compte sur sa loyauté et sur son expérience pour nous épargner les horreurs d'un conflit. »

Votre Excellence tirera elle-même les conclusions de la conversation royale : il me semble qu'elle décèle une crainte très réelle de la guerre, une inquiétude sérieuse pour l'Inde, un ardent désir de faciliter le règlement de la difficulté pendante. Ces appréhensions du roi Édouard doivent-elles être révélées à Saint-Petersbourg? Je ne le crois pas : elles fourniraient des arguments au parti de la guerre et Votre Excellence pensera sans doute qu'il est inutile d'exalter encore des ardeurs périlleuses.

Samedi, 19 novembre 1904.

L'empereur Nicolas vient de rentrer à Saint-Petersbourg, après un voyage d'inspection en Pologne.

Pendant qu'il séjournait à Souwalki, dans la province de Wilna, le général von der Goltz, commandant le 1^{er} corps de l'armée prussienne, est venu le saluer et lui remettre une lettre autographe de l'empereur Guillaume.

Revenu dans sa capitale, Nicolas II a lu cette lettre à son ministre de la Guerre, le général Sakharow, qui l'a récitée, peu après, à notre attaché militaire, le général Moulin. En voici le texte : *J'apprends que certains pays seraient disposés à t'offrir leur entremise auprès du Japon. Je ne me permettrais d'en faire autant que si je savais d'avance que cela pût t'être agréable. Mais, le cas échéant, n'oublie pas que je suis à ta disposition.*

Commentant cette confidence du général Sakharow, le général Moulin écrit : « Je connais depuis trop longtemps et de trop près le général Sakharow, je connais trop bien surtout son extrême réserve pour ne pas comprendre que, s'il s'est risqué à m'initier aux secrets de son empereur, c'est qu'il a quelque appréhension et qu'il prévoit qu'un péril quelconque peut menacer les relations intimes qu'entretiennent la France et la Russie. »

Lorsqu'on apporte au ministre cette dépêche de notre attaché militaire, je me trouve là précisément. Il y jette un rapide coup d'œil. Mais, soudain, sa figure se contracte, ses yeux jettent une flamme sombre :

— Voilà qui est grave, s'écrie-t-il.

Et il me lit à haute voix la dépêche tout entière. Puis, comme si une vision intérieure l'éclairait subitement, il continue d'un ton péremptoire :

— Le tsar n'a pas dit au général Sakharow tout ce qu'il y avait dans la lettre de Guillaume, ou bien c'est le général Sakharow qui ne l'a pas dit au général Moulin... Mais je le devine, moi, ce qu'il y avait encore dans cette lettre et que l'on n'ose pas nous avouer : ce sont les préliminaires d'une alliance russo-allemande, c'est la destruction de l'alliance franco-russe... Qui sait même s'il n'y a pas déjà quelque chose de signé entre les deux souverains?... Il faut que je parle immédiatement à Nélidow. Téléphonez-lui qu'il vienne me voir cet après-midi... Et je vais le secouer de belle façon !

Puis, après un silence :

— Préparez-moi, pour cet entretien, une note où, sans faire la moindre allusion à la confidence du général Sakharow, vous direz que nous avons reçu d'Allemagne les renseignements les plus précis, les plus indiscutables, sur les négociations qui se poursuivent entre les deux empereurs... Soyez très affirmatif dans cette note. J'en donnerai lecture à Nélidow et je veux lui faire croire que

nous avons la preuve absolue de tout ce que je pressens (1).

Dimanche, 20 novembre 1904.

Je déjeune ce matin chez Boni de Castellane, au château du Marais, entre Arpajon et Dourdan. Le ciel est lumineux, le froid vif, l'air plein d'aromes forestiers.

Construit par l'architecte Gabriel, le château représente le style Louis XVI dans son élégance et sa pureté la plus classiques.

Ancienne demeure des Noailles et des Molé. Souvenir de la belle Cornélia de Castellane, qui, sous la Restauration, fut la maîtresse du comte Molé, puis de Chateaubriand...

Castellane a restauré ce magnifique domaine, bâtiments et jardins, avec un goût parfait. Domesticité nombreuse et d'une irréprochable tenue. Quand je pénètre dans le vestibule, je songe à ce gentilhomme, contemporain de Louis XIV, qui, invité à une fête splendide chez le duc d'Antin, crachait à la figure des laquais en disant : « Tout ici est tellement beau que je n'ose cracher ailleurs ! »

Sont venus de Paris avec moi, la princesse Alexandre de Tour et Taxis, la princesse de Ligne, Albert Vandal de l'Académie française, etc., etc.

(1) Dans cette circonstance, les pressentiments de M. Delcassé ne manquaient pas de justesse ; ils anticipaient néanmoins quelque peu sur la suite des événements. On connaît aujourd'hui, par les publications du gouvernement bolchévique, la correspondance personnelle des deux empereurs. La lettre, que le général von der Goltz fut chargé de remettre au tsar, porte la date du 30 octobre 1904. Guillaume II y expose tout le plan d'une action diplomatique par laquelle la Russie et l'Allemagne « forceraient » la France à se ranger « ouvertement » à côté d'elles, contre l'Angleterre : « Ce serait très important pour nous, car les admirables ports et la belle marine de la France seraient alors à notre disposition... » La lettre se termine par un *Projet de traité* qui est comme la préfiguration du pacte mystérieux que les deux souverains devaient signer, à Bjorko, le 24 juillet 1905.

Après le déjeuner, je me promène seul avec la princesse de Tour et Taxis, née princesse Marie de Hohenlohe-Schillingsfürst (1). Aux approches de la cinquantaine, elle est restée souple, mince, charmante. Elle a publié l'an dernier dans la *Revue de Paris* une nouvelle fantastique, *le Satyre*, dont le cadre est la plaine marécageuse d'Aquilée, au nord de Venise, et dont l'inspiration troublante m'a fait penser à *Lokis* de Mérimée, ou mieux encore à *la Vénus d'Ille*. Elle habite, durant la belle saison, le vieux château de Duino, sur l'Adriatique, près de Trieste. Or, dans ce château, il y a un donjon du treizième siècle, et, dans ce donjon, un caveau dont la porte est murée depuis le temps des Hohenstaufen. Je demande à la princesse Marie pourquoi elle ne fait pas démurer la porte de ce caveau mystérieux. Elle me répond spirituellement :

— Parce qu'on n'y trouverait peut-être rien... Les mystères ne gagnent jamais à se dévoiler.

Puis elle m'interroge sur la situation générale de l'Europe, sur la tension croissante des rapports franco-allemands, sur les progrès de l'esprit révolutionnaire en Russie, etc... Réciproquement, je la questionne sur l'état intérieur de la monarchie austro-hongroise. Elle me dit :

— La mort de l'archiduc Rodolphe a porté un coup funeste à la dynastie des Habsbourg... Quand notre cher empereur François-Joseph disparaîtra, nous traverserons une crise effroyable... Notre dernière chance de salut est dans les Hongrois. Seuls ils possèdent l'intelli-

(1) D'une souche très ancienne, les Tour et Taxis étaient déjà possédés en Lombardie au douzième siècle, au temps de Frédéric Barberousse. Chevaliers du Saint-Empire, élevés plus tard à la dignité de prince avec le rang d'Altesse Sérénissime, « grands-maîtres héréditaires des postes impériales », ils ont aujourd'hui (1904) leurs domaines principaux en Tyrol, en Hongrie, en Bohême et en Bavière. Un cousin de la princesse Marie, le prince Godefroy de Hohenlohe-Schillingfürst, est accrédité comme « plénipotentiaire militaire » de l'empereur François-Joseph auprès de l'empereur Nicolas.

gence, la vigueur et l'audace qui peuvent nous préserver d'une dislocation totale... Mais quelle honte pour nous autres Allemands, s'il faut nous mettre sous le joug des Magyars !

Peu à peu, comme si elle m'ouvrait un plus large crédit de confiance, elle aborde franchement l'obscur et délicat problème que pose, devant l'Autriche, la personnalité du *Thronfolger*, l'archiduc François-Ferdinand. D'un ton libre et vif, mais non sans quelques échappatoires dans les tournants scabreux, elle confirme tout ce que nous savons déjà sur l'Altesse Impériale et Royale : son esprit borné ; son caractère ombrageux, irascible et fantasque ; ses allures cassantes ; sa dévotion étroite, superstitieuse et qu'obsède la peur de l'Enfer ; son cléricalisme agressif et rageur ; sa haine implacable des Hongrois, des Italiens et des Serbes ; son animosité jalouse contre François-Joseph « qui tarde vraiment trop à mourir », et ses continuelles disputes avec le vieux monarque ; enfin sa résolution, à peine voilée, de s'adresser un jour à l'autorité du Saint-Siège pour se faire libérer du serment solennel qu'il a dû souscrire en épousant la comtesse Sophie Chotek et qui écarte du trône leur progéniture (1).

La princesse Marie conclut en ces termes :

— Que fera-t-il quand il sera sur le trône ? C'est, pour nous, une angoissante énigme. Nous avons lieu de croire qu'il ne rêve rien de moins que bouleverser tout le statut intérieur de la monarchie afin de substituer au dualisme

(1) Le 1^{er} juillet 1900, l'archiduc François-Ferdinand avait épousé morganatiquement la comtesse Sophie Chotek. Avant de consentir ou plutôt de se résigner à cette mésalliance de son héritier, l'empereur François-Joseph lui avait imposé l'humiliante obligation de jurer, devant toute la Cour et dans les formes les plus solennelles, que les enfants à naître de son mariage ne pourraient succéder au trône des Habsbourg.

Nommée « princesse », puis « duchesse de Hohenberg », Sophie Chotek fut assassinée, en même temps que son époux, à Séradjewo, le 28 juin 1914.

austro-hongrois une vaste fédération où les Tchèques, les Croates, les Slovènes, les Polonais, les Roumains jouiraient d'une égale autonomie. Se lancera-t-il dans cette folle aventure?... Il ne se cache pas non plus de vouloir mettre à profit les désastres de la Russie en Extrême-Orient pour assurer notre hégémonie dans les Balkans... Tout cela, qui me paraît bien chimérique, tout cela nous inquiète beaucoup... Cependant, la dynastie des Habsbourg ne peut pas mourir !

Quand nous rentrons au château, le soleil achève de s'éteindre dans un ciel d'améthyste... Et je pense à l'ensorceleuse Cornélia de Castellane, qui fit tant souffrir Mme Récamier.

Lundi, 21 novembre 1904.

Dîné chez le grand-duc Paul et la comtesse Olga-Valérianowna de Hohenfelsen, avec la comtesse Herbertstein, femme de l'attaché militaire autrichien, le comte et la comtesse Fersen, la comtesse Marie Kleinmichel et le conseiller de l'ambassade de Russie à Paris, Nékludow.

A table, Mme de Hohenfelsen me parle de l'insidieuse campagne que le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne, Miquel, mène dans le corps diplomatique et parmi tous les Russes résidant à Paris, en faveur d'une alliance russo-allemande ; « car, dit-il, l'alliance franco-russe n'a plus aucune raison d'être et, d'ailleurs, la France, toujours versatile, s'est complètement prostituée à l'Angleterre. »

Après le dîner, conversation générale sur la guerre de Mandchourie. Le grand-duc, Fersen et Nékludow m'affirment que « la Russie doit continuer à se battre coûte que coûte, jusqu'à ce que l'ignoble petit Japon lui demande grâce, quand même la guerre devrait durer deux ans de plus ».

Mais la comtesse Marie Kleinmichel, qui arrive de

Saint-Pétersbourg et ne fait que traverser Paris, est d'un avis tout contraire :

— Vous ne vous doutez pas, s'écrie-t-elle avec passion, vous ne vous doutez pas des colères qui fermentent depuis quelques mois dans le peuple russe. Nos *moujiks* ne veulent plus aller se faire tuer pour ce qu'ils appellent *un morceau de terre que nous ne connaissons pas...* Il ne se passe pas de semaine où le départ des réservistes ne provoque des scènes de mutinerie dans les casernes ou des ameutements sur le parcours des troupes... Dans les milieux universitaires, c'est pire encore ; c'est, chaque jour, à tout propos, que les manifestations révolutionnaires se produisent. Et soyez sûrs qu'avant peu vous verrez les forces paysannes entrer en scène. Alors ce sera la fin du tsarisme et de la Russie !

Devant cette explosion de prophétisme, tous les convives restent muets d'horreur. Le grand-duc finit par dire :

— Pougatchew !... Pougatchew... N'oublions jamais Pougatchew (1).

Agée de cinquante-huit ans, veuve d'un général, la comtesse Kleinmichel appartient à la noblesse des provinces baltiques, à cette caste, d'origine allemande, où le tsarisme a trouvé, depuis le temps d'Anna-Ivanowna, ses plus intelligents et ses plus dévoués serviteurs. C'est la noblesse balte qui a le plus contribué à faire de l'État russe une grande bureaucratie policière, inspirée du caporalisme prussien. Le général Nicolas Keinmichel, époux de la comtesse Marie, était le petit-fils du comte Pierre Kleinmichel, qui fut, sous le règne d'Alexandre I^{er}, le principal instrument du féroce et diabolique Araktchéïew.

(1) En 1773, le cosaque Pougatchew souleva tous les paysans de la Russie méridionale contre l'autorité de Catherine II et la domination des nobles. Ce fut, pendant plus d'un an, une affreuse guerre sociale. Pougatchew faillit même s'emparer de Moscou. Il a laissé, dans l'esprit des *moujiks*, un souvenir fascinant, le souvenir d'un apôtre et d'un précurseur.

Mercredi, 23 novembre 1904.

Voilà six ans et demi que je travaille intimement avec Delcassé ; voici, en quelques traits, comment sa figure morale s'est peu à peu dessinée devant moi.

Ce qui domine en lui, c'est la volonté, une volonté courageuse et tenace, frémissante et concentrée.

Assurément, il fait de grandes choses. Pourtant, ce n'est pas un grand esprit : c'est un esprit clair, vif, exact, mais court ; on en voit tout de suite les bornes.

La politique l'occupe et le possède entièrement, exclusivement. Hors d'elle, rien ne compte pour lui. Malgré son instruction première, qui fut solide et classique, jamais il n'accorde un instant de sa pensée à la littérature, à la philosophie, à la science, à l'histoire, à l'art. Il est éminemment positif et réaliste. Les vues spéculatives, les considérations abstraites lui échappent totalement. Il est le moins systématique, le moins doctrinaire et le moins doctrinal des hommes ; il remplit tout le sens de l'expression anglaise : *a matter of fact man*.

Aussi perçoit-il les faits avec une précision, une promptitude et une acuité remarquables ; il voit juste et loin ; il a, selon le mot de Talleyrand, « beaucoup d'avenir dans l'esprit ». Mais le pronostic des événements ne l'égare jamais dans le rêve ou l'utopie. La République européenne d'Henri IV, la paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, le mysticisme évangélique de la Sainte-Alliance, lui font hausser les épaules.

Son style est simple, net, rapide, mais sans couleur, sans nul souci de la phrase ; un bon style d'affaires, pas un mot superflu. De même son éloquence : elle est mâle, sobre, vigoureuse, pressante, allant droit au but, mais sans éclat sans la moindre parure, sans aucun de ces traits imprévus, pittoresques ou lumineux qui se gravent dans la mémoire de l'auditeur.

Le patriotisme est son unique religion ; la grande image de la patrie est constamment présente à ses yeux. Il me disait un jour, un des jours les plus sombres de l'affaire Dreyfus : « Dès mon entrée dans la vie politique, je me suis consacré au relèvement de la France, et je me suis juré que, si je devenais ministrable, je n'accepterais d'autres ministères que ceux où l'on travaille directement à la défense nationale, à l'expansion nationale, à la sauvegarde et au développement de la puissance française vis-à-vis de l'étranger. Vous voyez que, jusqu'à présent du moins, je me suis tenu parole, puisque mon premier ministère fut celui des Colonies et mon second celui des Affaires étrangères. Dans une combinaison ultérieure, j'accepterais encore le portefeuille de la Guerre ou celui de la Marine, aucun autre (1)... » Plus récemment, il me confiait avec enthousiasme sa vénération pour Louis XIV et son culte pour Jeanne d'Arc : « Ce sont mes divinités nationales ; sans elles, il n'y aurait plus de France. »

Dans l'exercice de sa fonction ministérielle, il m'apparaît surtout comme un grand négociateur et un grand manœuvrier : Plein de ressources, imperturbable, maître absolu de sa parole et de son visage, prompt aux initiatives comme aux ripostes, quoique d'une méfiance extrême et toujours sur ses gardes, il excelle au jeu diplomatique. Du reste, on ne le prend jamais au dépourvu ; car il connaît à fond toutes les questions qui se posent ou qui pourraient se poser. Il travaille au moins quatorze heures par jour. Malgré la fortune qui lui est échue de son mariage, il mène la vie la plus simple et la plus casanière. En dehors des réceptions officielles, il n'accueille personne à sa table. Il n'a pour amis que deux ou trois

(1) Il fut en effet ministre de la Marine dans les cabinets des 27 juin 1911 et 12 janvier 1912, puis ministre de la Guerre dans le cabinet du 8 juin 1913. Il revint au Quai d'Orsay dans le cabinet du 26 août 1914.

vieux camarades, insignifiants et dévoués. L'isolement farouche qu'il s'impose, accuse un des traits les plus singuliers de son caractère et d'où lui vient beaucoup de sa force, la passion du secret. Il se dérobe et se ferme à tout le monde. Plusieurs fois, au Conseil des ministres, ses collègues l'ont prié, supplié, sommé de les renseigner sur telle ou telle des négociations en cours ; ils n'ont rien obtenu ; le président de la République lui-même n'a pu l'arracher à son mutisme opiniâtre. Vis-à-vis de moi, la nature spéciale de mes attributions l'oblige nécessairement à plus d'ouverture ; je n'en suis pas moins très fier de la confiance personnelle qu'il m'a toujours témoignée. J'ai donc connu souvent *ses pensées*. Mais puis-je dire qu'en aucune circonstance j'aie connu *sa pensée*?... D'ailleurs, combien de fois, sortant de son cabinet, me suis-je entendu rappeler d'une voix anxieuse par des mots tels que ceux-ci : « N'écrivez rien là-dessus!... Oubliez tout ce que je viens de vous dire!... Brûlez cela!... »

Je note un dernier trait de sa figure morale. Il a une foi absolue dans son œuvre, parce qu'il la croit non seulement utile, expédiente, opportune, mais nécessaire, commandée par les circonstances, imposée par la force des choses. Il me disait l'autre jour, avec un sursaut d'orgueil : « Que je meure ou que je sois renversé demain, je défie mon successeur de ne pas continuer ma politique... à moins qu'il ne veuille se casser le cou piteusement et dans les six mois. » Pour conclure, il me répétait sa pensée profonde, qui l'obsède comme une idée fixe : « La politique arrogante de l'Allemagne et les forfanteries belliqueuses de Guillaume aboutiront inévitablement à un conflit européen, où la France devra jouer son existence nationale. »

Vendredi, 25 novembre 1904.

Cet après-midi, je préside la Commission secrète des Instructions de guerre, où le commandant de Freycinet sera désormais remplacé par le capitaine de frégate Malo-Lefebvre, qui vient d'être nommé chef de la 1^{re} section de l'état-major général de la Marine.

Outre les affaires courantes (services d'information sur le territoire ennemi, organisation de relais dans les pays neutres, etc...) nous reprenons l'examen des instructions destinées aux commandants de nos forces navales pour l'acheminement de leur correspondance télégraphique en temps de guerre. Les mesures et les détours que j'ai eu à prendre ces temps-ci pour assurer la correspondance de l'escadre russe avec l'Amirauté impériale, m'ont révélé que, sur beaucoup de points, notre système doit être modifié.

A l'issue de la séance, le lieutenant-colonel Holender, chef du deuxième bureau de l'État-major de l'Armée, vient m'exposer, de la part du général Pendézec, tout le détail des renseignements que notre service d'espionnage s'est procurés sur la concentration éventuelle de neuf corps d'armée allemands, au nord-ouest des provinces rhénanes. D'après les indices relevés, la « zone de concentration » serait approximativement jalonnée par Aix-la-Chapelle et Malmédy. L'invasion du territoire belge commencerait donc par deux attaques simultanées ayant pour objectif le passage de la Meuse, en aval et en amont de Liège. La première colonne d'attaque, longeant la frontière du Limbourg hollandais, se porterait, par Aubel, sur Visé, tandis que la deuxième colonne se porterait, par Stavelot, sur Huy, où les deux colonnes se réuniraient pour marcher conjointement sur Namur.

Samedi, 26 novembre 1904.

La Chambre des députés discute actuellement le budget des Affaires étrangères.

Au cours de cette discussion, les socialistes ont manifesté, une fois de plus, contre « l'alliance de la démocratie française et du tsarisme autocratique », etc...

Delcassé leur a aussitôt répondu : « Jamais l'alliance franco-russe n'a été plus nécessaire ; jamais nous ne trouverons une meilleure occasion de témoigner notre fidélité à cette alliance qui sauvegarde puissamment les intérêts supérieurs des deux pays. »

Et, sauf les socialistes, la Chambre tout entière l'a vivement applaudi.

Quand, ce soir, je le félicite de sa courageuse intervention, il me lance, d'un œil malin :

— Croyez-moi, cher ami, ce qu'il y a de plus habile au monde, c'est le courage.

Lundi, 28 novembre 1904.

Le ministre des Affaires étrangères de Russie, comte Lamsdorff, et l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Hardinge, viennent de signer la « Déclaration » qui défère le litige du Dogger-Bank à une Commission internationale d'enquête, devant siéger à Paris.

La procédure, prévue par la Convention de La Haye, ne pouvait mieux s'appliquer, puisque le différend actuel a pour seule cause « une divergence d'appréciation sur des points de fait ».

Mercredi, 30 novembre 1904.

Il y a quelques jours, tandis que la Chambre discutait l'accord franco-anglais, du 8 avril dernier, Jaurès a cru pouvoir invoquer, pour défendre sa thèse de la *paix à tout prix*, l'autorité de « l'admirable et clairvoyant patriote

que fut Gambetta ». Et, faisant allusion à la rentrée possible de l'Alsace-Lorraine dans la communauté française, il a conclu : « De même que l'illustre chef de la Défense nationale, nous prétendons, mes amis et moi, que la conquête de nos provinces fut un *crime de la force*, mais que la réparation de ce crime ne doit pas être cherchée dans les *hasards de la force*... »

Il est exact qu'en 1876, Gambetta, s'adressant aux électeurs de Lille, a solennellement déclaré : « N'ayant au cœur d'autre but que de relever la France, de la refaire grande et sympathique, respectable et forte, j'espère qu'un jour, *rien que par l'ascendant du droit*, nous retrouverons, pour l'équilibre de l'Europe et le triomphe de la justice, nos frères séparés... »

Delcassé, qui a gardé le culte de Gambetta, me dit à ce propos :

— L'argumentation de Jaurès est un odieux paradoxe... Dans un discours public, Gambetta ne pouvait pas tenir un autre langage. Mais toute sa politique et toute sa vie protestent contre le pacifisme abominable de nos socialistes ! Ah ! ce n'est pas devant lui que Jaurès eût osé nous vanter les mérites de la Triple Alliance *comme le contrepoids nécessaire du chauvinisme franco-russe*. Quelle riposte foudroyante, quelles imprécations quels anathèmes il se fût attirés !... Non, cher ami, croyez-moi : Gambetta n'était pas assez naïf pour s'imaginer que nos provinces reviendraient, un beau jour, par le seul effet de la *justice immanente*. Même dans ses enthousiasmes les plus généreux, il gardait beaucoup de clairvoyance et de raison ; il tenait cela de son atavisme génois. Il savait donc très bien que, pour les nations qui s'abandonnent, la *justice immanente* ne se réalise jamais... Sans la force, le droit n'est rien.

Je lui fais observer qu'il raisonne ainsi comme Pascal et je lui cite la fameuse pensée : *La justice sans la force est impuissante ; il faut donc que ce qui est juste soit fort*... Il

se récrie d'admiration pour la profondeur, la hardiesse et l'incisive beauté de cet aphorisme. Puis je reprends :

— Somme toute, monsieur le ministre, vous ne concevez pas que l'Alsace et la Lorraine puissent nous revenir autrement que par une guerre?

Son visage se rembrunit aussitôt. Et, d'un ton sec, péremptoire, il me lance :

— Mais non !... Mais non !... Ce n'est pas du tout mon idée !... Je ne vous ai jamais dit cela !...

Sans un mot, je m'incline. Alors, d'une voix soudain calmée, il poursuit, gravement, comme s'il parlait à la tribune de la Chambre :

— Mon idée, la voici... J'ai l'intime conviction que, dans un avenir peu éloigné, l'arrogance et le charlatanisme de Guillaume II l'obligeront à tenter *les hasards de la force*, donc à nous déclarer la guerre ! Eh bien, je veux que, ce jour-là, nous soyons capables de nous défendre. Cette pensée, qui ne me quitte pas, domine toute ma politique... Mais je fais encore une autre prévision. Je crois que la mort de François-Joseph entraînera presque infailliblement la dislocation de la monarchie austro-hongroise, donc une grande crise européenne, qui aboutira, nécessairement aussi, à des remaniements de territoires, à des rectifications de frontières, à des échanges de colonies. Est-il déraisonnable de penser qu'en de pareilles conjonctures, l'Allemagne, ayant besoin de notre aide ou de notre neutralité, ne croira pas nous les payer trop cher par la révision du traité de Francfort ? L'histoire a vu des choses plus étonnantes. Mais, pour que l'Allemagne se résigne à nous rendre nos provinces perdues, il faudra qu'elle se reconnaisse impuissante à rien changer en Europe sans notre consentement et celui de nos alliés. Ainsi, je conçois très bien que, par les seuls moyens de la diplomatie, par le seul dynamisme de nos alliances, nous puissions recouvrer un jour l'Alsace et la Lorraine.

Jeu*di*, 1^{er} décembre 1904.

Le gouvernement italien va demander aux Chambres un crédit extraordinaire de 200 millions de francs « pour compléter l'organisation défensive des frontières du Royaume. » Ce crédit sera réparti entre les ministères de la Guerre et de la Marine ; les dépenses, qu'il va permettre d'engager, visent exclusivement une guerre avec l'Autriche. Voici les affectations principales :

Pour le ministère de la Guerre : réfection d'une partie de l'artillerie de campagne ; doublement de voies ferrées en Lombardie et en Vénétie ; organisation défensive des Alpes dans la région du Trentin et du Frioul ; construction d'un camp retranché à Vérone, etc...

Pour le ministère de la Marine : création d'un grand port militaire à Ancône ; mise en chantier de cuirassés et de croiseurs qui, par leur faible tirant d'eau, puissent utiliser le port de Venise, etc...

Le président du Conseil, Giolitti, compte faire voter cet important crédit sous une forme plus ou moins occulte.

Lundi, 5 décembre 1904.

Dès sa rentrée à Saint-Pétersbourg, notre ambassadeur, Bompard, est intervenu auprès de l'empereur pour l'amener à s'expliquer sur l'état des rapports franco-russes. Il lui a dit carrément :

— Je suis frappé de la campagne que l'on mène ici contre la France. Mon gouvernement y est représenté comme prêt à trahir la Russie en faveur de l'Angleterre. Et cet allié infidèle serait, au surplus, un allié sans valeur ; car son armée serait minée par l'indiscipline et sa flotte complètement désorganisée... La provenance de ces imputations calomnieuses nous est connue ; elles viennent de Berlin ; nous en avons la preuve certaine.

Que l'Allemagne témoigne du bon vouloir à la Russie, nous ne pouvons que nous en réjouir ; car c'est une garantie supplémentaire de la paix. Malheureusement, ce bon vouloir cache un autre dessein. L'empereur Guillaume poursuit — et cela aussi, nous le savons avec certitude, — l'arrière-pensée d'entraîner la Russie dans la querelle que l'Allemagne cherche à l'Angleterre, et il se dit que, du même coup, il détruirait l'alliance franco-russe. Cette manœuvre insidieuse, nous l'avons dépiquée jusque dans certains articles de notre presse radicale et socialiste. Mais elle n'a aucune chance de réussir en France : le gouvernement de la République et le peuple français demeurent plus que jamais fidèles à l'alliance russe : M. Delcassé l'a déclaré, l'autre jour, devant la Chambre des députés, qui a salué ses paroles par des applaudissements enthousiastes.

Nicolas II l'a interrompu :

— J'ai lu cette ferme et généreuse déclaration de M. Delcassé ; je m'en félicite d'autant plus qu'elle correspond à mes propres sentiments. Je suis résolu, moi aussi, à persévérer dans une alliance qui, depuis dix ans, n'a eu que d'excellents résultats, dont je bénéficie du reste actuellement. N'est-ce pas, en effet, notre alliance qui me permet d'enlever mes troupes sur la frontière de Pologne pour les expédier en Mandchourie ?

— Ainsi, le système politique de Votre Majesté n'a subi aucune modification ?

— Aucune modification... Je vous prie de le répéter à votre gouvernement. Pour moi, l'alliance franco-russe demeure aussi étroite et solide que par le passé. Si elle se manifeste présentement avec moins d'éclat aux imaginations, cela tient aux circonstances. Mais j'ai le plus vif désir de lui voir reprendre bientôt son ancien lustre.

En lisant devant moi ces déclarations de Nicolas II, Delcassé trépigne de joie ; ses yeux lancent des flammes.

Il reprend soudain sa gravité la plus froide et son regard le plus acéré pour lire les judicieux commentaires par lesquels Bompard a conclu le récit de son audience impériale :

« L'alliance franco-russe est donc intacte, mais elle évolue dans un milieu nouveau. Le temps n'est plus où elle était cimentée par une égale méfiance de la France et de la Russie à l'égard de l'Allemagne. Par ses prévenances pendant la guerre russo-japonaise, l'Allemagne a définitivement dissipé les préventions que sa conduite au Congrès de Berlin avait suscitées contre elle à Saint-Pétersbourg. Par contre, le gouvernement allemand n'est plus en mesure de lancer l'Autriche-Hongrie contre la Russie, ni l'Italie contre la France. L'accord austro-russe de 1897 au sujet des Balkans et l'accord franco-italien de 1896 au sujet de Tunis ont substitué à l'aigreur de jadis un état de relations cordiales. C'est l'Angleterre qui paraît devoir hériter, du fait de la guerre russo-japonaise, de l'animosité dont l'Allemagne, du fait de la guerre russo-turque, a joui de la part de la Russie pendant un quart de siècle. Ce sont là des conditions nouvelles qui, par elles-mêmes, ne portent pas atteinte à l'alliance franco-russe, mais que nous ne devons pas perdre de vue pour la direction de notre politique dans l'avenir. »

Mardi, 6 décembre 1904.

Hier, à Berlin, discussion intéressante devant le Reichstag.

Profitant d'une passe d'armes avec les socialistes, le chancelier Bülow s'est habilement appliqué à réfuter les critiques, parfois trop acerbes, que les journaux adressent à l'Allemagne. « Je ne peux concevoir, a-t-il dit, que l'idée d'une guerre anglo-allemande soit envisagée, avec sérieux, dans l'un ou l'autre pays. Tout homme raisonnable, qu'il soit Anglais ou Allemand, se rend compte des sacrifices et des pertes immenses qu'une guerre,

fût-elle des plus heureuses, entraînerait pour sa patrie. Non, vraiment, les risques ne vaudraient pas l'enjeu !... Vous comprendrez donc, messieurs, que je ne prenne pas au tragique l'hostilité dont une partie de la presse anglaise s'inspire envers nous. Je veux croire que les destinées de l'Allemagne et de l'Angleterre seront toujours conduites par des hommes calmes, qui sauront peser les véritables intérêts de ces deux grands pays. »

Mercredi, 7 décembre 1904.

Le Sénat vient de ratifier l'accord franco-anglais. Delcassé y a trouvé l'occasion de prononcer un excellent discours qui rappelle et synthétise dans un grand tableau toute notre activité diplomatique de ces dernières années. Sans chercher le moindre effet oratoire, il a résumé en ces termes l'œuvre accomplie :

« C'est l'Indo-Chine accrue ou fortifiée par l'établissement de la puissance française dans le bassin du Mékong. C'est le Maroc qui s'ouvre à notre action régénératrice. C'est l'Espagne qui, voisine et amie de la France en Afrique comme en Europe, se rend compte qu'elle a tout à gagner au succès de notre entreprise africaine. C'est l'Italie, avec laquelle nous sommes assurés désormais de ne pas nous trouver face à face et qui sait que, nulle part plus qu'en France, on ne saluera sympathiquement l'expansion de sa prospérité. C'est l'Angleterre enfin, heureuse comme nous-mêmes que nous ayons supprimé entre nous tant de causes graves de méfiance ou de conflit et qui ne voit plus dans notre pays, allié fidèle de la Russie, qu'un artisan éprouvé de la paix générale. »

Cette façon de situer chacune de nos alliances et de nos amitiés dans la hiérarchie de nos grands intérêts nationaux a je ne sais quoi d'élevé, de ferme et de lapidaire, comme une page d'histoire,

Samedi, 10 décembre 1904.

Le beau discours que Delcassé a prononcé naguère devant le Sénat, ce large et brillant tableau de notre activité diplomatique, n'était évidemment pas fait pour plaire en Allemagne. Aussi le comte de Bülow, qui s'était montré si amène et rassurant il y a cinq jours, vient de tenir devant le Reichstag un langage beaucoup moins placide. Répondant à une interpellation du socialiste Vollmar, le chancelier a dit :

« M. de Vollmar nous affirme que la situation de l'Europe est si tranquille que nous n'avons pas besoin d'accroître nos forces militaires. Certes, je ne mets pas en doute la sincérité des déclarations pacifiques que les gouvernements des grandes puissances nous ont maintes fois données. Mais je manquerais à mon devoir si je fermais les yeux aux courants souterrains qui, çà et là, poussent l'Europe à des complications guerrières. Pensez, messieurs, aux idées de revanche qui se manifestent fréquemment au delà des Vosges, et vous comprendrez que je ne considère pas la situation européenne avec autant d'optimisme que M. de Vollmar. Pensez enfin aux excitations de la presse anglaise et vous reconnaîtrez comme moi qu'il y a, dans le monde, beaucoup de matières inflammables. Une Allemagne forte est la meilleure garantie de la paix générale. »

Samedi, 17 décembre 1904.

La question du Maroc amène Delcassé à me parler de notre empire colonial, ce merveilleux empire que la République a fondé en vingt-quatre ans, et qui a successivement annexé au domaine français le Congo, la Tunisie, le Soudan, l'Annam, le Tonkin, le Laos, Madagascar, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Dahomey, le Ouadaï.



Et comme j'admire ce prodigieux enrichissement de notre patrimoine territorial, Delcassé m'interrompt :

— Moi, je suis moins admiratif que vous... Dans cet immense domaine, une grande partie ne m'intéresse nullement et, si j'en trouvais preneur à bon compte, je le vendrais volontiers. L'Indo-Chine et Madagascar sont des colonies trop lointaines, trop excentriques, dont l'administration est forcément très onéreuse et dont la défense pourrait nous causer de graves soucis pendant une guerre... Nous sommes avant tout une puissance continentale. C'est donc à proximité de la France continentale que nous devons rassembler nos efforts. La géographie, la politique, la stratégie et nos moyens matériels nous délimitent exactement notre empire colonial. J'y vois d'abord, en façade sur la Méditerranée, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ; puis l'hinterland saharien, le Tafilet, la Mauritanie, le Touat ; ensuite le Sénégal, le Soudan, le Niger, le Tchad, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey ; enfin l'Oubangui et le Congo. Nous aurions là de quoi suffire à notre activité durant des siècles... Mais n'oubliez pas que, dans cet empire colonial réduit à l'Afrique, j'inclus nécessairement le Maroc.

CHAPITRE IX

18 DÉCEMBRE 1904-II JANVIER 1905

Un accroc dans notre politique marocaine : le sultan Moulaï Abd-el-Aziz congédie notre mission militaire. — La Commission internationale d'enquête, appelée à statuer sur l'affaire du Dogger-Bank, tient sa première séance au Quai d'Orsay ; travail dans la coulisse. — Sur quels renseignements l'amiral Rojdestvensky se fondait-il pour reconnaître, dans les chaliutiers du Dogger-Bank, une embuscade de torpilleurs japonais ? Une ténébreuse machination de la police russe. — Delcassé est obligé d'accentuer encore sa nouvelle tactique de prudence et de temporisation au Maroc ; avis contraire de notre ambassadeur à Londres. — L'escadre russe arrive à Madagascar, où elle compte faire « une longue, très longue station ». Représailles auxquelles notre complaisance pour cette escadre nous expose de la part du Japon. — Irritation que l'entente franco-espagnole cause à Berlin. — Le baron de Holstein, « l'Éminence grise » de la Wilhelmstrasse, excite contre nous le chancelier de l'Empire : « l'Allemagne ne doit pas tolérer plus longtemps les insolences de M. Delcassé. » — Meilleures nouvelles du Maroc : le sultan Moulaï Abd-el-Aziz consent au maintien de notre mission militaire. — Capitulation de Port-Arthur. — L'escadre de l'amiral Rojdestvensky va-t-elle néanmoins continuer sa route ? La marche « au suicide »... — Delcassé craint de recevoir un ultimatum du Japon. — Notre ministre à Tanger, Saint-René Taillandier, part pour Fez, où il va délibérer avec le Maghzen sur les réformes qui s'imposent à l'Empire chérifien.

Dimanche, 18 décembre 1904.

Notre ministre à Tanger, Saint-René Taillandier, se disposait à partir demain pour Fez, quand le grand-vizir lui a fait savoir inopinément que, « vu le mauvais état

des finances chérifiennes et l'obligation de réduire les dépenses publiques, » le sultan avait résolu de congédier notre mission militaire. Ainsi, à la veille du jour où le ministre de France doit se rendre à Fez pour s'y concerter avec le Maghzen sur tout le programme des réformes nécessaires, Moulaï Abd-el-Aziz nous signifie, d'un trait de plume et sans la moindre prévenance, le renvoi de nos officiers.

Au reçu de la nouvelle, Delcassé a bondi, comme sous un outrage :

— Le renvoi de notre mission militaire est inacceptable, s'est-il écrié d'une voix furieuse, et je ne l'accepterai pas... Saint-René Taillandier doit se rendre à Fez, en toute hâte, et tenir au sultan le langage le plus énergique... Les musulmans ne comprennent que la force, ne croient qu'à la force. Quand ils résistent, on doit leur parler les yeux dans les yeux, le verbe haut, la cravache haute...

Il vient donc de télégraphier à Saint-René Taillandier : « Vous saurez faire entendre au sultan que la France a reçu sa parole et qu'elle la retient ; qu'elle lui a déjà maintes fois prêté son appui et qu'elle est prête à le lui continuer dans l'intérêt commun du Maroc et de l'Algérie ; qu'au surplus, la France a l'immuable volonté de poursuivre son œuvre marocaine, comme elle en a le pouvoir. »

Lundi, 19 décembre 1904.

Après vingt-quatre heures de réflexion, Delcassé envisage dans un esprit plus calme l'incident qui vient de surgir au Maroc. Le départ de Saint-René Taillandier pour la cour chérifienne va donc être ajourné, pendant que notre légation s'efforcera d'obtenir, par les procédés persuasifs, le maintien de notre mission militaire ; on examinera plus tard s'il y a lieu d'employer la manière forte,

Cette évolution s'est-elle produite spontanément chez Delcassé? J'en doute : je présume qu'il s'est cru obligé de mettre ses collègues ministériels au courant de la situation et qu'il les a trouvés catégoriquement hostiles à ses intentions premières. On a trop répété aux Chambres que notre œuvre marocaine excluait toute méthode coercitive ; on a trop usé de la formule optimiste : *pénétration pacifique*. Aujourd'hui que les circonstances commandent les moyens de rigueur, l'opinion publique n'y est aucunement préparée.

Mais, à ne se placer qu'au point de vue marocain, à ne considérer que la mentalité du sultan et de ses vizirs, l'inspiration première de Delcassé était juste : « Les musulmans ne comprennent que la force, ne croient qu'à la force. Quand ils résistent, on doit leur parler les yeux dans les yeux, le verbe haut, la cravache haute... »

Diné chez la comtesse de Fitz-James, avec le grand-duc Paul, la comtesse de Hohenfelsen, le marquis du Lau et Melchior de Vogüé. On y parle surtout de la Commission internationale qui doit se réunir demain, au Quai d'Orsay, pour statuer sur l'incident du Dogger-Bank. Le grand-duc et sa femme ne cachent pas la douleur qu'ils éprouvent « à l'idée que la marine russe, qui ne relève que de l'empereur, soit obligée de comparaître devant un tribunal étranger... un tribunal où siège un amiral anglais ! »

Mardi, 20 décembre 1904.

La Commission internationale d'enquête, appelée à statuer sur l'incident du Dogger-Bank, a tenu aujourd'hui sa première séance, au Quai d'Orsay.

La France est représentée par le vice-amiral Fournier, membre du Conseil supérieur de la Marine, qui serait notre amiralissime en temps de guerre ; la Russie, par le

vice-amiral Kaznakow ; l'Angleterre par le vice-amiral sir Lewis Beaumont.

Le vice-amiral Davis, qui doit représenter les États-Unis, a télégraphié, ce matin, de Douvres, qu'il passerait par Anvers et n'arriverait que demain soir à Paris ; il pria donc que l'on se mît au travail sans l'attendre ; pas un mot d'excuse ni d'explication. Comme il se trouvait hier à Douvres, il pouvait parfaitement être exact au rendez-vous. Ce sans-gêne yankee a obligé les trois autres commissaires à n'avoir aujourd'hui que des conversations officielles.

Dans la coulisse, Fournier, Beaumont et Kaznakow ont échangé quelques propos sur le choix du cinquième commissaire que la Commission devra désigner aussitôt que l'arrivée de l'amiral Davis lui permettra de siéger officiellement. D'un air très embarrassé, d'une voix très hésitante, Kaznakow a suggéré que l'empereur d'Autriche fût prié de désigner lui-même ce cinquième commissaire. Beaumont et Fournier ont saisi instantanément qu'il devait y avoir, entre les cours de Saint-Pétersbourg, Vienne et Berlin, une entente secrète pour que l'empereur François-Joseph désignât un amiral allemand. Nous savons, en effet, avec certitude, que l'empereur Guillaume est furieux de ce que sa marine ne soit pas représentée dans le grand procès naval qui va s'ouvrir. Beaumont et Fournier ont objecté que la Commission n'avait pas le droit d'abdiquer ainsi une de ses attributions les plus délicates ; ils accepteraient seulement que l'empereur François-Joseph fût prié de faire participer sa marine aux travaux de la Commission, en y déléguant le doyen de ses amiraux, le baron de Spaun. Et Kaznakow a consenti.

A midi et demi, Delcassé offre un déjeuner aux membres de la Commission et à leurs nombreux acolytes. Je suis parmi les invités.

L'amiral Fournier nous fait honneur par sa vive intelligence, l'autorité de sa personne et tout son beau passé de marin.

L'amiral sir Lewis Beaumont a grand air, la politesse froide, la parole précise et brève. En causant avec lui, je songe à ce *commodore*, que Taine admirait tant pour son laconisme flegmatique. Un jour, après un combat très rude, ayant forcé le navire ennemi à se rendre, il accueille le malheureux capitaine prisonnier par ces simples mots : *Fortune of war*. « Ce sont les chances de la guerre. »

L'amiral Kaznakow est, au contraire, pour tous les assistants, un objet de stupeur. Il porte la tête basse ; il a le regard torpide, les prunelles éteintes, la lippe et la moustache tombantes ; il ne s'exprime que par des lambeaux de phrases ; il semble ne rien voir, ne rien comprendre. Et c'est à cette malheureuse loque humaine que la Russie a confié sa cause devant l'aréopage européen, une cause où ce n'est pas moins que l'honneur de sa marine qui est en jeu.

Mercredi, 21 décembre 1904.

Dans l'affaire du Dogger-Bank, le point le plus délicat pour les Russes est d'établir qu'en ouvrant le feu sur de paisibles chalutiers, ils avaient un motif sérieux de les reconnaître pour des torpilleurs ennemis. On ne doute pas qu'ils n'aient été de bonne foi dans leur méprise. Encore doivent-ils démontrer que cette méprise n'était pas simplement un geste impulsif, une faute énorme d'inadvertance et de précipitation.

Or, l'amiral Rojdestvensky se borne à dire que des informations secrètes lui avaient signalé la présence de torpilleurs japonais dans la mer du Nord : il pouvait donc craindre d'être attaqué, surtout la nuit, quand il sortirait du Skagerrak. Mais d'où lui venaient ces informations secrètes?... Là-dessus, pas un mot. Il y a évidem-

ment un mystère, dont le gouvernement britannique ne se montre pas moins irrité qu'intrigué.

Nous considérant comme leurs meilleurs avocats devant la Commission internationale d'enquête, les délégués russes nous ont révélé très confidentiellement le mot de l'énigme.

Dans la matinée du 20 octobre, pendant que la II^e escadre doublait le cap Skagen, à l'extrémité du Kattégat, l'amiral Rojdestvensky reçut par son service d'espionnage un renseignement fort curieux : « Quatre torpilleurs japonais, achetés en Angleterre sous le nom d'un État neutre, puis détournés de leur destination fictive et dissimulés dans un fjord de la Norvège, guettent l'arrivée de l'escadre dans la mer du Nord... » On redouble donc de vigilance, le lendemain soir, aux approches du Dogger-Bank ; la crainte d'une embuscade hypnotisait, hallucinait tous les esprits. C'est pourquoi, vers une heure du matin, par une brume épaisse, le *Souvorow* et le *Kamitchatka*, découvrant soudain à contre-bord une flottille indistincte qui semblait vouloir leur barrer la route, n'hésitèrent pas un instant à tirer dessus. Aussitôt, l'escadre tout entière, prise de panique, lança toutes ses foudres.

J'ai pu savoir à qui remonte la responsabilité des informations secrètes sur la présence de quatre torpilleurs japonais dans la mer du Nord ; elles ont pour auteur un bas policier, Michel Harting, qui les a forgées de toutes pièces.

Cet individu, qui s'appelle de son vrai nom Abraham Hekkelmann, s'était jadis enrôlé dans le parti révolutionnaire, sous le pseudonyme d'Arcade Landesén. Un jour, las de fabriquer des bombes et de tramer des complots, il avait passé dans la police impériale, où il s'était bientôt signalé comme agent provocateur. Il avait ainsi déployé ses talents à Berlin, à Stockholm, à Genève, à Zurich, enfin à Paris. Là, son esprit fertile, ses belles facultés

d'astuce et de machination lui procurèrent de tels résultats qu'il fut adjoint au chef de la sûreté russe en France, le terrible Ratchkowsky (1).

Au mois de septembre dernier, il fut chargé d'organiser les services d'espionnage de la II^e escadre. En cette qualité, il explora ou fit semblant d'explorer les fjords de Bergen et de Stavanger, où il ne découvrit rien de suspect. Alors, pour justifier sa mission... et la note de ses frais, il conçut l'artificieux roman des quatre torpilleurs japonais embusqués dans les parages du Dogger-Bank. Et voilà comme il s'en est fallu de peu que la guerre n'éclatât, il y a deux mois, entre la Russie et l'Angleterre... L'escroquerie d'un abject policier a failli mettre le feu aux quatre coins de l'Europe!

Jeudi, 22 décembre 1904.

L'amiral Davis ayant terminé son voyage d'agrément et rallié enfin Paris, la Commission internationale d'enquête a pu tenir sa première séance officielle.

Comme il avait été convenu entre les amiraux Fournier, Beaumont et Kaznakow, la Commission a prié l'empereur François-Joseph de lui adjoindre, en qualité de cinquième commissaire, le doyen de l'amirauté impériale et royale, l'amiral baron de Spaun.

L'ambassadeur de Russie est venu confier à Delcassé qu'il a demandé à l'empereur de rappeler immédiatement l'amiral Kaznakow sous un prétexte de santé.

Le successeur est déjà nommé, c'est l'amiral Doubassow. Pour lui laisser le temps d'arriver, la Commission internationale a fixé sa prochaine séance au lundi 9 janvier.

(1) Je n'ai jamais connu personnellement Michel Harting, mais j'ai beaucoup entendu parler de lui par Ratchkowsky, par son successeur Rataiew, et surtout par leur auxiliaire, Manouïlow.

Je devais, en 1916, retrouver Manouïlow à Pétrograd, comme chef du cabinet du trop célèbre ministre Stürmer (Cf. *la Russie des tsars*, II, 171).

Vendredi, 23 décembre 1904.

Dans la conduite de nos affaires marocaines, Delcassé vient encore d'accentuer sa nouvelle tactique de prudence et de temporisation. Il semble avoir désormais éliminé de son programme toute idée de contrainte à l'égard du Maghzen. « Avant de lui faire sentir notre force, dit-il, avant même de la lui faire craindre, nous devons épuiser tous les moyens d'accommodement... Ne nous sommes-nous pas toujours présentés au sultan comme ses meilleurs amis, comme les meilleurs conseillers de son inexpérience et de sa faiblesse? Prouvons-lui, prouvons à l'Europe qu'en parlant ainsi, nous étions sincères... »

Voici l'explication de cette volte-face. Il y a cinq ou six jours, les socialistes ont fait savoir à Delcassé qu'ils avaient résolu d'ouvrir « une campagne violente et sans répit » contre sa politique marocaine, qui, selon eux, nous mène fatalement à une expédition militaire et, par suite, à un réveil de l'instinct guerrier dans la conscience française. Mais, affectant une grande joie de pouvoir s'expliquer « à cœur ouvert » devant eux, le rusé ministre leur a démontré qu'il est seul capable de résoudre *diplomatiquement* le problème marocain : « Si je quitte le pouvoir, si je disparaïs, c'est le parti colonial, c'est la clique d'Étienne qui prend la direction des affaires extérieures et c'est alors, infailliblement, la conquête militaire du Maroc, le réveil du chauvinisme français... » Depuis cette loyale explication, Jaurès déclare, dans les couloirs de la Chambre que l'on doit faire crédit à Delcassé pour le règlement de nos difficultés marocaines. Voir dans La Fontaine, la fable du *Loup devenu berger* :

Il s'habille en berger, endosse un hoqueton,
Fait sa houlette d'un bâton,
Sans oublier la corremuse.

Samedi, 24 décembre 1904.

Entre les socialistes et Delcassé, le pacte ou, du moins, l'armistice est conclu pour le règlement de nos difficultés marocaines. J'en trouve la preuve dans un article que l'*Humanité* publie ce matin, article qui fut écrit sous la dictée de Jaurès, mais qui ne porte aucune signature afin de paraître d'autant plus objectif et désintéressé.

Voici le thème de cet article :

Quelques journaux se sont émus du soudain revirement survenu dans l'attitude du sultan vis-à-vis de la France et ne sont pas loin de conseiller une action violente qui, en brusquant les choses, amènerait, paraît-il, le dénouement de la crise actuelle... Nous pensons tout le contraire. Des mesures coercitives ou seulement trop comminatoires constitueraient la pire des résolutions. Elles risqueraient de nous entraîner dans des aventures dont les suites échappent à toute précision et à tout calcul. C'est pourquoi nous recommandons à notre diplomatie la plus extrême prudence et le plus grand sang-froid.

Lundi, 26 décembre 1904.

Je déjeune chez Casimir-Perier (1) avec Alexandre Ribot, Paul Cambon et Francis Charmes.

Nous parlons de la crise marocaine. Tous les convives s'étonnent de l'irrésolution que Delcassé semble témoigner depuis quelques jours. Paul Cambon dit :

— Aussitôt que le sultan nous a signifié le renvoi de notre mission militaire, nous aurions dû expédier immédiatement Saint-René Taillandier à Fez... L'imprudence de Moulaï Abd-el-Aziz méritait une correction immédiate. Je connais bien les musulmans : je les ai pratiqués à

(1) Ancien président de la République, mort le 11 mars 1907.

Tunis et à Constantinople : ils ne respectent que la force... A Londres, nos amis ne comprennent pas nos tergiversations ; ils me disent très justement : *Puisque l'Angleterre et l'Espagne vous ont reconnu toute liberté d'action au Maroc, pourquoi n'agissez-vous pas?*... J'ai posé la question, ce matin, à Delcassé. Il s'est dérobé ; je n'ai rien pu tirer de lui.

Ribot l'interrompt :

— Moi aussi, j'ai vu Delcassé et je lui ai tenu le même langage. Mais, pas plus que vous, Cambon, je n'ai pu découvrir sa pensée. Il m'a d'ailleurs paru très soucieux.

— Eh bien, moi, s'écrie Francis Charmes, j'ai tenté vainement de le voir pour lui soumettre ma prochaine chronique de la *Revue des Deux Mondes* (1). Il m'a esquivé, comme un simple gêneur... Alors j'ai rédigé ma chronique telle que je concevais et par mes seuls moyens.

Puis, sur notre demande à tous, il nous expose le thème de son article :

— Je proteste d'abord contre la formule *pénétration pacifique du Maroc*, parce que cette image ne correspond pas, ne peut pas correspondre à la réalité des choses. Depuis que le monde est monde, on n'a jamais vu un pays en pénétrer un autre pacifiquement et lui imposer son hégémonie par la seule persuasion... La formule est d'autant plus dangereuse qu'elle s'adresse à des musulmans ; elle leur fait croire que nous sommes absolument résolus, et quoi qu'il arrive, à ne jamais nous servir de nos armes. Or, comme vous le disiez, Cambon, les musulmans ne respectent que la force, car ils y reconnaissent indubitablement la volonté divine... Quant à la mission de Saint-René Taillandier à Fez, je ne suis pas moins

(1) La « Chronique politique de la quinzaine » dans le numéro de la *Revue des Deux Mondes* en date du 1^{er} janvier 1905.

catégorique. Je n'admets pas que son voyage à la cour chérifienne soit ajourné par cela seul que le sultan, après l'avoir appelé, ne daigne plus le recevoir. Dès le premier instant, notre ministre aurait dû se précipiter à Fez pour y tenir tête à l'orage que nous voyons se former. Si, après deux ou trois jours de négociation, il n'avait pu briser la résistance du Maghzen, il serait parti en claquant les portes, sans un mot d'explication. Dès lors, c'est notre gouvernement qui prenait l'affaire en mains. Et, comme préambule de contrainte, nos troupes occupaient Oudjda... Voilà ce que nous aurions dû faire ou plutôt ce que nous devons faire, car il en est temps encore.

Casimir-Perier approuve chaleureusement. Il fait observer néanmoins que, si nous occupons Oudjda, nous risquons fort d'être peu à peu entraînés jusqu'à Fez.

— Oui, certes, répond Charmes, l'occupation d'Oudjda risque de nous entraîner jusqu'à Fez, je dirai même jusqu'à Marrakech. Mais, si l'on n'admet pas ces éventualités, il ne fallait pas ouvrir la question marocaine... Je crois d'ailleurs qu'une marche sur Fez ne serait pas très difficile ; j'en ai causé dernièrement avec Jonnart (1) et le général Lyautey (2) : ils estiment que l'opération n'exigerait pas plus de 12 000 hommes.

Vendredi, 30 décembre 1904.

Après avoir relâché, le 26 novembre, au Cap Lopez, le 6 décembre à Bahia-dos-Tigres, sur la côte d'Angola, enfin, le 11 décembre à Angra-Pequena, sur la côte du Namaland, l'escadre russe est arrivée hier à Sainte-Marie de Madagascar.

Depuis son départ de Vigo, l'amiral Rojdestvensky

(1) Gouverneur général de l'Algérie.

(2) Commandant les territoires du Sud-Oranais.

nous a plusieurs fois priés, suppliés, de l'admettre à stationner dans le port de Diégo-Suarez. Il ne nous avait pas dissimulé que « cette station serait longue, très longue », car il se proposait d'y remettre tous ses navires en bon état, d'y achever surtout l'instruction de ses équipages et de ses officiers, « par un entraînement méthodique, aux manœuvres de guerre ». Il faisait valoir en effet que Madagascar serait « sa dernière relâche paisible avant d'aller subir, au delà de l'Océan Indien, l'épreuve redoutable que la Providence lui réserve dans les mers de Chine ».

Assurément, nous ne pouvons qu'être touchés par ces considérations militaires, nautiques et morales. Mais avons-nous le droit de les prendre à notre compte? Je m'en explique avec Delcassé :

— Le port de Diégo-Suarez est la base stratégique de nos flottes dans l'Océan Indien ; il renferme un arsenal, des poudrières, des ateliers, des magasins, un parc d'artillerie, un dépôt de charbon, des casernes, des hôpitaux ; accueillir dans cette place d'armes une escadre belligérante, lui permettre non seulement d'y reprendre haleine et de s'y ravitailler, mais d'y faire un long séjour, de s'y réparer et, pendant ce temps-là, d'y perfectionner son instruction par des manœuvres de guerre, c'est en réalité mettre notre base stratégique à son service et l'autoriser à en tirer le profit que nous en tirerions nous-mêmes si nous étions en guerre avec le Japon. A quels périls cette violation flagrante du droit international ne nous exposerait-elle pas?... Tant que l'escadre russe naviguait dans l'Océan Atlantique, dans les parages du Sénégal et de la Guinée, les complaisances plus ou moins voilées que nous lui accordions, risquaient de nous attirer une protestation officielle du gouvernement japonais, peut-être même une injonction arrogante et péremptoire. L'affaire serait cependant restée sur le terrain des procédures diplomatiques. Mais, depuis que l'escadre russe est arrivée

dans l'Océan Indien, ne devons-nous pas craindre que des croiseurs japonais, se faulant par les Maldives et les Seychelles, ne viennent l'attaquer subrepticement à Diégo-Suarez, comme ils ont attaqué l'escadre de Port-Arthur au début des hostilités?... Quel affront ce serait pour nous!... Et pensez-vous que ces croiseurs hésiteraient à bombarder nos forts?

Delcassé m'arrête court :

— Allez vite chez Nélidow et dites-lui que c'est moi personnellement qui ne veux pas que l'escadre de Rojdestvensky séjourne à Diégo-Suarez... Indiquez-lui un autre mouillage, n'importe lequel!

— J'en ai un excellent à lui indiquer, la baie de Passandawa, sur le canal de Mozambique, derrière l'île de Nossi-Bé! C'est une rade qui... -

— Très bien, très bien!... Allez vite chez Nélidow.

Quand j'ai fini d'exposer ma thèse à l'ambassadeur de Russie :

— Je m'incline devant les raisons de M. Delcassé, me dit-il avec un douloureux soupir. Mais voilà une décision qui fera beaucoup de peine à Sa Majesté l'empereur!

Samedi, 31 décembre 1904.

Une lettre privée, qui émane d'un grand financier berlinois et qui est tombée *par hasard* entre nos mains, nous apprend que le baron de Holstein, la redoutable Éminence grise de la Wilhelmstrasse, poursuit de plus belle sa campagne haineuse contre la France. Le thème, qu'il exploite actuellement avec son âpre et mordante dialectique, est l'accord franco-espagnol du 3 octobre dernier. Il y voit non seulement une entente particulière sur le Maroc, mais le principe d'une entente générale sur les questions européennes. Or, depuis trente ans, depuis l'avènement d'Alphonse XII et surtout depuis son mariage avec une Habsbourg, les Empires germa-

niques se plaisaient à voir dans l'Espagne leur cliente et leur alliée naturelles. Ne gravitera-t-elle pas désormais dans l'orbite française? Ne va-t-elle pas s'inféoder à la grande coalition que Delcassé machine contre l'Allemagne?...

D'après la lettre que nous avons sous les yeux, ce raisonnement aurait démontré au chancelier Bülow que l'Allemagne ne doit pas tolérer plus longtemps « les insolences de M. Delcassé ».

Dimanche, 1^{er} janvier 1905.

Meilleures nouvelles du Maroc.

Effrayé de son audace récente et, comme toujours, instable dans ses décisions, le sultan Moulaï Abd-el-Aziz a consenti au maintien de notre mission militaire. Saint-René Taillandier va donc pouvoir partir bientôt pour Fez, où d'ailleurs les oulémas, les chefs des Zaouyas et tous les partisans du vieux régime, tous les bénéficiaires des vieux abus sont déchainés contre nous.

Lundi, 2 janvier 1905.

Port-Arthur, ce Gibraltar de l'Extrême-Orient, cette grande place d'armes qui se dressait à la pointe du Liaotoung, comme le symbole de la domination russe dans les mers de Chine, a capitulé ce matin.

La nouvelle parvient au Quai d'Orsay, à 5 heures du soir.

Delcassé, le visage effrayé, me demande :

— Et l'escadre de Rojdestvensky?... Va-t-elle pouvoir continuer sa route? Ne ferait-elle pas mieux de rebrousser chemin et de revenir dans la Baltique?... En tout cas, elle ne doit plus rester à Madagascar ; je ne veux plus qu'elle y reste ; car désormais nous sommes exposés à recevoir, d'un jour à l'autre, un ultimatum du Japon. Et l'opinion française ne me soutiendrait pas !

— Il est évident que la reddition de Port-Arthur confère aux Japonais la maîtrise absolue de la mer. Le rôle de l'*Armada* russe est donc terminé, puisque son objectif était la délivrance de Port-Arthur. D'ailleurs, sans une base fortifiée dans le golfe du Petchili, comment pourrait-elle y renouveler ses approvisionnements, y effectuer ses réparations?

— Alors, qu'elle retourne dans la Baltique... et au plus vite!

— Elle peut également essayer d'atteindre Wladivostok. Mais autant dire qu'elle irait au suicide; car les Japonais ne lui laisseraient pas franchir le Détroit de Corée... C'est du moins ce que le commandant de Freycinet et le commandant Yépantchine m'expliquaient l'autre jour.

A 6 heures et demie, je fais visite à la baronne douairière de Berckheim, dont le mari commandait, en 1870, l'artillerie de la Garde, à l'armée du Rhin :

— Ah! me dit-elle, pourquoi Bazaine n'a-t-il pas défendu Metz comme Stœssel a défendu Port-Arthur! Un siège de onze mois!... C'est encore plus beau que la résistance de Masséna dans Gênes!

Mercredi, 4 janvier 1905.

Delcassé me parle de Thiers et de son rôle pendant la guerre de 1870 :

— Un triste rôle... me dit-il, et qui prouve que, pour avoir écrit l'histoire de la Révolution, il ne l'a pas comprise!... Pas un instant, il n'a eu le vrai sentiment de l'intérêt national... Tous les historiens nous vantent sa mission diplomatique à Florence, à Vienne, à Saint-Pétersbourg. Autant d'erreurs!... Pour obtenir une intervention de l'Europe, il ne fallait pas se présenter avec l'air d'un mendiant à la porte de toutes les capitales; il fallait prouver d'abord que nous étions résolus à nous

battre jusqu'à l'extinction de nos forces... On ne secourt pas ceux qui s'abandonnent et se désespèrent ; on ne vient en aide qu'à ceux qui résistent... Au lendemain de Sedan, il n'y avait qu'une politique à suivre, une seule : continuer la guerre ; improviser des armées ; renouveler, aux yeux du monde, le miracle de 1792... Et ce miracle, la France l'a trop souvent accompli dans son histoire pour qu'on ne l'en croie pas toujours capable... Voilà ce que Gambetta a si bien senti, sous le coup de nos désastres, et voilà pourquoi je le considère comme un des plus grands serviteurs de la patrie française (1) !

Mardi, 9 janvier 1905.

Un torpilleur russe, qui a réussi à s'échapper de Port-Arthur, avant-hier, dans la brume, est allé porter à Tché-fou ce télégramme du général Stœssel à l'empereur Nicolas :

Les Japonais sont maîtres de toutes nos lignes. Nous ne pourrons plus tenir longtemps : nous devons capituler.

Grand souverain, pardonne-nous ; car nous avons fait tout ce qui était possible. Juge-nous avec miséricorde. Onze mois durant, une lutte incessante a consumé nos forces.

(1) Il est curieux de noter qu'au soir même de Sedan, le futur maréchal de Hindenbourg, alors simple lieutenant au 3^e régiment de la Garde prussienne, avait déjà formulé ce jugement. L'illustre maréchal raconte dans ses *Mémoires* que, le 1^{er} septembre 1870, en apprenant la capitulation de l'ennemi, tous ses camarades se répétaient joyeusement : « C'est la fin de la guerre !... » Le jeune lieutenant Hindenbourg croyait, au contraire, que les nouveaux maîtres de la France allaient poursuivre la lutte. Et, quelques semaines plus tard, il approuvait la perspicacité de Gambetta : « Selon moi, dans le geste que faisait la République française en prenant les armes alors que l'Empire avait été contraint de les déposer, il ne fallait pas voir seulement une manifestation élevée de patriotisme, mais aussi une appréciation exacte des possibilités que l'avenir ménageait encore à la France... Je persiste à croire que si au lendemain de Sedan, la France avait renoncé à se battre, elle aurait perdu la plus grande partie de sa dignité nationale et, par là, tout espoir en un destin meilleur.

Les trois quarts de la garnison remplissent les hôpitaux ou les cimetières. Le dernier quart n'occupe pas moins de 27 verstes sans pouvoir alterner pour un bref repos. Les hommes sont devenus des ombres.

STÖESSEL.

D'autre part, le général Stœssel a reçu du maréchal Yamagata ce message :

Il a plu à Sa Majesté le Mikado de me faire savoir que, prenant en considération votre belle conduite, Elle désire que les honneurs militaires vous soient rendus. Sa Majesté a daigné ordonner aussi que vos officiers gardent leurs épées.

Mercredi, 10 janvier 1905.

D'après ce que me rapporte le chef de la Sûreté russe, arrivé de Saint-Petersbourg hier soir, la conduite du général Stœssel, gouverneur de Port-Arthur, n'aurait été rien moins qu'héroïque.

Ces derniers jours, dans les salons de Paris, on ne cessait de répéter : « La défense de Port-Arthur par Stœssel est un fait d'armes aussi glorieux que la défense de Gênes par Masséna en 1800, ou la défense de Saragosse par Palafox en 1809 »... On a jugé trop vite. Depuis quelque temps déjà, Stœssel avait perdu courage : ses nerfs ne lui obéissaient plus.

Le véritable défenseur de Port-Arthur, l'âme de la résistance, était le général Kondratchenko, tué deux semaines avant la capitulation. Officier du génie, comme le général Todleben, défenseur de Sébastopol, il avait la même bravoure intrépide et contagieuse, la même volonté calme, tenace, impliable (1).

(1) Dès son retour en Russie, le général Stœssel fut cité à comparaître devant le tribunal supérieur militaire de Saint-Petersbourg, sous l'accusation d'avoir capitulé dans des conditions humiliantes et sans avoir

Et, puisque j'évoque ici les grands sièges historiques, où la tension des énergies humaines fut portée au maximum, ne dois-je pas nommer encore les sièges de Numance, de Gergovie, d'Alésia?...

Mercredi, 11 janvier 1905.

Notre ministre à Tanger, Saint-René Taillandier, s'est embarqué aujourd'hui, à bord du croiseur le *Du Chayla*, qui va le conduire à Larache. Il pense arriver à Fez le 25 janvier.

épuisé tous les moyens de résistance de la place. Reconnu coupable, il fut condamné à mort, le 20 février 1908. Mais l'empereur atténua la rigueur du verdict, en commuant la peine capitale en dix ans de forteresse. Le condamné fut définitivement gracié en 1910.

CHAPITRE X

12 JANVIER - 9 FÉVRIER 1905

Malgré la capitulation de Port-Arthur, l'empereur Nicolas est plus résolu que jamais à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. — Les scandales de la délation militaire obligent le cabinet Combes à se retirer. — A Saint-Petersbourg, la solennité religieuse de l'Épiphanie est marquée par un attentat contre le Palais d'Hiver. Le lendemain, grève générale ; symptômes alarmants ; le prêtre Gapone. — Appel direct des ouvriers à l'empereur. — La journée tragique du 22 janvier. — Appréciation du grand-duc Paul sur cette journée : « Le sang a coulé à flots. C'est impardonnable autant qu'irréparable... » — Constitution du nouveau cabinet. Le ministre des Finances, Maurice Rouvier, assume la présidence du Conseil ; Delcassé garde son portefeuille. — Le lord civil de l'Amirauté britannique prononce devant ses électeurs un discours qui déchaîne les colères du peuple allemand : « La Grande-Bretagne doit tenir les yeux bien ouverts du côté de la Mer du Nord... » — L'empire colonial de la France ; limites que Delcassé lui assigne.

Jeu*di*, 12 janvier 1905.

Sur nos instances réitérées, l'amiral Rojdestvensky a renoncé au mouillage de Diégo-Suarez, pour se rendre à la baie de Passandawa.

Cette baie s'ouvre sur le canal de Mozambique, en face des îles Comores ; elle constitue un excellent abri, car elle s'étend sur 20 kilomètres de largeur et 50 de longueur, en arrière de Nossi-Bé qui en protège les abords.

L'escadre russe est venue s'y ancrer le 9 janvier ;

elle y a été rejointe par la division de l'amiral Fölkersam, qui a fait route par Suez et Djibouti.

La II^e escadre de l'Océan Pacifique est donc maintenant réunie au complet dans les eaux malgaches ; elle ne compte pas moins de trente-cinq navires de guerre et quatorze transports, soit environ 150 000 tonnes.

D'après ce qui nous est confié, l'amiral Rojdestvensky a l'intention de reprendre la mer dans une dizaine de jours.

Samedi, 14 janvier 1905.

Plus résolu que jamais à poursuivre la guerre contre le Japon, Nicolas II vient d'adresser à ses armées de terre et de mer cet ordre du jour :

Port-Arthur est tombé aux mains de l'ennemi. La lutte pour la défense de cette place a duré onze mois.

Pendant plus de sept mois, la glorieuse garnison a été séparée du reste du monde et privée de tout secours. Elle a enduré des privations matérielles et des souffrances morales infinies pendant le cours des succès de l'adversaire.

Une poignée de Russes sacrifiant leur vie et leur sang ont résisté aux furieuses attaques de l'ennemi, dans le ferme espoir que la place serait secourue.

La Russie a vu avec orgueil leurs actes héroïques et le monde entier s'est incliné devant tant de bravoure.

Qu'un éternel souvenir soit consacré aux glorieux Russes qui ont péri en défendant Port-Arthur et sont morts loin de leur pays pour la cause de la Russie, le cœur plein d'amour pour leur empereur et pour leur patrie.

Notre adversaire est brave et fort, et il est excessivement difficile de lutter contre lui à dix mille verstes des sources de notre force ; mais la Russie est puissante, et, pendant les mille années de son existence, elle a subi des épreuves plus graves encore et a été menacée de plus grands dangers : elle est chaque fois sortie plus forte de la lutte.

Je suis convaincu, comme toute la Russie, que l'heure du triomphe viendra bientôt.

Je prie Dieu de veiller sur moi, sur mes troupes et sur ma flotte, afin que nous puissions ensemble terrasser l'ennemi et défendre l'honneur de la Russie.

NICOLAS.

Lundi, 15 janvier 1905.

Le périple de l'*Armada* russe offre aux journalistes allemands un thème précieux pour compromettre la France au regard de son alliée.

C'est ainsi que l'organe ultra-conservateur, la *Gazette de la Croix*, ne manque pas une occasion de répéter que « tout le sort de la II^e escadre est dans les mains du gouvernement français » ; il en conclut que, « si le gouvernement de la République refuse ou marchande son appui à cette vaillante escadre, il assumera, devant le peuple russe et devant l'histoire, la responsabilité des épreuves désastreuses que la guerre d'Extrême-Orient réserverait alors inévitablement à l'empire des Romanow. »

Il est superflu d'ajouter que ces articles perfides sont aussitôt reproduits et signalés dans toute la presse russe.

Mardi, 17 janvier 1905.

Je notais hier les insidieux efforts des journaux allemands pour exploiter contre la France les déboires et les colères du peuple russe.

Or, il nous arrive de Londres un renseignement qui donne à cette campagne de presse tout son caractère de machiavélisme et d'escobarderie. Le nouvel ambassadeur d'Angleterre à Paris, précédemment sous-secrétaire d'État permanent au *Foreign Office*, sir Francis Bertie,

a confié à Paul Cambon que, durant l'automne de 1903, l'empereur Guillaume avait dit au ministre du Japon, Inouyé : « Dans votre querelle avec Saint-Pétersbourg, vous avez cent fois raison. Ne vous laissez donc pas intimider par la Russie et même attaquez-la... Vous aurez toutes les chances pour vous : le concours de l'Angleterre vous est acquis ; la France ne bougera pas ; quant à moi, j'observerai, dans nos relations, une neutralité bienveillante... » Le gouvernement japonais, ne sachant que penser de ces paroles étranges, les avait aussitôt rapportées au gouvernement britannique pour les tirer au clair. Lord Lansdowne avait répondu au vicomte Hayashi : « L'empereur Guillaume est un agité qui ne cherche qu'à brouiller les cartes. Vous ne sauriez trop vous méfier de ses encouragements. Personne ne peut compter sur lui. »

Cette confidence de sir Francis Bertie s'accorde exactement avec une information secrète que nous avons reçue de Berlin, au début de novembre 1903, quand Motono est venu demander officiellement à Delcassé l'entremise du gouvernement français pour faciliter le règlement amiable du litige russo-japonais. Delcassé m'avait dit alors : « Quel fourbe, ce Guillaume !... Hier il excitait les Russes contre les Japonais ; aujourd'hui ce sont les Japonais qu'il excite contre les Russes... Il veut absolument que la guerre éclate en Mandchourie, pour avoir les mains libres en Europe. Donc, à tout prix, cette guerre, je dois la conjurer... »

Mercredi, 18 janvier 1905.

Le ministère Combes, dont la majorité s'effritait de jour en jour, a donné sa démission. Il n'a donc pas été renversé par un vote des Chambres : il périt par l'immense dégoût qu'il a provoqué dans tout le pays en favorisant et glorifiant les nauséuses pratiques de la délation militaire.

Je déjeune, chez mon collègue et ami, Soulange-Bodin, avec l'amiral Doubassow qui remplace l'amiral Kaznakow à la Commission d'enquête sur l'affaire du Dogger-Bank.

Aide de camp général de l'empereur, ancien attaché naval à Berlin, Fédor-Wassiliéwitch Doubassow a sur son prédécesseur l'avantage d'une belle prestance et d'une physionomie très vive.

Pendant tout le déjeuner, causerie banale et mondaine.

Au fumoir, Soulange-Bodin demande à l'amiral s'il pense que les débats devant la Commission d'enquête se prolongeront beaucoup.

— Je n'en ai aucune idée, répond-il.

— Mais, dis-je, la question me semble résolue par les dépositions que l'autorité britannique a recueillies de ses ressortissants et que le *Times* a publiées. Tous les éléments du litige sont maintenant connus. La besogne de la Commission est donc à moitié faite.

Doubassow paraît songeur ; il finit par avouer qu'il n'a pas ouvert un journal depuis longtemps.

Et c'est demain que la Commission d'enquête inaugure ses travaux ! Et le porte-parole de l'Amirauté russe en est encore à ne pas savoir que les pièces décisives du procès ont été publiées, discutées par toute la presse anglaise !

Puis nous parlons de l'amiral Rojdestvensky et de sa triste *Armada*. Entre deux bouffées de cigare, l'insouciant Doubassow s'écrie :

— Ah ! ce cher Zinovéï-Pétrowitch. Comment va-t-il?... Où est son escadre en ce moment ?

— Je pense qu'il va bien. Son escadre était naguère encore à Sainte-Marie de Madagascar ; elle vient de se transporter dans la baie de Passandawa, près de Nossi-Bé ; elle y restera jusqu'à son appareillage pour les mers de Chine.

Le regard indécis et lointain de l'amiral nous fait comprendre que ces noms géographiques n'évoquent

rien pour lui. Alors, prenant un atlas, Soulange-Bodin lui montre une carte de Madagascar. Et nous le voyons, avec stupeur, suivre du doigt les contours de la grande île française, dont il épelle difficilement les noms : Tananarive, Tamatave, Diégo-Suarez, Nossi-Bé... Les Comores l'étonnent beaucoup. Mais il va de surprise en surprise ; car il s'exclame soudain :

— Oh !... le canal de Mozambique !... Je ne croyais pas que c'était là !...

Jeudi, 19 janvier 1905.

D'après le calendrier de l'Église orthodoxe, c'est aujourd'hui la fête de l'Épiphanie, dont le principal rite est « la bénédiction des eaux ».

A Saint-Petersbourg, la solennité s'accomplit habituellement avec une pompe magnifique, sur le quai du Palais d'Hiver, en présence de l'empereur et de toute la famille impériale.

Or, ce matin, pendant que le métropolite, Mgr Antonius, commençait à bénir la Néwa et que les salves d'artillerie alternaient avec les hymnes religieux, l'office fut interrompu soudain par un vacarme effroyable de vitres brisées, dont les éclats retombaient sur les assistants et jusqu'aux pieds de l'empereur.

Quand l'émotion fut calmée, on s'aperçut que le premier étage du palais était criblé de balles. L'enquête ne fut pas longue : elle établit qu'une des batteries, postées sur l'autre bord de la Néwa pour l'exécution des salves réglementaires, avait tiré à mitraille.

Il s'agit là, certainement, d'un attentat qui visait l'empereur ; car on ne s'explique pas que, sans des complicités multiples, les canons aient pu être chargés avec des obus à shrapnells : l'hypothèse d'une méprise est donc inadmissible (1).

(1) Les officiers commandant la batterie en cause et une soixantaine

On signale seulement quelques blessés dans les rangs de la Garde.

Vendredi, 20 janvier 1905.

Depuis quelques mois ou, plus exactement, depuis le voyage du président de la République et de Delcassé à Rome, l'État-major austro-hongrois ne cesse pas d'augmenter ses moyens d'action sur la frontière du Tyrol, du Trentin, de la Carinthie et de l'Isonzo. L'état-major italien, qui s'en émeut beaucoup, a entrepris l'exécution de grands travaux défensifs dans le Val Camonica et dans le Frioul.

Cependant, les relations diplomatiques des deux *puissances alliées* se poursuivent extérieurement sur le ton le plus aimable. Et le chancelier d'Allemagne, comte de Bülow, s'en félicitait à haute voix naguère encore.

Samedi, 21 janvier 1905.

Grève générale à Saint-Petersbourg. Les ouvriers, qui ne sont pas moins de 140 000, parcourent la capitale dans toutes les directions. Jusqu'ici, et quelque ampleur qu'ait pris le mouvement, aucun acte de violence n'est signalé.

Mais ce qui est un fait nouveau et très caractéristique, c'est que les grévistes ont accepté pour chef un jeune prêtre, ardent et miséreux, ancien aumônier des prisons, le pope Gapone. Ils lui obéissent aveuglément. Disciple de Tolstoï, il ne cesse de leur rappeler qu'un serviteur du Christ ne doit jamais répondre à la violence par la violence. Tel est son prestige dans les milieux populaires

de leurs hommes ont été traduits devant la justice militaire. Le 18 mars, le Conseil de guerre a condamné : 1^o les capitaines Davidow et Kartzew à dix-huit mois de forteresse ; 2^o le lieutenant Roth à quinze mois de la même peine ; tous les trois seront ensuite exclus de l'armée. Les artilleurs reconnus coupables sont envoyés dans les corps disciplinaires de Sibérie.

que la police n'a pas encore osé l'arrêter. Mais le Saint-Synode vient de fulminer contre lui l'anathème.

Pour demain dimanche, Gapone a organisé un grand cortège, qu'il dirigera lui-même, précédé par des croix et des icones. Le cortège se rendra, sans une arme et sans un cri, devant le Palais d'Hiver pour remettre une pétition du peuple russe aux mains de l'empereur. « Sa Majesté le tsar, dit-il, ne peut pas refuser d'accueillir ses enfants. Si la police et les cosaques nous barrent le chemin, nous ne reculerons pas. Si l'on nous repousse par la force, nous ne riposterons pas ; nous nous ferons massacrer sur place. Comme je serai en tête, mon sang sera le premier versé. »

Dimanche, 22 janvier 1905.

Journée tragique à Saint-Pétersbourg.

Conduits par le prêtre Gapone, qui portait un crucifix, 15 000 ouvriers se sont présentés devant le Palais d'Hiver pour remettre au tsar leur éloquente supplique : *Nous venons à vous, notre souverain, vous demander justice et protection... Nous sommes traités comme des esclaves... Notre souffrance est intolérable... Nous sommes arrivés à la limite extrême de l'endurance humaine... Sire, ne nous refusez pas votre aide. Renversez le mur qui vous sépare de votre peuple. Et votre nom sera gravé pour jamais dans notre cœur.* Ils étaient sans armes, et chantaient des hymnes religieux.

Quand le flot populaire débouche de la Perspective Newsky sur la place du Palais, un officier de police lui intime l'ordre de se disperser. Le prêtre Gapone essaie de parlementer. Mais soudain une fusillade éclate. Plusieurs centaines de morts et de blessés couvrent le sol. Gapone tombe, le crucifix à la main ; ses amis l'emportent. La foule se répand alors dans toute la ville en poussant des cris d'horreur.

A Paris, la nouvelle est connue dès 6 heures, par les journaux du soir.

Je dîne chez la comtesse Véra de Talleyrand-Périgord, veuve de l'ancien ambassadeur de Napoléon III à Saint-Pétersbourg. J'y retrouve le duc et la duchesse de Bisaccia, la comtesse Robert de Fitz-James, le comte et la comtesse d'Haussonville, le comte et la comtesse Arthur de Vogüé, la vicomtesse de Gaigneron, et le comte Louis de Turenne ; on attend le grand-duc Paul et la comtesse de Hohenfelsen.

Comme ils tardent à venir, eux toujours si exacts, on se demande si, d'une minute à l'autre, ils ne vont pas faire savoir qu'ils sont trop affligés pour sortir. Et l'on se hâte de vitupérer contre l'empereur Nicolas qui n'a pas eu le courage ou l'intelligence de recevoir la supplique respectueuse des grévistes et qui a fait ouvrir le feu sur une foule désarmée. Je constate une fois de plus combien la société parisienne est devenue hostile au régime tsariste.

Mais voici le grand-duc et son épouse. Leur sourire forcé ne réussit pas à dissimuler la crispation douloureuse de leurs traits.

Olga-Valérianowna me dit, à part :

— Ne me quittez pas trop ce soir ; je suis triste à mourir, je voudrais me plonger la tête dans un oreiller pour pleurer à mon aise... Quelle horrible journée ! Maintenant, c'est la révolution, c'est la fin !... J'espérais tant qu'il n'y aurait pas de sang versé ! La catastrophe d'aujourd'hui est irréparable !...

Après le dîner, qui fut morne, le grand-duc s'enferme seul avec moi, dans un boudoir :

— Eh bien, s'exclame-t-il avec un soupir déchirant. Eh bien ! Nous sommes perdus, n'est-ce pas ? Vous voyez : au dedans comme au dehors tout s'effondre !

Des larmes lui coupent la parole. Quand je l'ai un peu réconforté, il poursuit :

— Mais pourquoi l'empereur n'a-t-il pas reçu les délégués des grévistes? Leur attitude n'avait rien de séditionnel... Toute la journée, dans l'attente des nouvelles, j'ai prié Dieu qu'il n'y eût pas une goutte de sang versé... Et le sang a coulé à flots! C'est impardonnable autant qu'irréparable... Supposez que l'empereur eût daigné recevoir les délégués, supposez qu'il leur eût dit : *Mes enfants, vous avez fait appel à moi. Je vous écoute, parce que je suis le père de mon peuple... Je vais étudier moi-même les réformes que vous demandez. Soyez sûrs que je ferai tout le possible pour secourir votre misère... Et maintenant, retournez en paix chez vous. Ayez confiance dans votre tsar...* S'il leur avait tenu ce langage, ce n'aurait été qu'un cri d'amour pour lui à travers toute la Russie. Et nous étions sauvés!

Mercredi, 25 janvier 1905.

Le nouveau ministère est constitué, sous la présidence de Rouvier, ministre des Finances.

Delcassé reste au Quai d'Orsay. Étienne, Chaumié, Berteaux et Thomson reçoivent les portefeuilles de l'Intérieur, de la Justice, de la Guerre et de la Marine. Certes, la combinaison manque d'éclat; mais on peut croire que les immondes pratiques de la délation dans l'armée ont pris fin.

Je reçois à dîner chez moi le grand-duc Paul, la comtesse de Hohenfelsen, le comte et la comtesse d'Haussonville, le baron de Courcel, le général Pendézec et quelques intimes.

Au fumoir, le grand-duc s'isole avec notre chef d'état-major et l'interroge anxieusement « sur les chances de victoire qui restent encore à l'armée russe dans les plaines de Mandchourie... » Le général Pendézec lui répond, avec sa franchise habituelle :

— Si l'escadre de l'amiral Rojdestvensky vous rend la maîtrise de la mer, je crois que les Japonais seront bientôt réduits à vous demander la paix. Sinon, je ne conçois plus pour vous qu'un seul moyen d'obtenir la victoire finale : c'est de vous replier à trois ou quatre cents kilomètres vers le Nord, entre Khirine et Kharbine, de vous y retrancher solidement et d'y préparer, avec beaucoup de renforts, une belle reprise d'attaque pour le printemps de 1906.

— Mais, s'écrie le grand-duc, notre situation intérieure ne nous permettra certainement pas de continuer la guerre aussi longtemps !

— Cela, Monseigneur, ce n'est plus de la stratégie, c'est de la politique. Et je n'y connais rien.

Quand le grand-duc Paul et Mme de Hohenfelsen nous ont quittés, vers 11 heures, mes convives échangent librement leurs opinions sur les périls, désormais trop évidents, qui menacent le tsarisme. On ne s'indigne plus néanmoins, comme il y a quelques jours, contre les brutalités de la police impériale ; on ne s'attendrit plus guère « sur les malheureux ouvriers de Saint-Petersbourg qui défilaient si pieusement derrière leurs icones ». Les invectives écumantes de la presse radicale et socialiste ont amené beaucoup d'esprits à se poser la question de Barnave : « Le sang répandu était-il donc si pur ? »

Samedi, 28 janvier 1905.

Le nouveau cabinet, qui s'est présenté hier devant la Chambre, y a trouvé un assez bon accueil, sauf naturellement du côté des radicaux et des socialistes.

Ce matin, dans l'*Humanité*, Aristide Briand accuse Rouvier « d'avoir cédé aux sommations cléricales et réactionnaires » en sacrifiant un général, « aimé de tout le pays républicain, » le général André... Puis, il prend vivement à partie Delcassé : « Pour comble de ~~maladresse~~, »

la déclaration ministérielle a cru devoir rappeler le pacte qui lie notre pays de liberté à la gémissante et pitoyable Russie. Une protestation indignée d'Allard contre cette phrase intempestive, amena à la tribune M. Delcassé. Le ministre des Affaires étrangères pouvait se tirer à peu de frais de la situation difficile où l'avait conduit son défaut de prévoyance. Il lui suffisait de dire que nous n'avions pas à nous ingérer dans la politique intérieure d'un autre pays si nous voulions rester nous-mêmes à l'abri de toute immixtion du dehors dans nos propres affaires. Mais M. Delcassé voulut faire du zèle ; à la stupéfaction de toute la Chambre, se faisant, selon la belle expression de Jaurès, *l'avocat d'office de l'égorgement d'un peuple*, il essaya de plaider les circonstances atténuantes au profit des massacreurs. C'en était trop. A partir de ce moment, pour les socialistes et les démocrates sincères, la cause du nouveau cabinet était jugée. Il ne leur était plus possible de lui accorder leur confiance. »

Lundi, 30 janvier 1905.

Dans la région de Moukden, l'armée japonaise vient de remporter un nouveau succès, à San-de-pou.

Le gouvernement et le peuple russes concentrent désormais leurs derniers espoirs sur *l'invincible Armada*, qui stationne toujours à Madagascar.

L'amiral Rojdestvensky estime, avec raison, que la chute de Port-Arthur et la destruction de la 1^{re} escadre ont encore accru les énormes difficultés de sa tâche. Aussi, en vue de l'effort suprême que la Russie attend de lui, s'applique-t-il à développer au maximum l'instruction navale et militaire de ses équipages. Quotidiennement, il les exerce et les entraîne, soit dans la baie de Passandawa, soit au large de Nossi-Bé. Mais il ne se passe pas de jour non plus où Delcassé ne me demande :
— Eh bien, sont-ils partis?

Néanmoins, il n'admet pas que nous intimions à Rojdestvensky l'ordre de poursuivre sa route... Et je l'approuve, car, si je ne doute plus que la II^e escadre ne soit vouée à un désastre, n'ayons pas à nous reprocher plus tard de l'y avoir poussée.

Mercredi, 1^{er} février 1905.

Saint-René Taillandier est arrivé, le 26 janvier, à Fez ; il avait débarqué à Larache, le 12 janvier, et s'était mis en route, le surlendemain, pour la capitale chérifienne.

Vendredi, 3 février 1905.

Dans mes conversations avec les policiers de l'*Okhrana*, Rataïew, Manouïlow, etc..., j'ai sans cesse l'impression que, sous les apparences majestueuses du tsarisme et les formes séduisantes de son aristocratie, la civilisation du peuple russe est en retard de plusieurs siècles sur la civilisation des peuples occidentaux. Et je me rappelle le mot si profond de Joseph de Maistre, pendant sa mission à Saint-Petersbourg : « On se trompe ici, lorsqu'on écrit 1815 ; on devrait écrire 1515, car nous sommes encore au seizième siècle. »

Samedi, 4 février 1905.

Toute la presse allemande jette feu et flamme sur l'Angleterre, à cause d'un discours que Mr Arthur Lee, lord civil de l'Amirauté, vient de prononcer devant ses électeurs d'Eastleigh.

Amené à s'expliquer sur la nouvelle répartition des flottes anglaises, Mr Lee avait simplement émis l'opinion que « le centre de gravité des forces navales, en Europe, s'est déplacé depuis quelque temps et que la Grande-Bretagne n'a plus à veiller seulement du côté

de la France et de la Méditerranée, mais qu'elle doit aussi tenir les yeux bien ouverts du côté de la Mer du Nord ». Il avait conclu par ces mots : « Si la guerre venait à éclater, la flotte britannique serait aujourd'hui en état de porter le premier coup avant même que l'adversaire ait eu le temps de lire dans les journaux la déclaration de guerre. »

A Londres, ce discours avait passé presque inaperçu ; mais la presse allemande affecte d'y voir « une provocation à l'adresse de l'Empire germanique..., une menace de guerre en pleine paix ».

Lundi, 6 février 1905.

Le 29 janvier, Moulaï Abd-el-Aziz a reçu notre ministre en audience solennelle, puis, le surlendemain, en audience privée.

La première impression de Saint-René Taillandier est assez favorable ; mais la partie sérieuse, décisive, ne s'engagera que dans quelques jours avec le Maghzen.

Mardi, 7 février 1905.

Voici bientôt un mois que l'escadre russe fait relâche dans la baie de Passandawa. Et les réclamations du gouvernement japonais se font de plus en plus pressantes.

Or, cette prolongation de séjour, qui devient si dangereuse pour nous, va durer au moins trois semaines encore. Le tsar a prescrit, en effet, à l'amiral Rojdestvensky d'attendre, pour continuer sa route, qu'une division de renfort, destinée à le rejoindre dans les mers de Chine, ait appareillé de Libau.

Cette division, qui aura pour chef l'amiral Nébogatow, est composée de deux cuirassés, trois garde-côtes, et quelques navires auxiliaires. On ne présume pas qu'elle soit en état de prendre la mer avant la fin de ce mois,

ce qui ne lui permet d'arriver dans les parages de Singapour que vers le 1^{er} mai.

D'après le commandant de Freycinet, la division Nébogatow n'a aucune valeur militaire.

— Ces deux cuirassés, l'*Outchakow* et le *Nicolaï*, me dit-il, sont de vieilles carcasses, qui valent tout juste le prix de la ferraille. Aussi, loin de renforcer la II^e escadre, ils ne pourront que l'alourdir et la paralyser... Vraiment, c'est fou d'envoyer de pareils sabots pour combattre la flotte japonaise!

Mercredi, 8 février 1905.

La Commission internationale d'enquête sur l'affaire du Dogger-Bank poursuit activement ses travaux.

Le gouvernement britannique a fait citer comme témoins un grand nombre de pêcheurs qui ont assisté au drame, dans la nuit du 21 au 22 octobre. Ils sont unanimes à déclarer que tous les chalutiers portaient leurs feux réglementaires, travaillaient comme d'habitude et que nul bateau suspect ne s'était glissé parmi eux.

De son côté, le gouvernement russe voulait faire comparaître quelques pêcheurs norvégiens, dont les attestations auraient pu faire croire à la présence réelle de torpilleurs japonais dans la mer du Nord. Au dernier instant il y a renoncé... il a dû y renoncer. Car maintenant le gouvernement impérial est édifié sur le rôle joué par l'agent secret, Michel Harting, dans l'histoire fabuleuse de l'embuscade japonaise; le directeur du département de la Police à Saint-Pétersbourg, le conseiller d'État Lopoukhine, a fini par élucider l'affaire. Aussi, pour éviter un affreux scandale devant la Commission d'enquête, on a résolu que l'amiral Doubassow repousserait toute demande d'explication sur l'origine des renseignements qui ont induit l'amiral Rojdestvensky en erreur. Mais, la question étant trop scabreuse pour être exposée par écrit, Lopoukhine est venu personnellement à Paris,

avec son principal auxiliaire, le fameux Ratchkowsky, afin de sermonner Doubassow.

Hélas ! Il y a encore un mystère dans le drame du Dogger-Bank.

C'est le commandant du *Kamtchatka*, Stépanow, qui, le premier, a signalé la présence des torpilleurs japonais et qui a aussitôt ouvert le feu sur les bateaux de pêche. A ce moment, par suite d'une avarie de machine, le *Kamtchatka* se trouvait un peu en arrière de l'escadre et détourné de sa route. Les renseignements affolés, qu'il expédia par la télégraphie sans fil, et le bruit de sa canonnade ne laissèrent aucun doute sur le péril extrême de sa situation... Or, il est désormais établi que, dans cette nuit tragique, le commandant Stépanow et ses officiers, conscients d'aller vers un destin sinistre, vers un suicide effroyable et sans gloire, n'avaient rien imaginé de mieux, pour échapper à leur obsession funèbre, que de s'abrutir dans une morne ivresse... Et voilà pourquoi l'amirauté russe refuse obstinément de montrer à la Commission d'enquête les livres de bord et les registres télégraphiques de l'amiral Rojdestvensky !

Jeu*di*, 9 février 1905.

La situation critique des armées russes en Mandchourie et, d'autre part, les mauvais présages qui nous viennent de Berlin, troublent profondément Delcassé. Depuis deux jours, il s'enferme dans un mutisme sombre qui me laisse à peine entrevoir sa pensée. J'observe une fois de plus comme, aux approches d'un péril, son visage prend l'aspect tragique, avec une ardente fixité du regard et je ne sais quoi d'agressif et de soupçonneux, de farouche et d'inquiétant. C'est que son œuvre politique, où il ne voit rien de moins que le salut de la France, le possède intégralement ; c'est qu'il y dépense toutes ses forces vitales ; c'est qu'il y adhère par toutes les fibres de sa personne.

CHAPITRE XI

10 FÉVRIER - 16 MARS 1905

L'Allemagne se prépare à contrecarrer notre action au Maroc, sous le prétexte que le gouvernement de la République l'a tenue en dehors de ses négociations avec l'Angleterre et l'Espagne. — La Commission internationale d'enquête sur l'affaire du Dogger-Bank tient sa première séance au Quai d'Orsay ; contraste symbolique des agents russes et anglais. — Scène orageuse de l'empereur Guillaume à l'ambassadeur britannique. — Effroi qu'inspire au kaiser la perspective d'un conflit naval entre l'Allemagne et l'Angleterre. — Assassinat du grand-duc Serge, gouverneur général de Moscou. — La presse allemande exploite la question marocaine contre la France. — Notre chef d'état-major me confie ses inquiétudes : précisions nouvelles sur le plan d'une invasion allemande par la Belgique. — La Commission internationale d'enquête rend son verdict sur l'affaire du Dogger-Bank ; elle donne aux deux parties en cause une demi-satisfaction. — A Fez, les négociations traînent en longueur. — Une grande bataille s'engage devant Moukden : 700 000 hommes en présence. L'armée russe paraît avoir déjà perdu sa liberté de manœuvre. — Arrivé de Saint-Petersbourg, le grand-duc Paul me raconte ses entretiens avec l'empereur : « Il m'a parlé de la guerre avec une effrayante sérénité ; notre victoire finale ne lui inspire pas le moindre doute... » Par contre, l'impératrice douairière, Marie-Féodorowna, déplore l'aveuglement de son fils : elle voudrait que Delcassé lui offrit sa médiation pour la paix. — Répugnance de Delcassé à cette médiation ; il me charge néanmoins de lui préparer le texte d'une lettre qu'il pourrait écrire à l'empereur Nicolas pour lui conseiller de mettre fin aux hostilités. — Victoire éclatante des Japonais à Moukden ; retraite précipitée des Russes, qui ont définitivement perdu la partie en Extrême-Orient. — Après une longue hésitation, Delcassé se refuse à

intervenir auprès du tsar pour lui suggérer de faire la paix :
« Je ne sens pas la manœuvre. »

Vendredi, 10 février 1905.

La presse allemande continue de fulminer contre le récent discours de Mr Arthur Lee, lord civil de l'Amirauté britannique, malgré qu'une note officieuse de Londres ait enlevé à cette harangue électorale toute signification blessante pour l'Allemagne.

Dans toutes les feuilles impérialistes et pangermanistes, c'est la même diatribe, que je résume ainsi : « La note officieuse de Londres est un mensonge. En s'exprimant comme il l'a fait, Mr Arthur Lee ne pouvait indubitablement viser aucune autre puissance que l'Allemagne. D'ailleurs, la nouvelle répartition des flottes anglaises ne démontre-t-elle pas qu'en augmentant l'effectif de ses escadres du côté de la mer du Nord, l'amirauté britannique prétend désormais s'opposer au légitime développement de la marine allemande... Ainsi donc, maintenant, l'Allemagne est avertie; elle sait qu'elle doit avoir une marine capable de se défendre contre les coups de surprise inconsiderément évoqués par le lord civil de l'Amirauté britannique. Le Reichstag n'osera plus marchander les crédits que le gouvernement impérial lui a tant de fois demandés pour l'accroissement nécessaire de la flotte allemande... »

Dimanche, 12 février 1905.

Mon jeune collègue et ami, René de Chérisey, qui gère la légation de Tanger pendant que son chef est à Fez, vient d'avoir un curieux entretien avec le chargé d'affaires d'Allemagne, le baron de Kühlmann.

Comme ils parlaient, en toute liberté, de la question marocaine, ils l'ont naturellement examinée sous l'aspect où l'envisage la chancellerie allemande.

— Après votre accord avec l'Angleterre, a dit Kühlmann, et surtout après votre accord avec l'Espagne, nous pensions que vous nous mettriez au courant de cette situation nouvelle. Mais nous avons dû constater que vous nous teniez systématiquement à l'écart de votre politique marocaine. Alors, nous avons fixé notre attitude en conséquence. Et le comte de Bülow m'a fait savoir que le gouvernement impérial, ignorant tout de vos accords avec Londres et Madrid, se considère comme n'étant lié d'aucune manière par leurs stipulations.

Ces paroles ne nous présagent rien de bon. Il semble que l'Allemagne se dispose à contrecarrer notre politique marocaine, sous le prétexte que nous ne l'avons pas informée de nos accords avec Londres et Madrid. Delcassé a senti le coup aussitôt. La bouche crispée, la voix brève, il me demande :

— Connaissez-vous personnellement ce Chérisey?... Peut-on avoir confiance dans ce qu'il dit?... Ne croyez-vous pas qu'il ait pris trop au sérieux un simple bavardage?... Si les propos qu'il attribue à Kühlmann sont exacts, c'est une mauvaise affaire qui s'annonce.

Je lui garantis non seulement la véracité, mais la prudence, la mesure et le sang-froid de Chérisey, que je tiens pour un de nos meilleurs agents. Delcassé répète alors sa formule :

— Donc, c'est une mauvaise affaire qui commence, une mauvaise affaire... Aussi, pour ne pas nous laisser gagner de vitesse, je vais charger Bihourd de signaler à Bülow les paroles de Kühlmann et de les réfuter dans les termes les plus catégoriques. L'Allemagne n'a pas le droit de dire que je ne l'ai pas informée de nos accords avec Londres et Madrid ; je les lui ai fait connaître en temps utile et très courtoisement. Si elle prétend le contraire, c'est qu'elle veut nous chercher querelle.

Lundi, 13 février 1905.

La Commission internationale d'enquête sur l'affaire du Dogger-Bank tient aujourd'hui sa première audience publique, dans la grande salle à manger du ministère des Affaires étrangères.

Au fond, sur une estrade, les cinq amiraux, présidés par l'amiral Fournier, sont assis derrière une table, que drape un tapis de velours rouge à crépines d'or.

Les agents russes et anglais sont groupés, se faisant vis-à-vis, sur les deux côtés du prétoire.

Il y a foule dans la salle. Trois cents personnes au moins ; tout le corps diplomatique ; beaucoup de sénateurs et de députés ; beaucoup d'étrangers ; un grand nombre de femmes élégantes ; on dirait une réception à l'Académie française.

La séance, très courte, est remplie par la lecture des mémoires où les deux parties en cause ont affirmé leurs thèses.

Contraste frappant et symbolique des deux agents qui prennent tour à tour la parole. L'agent du gouvernement britannique, O'Beirne, est calme, clair, positif ; chacune de ses affirmations est pertinente, et péremptoire ; on dirait un rapport de juriste, un acte de procédure. Après lui, l'agent du gouvernement russe, Nékludow, se perd en explications vagues, en périphrases obscures ; son débit ànonnant et mou rend plus sensible encore la faiblesse originelle de sa thèse. Dans le public, l'effet de sa lecture est désastreux.

A la sortie, j'échange quelques mots avec la comtesse de Hohenfelsen :

— Mon Dieu ! Que j'ai souffert, me dit-elle, pendant que Nékludow parlait... Et comme O'Beirne a été discourtois pour nous !

Mardi, 14 février 1905.

Le directeur des Affaires politiques me reçoit dans sa chambre, où il est confiné par la grippe.

Nous revenons sur le thème des motifs urgents qui, selon moi, commandent à la Russie de conclure la paix.

Georges Louis m'accorde que les Russes ont perdu la partie en Extrême-Orient et que, dans l'intérieur de l'Empire, la révolution est menaçante ; mais il ne pense pas qu'une intervention de notre part, même sous la forme la plus discrète, amènerait le tsar à négocier :

— Nous nous exposerions à quelque réponse désobligeante comme celle-ci : *De quel droit intervenez-vous dans une affaire qui ne relève que de mes prérogatives souveraines ?*

— Oh ! si l'empereur nous faisait une pareille réponse, je ne me gênerais pas pour riposter : *De quel droit nous intervenons ?... Mais le droit de notre alliance et le droit de notre créance. Comme alliés, nous sommes fondés à vous représenter qu'une prolongation de la guerre vous rend, pour de longues années, incapables de tenir vos engagements. Comme créanciers, le souci de nos douze milliards nous autorise à vous faire entendre un conseil de sagesse.*

Georges Louis persiste à croire que notre intervention serait, pour le moins, prématurée.

Mercredi, 15 février 1905.

En faisant allusion récemment à l'éventualité d'un conflit naval entre l'Angleterre et l'Allemagne, le lord civil de l'Amirauté britannique a touché l'un des points les plus sensibles de Guillaume II, qui, depuis, ne décolère pas.

Aussitôt qu'il a connu le texte du fameux discours, il a fait appeler l'ambassadeur d'Angleterre, sir Francis

Lascalles, et durant près d'une heure, avec de grands éclats de voix, il a déblaté, bondi, tréigné.

L'imperturbable sang-froid, et la souriante courtoisie de Lascalles, ont fini par calmer le bouillant monarque. Mais cette emphatique algarade prouve combien le roi Édouard voyait juste, quand il disait naguère à son vieil ami, le marquis de Breteuil, qui m'a répété le propos : « Soyez sûr que mon neveu, Guillaume, ne redoute rien autant qu'un duel avec l'Angleterre. »

Jeudi, 16 février 1905.

Notre ambassadeur à Berlin, Bihourd, s'est rendu à la secrétairerie d'État pour y rectifier les propos attribués à Kühlmann et d'après lesquels le gouvernement impérial, n'ayant pas eu connaissance de nos accords avec Londres et Madrid sur le Maroc, se considérerait comme n'étant lié d'aucune manière par leurs stipulations.

Il n'a obtenu de Mühlberg qu'une réponse équivoque, d'où il ressort néanmoins clairement que l'Allemagne se réserve une pleine liberté d'action à la cour de Fez.

Vendredi, 17 février 1905.

Cet après-midi, vers 3 heures (soit une heure à Paris) comme le grand-duc Serge, gouverneur général de Moscou, traversait le Kremlin, un terroriste lui a lancé une bombe, qui l'a mis en pièces.

Aussitôt la nouvelle parvenue au Quai d'Orsay (5 heures), le ministre me charge d'aller la communiquer au grand-duc Paul.

Je les trouve, Mme de Hohenfelsen et lui, effondrés, dans les larmes : le grand-duc vient, en effet, de recevoir un télégramme de l'empereur qui lui annonce la tragédie du Kremlin. Ce télégramme se termine ainsi : *Dans*

notre malheur, j'éprouve le besoin de t'embrasser. Viens.

Le grand-duc va donc partir, ce soir même, pour Saint-Pétersbourg. La comtesse de Hohenfelsen, n'étant pas mentionnée dans le télégramme du tsar et n'ayant pas le droit de rentrer en Russie, n'accompagnera son époux que jusqu'à la frontière de l'Empire, à Wirballen, d'où elle reviendra directement à Paris.

— Quelle situation vais-je trouver là-bas? me dit le grand-duc avec un profond soupir... Où s'arrêtera l'audace des anarchistes?... Que Dieu protège l'empereur! Que Dieu lui épargne le sort de mon père (1).

Au cours des idées que nous échangeons sur l'attentat de Moscou, le grand-duc observe judicieusement :

— L'assassinat de mon frère est la riposte des terroristes à la fusillade du 22 janvier... Ah! pourquoi, ce jour-là, pourquoi l'empereur n'a-t-il pas reçu les délégués des ouvriers?...

En s'exprimant ainsi, le grand-duc Paul a plus raison qu'il ne croit; car je viens d'apprendre que toute la responsabilité politique et morale du « Dimanche rouge » incombe à son frère, le grand-duc Wladimir, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg. Le tsar avait d'abord annoncé l'intention de recevoir les délégués des ouvriers. Mais son oncle Wladimir, toujours partisan de la manière forte, avait combattu cette idée si impétueusement, avec de tels éclats de voix, que le faible souverain ne lui avait pas résisté longtemps.

Delcassé devait offrir demain un grand dîner diplomatique, suivi d'une réception; il les a contremandés, « en raison du malheur qui vient de frapper la famille impériale de Russie ».

(1) L'empereur Alexandre II, assassiné à Saint-Pétersbourg, le 13 mars 1881.

Samedi, 18 février 1905.

Dîné chez la comtesse Jean de Castellane avec le prince et la princesse de Radolin, qu'entourent une dizaine de convives, tous animés d'un esprit sagement libéral et conservateur.

Je suis frappé de l'indifférence et même de l'indulgence avec lesquelles on commente le drame de Moscou. Par pudeur, on stigmatise « la scélératesse abominable des terroristes » ; mais, à voix basse, on reconnaît que, somme toute, le grand-duc Serge a mérité son destin ; on trouve naturel que, dans un régime où le gouvernement s'exerce par la fusillade, l'opposition s'exprime par la dynamite (1).

Dimanche, 19 février 1905.

L'assassinat du grand-duc Serge est un nouvel exploit du terrible organisme révolutionnaire, fondé par Guertchouny et Bourtzew, qui s'appelle l'*Organisation de combat*. Comme aux temps héroïques du nihilisme, sous le règne d'Alexandre II, ce sont toujours les mêmes procédés mystérieux et méthodiques, implacables et foudroyants.

(1) A la cour de Berlin, on portait le même jugement sur le drame de Moscou. Dans une lettre de condoléance au tsar (21 février), Guillaume II ne se gêne pas d'évoquer la fusillade insensée du 22 janvier, en lui reprochant de n'avoir pas sermonné paternellement les grévistes « sur le balcon du Palais d'Hiver », ce qui eût évité l'effusion du sang. Puis, avec non moins de raison, il lui reproche encore d'avoir trop négligé Moscou depuis l'ouverture des hostilités : « Autrefois, tes ancêtres, avant de partir pour la guerre, se rendaient à Moscou, priaient dans les vieilles églises, réunissaient la noblesse dans les salles du Kremlin et le peuple sur les esplanades. Voilà ce que Moscou et la Russie attendaient de toi, il y a un an. Mais le tsar n'est pas venu !... Il est temps que tu remettes la main sur Moscou ; il faut que tu raffermisses ton autorité par un geste éclatant ; il faut que tu paies de ta personne !... » (*Documents publiés par les Bolchévistes.*) On sait qu'en 1918, Guillaume II aurait eu grand besoin de s'adresser à lui-même cette noble exhortation, mais que, dans les jours qui précéderent sa fuite en Hollande, il ne songea nullement à « payer de sa personne ».

La tragédie nouvelle, qui vient d'ensanglanter le Kremlin, continue ainsi la série funèbre, ouverte en avril 1902 par l'assassinat du ministre de l'Intérieur Sipiaguine, prolongée ensuite par l'assassinat du gouverneur d'Oufa, Bogdanowitch, en mai 1903, et l'assassinat du ministre de l'Intérieur, Plehve, en juillet 1904, sans compter les attentats contre le procureur général du Saint-Synode, Pobédonostzew, contre le gouverneur de Kharkow, prince Obolensky, et plus de vingt préfets ou commissaires de police, directeurs de prisons, officiers de gendarmerie, etc...

Inversement, l'arbitraire effréné qui préside à toute l'action répressive du gouvernement impérial, aussi bien l'action secrète de l'*Okhrana*, que l'action officielle des tribunaux, démontre à quel point l'esprit russe est resté fidèle aux dogmes juridiques de l'époque médiévale, tels qu'Ivan le Terrible les a si cruellement personifiés. On sent que la civilisation russe n'a jamais connu les disciplines rationnelles du droit romain, ni moins encore, les principes libéraux du droit anglo-saxon. Ne concevant l'État que sous la forme despotique, elle a toujours ignoré le respect de la personne humaine.

Lundi, 20 février 1905.

La presse allemande recommence à parler du Maroc, dans le visible dessein d'attiser contre nous l'opinion publique : la partie s'annonce dangereuse pour Delcassé.

Retenu au lit par une forte grippe, je reçois la visite du général Pendézec, chef d'État-major de l'Armée ; il me confie son appréhension de nous voir engagés dans une politique « où l'Allemagne peut nous mettre, du jour au lendemain, dans une situation très périlleuse, puisque notre alliée russe est, pour longtemps, incapable de nous venir en aide. »

Il me parle ensuite du plan de campagne que son « collègue » allemand, le général de Schlieffen, a fait adopter pour le cas d'une guerre contre la France et qui nous est connu, depuis bientôt un an, par les mystérieuses révélations du *Vengeur*.

— Vous vous rappelez, me dit-il, que l'idée maîtresse de ce plan est de concentrer la masse principale des forces allemandes sur le front occidental et de leur faire exécuter, à travers la Belgique, une grande manœuvre débordante qui les amènerait, sans coup férir, dans la vallée de l'Oise... Les pièces officielles dont le *Vengeur* s'était muni et qu'il nous a montrées ne nous permettaient aucun doute sur la véracité de ses affirmations. Néanmoins, je les ai fait contrôler autant que possible. J'ai envoyé notamment quelques-uns de nos agents les plus sûrs dans la zone où doivent se concentrer les neuf corps d'armée qui auraient pour mission d'envahir la Belgique. D'après le *Vengeur*, cette zone s'étend à l'ouest des provinces rhénanes, depuis Malmédy jusqu'à Créfeld, en passant par Aix-la-Chapelle, Gladbach et Juliers. Nos agents ont minutieusement exploré le pays. Eh bien, tous les travaux de chemins de fer, qu'implique la concentration d'une armée, c'est-à-dire les quais de débarquement, les garages de locomotives, les doublements de voies, etc..., tous ces travaux sont exécutés ou, du moins, en cours d'exécution... Sur plusieurs points de la zone, les travaux qui présentaient un caractère de moindre urgence, n'ont commencé qu'il y a cinq ou six semaines ; on les presse activement... Je considère que, désormais, le nouveau programme stratégique de l'état-major allemand est exécutable, au premier signe... Quant à la corrélation de ce programme avec les défaites de notre alliée russe en Extrême-Orient, vous la voyez comme moi.

Le général Pendézec me cite encore un détail curieux sur les pièces officielles dont s'était muni le *Vengeur*

pour authentifier ses révélations. Parmi ces pièces, il a montré son « carnet de mobilisation », le « carnet de mobilisation » réservé aux officiers du grand quartier général... Mais, comme le nom de l'officier détenteur est inscrit au verso de la couverture, le traître y avait ingénieusement collé, puis cacheté une feuille de papier noir qui empêchait de lire l'inscription. Il a même consenti à ce que son carnet fût emporté, pour quelques heures, au Service des renseignements, qui l'a fait rapidement photographier, page par page. Le *Vengeur* avait du reste déclaré au capitaine Lambling : *Si vous ne me rendez pas mon carnet, ou si je m'aperçois que vous avez décacheté la feuille de papier noir, vous saurez évidemment qui je suis; mais vous ne saurez par moi rien de plus. Et nos relations en resteront là.* Quand, deux heures plus tard, il est rentré en possession de son carnet intact, il a commencé froidement à déballer sa « fourniture » (1).

Jeudi, 23 février 1905.

Les obsèques solennelles du grand-duc Serge ont été célébrées aujourd'hui, à Moscou, dans le couvent le plus antique et le plus vénéré du Kremlin, le couvent des Miracles; la famille impériale y était représentée par le grand-duc Paul et le grand-duc Constantin.

A Paris, dans l'église orthodoxe de la rue Daru, l'ambassadeur de Russie a présidé un service funèbre. Ma grippe m'a empêché de m'y rendre.

(1) Le colonel-général comte de Schlieffen a été mis à la retraite pour motif de santé, au mois de décembre 1905; il a eu pour successeur à l'état-major de la Königsplatz, le lieutenant-général comte de Moltke, neveu de l'illustre feld-maréchal-général.

Le comte de Schlieffen est mort en 1913; jusqu'à la fin il préconisa l'offensive débordante par la Belgique, en insistant sur « la nécessité absolue de chercher la prompte décision de la guerre dans une manœuvre foudroyante de l'aile droite. On prétend que sa dernière parole fut : « Renforcez l'aile droite! »

Vendredi, 24 février 1905.

Depuis quatre jours, une grande bataille se prépare, à 20 kilomètres au sud de Moukden. L'armée russe, commandée par le général Kouropatkine, compte environ 380 000 hommes ; l'armée japonaise, commandée par le maréchal Oyama, compte environ 320 000 hommes.

Samedi, 25 février 1905.

Encore souffrant de la grippe, je me rends au ministère, où Delcassé m'a convoqué pour délibérer avec Georges Louis et le général Pendézec.

Notre chef d'état-major répète avec force, devant le ministre, tout ce qu'il me disait, il y a cinq jours, au pied de mon lit. Delcassé l'écoute, en silence. Puis, se tournant vers Georges Louis et moi, il nous interroge du regard. Nous appuyons les dires de Pendézec. La bouche crispée, l'œil sombre, Delcassé nous congédie sèchement et sans émettre la moindre opinion. Mais, lorsque nous atteignons le seuil de la porte, il reprend vite le ton aimable pour nous jeter ces mots : « Ne doutez pas, messieurs, que je ne vous sois très reconnaissant de votre franchise. »

Dimanche, 26 février 1905.

Hier, la Commission internationale d'enquête a rendu son verdict sur l'affaire du Dogger-Bank. Dans un esprit de sagesse et d'apaisement, elle a donné aux deux parties en cause une demi-satisfaction. L'amiral russe ayant toujours soutenu la thèse de son gouvernement, les conclusions de la Commission sont rédigées sous cette forme : *La majorité des commissaires estime que...*

Cette longue sentence — car elle ne compte pas moins de dix-sept paragraphes — déclare que « l'amiral Roj-

destvensky n'est pas justifiable d'avoir ouvert le feu sur les chalutiers du Dogger-Bank, puisqu'il n'y avait parmi eux aucun torpilleur ennemi » ; elle déclare en outre que « la durée du tir a été plus longue qu'il n'était nécessaire » ; elle exprime aussi le regret que l'amiral Rojdestvensky, après la cessation du feu, ne soit pas venu au secours des chalutiers en détresse. Le dernier paragraphe du verdict est un baume, un sédatif puissant pour la blessure de l'infortuné Rojdesvensky : « Les commissaires déclarent que, dans leur esprit, les appréciations de leur rapport ne sont pas de nature à jeter aucune déconsidération sur la valeur militaire ou les sentiments d'humanité de l'amiral Rojdestvensky et de son escadre. »

En ce qui concerne les indemnités dues aux victimes du Dogger-Bank, les commissaires sont restés muets. La question est réglée par une négociation directe entre Londres et Saint-Pétersbourg : le gouvernement russe a fait savoir secrètement au *Foreign Office* qu'il accepte d'avance le chiffre des sommes qui lui seront demandées.

Lundi, 27 février 1905.

Les femmes russes de Moscou viennent d'adresser à l'impératrice Alexandra-Féodorowna, la requête suivante :

Nous, femmes russes, mères, épouses, sœurs des guerriers qui versent leur sang en Extrême-Orient pour notre chère patrie, nous nous adressons à toi, souveraine. Nous croyons qu'avec ton cœur de mère tu sens toutes les horreurs de la guerre comme nous. Tu comprendras que les femmes désirent ardemment la paix.

La paix est violée, non seulement au delà des frontières de notre patrie, mais aussi au cœur même de la patrie. Nous voyons avec terreur dans les troubles récents le com-

mencement des calamités prêtes à accabler la Russie tout entière, si l'empereur, uni avec son peuple, ne prend des mesures pour les prévenir.

O notre souveraine bien-aimée, sois notre avocate auprès de lui. Daigne prier l'empereur qu'il écoute la voix du pays et les clameurs des mères. Si l'empereur mène la Russie dans la voie de la grandeur, la femme contribuera à l'œuvre de l'organisation du pays en dirigeant la jeunesse, ses frères et ses enfants, dans la voie nouvelle de la vie claire.

Mardi, 28 février 1905.

La bataille de Moukden commence mal pour les Russes, dont l'aile droite risque d'être tournée par les Japonais.

Mercredi, 1^{er} mars 1905.

A Fez, depuis un mois, nous n'avons encore obtenu aucun résultat. Les négociations se traînent de conciliabule en conciliabule, de palabre en palabre.

Pour se dérober aux discussions précises, le Maghzen a trouvé bon de faire intervenir dans le débat diplomatique une assemblée de quarante « notables » recrutés pour la circonstance, farouchement réactionnaires, hostiles par principe et par intérêt à toutes les réformes administratives dont le sultan lui-même ne conteste plus l'impérieuse nécessité.

De cette procédure bizarre, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle va créer contre nous, dans la ville sainte des Almohades, un ardent foyer de résistance et d'intrigue.

Jeudi, 2 mars 1905.

Autour de Moukden la bataille fait rage. Le front russe est encore intact, mais, à l'extrême droite, la 2^e armée

est contrainte d'abandonner à l'ennemi une large zone de terrain pour n'être pas encerclée.

Le pape Gapone, qui a dirigé les manifestations ouvrières de Saint-Petersbourg dans la journée tragique du 22 janvier, aurait adressé tout récemment à l'empereur une lettre imprécatoire, que nos journaux socialistes publient en vedette. Les policiers de l'*Okhrana* me la déclarent authentique. Donc, je la reproduis ci-après, car elle jette une vive lumière sur les passions vindicatives qui fermentent dans l'âme du peuple russe.

A NICOLAS ROMANOW,

ANCIEN TSAR DE RUSSIE,

ASSASSIN DE SON PEUPLE.

Plein d'une foi naïve en toi qui m'apparaissais comme le père de ton peuple, je marchais pacifiquement vers ton palais, suivi de tes enfants pacifiques. Et leur sang a coulé. Tu n'es plus dorénavant que l'assassin de ton peuple. Jamais plus ne sera renoué le lien moral qui t'unissait à lui. Les bombes et la dynamite, la terreur collective et la terreur individuelle, voilà ton engeance. Avant peu, des flots de sang russe couleront sur le sol russe. A cause de toi, la Russie elle-même périra peut-être.

Tu n'as donc plus qu'une chose à faire : abdique le trône de Russie et viens comparaître avec ta famille devant le tribunal du peuple russe.

Georges GAPONE.

Curieux personnage d'ailleurs, ce pape Gapone. Il était naguère encore aumônier de la prison centrale de Saint-Petersbourg, la prison Kresty. L'exercice de son ministère ecclésiastique le mit en rapports directs et continuels avec les classes ouvrières de la capitale. Se déclarant « serviteur du Christ selon l'enseignement de

Tolstoï », il s'était donné pour but de propager, dans la foule des humbles et des pauvres, « les maximes véritables du christianisme pur », c'est-à-dire le socialisme intégral. En même temps, il servait d'émissaire clandestin entre les détenus et leurs familles. C'est ainsi que bientôt il sut inspirer à ses « camarades ouvriers » une confiance aveugle, illimitée (1).

Je me rappelle ce que Ratchkowsky me disait un jour : « Nos prêtres ne sont que trop souvent inféodés au parti socialiste. Et les plus dangereux de ces mauvais prêtres, ce sont les aumôniers des bagnes et des prisons, car c'est par eux que les condamnés politiques restent en correspondance avec les organismes révolutionnaires... »

Comme tout cela nous fait comprendre *Résurrection*, de Tolstoï !

Samedi, 4 mars 1905.

La suite des opérations devant Moukden prouve manifestement que le général Kouropatkine a perdu toute liberté d'initiative et qu'il est manœuvré par son adversaire. Néanmoins, les Japonais n'ont encore obtenu aucun avantage décisif.

Le grand-duc Paul, arrivé hier soir de Saint-Petersbourg, a passé chez moi cet après-midi. Ne m'ayant pas trouvé à la maison, il m'a laissé une carte avec ces mots : *Je viens de rentrer à Paris et je voudrais vous parler le plus tôt possible. Tâchez de venir prendre le thé demain.*

(1) Ce démagogue mystique, ce « serviteur du Christ, selon l'enseignement de Tolstoï », devait finir piteusement..., comme Judas. Vers la fin de 1905, il se mit aux gages de la police impériale, qui l'employa surtout dans le rôle d'agent provocateur. Mais ses compagnons du parti révolutionnaire découvrirent bientôt sa trahison. Le 28 mars 1906, ils l'attirèrent dans un guet-apens, à Oziersky, en Finlande, et l'étranglèrent.

Dimanche, 5 mars 1905.

A 5 heures et demie, je vais prendre le thé chez le grand-duc Paul, que je trouve seul avec Mme de Hohenfelsen ; il a d'ailleurs fait condamner sa porte pour que nous puissions causer librement.

Il me raconte ses entretiens avec le tsar. D'abord, en ce qui le concerne privément, il est relevé de toutes les interdictions qui le frappaient : il est donc autorisé à rentrer en Russie quand il voudra et ses apanages lui seront restitués.

Malheureusement, la comtesse de Hohenfelsen demeure exclue de cette absolution, car son adultère fut trop éclatant ; la pieuse impératrice Alexandra-Féodorowna exige qu'elle attende son pardon quelques années encore. Le grand-duc Paul continuera donc de résider à Paris, où la restitution de ses apanages, — plusieurs millions de francs par an — va lui permettre de mener un train fastueux.

Sur le terrain de la politique, l'empereur s'est épanché cordialement :

— Je ne l'avais encore jamais vu si confiant, me dit le grand-duc, il ne s'est dérobé devant aucune de mes questions... Il m'a parlé de la guerre *avec une effrayante sérénité* ; notre victoire finale ne lui inspire pas le moindre doute ; il me l'a même déclaré d'un ton si ferme que je n'ai pas osé prononcer le mot de paix... Quant aux violences révolutionnaires, il s'en inquiète peu ; car il prétend qu'elles n'atteignent aucunement les masses ; il se croit en parfaite communion avec son peuple.

— Et l'impératrice Alexandra-Féodorowna, quelle est son opinion?... A-t-elle une influence quelconque sur l'empereur ?

— Depuis la naissance de son fils (1), Alexandra-Féo-

(1) Le césarévitch Alexis, né le 12 août 1904.

dorowna semble s'intéresser beaucoup à la politique ; elle m'a paru tout à fait dans les idées de l'empereur, avec cette nuance qu'elle le voudrait plus énergique, plus autocrate. En quoi je lui donne pleinement raison. Car, voyez-vous, mon cher Paléologue, c'est l'autocratisme qui fait toute la force de la Russie ; les Russes ont toujours besoin de sentir le *knout* levé sur leurs têtes.

— Et votre grande amie, S. M. l'impératrice-douaïrière, Marie-Féodorowna ?

— Oh ! Marie-Féodorowna, c'est autre chose... Et c'est d'elle précisément que je voulais vous parler.

Il m'expose alors qu'elle envisage l'avenir sous les couleurs les plus sombres :

— Elle m'a répété plusieurs fois : *Nous ne pouvons plus être victorieux en Extrême-Orient ; nous avons perdu la partie ; nous devons faire immédiatement la paix ; sinon c'est la révolution...* Puis, comme je lui demandais si elle avait donné ce conseil à l'empereur, elle m'a répondu : *Je ne cesse de le lui donner ; mais il ne veut rien entendre ; il ne comprend pas plus notre situation militaire que notre situation intérieure ; il ne s'aperçoit pas qu'il mène la Russie aux catastrophes.* Elle a terminé par ces mots : *Je ne vois qu'une personne qui puisse ouvrir les yeux de Nicolas, c'est M. Delcassé. Nous n'avons pas de meilleur ami en Europe ; il a, dans tous les pays, un très grand prestige. Fais-lui donc savoir, de ma part, qu'il nous rendrait un service capital en nous offrant sa médiation...* Voilà textuellement ce que m'a dit l'impératrice mère... N'est-ce pas, vous le répéterez à M. Delcassé ?

— Je le lui répéterai textuellement.

Tout ce que le grand-duc me dit encore sur l'état intérieur de la Russie ne justifie que trop les appréhensions de l'impératrice Marie-Féodorowna. Visiblement, le tsarisme se disloque. Et ce qui me frappe le plus c'est le désarroi, l'impuissance ou même l'inertie des autorités devant l'audace des révolutionnaires.

Lundi, 6 mars 1905.

Ce matin, je rapporte à Delcassé ma conversation d'hier avec le grand-duc Paul. Quand je lui répète les paroles de l'impératrice Marie-Féodorowna, il fait un geste de surprise :

— Oh !... Décidément, la Russie est plus malade que je ne croyais.

Il n'écarte pas, *a priori*, la possibilité d'offrir ses bons offices au gouvernement russe en vue de la paix. Toutefois, il se demande si l'heure est bien opportune pour une pareille démarche. Et il m'interroge longuement sur les opérations de Mandchourie, sur les pronostics de nos attachés militaires et de nos officiers en mission, sur l'issue probable de la grande bataille qui vient de s'engager devant Moukden. Mon pessimisme l'impressionne :

— Voyons, me dit-il... dans l'hypothèse où je répondrais affirmativement aux instances de l'impératrice mère, quelles procédures pourrais-je adopter ?

— La première qui s'offre à l'esprit serait une lettre de vous à Lamsdorff, mais votre initiative prendrait ainsi forcément le caractère d'une démarche officielle, qui, malgré tous les euphémismes, aurait un peu l'air d'une pression indiscreète. Je vous conseille plutôt de vous adresser directement à l'impératrice Marie-Féodorowna, puisque c'est elle qui vous a prié d'intervenir.

Il hésite un instant, puis, d'un ton vif :

— Non !... Je préférerais m'adresser directement au tsar ; je lui rappellerais d'ailleurs que, pendant ma négociation de 1899, il m'a invité lui-même à lui écrire dans les circonstances graves. De cette manière, mon intervention resterait toute secrète et privée, comme la confidence affectueuse d'un ami.

Je l'approuve sans réserve. Mais il fronce de nouveau les sourcils, et, prudemment, il ajoute :

— Avant de prendre aucune décision, j'attendrai de savoir qui sera vainqueur à Moukden... Comprenez-moi bien : je suis arrivé, comme vous, à la conviction que la paix ne peut plus être que mortifiante pour les Russes. Aujourd'hui, ils en ont un tel besoin qu'ils me béniraient de la leur procurer. Mais, sitôt conclue, ils m'en attribueraient toute l'humiliation et toute la responsabilité ; ils feraient de moi leur bouc émissaire. En même temps, les nationalistes français m'accuseraient d'avoir frustré notre alliée d'une victoire certaine, de l'avoir sacrifiée à l'Angleterre, vendue au Japon. Ce serait un beau tapage !

Il me dit, en me congédiant :

— Préparez-moi une lettre pour l'empereur Nicolas ; je veux être prêt à toute éventualité.

Mardi, 7 mars 1905.

Aucune décision n'est encore intervenue dans la bataille de Moukden. Mais la progression des Japonais, à l'ouest, menace gravement la ligne de communication des armées russes qui esquissent un mouvement préparatoire de retraite générale.

Lorsque j'entre cet après-midi chez Delcassé, il me demande :

— Les Russes ont-ils encore une chance, même une faible chance, de reprendre l'avantage ?

— D'après le général Pendézec, ils ont perdu la bataille et leur défaite les laissera tellement épuisés, tellement désorganisés, qu'ils seront incapables d'aucune opération avant plusieurs mois.

Il enregistre impassiblement ce verdict de notre chef d'état-major, puis :

— Avez-vous préparé la lettre pour l'empereur Nicolas ?

Je lui passe le texte que j'ai rédigé hier soir. Il le lit à voix haute, en pesant chaque mot :

Sire,

La première fois que j'ai eu l'honneur d'être reçu par Votre Majesté en 1899, Elle a daigné me dire qu'Elle m'autorisait à m'adresser directement à Sa personne dans les circonstances importantes. La confiance dont Votre Majesté m'a donné depuis lors de si hauts et si fréquents témoignages me permet de croire que je peux me prévaloir encore de cette faveur précieuse.

Votre Majesté sait avec quelle sympathie la France entière s'est associée aux héroïques efforts que la Russie prodigue depuis une année en Extrême-Orient. Elle n'ignore pas non plus avec quel empressement j'ai saisi toutes les occasions qui m'ont été offertes de servir les intérêts de la politique russe, conformément à l'esprit général de l'alliance qui unit les deux pays.

Le profond désir qui m'anime de continuer cette tâche me fait aujourd'hui un devoir de communiquer à Votre Majesté certaines réflexions que m'a suggérées le cours des derniers événements.

Il m'a semblé qu'en réservant cette confiance à Votre Majesté seule, en m'ouvrant à Elle sans autre intermédiaire, je Lui prouverais une fois de plus la sincérité de mon dévouement.

Les renseignements que j'ai recueillis depuis quelques mois, notamment auprès des plus fidèles amis de la Russie, m'ont amené à la conviction que la prolongation de la guerre rend, chaque jour, plus difficile la conclusion d'une paix acceptable pour le gouvernement de Votre Majesté.

Assurément, si les armées impériales de Mandchourie pouvaient compter sur un délai de plusieurs mois pour recevoir les renforts nécessaires, la victoire finirait par récompenser leur vaillance. Mais, d'ici là, les conjonctures diplomatiques, — les seules sur lesquelles je sois fondé à

me prononcer, — ne seraient-elles pas devenues plus défavorables à un règlement équitable? Ne regretterait-on pas d'avoir laissé passer l'heure?

J'ose espérer que Votre Majesté pèsera ces graves questions en appréciant le sentiment qui m'a décidé à les Lui soumettre, et j'ai l'honneur d'être, Sire, etc...

Quand Delcassé a terminé sa lecture, il me dit :

— C'est bien. Je ne vois aucune retouche à faire... Maintenant, attendons les événements.

Mercredi, 8 mars 1905.

Devant Moukden, la situation des Russes est de plus en plus périlleuse. L'aile gauche des armées japonaises, poursuivant sa manœuvre d'encerclement, n'est plus qu'à 5 kilomètres du chemin de fer Transsibérien, à Tchénitoun. Aussi, le général Kouropatkine active son mouvement de retraite.

Jeudi, 9 mars 1905.

Les Japonais ont renforcé leur action au nord-ouest de Moukden. La situation des Russes est désespérée ; car, d'une heure à l'autre, le chemin de fer Transsibérien peut être coupé.

Vendredi, 10 mars 1905.

Le drame de Moukden, qui dure depuis quinze jours, en est à l'épilogue. Hier, le front russe a été crevé, sur le Houhn-ho.

Samedi, 11 mars 1905.

Les Japonais sont entrés hier à Moukden ; toute l'armée russe se retire précipitamment vers Tié-ling.

Le général Pendézec vient me voir pour prendre con-

naissance de nos derniers télégrammes. Il me dit, en partant :

— Cette bataille de Moukden, qui est si funeste aux Russes, doit être aussi une grande leçon pour nous. Par le développement inusité des fronts, par l'extraordinaire durée de la lutte, par la puissance énorme des feux, elle réalise probablement le type des batailles futures. Nous ferons bien de nous en souvenir.

Ce soir, à 7 heures, comme je quitte mon bureau, Delcassé me fait appeler :

Il a le visage sinistre :

— Eh bien ! me dit-il.

J'attends la suite de son discours ; mais il se borne à répéter son interjection :

— Eh bien !

Alors j'affirme catégoriquement que l'heure est venue pour lui d'engager le tsar à conclure la paix et j'expose, pour la vingtième fois, mes raisons déterminantes : 1^o nous devons, à tout prix, sauvegarder l'alliance, qui n'aurait plus aucune valeur, qui cesserait même d'exister si la Russie s'écroulait dans une catastrophe intérieure ; 2^o nous devons également sauvegarder les douze milliards de francs que notre épargne a placés dans les fonds russes ou les industries russes ; 3^o nous ne devons pas oublier que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky est encore à Madagascar et que la prolongation obstinée de son mouillage dans les eaux françaises nous expose à un ultimatum, peut-être même à une avanie du Japon ; 4^o si une crise révolutionnaire paralysait la puissance russe, l'Allemagne en profiterait assurément pour nous chercher querelle au Maroc.

Delcassé me fixe d'un œil mauvais, hostile ; mais subitement :

— Soit ! Je me range à votre opinion... Rédigez-moi tout de suite un télégramme pour Bompard ; vous lui

racontez la conversation de l'impératrice mère avec le grand-duc Paul et vous lui demanderez son avis sur l'intervention que vous me conseillez.

Quelques instants plus tard, j'apporte au ministre ce télégramme, dont il approuve la teneur générale, mais dont il modifie un peu la conclusion, comme suit :

La conversation de l'impératrice mère avec le grand-duc Paul est antérieure à la bataille de Moukden. Savez-vous exactement l'impression que cet événement militaire a produite sur l'esprit de l'empereur Nicolas? Et pensez-vous que la situation soit telle que je puisse, sans risquer d'être mal compris, lui rappeler que, fidèle ami de la Russie, entièrement dévoué à l'intérêt commun des deux nations alliées, je suis prêt à faciliter au gouvernement impérial l'exécution des décisions où sa sagesse l'aurait conduit?

Dimanche, 12 mars 1905.

L'éclatante victoire des Japonais à Moukden offre à nos partis avancés une occasion nouvelle pour attaquer la politique russophile de Delcassé, pour lui reprocher surtout « l'interminable séjour de l'escadre russe dans les eaux de Madagascar ». Les socialistes l'accusent « d'exposer la France au légitime ressentiment du Japon, sinon même au péril d'un combat naval engagé dans les eaux françaises et contre lequel nous n'aurions pas droit de protester ». Ce sont d'ailleurs les termes exacts dont Motono s'est servi avant-hier en s'adressant à Delcassé ; la coïncidence est pour le moins curieuse...

Enfin, l'organe officiel du socialisme, *l'Humanité*, publie ce matin un réquisitoire qui conclut ainsi :

M. Delcassé a besoin — et grand besoin — qu'on lui rappelle avec fermeté que l'exacte observation de la neutralité dans son esprit, comme dans sa lettre, est la première

et la plus sacrée de ses obligations. Il faut qu'on lui dise bien haut que, ni la France de la Révolution ne peut prêter, directement ou indirectement, main-forte à l'autocratie tsarienne, ni la France de 1905 ne peut tenter même par une intervention diplomatique de soustraire la Russie de Nicolas II aux effroyables conséquences d'une criminelle folie. Ce qu'elle peut et ce qu'elle doit, de concert avec les autres puissances démocratiques, c'est exercer à Pétersbourg une pression, en vue d'une paix, qui ne peut s'acheter qu'à un très haut prix, mais que chaque jour de retard fera payer plus cher à la Russie.

Mardi, 14 mars 1905.

Delcassé me raconte un entretien qu'il a eu, cet après-midi, avec l'ambassadeur de Russie :

— Nélidow m'a déclaré spontanément que les troubles intérieurs de la Russie et le désastre de Moukden devraient déterminer l'empereur à conclure immédiatement la paix. Il vient d'écrire à Lamsdorff pour lui suggérer de recourir à mes bons offices auprès du Japon... Je me suis borné à lui répondre que, si le gouvernement impérial me demande d'intervenir à Tokio, je ne m'y refuserai certes pas.

Ce soir, dîner Schérer. Parmi les convives : Salomon Reinach, Paul Janet, docteur Pozzi, Émile Dürkheim, Gustave Lanson, Gaston Deschamps, Vidal-Lablache, Lévy-Bruhl, etc...

Charge à fond contre la Russie et l'alliance russe. Détail amusant : ce que mes commensaux reprochent le plus à l'autocratie russe, c'est son dédain pour les choses et les hommes du monde intellectuel : « Le grand-duc Serge, dit Salomon Reinach, ne feignait même pas de s'intéresser à la Société archéologique de Moscou ! » Par ces diatribes, où Dürkheim s'élève jusqu'aux impré-

cations bibliques, je comprends mieux la sévérité des humanistes de la Renaissance à l'égard de Paul III Far-nèse, qui leur ménageait un peu trop les prébendes et les flatteries.

Lanson, qui a été l'un des professeurs du tsar Nicolas, ne s'exprime sur lui qu'avec beaucoup de réserve : « C'était un jeune homme timide, plein de bonne volonté, un cerveau très malléable, et sans réaction personnelle. » Pour être sommaire, le portrait ne me semble pas moins juste.

Jeudi, 16 mars 1905.

Au dernier dîner de la cour à Berlin, l'amiral de Senden-Bibran, aide de camp de l'empereur, a dit au commandant de Sugny, notre attaché naval : « Dans sa croisière prochaine, l'empereur visitera *votre* Tanger... »

En tenant ce propos, l'amiral ne laissait voir aucune intention désobligeante ou malicieuse. Delcassé n'est pas moins effaré d'apprendre que son auguste adversaire, son ennemi personnel, Guillaume II, ose venir lui jeter le gant à Tanger... à Tanger !

Notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg vient de répondre à la question que le ministre lui a posée naguère ; il estime que l'intervention sollicitée par l'impératrice Marie-Féodorowna serait pour le moins prématurée. L'explication qu'il en donne est curieuse : « Les Russes commencent aujourd'hui seulement à réaliser l'importance de la défaite que leurs armées ont subie à Moukden ; mais, loin d'en être abattus, ils réclament à grands cris une revanche. Beaucoup de personnes, qui la semaine dernière professaient des sentiments pacifiques, tiennent maintenant un langage belliqueux... » Bompard escompte d'ailleurs un revirement prochain, « quand l'humiliation de la déroute aura fait place au calcul des forces. »

Reprenant mot par mot la réponse de notre ambassadeur, le ministre entame un long monologue, où il exa-

mine anxieusement le pour et le contre de tous les partis à prendre : « Si j'écris à l'empereur... Si je n'écris pas à l'empereur... Ai-je le droit d'enlever aux Russes toute possibilité de revanche? Est-ce à moi, leur allié, leur ami, est-ce à moi de leur dire : *Vous êtes vaincus, irréparablement vaincus; vous n'avez plus qu'à vous agenouiller devant le Japon...* Mais, si la révolution éclate en Russie, quel atout dans le jeu de l'Allemagne!... »

Puis il demande à revoir la lettre que je lui ai préparée pour le tsar et que j'ai là, dans mon portefeuille. Il la relit avec lenteur, d'un regard acéré, comme s'il cherchait à pénétrer, sous mon écriture, le secret de l'avenir... Son visage tout à coup s'éclaire; sa décision est prise :

— Eh bien, non! Je ne l'écrirai pas, cette lettre... Tous vos arguments sont justes et je ne trouve rien à y répondre; mais je ne sens pas la manœuvre.

— Alors maintenant, c'est moi qui vous conseille de ne pas écrire à l'empereur. Ne vous engagez pas dans une manœuvre à laquelle votre instinct répugne; vous la manquerez certainement et vous n'avez pas le droit de la manquer.

Le général Kouropatkine pensait arrêter sa retraite sur les positions de Tié-ling, à 80 kilomètres de Moukden. Sous la pression des Japonais, il est obligé de reculer à 150 kilomètres plus au nord, vers Shin-pin-gaï.

CHAPITRE XII

17 MARS - 21 AVRIL 1905

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky, forte de quarante-huit navires, s'éloigne de Madagascar pour se rendre, par le Détroit de Malacca, dans les mers de Chine. — La presse allemande voit, dans le désastre des Russes à Moukden, « le glas de l'alliance franco-russe ». — La Chambre des députés ouvre le débat sur la séparation de l'Église et de l'État; immense portée de cette controverse. — Visite prochaine d'une escadre anglaise à Brest; le gouvernement britannique souhaite qu'une escadre française vienne à Portsmouth pendant la présence du roi Édouard aux régates de Cowes. — L'empereur Guillaume, qui va entreprendre une croisière dans la Méditerranée, nous communique son intention de faire escale à Tanger. — Les pangermanistes menacent la France. — Les Marocains voient, dans la visite du kaiser, l'arrivée du Sauveur. — Les bas-fonds d'une grande alliance historique : la négociation des emprunts russes en France. — Progrès du mouvement révolutionnaire en Russie; les péripéties dramatiques des complots terroristes passionnent l'imagination russe. — Discours très sage de Delcassé au Sénat. — Le *Hamburg*, portant à bord l'empereur Guillaume, mouille devant Tanger. — Pour un motif inconnu, le kaiser écourte sa visite, en se dérochant aux fêtes préparées par le Maghzen. — Recevant le chargé d'affaires de France, il lui déclare emphatiquement sa « résolution de faire respecter les intérêts du commerce allemand au Maroc ». — Cette visite cause à Paris une inquiétude extrême; sang-froid de Delcassé. — Renseignements rétrospectifs sur l'escale du *Hamburg* à Tanger : pourquoi la visite impériale fut écourtée. — Une parole d'Édouard VII au président de la République : « L'attitude de mon neveu est inqualifiable; il ne sait ni ce qu'il fait ni ce qu'il veut... » — Après une traversée de vingt et un jours dans l'Océan Indien, l'escadre de l'amiral Rojdestvensky va relâcher sur

les côtes de l'Annam. — Le gouvernement de la République peut-il, sans une violation flagrante de la neutralité, continuer d'accueillir l'escadre russe dans les eaux françaises, puisque désormais le théâtre de la guerre est tout proche? Angoissant dilemme que se pose Delcassé. — Entre la France et l'Allemagne, les rapports deviennent chaque jour plus acrimonieux. — Cédant aux vives instances du président du Conseil, Delcassé se décide à parler du Maroc avec le prince de Radolin. — Au Palais-Bourbon, Jaurès et les socialistes attaquent vigoureusement Delcassé pour sa politique marocaine; la Chambre fait aux déclarations du ministre un accueil glacial. — L'escadre russe vient atterrir à Kam-ranh, sur la côte de l'Annam. — Énergique protestation du gouvernement japonais. — Nous intimons à l'amiral Rojdestvensky l'ordre de quitter les eaux françaises; collusion par réticence. — La position parlementaire de Delcassé devient presque intenable : il se résout à donner sa démission.

Vendregi, 17 mars 1905.

Hier, à 2 heures de l'après-midi, l'escadre russe a quitté la baie de Passandawa, faisant route au nord-est, vers la pointe occidentale de Sumatra.

L'amiral Rojdestvensky a pris, de lui-même, la décision de cet appareillage; nous ne l'avons aucunement influencé. Bien plus, c'est par nous que l'Amirauté impériale vient d'apprendre son départ, en sorte que, ce matin encore, on m'a remis un télégramme de Saint-Pétersbourg, adressé à Passandawa.

Ainsi, à l'heure présente, l'escadre russe, forte de quarante-huit navires, sillonne les eaux de l'Océan Indien, avec l'intention de pénétrer dans les mers de Chine par le détroit de Malacca. C'est une difficile et rude traversée qu'elle entreprend : 3 800 milles marins, sans un point de relâche, sans aucune possibilité de secours. Et, deux fois au moins, elle devra se réapprovisionner de charbon en pleine mer !...

Pour atteindre l'Océan Pacifique, l'amiral Rojdestvensky avait le choix entre plusieurs routes. Le com-

mandant de Freycinet lui en avait indiqué cinq. La première débouque par le Détroit de Loumbok et la Mer des Célèbes ; la seconde par la Mer de Timor et le Détroit de Torrès ; la troisième par le sud de l'Australie et la Mer de Corail ; malgré leur longueur ces trois routes offrent chacune le précieux avantage de laisser les Japonais dans l'ignorance complète de la direction par laquelle l'ennemi apparaîtra dans la Mer Jaune. Quant à la quatrième et à la cinquième routes, beaucoup plus brèves, l'une passe par le Détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra, l'autre par la pointe d'Atchin et le Détroit de Malacca.

C'est à cette dernière que s'est arrêté le choix de l'amiral Rojdestvensky. Stratégiquement, elle est la plus défectueuse ; car depuis la pointe d'Atchin jusqu'à Singapour, sur un parcours de 400 milles, elle longe, comme dans un couloir, les *Settlements* de la Malaisie anglaise : ainsi, les Japonais pourront suivre, heure par heure, l'approche des navires russes. Au point de vue français, la décision de l'amiral Rojdestvensky n'est pas moins fâcheuse, car indubitablement, la II^e escadre ayant doublé la pointe de Singapour, viendra se réfugier sur les côtes de l'Annam avant d'aller accomplir son destin dans la Mer Jaune. Or, le séjour si prolongé de l'*Armada* russe dans les eaux malgaches n'a-t-il pas épuisé la patience du Japon à notre égard?...

Mais, pour les problèmes nautiques, la route de Malacca est assurément la moins périlleuse. Et cette considération l'a emporté dans l'esprit de l'amiral Rojdestvensky.

Samedi, 18 mars 1905.

Le désastre que les Russes viennent de subir à Moukden provoque en Allemagne un double sentiment, qui vaut d'être noté. D'abord, avec un grand luxe d'épithètes et de périphrases, on rend hommage aux exploits de

bravoure, aux prodiges d'endurance, que les troupes russes ont multipliés pendant cette longue bataille, et l'on déplore que tant de sacrifices, voués à la cause de la civilisation chrétienne, aient été consommés en vain. Mais aussitôt, l'égoïsme national reprend ses droits, et l'on se réjouit ouvertement de voir la puissance militaire du colosse russe annihilée pour dix ans, pour vingt ans peut-être... Mieux encore : les journaux, qui prennent leur consigne à la Wilhelmstrasse, ne se gênent pas d'imprimer : « C'est le glas de l'alliance franco-russe. Tous les espoirs de revanche, que le peuple français fondait si naïvement sur notre voisin de l'Est, sont anéantis désormais. Et l'Allemagne peut maintenant respirer à pleins poumons !... »

Je présume que, dans les milieux universitaires où l'on est familier avec Horace, on récite les vers dithyrambiques sur la mort de Cléopâtre :

*Nunc est bibendum, nunc pede libero
Pulsanda tellus...*

Dimanche, 19 mars 1905.

Parlant jeudi dernier devant le Reichstag, le chancelier Bülow a pris à partie les socialistes allemands pour leur faire sentir l'inconvenance et l'absurdité des ironies injurieuses dont leur presse accable quotidiennement la Russie.

Le Temps estime avec raison que les socialistes de France feraient bien de méditer cette semonce. *A eux aussi, il convient de dire et même de dire très haut que la Russie, après comme avant la guerre, — fût-ce en mettant au pis l'issue de cette guerre, — restera une puissance de premier ordre dont l'alliance est pour notre pays une nécessité historique. Et s'il est des Français qui oublient qu'aucune défaite n'est irréversible et que tous les relèvements sont possibles, on ne peut que les plaindre, en vérité, d'avoir la mémoire si courte.*

Lundi, 20 mars 1905.

Notre attaché naval en Russie, le commandant de Saint-Pair, qui arrive de Saint-Pétersbourg, vient me voir ce matin.

Ses pronostics dépassent de beaucoup les miens en pessimisme. Tout l'édifice russe lui paraît menacé d'une ruine prochaine. Et ce qui l'inquiète le plus, c'est que, dans la crise actuelle, il ne voit personne qui soit en état de prendre le pouvoir et d'accomplir les réformes nécessaires ; la bureaucratie est usée, pourrie ; en dehors d'elle il n'y a que des intrigants, des aventuriers, des utopistes ou des révolutionnaires.

Il me confirme tout ce que sa correspondance officielle m'avait appris sur le désordre et la prévarication qui règnent dans la marine impériale. Quand l'amiral Rojdestvensky est parti de Libau pour Madagascar, avec escales à Dakar, Libreville, Mossamédès et Angra-Pequena, il n'avait aucune carte nautique du littoral africain ; l'amirauté de Saint-Pétersbourg n'en possédait non plus aucune...

Mardi, 21 mars 1905.

Aujourd'hui s'ouvre, à la Chambre, le débat sur la séparation de l'Église et de l'État, controverse d'une immense portée pour l'avenir moral et politique de notre pays.

A en juger par l'attitude ferme des gauches, le résultat de la bataille n'est pas douteux.

L'évêque de Perpignan vient d'adresser au clergé de son diocèse une lettre où il réproche le projet de loi sur la séparation « comme un crime exécrable et une ignominieuse apostasie ».

Je dîne chez le duc et la duchesse de Rohan ; j'y retrouve le grand-duc Paul, la comtesse de Hohenfelsen,

la comtesse Brévern de la Gardie et les Marcel Prévost. Réunion intime et « sans toilette, à cause du deuil qui vient de frapper S. A. I. le grand-duc », ainsi que s'exprime la carte d'invitation.

Dès l'entrée, Mme de Hohenfelsen me dit :

— Nous venons ici comme des chiens battus, nous avons la mort dans l'âme.

Dîner lugubre.

Au sortir de table, la comtesse Brévern, dont le mari appartient à la diplomatie russe, m'entraîne dans un coin du salon où Mme de Hohenfelsen nous rejoint immédiatement : l'une et l'autre me supplient d'intervenir auprès de Delcassé pour qu'il décide l'empereur à faire la paix.

— Qu'il écrive à la jeune impératrice, Alexandra-Féodorowna ! me dit la comtesse Brévern de sa voix tranchante.

— Oh ! non, reprend l'autre de sa voix caressante. Qu'il écrive plutôt à l'impératrice douairière, Marie-Féodorowna !

Mais le grand-duc s'approche. Et c'est lui maintenant qui m'accapare :

— Cher Paléologue, vous me voyez, ce soir, tout à fait désespéré. Si Dieu ne nous secourt pas bientôt, nous sommes perdus !... Et pourtant, M. Delcassé peut encore nous sauver. Lui seul peut encore nous épargner la paix humiliante qui nous menace et qui déchaînerait immanquablement la révolution !... Qu'il écrive donc à l'empereur !... Cher Paléologue, insistez, je vous en prie, pour qu'il écrive à l'empereur !

— Mais je ne vois pas ce que M. Delcassé pourrait écrire à l'empereur, sinon qu'il lui est tout acquis. Et cela, croyez-vous que l'empereur ne le sache pas ?

Mercredi, 22 mars 1905.

Delcassé jubile, car le nouvel ambassadeur d'Angleterre, sir Francis Bertie, est venu lui déclarer, par écrit :

— J'ai reçu pour instruction d'informer Votre Excellence que Sa Majesté Britannique et son gouvernement verraient, avec une grande satisfaction, une fraction de la flotte française se rendre à Spithead, au mois d'août prochain, de manière à s'y trouver pendant le séjour que Sa Majesté se propose de faire à Cowes à l'occasion des régates... J'ai également à demander à Votre Excellence s'il serait agréable au gouvernement français qu'un détachement de l'escadre anglaise de l'Atlantique fit une visite de courtoisie à Brest, vers le milieu du mois de juillet.

Delcassé a aussitôt accepté ces deux offres du gouvernement britannique.

Jeudi, 23 mars 1905.

Le chargé d'affaires d'Allemagne nous communique officiellement la liste des ports inscrits dans l'itinéraire de l'empereur Guillaume : Tanger y est mentionné...

Pourquoi cette notification s'il est vrai que l'Allemagne ignore l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 et notre situation spéciale au Maroc? La chancellerie allemande nous notifie-t-elle jamais les escales du yacht impérial dans les ports étrangers?...

Le général Pendézec vient étudier avec moi cette question : « Si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, dans quelle mesure nos accords secrets avec l'Italie nous autoriseraient-ils à dégarnir la frontière des Alpes, pour renforcer d'autant nos armées du nord-est et compenser ainsi, plus ou moins le déficit de l'alliance russe?... » Je n'hésite pas à lui affirmer que, dans l'hypothèse d'un grand conflit européen, l'Italie ne pourrait pas rester neutre et que ses aspirations nationales, sa position géographique, tout le roman de son passé, tout le déterminisme de son histoire, l'obligeraient d'attaquer l'Autriche.

Vendredi, 24 mars 1905.

Les esprits commencent à s'exciter en Allemagne. Les pangermanistes parlent de guerre : la *Gazette de Magdebourg* menace la France d'une invasion.

Habile metteur en scène, Guillaume II cherche un succès foudroyant. Ou peut-être, n'est-ce qu'un *bluff*? Notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, le baron de Courcel, chez qui je dînais la semaine dernière, croit au *bluff*, car il tient Guillaume pour « un cabotin et un capon, qui, à l'instant décisif, reculera toujours devant les conséquences de ses gestes ».

Samedi, 25 mars 1905.

La bataille de Moukden a produit maintenant ses résultats décisifs. La situation ne peut plus se rétablir au profit des Russes, à moins d'événements improbables, tels qu'une victoire éclatante de Rojdestvensky sur mer, ou quelque manœuvre insensée, quelque manœuvre à la Charles XII, dans laquelle les Japonais se laisseraient entraîner par mégalomanie.

Le tsar ne peut donc avoir que deux motifs pour continuer l'envoi des renforts en Extrême-Orient : 1^o l'arrière-pensée d'avoir, sous la main, des forces imposantes, quand sonnera l'heure des négociations diplomatiques ; 2^o la crainte que le tsarisme ne soit mis en péril par la conclusion d'une paix trop humiliante.

Dimanche, 26 mars 1905.

Je rencontre souvent Maurice Barrès chez la comtesse Albert de Mun. Et, comme il s'épanche volontiers devant elle, je peux mesurer avec exactitude l'intéressante évolution qui s'opère en lui.

Jadis, au temps de ses débuts littéraires, il affirmait l'absolue prééminence de l'art et de la philosophie sur l'activité pratique.

Plus tard, vers 1889, quand il se fourvoya dans la burlesque aventure du boulangisme, les émotions de la politique ne lui furent qu'un plaisir de l'esprit, un jeu très varié, très amusant, où ses facultés d'observation, d'intelligence et d'ironie se donnaient libre cours. C'est l'époque où il se définissait par cette formule nihiliste : « Je suis fait pour tout comprendre et tout désorganiser. » C'est aussi l'époque où il disait qu'en se mêlant aux luttes électorales, il se proposait, avant tout, de « mettre un peu de charbon sous sa sensibilité qui commençait à fonctionner mollement »...

Aujourd'hui, sa pensée devient toute sérieuse et réaliste, sous l'obsession de l'intérêt national, de la conscience nationale, de la mystique nationale. Il nous le déclarait, l'autre soir, dans le sympathique salon de l'avenue de l'Alma : « Je n'estime plus l'intelligence que dans la mesure où elle s'accorde avec les dogmes nationaux. » Et, sursautant à cette déclaration imprévue, le fougueux Albert de Mun lui répondait : « Voilà qui est parler !... Voilà comme je vous aime !... »

J'observe la même évolution chez Gabriele d'Annunzio. Je le fréquentais beaucoup il y a quelque dix ans à Rome, et nos savoureuses causeries de la villa Borghèse m'ont laissé un vif souvenir. Je me rappelle notamment qu'il m'avoua s'être dépeint lui-même dans le héros d'*Il Piacere*, « l'Enfant de volupté », cherchant de plus à me prouver que « le culte de la beauté, la conquête des femmes et la recherche ininterrompue de sensations nouvelles suffissent à remplir magnifiquement toute une vie ».

Mais, aujourd'hui, par dégoût de la démocratie plébéienne, de la « Grande Bête immonde », il ne conçoit plus désormais pour lui d'autre tâche que de travailler

au relèvement de l'Italie, « en suscitant partout des énergies audacieuses et des volontés héroïques. »

Sur un plan différent, j'aperçois chez Albert de Mun des changements analogues. Catholique et royaliste jusque dans les moelles, ancien dévot du comte de Chambord, véritable « Fils des Croisés », il garde toutes ses croyances et toutes ses ferveurs primitives. Mais, dans son courageux apostolat du « christianisme social », il témoigne chaque jour un esprit plus large, sinon plus libre. Chaque jour il s'adapte mieux aux conditions de la société moderne et surtout aux exigences de l'intérêt national. Aussi Delcassé n'a-t-il guère de partisan plus chaud. En public, le député royaliste et le ministre républicain n'échangent que de brèves paroles ; mais ils m'ont fait souvent l'intermédiaire de leurs confidences. Malgré tout ce qui les sépare, une religion commune les attire invinciblement l'un vers l'autre : le patriotisme.

Lundi, 27 mars 1905.

Le *Lokal Anzeiger* de Berlin déclare que, « si la France ne fait pas d'ouvertures à l'Empire allemand, celui-ci ne doit pas négocier avec elle au sujet du Maroc ; c'est pourquoi l'empereur n'a pas dit un mot des affaires marocaines, lors de son dîner récent à l'ambassade de France. »

La venue prochaine de l'empereur Guillaume passionne la population de Tanger. Sur des ordres expédiés de Fez, les autorités locales préparent au kaiser une réception brillante ; elles y déploient une ardeur, une activité dont leur coutumière apathie permettait de les croire incapables. Évidemment, le Maroc voit, dans la visite de Guillaume II l'arrivée du Sauveur.

La semaine dernière, à Berlin, Holstein passait comme d'habitude la soirée chez sa grande amie, Mme de Lebbin,

femme intelligente et cultivée, pour qui « l'Éminence grise » n'a pas de secret. Il y avait, ce soir-là, quelques invités ou plutôt quelques intimes, car le salon ne s'ouvre qu'à de rares privilégiés.

Or l'un des assistants a raconté que le *Wirklich-geheim Rat*, qui généralement reste silencieux, n'a pas cessé de rire et de goguenarder en parlant du coup de théâtre qui va éclater au Maroc.

Mardi, 28 mars 1905.

Le désastre de Moukden risque d'entraîner des répercussions graves pour le crédit financier de la Russie.

Le 3 de ce mois, deux banquiers de Paris, Hottinguer et Noetzelin, étaient arrivés à Saint-Pétersbourg en vue de négocier, avec le gouvernement impérial, et sur la demande pressante de celui-ci, un emprunt 5 pour 100 de 600 millions de francs. Après un débat très âpre, le président du Comité des ministres, Witte, et le ministre des Finances Kokovtsov, s'étaient résignés au prix de 91 fr. 25 (pour les banques) alors que le dernier emprunt du 29 avril 1904, s'élevant à 800 millions de francs, avait été conclu à 94 francs (pour les banques) et 99 francs (pour le public).

Mais, le 13 mars, en apprenant la victoire éclatante des Japonais devant Moukden, les banques françaises avaient télégraphié à leurs délégués l'ordre de rompre la négociation.

Simultanément, le syndic des agents de change parisiens, Verneuil, mandaté par la Chambre syndicale, notifiât à l'agent financier du Trésor impérial en France, Raffalowitch, l'ultimatum suivant : *La chambre syndicale, préoccupée de la situation du marché des fonds russes à Paris, a décidé de faire toutes réserves sur la participation de la compagnie des agents de change au nouvel emprunt, et de ne point admettre les titres de cet emprunt à la cote, si le gouvernement russe ne met pas à la dispo-*

sition de l'ambassade de Russie, pendant toute la durée de la guerre, une mensualité de 250 000 francs qui serait éventuellement distribuée à la presse sur la première réquisition du syndic.

Révoltés d'une sommation aussi brutale, les ministres russes l'ont d'abord hautainement repoussée. Mais, sous l'inexorable pression des circonstances, ils viennent de capituler.

Dans tous les dessous de l'alliance franco-russe, je ne connais rien de plus malpropre, de plus répugnant, que le continuel chantage exercé par les directeurs de notre presse à l'égard du Trésor impérial pour la soi-disant défense du crédit russe sur le marché français. Et ce ne sont pas seulement les directeurs de journaux qui interviennent à la curée ; ce sont trop souvent aussi des politiciens, dont quelques-uns même sont fort considérés du monde parlementaire.

Cette immonde besogne, qui a commencé dès l'origine de l'alliance franco-russe, mais qui s'est beaucoup développée durant la guerre de Mandchourie, est dirigée par l'agent financier du Trésor impérial, attaché à l'ambassade de Russie, Arthur Raffalowitch. Le personnage est d'ailleurs d'une remarquable intelligence, très versé dans les questions économiques, membre correspondant de l'Institut, etc... Pour les négociations particulièrement délicates ou dégoûtantes, il a recours aux agents de l'*Okhrana*. Le fameux Ratchkowsky excellait naguère à ce métier ; il a laissé de bons élèves en Rataïew, Akim, Effront, Achelking et Manouïlow.

Quand je suis parfois trop écœuré de toutes ces vilenies, dont j'ai forcément connaissance mais qui se trament tout à fait en dehors de moi, je me console par la pensée que les plus grandes, les plus nobles entreprises de l'histoire ont toujours dû payer une redevance à la cupidité humaine. Il n'y avait pas seulement de l'idéalisme religieux dans les Croisades...

Jeudi, 30 mars 1905.

Dans le duel acharné qui se poursuit entre le terrorisme russe et le gouvernement impérial, ce qui me frappe le plus c'est l'impuissance de l'action policière.

Malgré l'organisation formidable de la gendarmerie et de l'*Okhrana*, malgré l'arbitraire absolu des méthodes répressives, malgré la fréquence des exécutions capitales, malgré le régime atroce des prisons et des bagnes, le parti révolutionnaire accroît incessamment son effectif et se montre de jour en jour plus opiniâtre, plus fanatique, plus audacieux. D'abord, depuis deux ou trois ans, il a beaucoup élargi son recrutement ; il s'est créé des adeptes dans toutes les couches de la société, non plus seulement parmi les intellectuels et les bourgeois, mais parmi les ouvriers, les paysans, les soldats ; il a même trouvé des néophytes dans la noblesse et le clergé. Par le travail intensif de sa propagande, il s'est créé, à travers l'Empire, un vaste réseau de comités clandestins, dont les plus entreprenants, les plus redoutables, sont à Saint-Petersbourg, Moscou, Wilna, Ekaterinoslaw, Kiew, Saratow, Nijni-Novgorod, Riazan, Kharkow, Tiflis, Tomsk, Irkoutsk.

Le grand animateur de ce mouvement était naguère encore un jeune chimiste de Kiew, Grégoire-Andréïéwitch Guerchouny. Après avoir dirigé, de sa personne, plusieurs attentats, il fut arrêté, vers la fin de 1903 ; il est maintenant au bagne sibérien de Nertschinsk. Les meneurs actuels du parti sont Wladimir-Lvowitch Bourtzew, dont j'eus à m'occuper, il y a quelques mois, puis, Evno Azew et Boris Savinkow, tous deux impliqués dans l'assassinat récent du grand-duc Serge et qui ont pu chercher refuge à l'étranger, enfin deux jeunes femmes, deux énergumènes, deux Erinnyes, Tatiana Léontiew et Dora Brylliant.

A voir les choses de plus haut, il me semble discerner, dans le terrorisme russe, un cas singulier de psychose collective et de contagion mentale. Toute l'histoire du peuple russe nous le montre éminemment accessible à la suggestion mutuelle. Dans nul autre pays, les ondes psychiques ne se propagent avec une telle facilité ; dans nul autre pays, les masses populaires ne subissent aussi rapidement la contamination d'une croyance, d'un espoir, d'un enthousiasme, d'une convoitise, d'une peur, d'une haine. Inversement, nul peuple n'est aussi réfractaire à l'emprise de la persuasion logique.

Je crois remarquer, enfin, que le terrorisme russe, par son masque de générosité, par la hardiesse de ses crimes, par le scénario ténébreux de ses conjurations, par l'étonnante bravoure de ses acteurs, par l'implacable sévérité des châtiments qu'il s'attire, par tout son appareil de mystère et d'horreur, émeut passionnément l'imagination mélodramatique du peuple russe.

Eugène-Melchior de Vogüé, avec qui je parlais naguère de ces troublantes questions, me citait, à l'appui de mon sentiment, une pensée qu'il se rappelle avoir lue sous la plume de Dostoïewsky, dans *les Possédés* : « Nos dirigeants politiques s'épuisent à comprendre d'où le nihilisme est venu chez nous. Mais il ne vient de nulle part !... Si le nihilisme a fructifié chez nous, c'est parce que, dans le fond de l'âme, nous sommes tous nihilistes... »

Vendredi, 31 mars 1905.

Delcassé a parlé aujourd'hui, devant le Sénat. Discours très calme, très incolore, où l'Allemagne n'est même pas nommée. Les questions d'Albert Decrais étaient concertées avec Delcassé, qui en avait même fixé les moindres termes, ce qui lui a permis d'exprimer indirectement tout ce qu'il ne voulait pas dire dans sa réponse.

Le discours a déplu au Sénat, qui n'a pas compris que cette manifestation oratoire ne s'adressait pas à lui, mais à l'opinion étrangère.

Ce matin, à neuf heures, le *Hamburg*, portant à son bord l'empereur Guillaume, a mouillé en rade de Tanger.

Vers 11 heures et demie, le souverain a débarqué.

Après avoir reçu les félicitations qu'un envoyé du sultan avait mission de lui offrir au nom de son maître, il est monté à cheval, pour se rendre à la légation d'Allemagne, où l'attendaient une vingtaine de colons allemands. Là, se dressant de toute sa taille, il leur a dit : « Je suis heureux de saluer en vous les courageux pionniers du commerce allemand, qui m'aident à maintenir et développer, *dans un pays libre*, les intérêts de la mère patrie. »

Les diplomates étrangers, ministres ou chargés d'affaires, ont été ensuite admis, individuellement, à lui présenter leurs hommages. Pour notre part, c'est au second secrétaire de notre légation, le comte René de Chérisey, qu'est incombé ce devoir de politesse internationale. Il s'en est acquitté avec son tact et son sang-froid habituels. Après un échange de banales courtoisies, l'empereur a joint brusquement les talons, puis il a déclaré d'une voix forte, en accentuant chaque mot : « Oui, monsieur, c'est un beau pays que le Maroc, surtout au point de vue commercial. Aussi j'espère que les nations européennes sauront y garantir leurs intérêts économiques. Pour moi, je suis bien résolu à y faire respecter les intérêts du commerce allemand. » Et là-dessus il a congédié Chérisey.

Le programme de la visite impériale comportait encore plusieurs articles, notamment une réception à la Kasbah. Mais, pour un motif que nous ignorons à l'heure actuelle, Guillaume est allé directement de sa légation au port

et s'est embarqué aussitôt. Quelques minutes après, le *Hamburg* est parti vers Gibraltar.

Samedi, 1^{er} avril 1905.

Émotion extrême à Paris. Je vois les meilleurs esprits, comme Francis Charmes, très inquiets. Langage alarmiste de l'opposition.

Comment Delcassé sortira-t-il de là? Va-t-il à un Fachoda allemand? Ma confiance dans son habileté demeure entière.

Si nul fait nouveau ne surgit, la situation se détendra peu à peu. Mais, avec un impulsif comme le kaiser, il faut tout craindre. Dominé par ses nerfs, il est homme à prononcer quelque parole inadmissible pour notre dignité, à créer subitement de l'irréparable.

Dimanche, 2 avril 1905.

Delcassé est admirable de sang-froid dans cette crise, dont il mesure pourtant la gravité. Comme toujours en pareil cas, il se concentre sur lui-même, il s'arme d'un mutisme farouche, il décommande ses audiences, il se cloître au fond de son appartement, il ne voit presque personne.

Mais, dans les rares instants où j'ai pu l'approcher, il m'a semblé parfaitement calme et non moins résolu. Il a même trouvé des accents joyeux pour me dire :

— Somme toute, je ne regrette pas cette manifestation claironnante de Guillaume à Tanger. Rien ne pouvait produire un effet plus salulaire sur le peuple anglais... Supposez que Guillaume nous eût témoigné sa mauvaise humeur par une rodomontade, lancée de Metz ou de Strasbourg : les Anglais y auraient été indifférents. Mais qu'un navire allemand vienne déployer le pavillon des Hohenzollern sur la côte du Maroc, en face de Gibraltar,

oh ! oh ! les Anglais n'admettent pas cela. Soyez donc sûr que beaucoup d'entre eux tournent aujourd'hui les regards vers la France !...

Lundi, 3 avril 1905.

Les journaux ont publié, ces jours-ci, la nouvelle de la manifestation navale franco-anglaise, dont le gouvernement britannique a pris l'initiative le 22 mars dernier.

L'opinion accueille cette nouvelle avec indifférence... ou méfiance.

Mardi, 4 avril 1905.

La situation reste périlleuse. Toutefois, comme symptôme favorable, je note que, pendant sa courte escale à Tanger, l'empereur Guillaume a semblé comprendre la gravité de sa manifestation.

D'après le programme concerté avec le Maghzen, l'empereur devait débarquer du *Hamburg*, à 7 h. 30 du matin, puis se rendre à la Légation d'Allemagne, afin d'y recevoir les compliments du corps diplomatique et les hommages de la colonie allemande. Le délégué du sultan lui offrirait ensuite un déjeuner à la Kasbah, qui domine la ville. Enfin, pour remplir l'après-midi, on lui avait préparé sur la plaine du Marshân une brillante *fantasia* de caïds marocains. Son rembarquement était fixé à 5 heures... Or, à quelques encâblures du point où le *Hamburg* avait jeté l'ancre, un croiseur français, le *Du Chayla*, stationnait depuis plusieurs mois. Selon les règles de la courtoisie maritime, le commandant de ce navire, le capitaine de frégate Debon, vient aussitôt saluer l'empereur à bord. Après un accueil aimable, le souverain lui demande :

- Vous connaissez bien la rade de Tanger ?
- Oui, sire, voilà plus de trois mois que j'y stationne.
- Alors, répondez-moi franchement, comme on doit

se parler entre marins. Vous ne voyez pas de danger à ce que je débarque?

— Aucun danger, sire, aucun. Il y a un peu de clapotis, mais pas de houle, et le vent n'est pas dur.

Le kaiser reste silencieux un instant ; puis, d'un air absorbé, il met l'entretien sur des questions de technique navale ; mais, brusquement, il réitère sa demande :

— Ainsi, en toute franchise, vous ne voyez pas de danger à ce que je débarque?

Un peu surpris de cette insistance, le commandant Debon reprend avec fermeté :

— Pas le moindre danger, sire ; la rade n'est pas mauvaise aujourd'hui.

— Et quand il faudra que je rembarque, à 5 heures, comment sera-t-elle la rade?

— Oh ! sire, je n'oserais pas me prononcer huit heures d'avance. Mais, je le répète à Votre Majesté, je n'ai actuellement aucun motif de prévoir que le temps se gâte.

Après l'avoir remercié, l'empereur le congédie. Les affirmations si nettes qu'il venait d'entendre auraient dû le déterminer à gagner la terre immédiatement, quitte à rembarquer plus tôt si la mer venait à grossir. Mais il perd encore deux heures et demie en contre-ordres et hésitations. Enfin, à 11 heures trois quarts, il débarque. Sur le quai du port, une compagnie de soldats marocains, commandée par un officier français, lui rend les honneurs. Devant cette troupe se tient le fameux caïd Mac-Lean, ancien déserteur anglais, qui s'est fait notre grand ennemi. Sans s'attarder aux salamalescs, le kaiser monte vite à cheval pour se rendre à la légation d'Allemagne ; il a le teint jaune, et le regard inquiet. Pendant qu'il gravit la rue escarpée qui traverse la ville, quelques braillards, mêlés à son escorte, se mettent à pousser des hourras. Se penchant vers le caïd Mac-Lean, qui marche à hauteur du cheval, Guillaume II lui crie d'une voix saccadée :

— Faites-moi taire ces gens-là, j'ai les nerfs trop malades.

A la légation, il prononce devant sa colonie une harangue pompeuse, où il déclare solennellement sa volonté de *maintenir les droits et les intérêts de l'Allemagne dans un Maroc libre*. Lorsqu'il reparaît au dehors, l'altération de ses traits est remarquée de tous. En même temps, on observe une agitation bizarre dans l'entourage impérial ; des officiers vont et viennent d'un pas précipité ; le caïd Mac-Lean change la formation de sa troupe, expédie des estafettes. La stupeur est générale quand on apprend que l'empereur n'assistera ni au déjeuner de la Kasbah, ni à la fantasia sur le Marshân. Puis, au milieu d'un silence morne, le cortège descend hâtivement vers le port. Guillaume II s'embarque aussitôt. Une demi-heure plus tard, le *Hamburg* quitte la rade.

Ainsi donc, cette fois encore, Guillaume II n'a pas osé aller *jusqu'au bout de son geste* (1).

Mercredi, 5 avril 1905.

Radolin, revenu hier de Monte-Carlo, s'est présenté à l'audience diplomatique de Delcassé. Quelques minutes auparavant, il avait reçu de son ami Holstein un télé-

(1) Le même « réflexe » physiologique et mental s'est produit chez Guillaume II, le 1^{er} août 1914, aussitôt qu'il eut déclaré la guerre à l'empereur Nicolas. Six heures après que son ambassadeur à Saint-Petersbourg avait notifié solennellement la déclaration fatale, il adressa un incompréhensible appel aux dispositions pacifiques du tsar comme si, réalisant tout à coup les conséquences irréparables de son geste, il espérait pouvoir les arrêter encore par ce message *in extremis*.

L'amiral de Tirpitz, secrétaire d'État de la Marine impériale, nous atteste également la dépression physique et morale de Guillaume, à l'instant des résolutions suprêmes : « Je n'ai jamais vu de visage plus tragique et plus défait que celui de notre empereur, au cours de ces journées... » Le feld-maréchal Waldersée l'avait prédit, longtemps auparavant, lorsqu'il écrivait : « Que Dieu nous préserve de la guerre tant que Guillaume II sera sur le trône, car ses nerfs le trahiraient aussitôt. »

gramme chiffré, lui conseillant une prudence *extrême* dans ses rapports avec Delcassé. Un journal de Berlin écrivait d'ailleurs ces jours-ci : « Le prince de Radolin n'est pas de taille à se mesurer avec M. Delcassé. Le maintenir à Paris, c'est mettre la brebis entre les pattes du loup. »

Le regard anxieux, les traits figés, Radolin n'a pas soufflé mot du Maroc. Delcassé n'en a rien dit non plus.

Jeudi, 6 avril 1905.

Édouard VII, qui se rend à Marseille pour y rejoindre la reine Alexandra, s'est rencontré avec le président de la République, entre Pierrefitte-Stains et la gare de Lyon. Delcassé n'assistait pas à leur conversation.

Le roi et le président sont restés en tête-à-tête pendant une demi-heure.

Parlant de l'affaire marocaine, Édouard VII a dit :

— L'attitude de mon neveu est inqualifiable. Il ne sait ni ce qu'il fait ni ce qu'il veut ; il est, du reste, en complet désaccord avec ses ministres... La crise que vous traversez n'est qu'un orage, qui passera.

Le président a répondu :

— Oui, mais pendant qu'il passe, il peut causer bien du mal.

Aucune question précise et pratique n'a été abordée.

Vendredi, 7 avril 1905.

Après une traversée de vingt et un jours dans l'Océan Indien, l'escadre de l'amiral Rojdestvensky, forte de quarante-huit navires, a doublé la pointe occidentale de Sumatra ; elle défilait hier devant Malacca, elle sera demain au large de Singapour, et, quelques heures plus tard, elle entrera dans les mers de Chine. Le commandant

Malo-Lefebvre (1), qui m'apporte ces détails, poursuit :

— Je suppose qu'après une aussi longue navigation, qui a dû être par instant assez rudé, l'escadre aura besoin d'un long repos. Et c'est évidemment sur les côtes de l'Annam qu'elle ira le prendre... Alors, au point de vue de la neutralité, nous allons voir se poser de jolis problèmes... Mais cela, mon cher monsieur, ce n'est plus mon affaire : c'est la vôtre.

Quand j'annonce à Delcassé que l'*Armada* russe est à la veille d'entrer dans les mers de Chine et qu'elle ira sans doute relâcher sur les côtes de l'Annam, il ne peut réprimer un sursaut violent :

— Pourquoi va-t-elle relâcher sur les côtes de l'Annam?

— Parce que, géographiquement, ce sont les seuls parages où elle puisse trouver un refuge avant de pénétrer dans la zone des opérations militaires.

Il tressaute encore, puis, s'étant calmé, il résume froidement la situation :

— Pouvons-nous, sans une violation flagrante du droit international, continuer d'accueillir l'escadre russe dans les eaux françaises, puisque désormais le théâtre de la guerre est tout proche?... Une tolérance, qui s'excusait à la rigueur pour le Gabon ou Madagascar, n'est-elle pas inadmissible pour l'Annam?... Le Japon ne va-t-il pas nous lancer un ultimatum? Quel tollé ce serait contre moi chez nos socialistes. Ajoutez qu'en ce moment l'opinion française n'est pas du tout russophile... Mais que puis-je faire? Interdire à l'amiral Rojdestvensky l'accès de nos rades; lui enlever par conséquent tout moyen de se réapprovisionner, d'attendre ses renforts, de se préparer à la bataille suprême? Autant dire que je l'enver-

(1) Le capitaine de frégate Malo-Lefebvre remplaçait, depuis quelque temps, le commandant de Freycinet à la Commission des Instructions de guerre.

rais à un désastre dont le peuple russe nous attribuerait certainement toute la responsabilité.

J'approuve, il reprend :

— Somme toute, je ne sais pas *officiellement* où se trouve l'escadre russe. Je lis dans les journaux qu'elle est signalée devant Malacca. Où va-t-elle? Je n'en sais rien... Vous me dites qu'elle va relâcher sur les côtes de l'Annam. C'est possible. Mais vous non plus vous n'en savez rien... *officiellement*. Si, dans quelques jours, un télégramme *officiel* de Saïgon ou de Hué m'apprend que des navires russes mouillent dans telle ou telle baie de la côte annamite, eh bien ! conformément au droit international, je leur ferai enjoindre de reprendre la mer après le délai régulier de vingt-quatre heures. Mais, pour l'échange des télégrammes entre Paris et l'Indo-Chine, pour le contrôle des renseignements, pour l'envoi d'une sommation à l'amiral Rojdestvensky, je pense qu'il ne faudra pas moins d'une semaine. Peut-être, même, faudra-t-il davantage. L'escadre russe aura donc eu tout le temps de se ravitailler quand nous l'obligerons à sortir de nos eaux territoriales... Vous m'avez compris, n'est-ce pas?

Et, brusquement, il coupe l'entretien.

Samedi, 8 avril 1905.

Je déjeune avec le grand-duc Paul et la comtesse de Hohenfelsen ; nous sommes seuls tous les trois.

Nous parlons de la situation en Russie. Mes hôtes se disent plus rassurés. Depuis le désastre de Moukden, le sentiment national s'est raffermi. Tous les yeux et tous les espoirs se concentrent maintenant sur l'escadre de Rojdestvensky ; on ne doute pas qu'elle puisse encore, par une grande victoire navale, enlever aux Japonais la seule raison de leur supériorité, — la maîtrise de la mer ; — après quoi les armées russes auront vite fait de

prendre une revanche éclatante. Aussi, l'empereur est plus résolu que jamais à poursuivre les hostilités... Quant à la politique intérieure de l'Empire, elle s'améliore aussi. Les ministres comprennent mieux leur devoir, qui est d'appliquer impitoyablement la manière forte. Le policier Ratchkowsky, rentré en grâce, fait des prodiges de vigueur et d'activité. Voilà comment il faut mener la Russie !...

Je demande au grand-duc :

— Alors, M. Delcassé n'a pas manqué de flair, il y a un mois, quand il a refusé d'intervenir auprès de l'empereur pour lui conseiller de faire la paix ?

Il me répond avec bonne grâce :

— Oui, M. Delcassé a été mieux inspiré que moi... N'oubliez pas cependant que j'avais un mandat exprès de l'impératrice Marie-Féodorowna.

Pour terminer, il m'interroge sur l'escadre de l'amiral Rojdestvensky :

— Elle a été signalée avant-hier, dis-je, dans le Détroit de Malacca ; je présume donc qu'elle double en ce moment la pointe de Singapour et qu'elle pénétrera demain dans les mers de Chine... L'heure décisive ne tardera plus beaucoup.

Le grand-duc et Mme de Hohenfelsen font plusieurs signes de croix :

— *Gospody pomiloui!* Seigneur, ayez pitié de nous !

Dimanche, 9 avril 1905.

Il n'est pas douteux que, dans cette crise grave de notre histoire, Delcassé représente éminemment les instincts profonds de la conscience nationale. Et le fait qu'il soit d'extraction paysanne, qu'il sorte d'une famille implantée depuis toujours dans la région de Foix, au versant des Pyrénées, aux limites de l'Aquitaine, — ce fait me le rend plus représentatif encore.

Derrière lui, j'aperçois les millions et les millions d'humbles paysans qui, depuis des siècles, ont collaboré, d'une volonté plus ou moins obscure, à la formation de l'unité française. Ils la voulaient assurément, cette France, « une et indivisible », puisqu'ils n'ont jamais rechigné à se faire tuer pour elle, quand ils la sentaient en péril. Et ce qui est, selon moi, le plus étonnant, c'est l'égale diffusion, l'égal enracinement du patriotisme dans toutes les provinces du territoire. Qu'un paysan de la Meuse ou des Vosges ressente douloureusement la perte de l'Alsace et de la Lorraine, je le comprends. Mais qu'un paysan de l'Ariège ou du Béarn ne se résigne pas non plus à voir Strasbourg et Metz sous la griffe allemande, cela ne montre-t-il pas toute la force de l'homogénéité française?

Lundi, 10 avril 1905.

Bihourd a dîné chez Bülow ; mais notre piteux ambassadeur n'a su ni trouver ni provoquer l'occasion de traiter la question marocaine.

Entre la France et l'Allemagne, les rapports deviennent chaque jour plus acrimonieux.

La tactique de Delcassé consiste à différer toute discussion avec l'Allemagne au sujet du Maroc, jusqu'au jour où la proposition d'une conférence aura définitivement échoué. Il estime qu'il pourrait alors, sans déchoir, ouvrir une grande négociation avec Berlin.

Mais l'opinion française, qui s'énervé, lui laissera-t-elle le temps de mener à bien une si longue et si dangereuse manœuvre?

Mardi, 11 avril 1905.

Paul Cambon, qui arrive de Londres, vient me voir ce matin. Il partage mes inquiétudes et me promet de parler demain à Delcassé, avant son audience diploma-

tique, pour lui conseiller d'aborder franchement la question marocaine avec Radolin.

Un de nos informateurs secrets, qui a des intelligences à la Wilhelmstrasse, nous affirme que la visite de l'empereur Guillaume à Tanger lui fut non seulement suggérée, mais inculquée, sinon même imposée par le chancelier de Bülow, sous la pression opiniâtre du mystérieux Holstein.

Le kaiser aurait longtemps résisté, par crainte des conséquences trop graves que son instinct lui faisait pressentir. Mais, comme toujours, il aurait fini par céder. Ainsi donc, une fois de plus, l'acrimonieuse et tenace volonté de l'Éminence grise aurait commandé les gestes du fantoche impérial (1).

Jeudi, 13 avril 1905.

Cet après-midi, vers 2 heures, devant le Palais-Bourbon, je rencontre le sociologue Émile Dürkheim, qui a jeté des regards si profonds, si neufs, sur la genèse des sociétés humaines et des principes moraux. Nous faisons quelques pas ensemble.

— Vous rappelez-vous, me dit-il, notre dîner Schérer d'il y a un mois?... J'ai beaucoup réfléchi à tout ce que vous nous avez raconté, ce soir-là, sur le drame intérieur de la Russie...

Et d'un ton acerbe, le regard enflammé, il reprend toute son impétueuse diatribe contre les turpitudes, les forfaits, l'abomination de l'autocratie russe. Je lui réponds :

— Oui, certes, le tsarisme est plein d'abus révoltants.

(1) Le prince de Bülow a reconnu dans ses *Mémoires* (t. II, p. 135), qu'il avait dû insister fortement auprès de l'empereur pour lui faire admettre l'idée de l'escala à Tanger. Quatre mois plus tard, Guillaume, se disputant avec son chancelier, lui écrivait : « N'oubliez pas que vous m'avez mis en scène personnellement à Tanger, et contre ma volonté, pour obtenir un succès dans votre politique marocaine... »

Et je ne suis que trop bien placé pour les voir... Mais, au risque de vous scandaliser, je vous avouerai qu'en dehors du tsarisme, je ne conçois ni l'État russe, ni la société russe. L'omnipotence des tsars n'est pas un régime d'aventure, qui se maintient seulement par la force : elle découle de toute l'histoire russe ; elle est fonction de la psychologie russe... Voilà plusieurs années que je m'occupe officiellement des révolutionnaires russes, réfugiés en France ; je connais donc assez bien leur mentalité ; j'y trouve l'explication naturelle du tsarisme. Je veux dire par là que le peuple russe est congénitalement et foncièrement anarchiste. Pour contenir ses instincts subversifs, un seul régime lui convient — et sans doute en a-t-il conscience lui-même puisqu'il le supporte depuis des siècles : c'est le despotisme oriental.

— Alors, selon vous, le peuple russe n'a de choix qu'entre le despotisme ou le chaos ?

— C'est ma conviction... J'ajoute que, puisque la Russie est notre alliée et que son alliance nous est absolument nécessaire pour nous préserver de la mégalomanie allemande, notre intérêt nous oblige à renforcer, autant qu'il dépend de nous, l'armature ébranlée du tsarisme.

Vendredi, 14 avril 1905.

Delcassé a dîné hier à l'ambassade d'Allemagne.

Cédant aux vives instances du président du Conseil, il s'est décidé à parler du Maroc avec Radolin.

— Je ne réussis pas à m'expliquer, a-t-il dit, la polémique de votre presse au sujet du Maroc. Comment, par exemple, accepter cette assertion que l'Allemagne n'a rien su des accords franco-anglais et franco-espagnols de 1904 ? Vous vous rappelez que je vous ai révélé les principales dispositions de ces arrangements.

— Je le reconnais, a répondu l'ambassadeur, et je n'ai certes pas manqué de rapporter vos confidences à Berlin.

Mais ce que les journaux allemands ont nié, c'est qu'il y ait eu communication *officielle*.

Delcassé a insisté sur le caractère confiant des explications qu'il avait spontanément fournies à la chancellerie impériale, soit en mars 1904, par l'entremise de Radolin, soit en avril et octobre de la même année, par entremise de Bihourd. Il a conclu :

— Je suis ainsi amené à vous poser cette question : Y a-t-il vraiment un malentendu? En ce cas, vous savez déjà par mon dernier discours à la Chambre, et je vous répète, que je suis prêt à le dissiper.

D'un air très gauche, Radolin a balbutié qu'il n'avait pas d'instructions pour répondre à cette question, et qu'il allait la transmettre à Berlin.

Dimanche, 16 avril 1905.

L'ambassadeur d'Allemagne à Madrid, Radowitz, se démène et s'ingénie de mille façons pour empêcher la visite qu'Alphonse XIII a résolu de faire prochainement à Paris. Dans ses conversations avec ses collègues étrangers, avec les journalistes espagnols, avec le président du Conseil, Maura, il affecte une vive inquiétude pour les périls dont le jeune roi serait menacé en France : insultes des socialistes, poignard ou bombe des anarchistes, etc... Il s'est enhardi jusqu'à porter ses craintes devant la reine douairière, dans le double espoir d'agir sur le cœur de la mère autant que sur l'esprit de l'ex-souveraine. Mais la vaillante doña Marie-Christine, prenant son plus grand air, a brusquement détourné l'entretien.

Lundi, 17 avril 1905.

Par un de nos officiers, attaché à la station navale de Diégo-Suarez, et qui fut chargé d'une mission à Passandawa, le commandant Malo-Lefebvre a reçu de curieux et tristes renseignements sur la mentalité qui régnait

à bord des vaisseaux russes quelques jours avant qu'ils n'appareillassent pour les mers de Chine.

Dans les équipages comme dans les états-majors, le même sentiment s'exprimait partout : la résignation au sacrifice, avec la certitude qu'il ne servirait à rien.

D'ailleurs, cette soumission fataliste au désastre inévitable n'excluait nullement l'acceptation du combat. Puisqu'on était engagé dans une aventure sans espoir et qu'il n'y avait nul moyen d'y échapper, on irait jusqu'au bout, mais on n'en reviendrait pas, on y périrait tous, on ne reverrait plus ses familles, on ne reverrait plus la Russie!... Ah! du moins, qu'on en finit le plus tôt possible!...

Dans les états-majors, ces propos désespérés s'entremêlaient de critiques acerbes, de malédictions furieuses contre l'Amirauté de Saint-Pétersbourg, « contre les imbéciles et les traîtres qui porteraient un jour devant Dieu la responsabilité de cette expédition néfaste. »

Mais, au-dessus des équipages et de leurs officiers, planait une très noble et très haute figure, celle de l'amiral Rojdestvensky. Toujours calme, impassible, refoulant au plus profond de lui-même le secret de ses angoisses et de ses nostalgies, admirable de contenance et de vigueur, de résolution et d'activité, il incarnait dans toute sa personne les stimulantes paroles qu'il adressait naguère à son escadre : « N'oubliez pas que l'empereur et la Russie ont les yeux constamment tournés vers nous! »

Mardi, 18 avril 1905.

Pour comprendre la Russie actuelle, pour augurer la grande tragédie sociale qui s'élabore confusément au sein des masses, derrière le décor pompeux et l'appareil byzantin du tsarisme, les prophètes ne manquent pas. Je citerai parmi les plus clairvoyants ou, du moins, comme ceux qui ont fait sur moi la plus vive impression :

Bakounine, Herzen, le prince Kropotkine, Tolstoï, Dostoïewsky et leur prédécesseur à tous, le plus remarquable de tous par l'acuité de ses intuitions divinatoires, Joseph de Maistre.

Voici, par exemple, ce que l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* écrivait, le 27 août 1811 :

Tout me porte à croire que le Russe n'est pas susceptible d'un gouvernement organisé comme les nôtres... Si la nation russe venait à comprendre nos perfides nouveautés et à y prendre goût, si quelque Pougatchew d'université se mettait un jour à la tête d'un parti, si le peuple, une fois ébranlé, commençait une révolution à l'européenne, je n'ai point d'expression pour vous dire ce qu'on pourrait craindre :

*...Bella, horrida bella
Et multo Nevam spumantem sanguine cerno.*

Mercredi, 19 avril 1905.

Ce matin, au Palais-Bourbon, Jaurès a vigoureusement attaqué Delcassé pour sa politique marocaine, en lui reprochant surtout « de n'avoir pas voulu causer avec l'Allemagne ». Le ministre a répondu par quelques déclarations brèves, inconsistantes, évasives. La Chambre leur a fait un accueil glacial. Comme aucun ordre du jour n'était proposé, il n'y a pas eu de vote. Mais, après la séance, dans tous les groupes, on se répétait : « Delcassé est condamné. »

L'escadre russe est venue atterrir le 14 avril sur la côte de l'Annam, dans la baie de Kam-ranh, qui est à 200 milles au nord de Saïgon. Quatre charbonniers de la Compagnie *Hamburg-America* l'y ont rejointe aussitôt.

Quand j'ai apporté la nouvelle à Delcassé, il m'a brusquement interrompu :

— Vous me dites que les navires russes étaient hier à Kam-ranh. Y sont-ils encore aujourd'hui? Je n'en sais rien, vous non plus... Et puis, qu'est-ce que c'est, Kam-ranh? Je n'en ai jamais entendu parler; mais je serais bien étonné qu'il y ait une autorité française dans cet endroit-là.

— En effet, il n'y a pas d'autorité française dans la baie de Kam-ranh; c'est même pour cela que les navires russes sont venus y atterrir. Mais leur présence dans nos eaux territoriales est de notoriété publique. Or, s'il n'y a pas de fonctionnaire français à Kam-ranh, il y a des croiseurs français à Saïgon; nous ne sommes donc pas fondés à prétendre que nous n'avons pas le moyen d'assurer la police de notre littoral. Demain, si ce n'est aujourd'hui même, le ministre du Japon, Motono, peut vous remettre une sommation blessante. Les socialistes vous interpellent aussitôt, et...

— Alors, que faire?

— Télégraphier à Saïgon pour qu'un de nos croiseurs aille inviter immédiatement l'amiral Rojdestvensky à reprendre la mer dans un délai de vingt-quatre heures... sans que nous ayons d'ailleurs à nous enquérir des parages où se rendra ensuite l'escadre russe. Et si, après avoir quitté Kam-ranh, elle revient mouiller dans une autre baie de la côte annamite, eh bien, nous lui enverrons de nouveau un croiseur pour l'inviter à prendre le large. Ainsi nous respecterons la lettre, sinon l'esprit, du droit international et nous laisserons à l'amiral Rojdestvensky le temps de recevoir les cuirassés de renfort que l'amiral Nébogatow lui amène par la voie du Suez.

— Quand doivent-ils arriver, ces cuirassés de renfort?

— Pas avant une quinzaine de jours.

— Mais je ne pourrai pas faire patienter notre opinion publique aussi longtemps!... Et l'opinion anglaise, ce qu'elle va récriminer, fulminer contre nous!... C'est

trop dangereux !... Il faut que l'escadre russe s'éloigne au plus tôt de l'Indochine et surtout qu'elle n'y revienne pas.

— Évidemment, vous avez le droit d'interdire à l'amiral Rojdestvsky toute relâche nouvelle sur la côte indochinoise ; vous avez même le droit de le faire suivre à distance par des croiseurs français jusqu'à ce qu'il ait repris sa route vers le nord. Mais, s'il marche à l'ennemi avant d'avoir achevé ses ravitaillements et d'être rallié par ses cuirassés de renfort, il va certainement à un désastre dont la Russie nous imputera toute la responsabilité.

— C'est bien. Voici ma décision : vous allez vous rendre au ministère de la Marine ; vous demanderez qu'on télégraphie à Saïgon pour que l'on expédie à Kam-ranh un croiseur qui, avec tous les ménagements possibles, invitera l'amiral Rojdestvsky à reprendre la mer dans un délai de vingt-quatre heures. Aussitôt sa commission faite, le croiseur reviendra à Saïgon sans s'inquiéter de savoir où se rendra ensuite l'escadre russe.

— On pourrait même confier cette mission délicate au chef de notre division navale en Indochine, l'amiral de Jonquières ; je le connais un peu, il a beaucoup de finesse et de tact.

— C'est cela ! Qu'on envoie l'amiral de Jonquières en personne ; j'y tiens personnellement... Lorsque vous en aurez fini au ministère de la Marine, vous irez à la légation du Japon et vous expliquerez, de ma part, à M. Motono, la décision que je viens de prendre. Allez vite !

Au ministère de la Marine, je me concerte rapidement avec le commandant Malo-Lefebvre pour la teneur des instructions à l'amiral de Jonquières.

A la légation du Japon, Motono m'accueille avec une politesse encore plus froide, un visage encore plus fermé que d'habitude. Je lui expose que nous ne savons pas exactement où se trouve l'escadre russe ; que, sur la

longue côte rocheuse et presque inhabitée qui s'étend de Tourane à Saïgon, notre surveillance administrative ne peut s'exercer que très difficilement ; que, néanmoins, nous allons faire tout le possible pour nous acquitter de nos devoirs internationaux ; je conclus en lui annonçant la mission qui vient d'être confiée à l'amiral de Jonquières.

Motono enregistre mes paroles sans la moindre observation. Mais, quand j'ai terminé, il darde sur moi son regard malicieux et dur :

— Je me permettrai de venir prochainement vous demander quelles dispositions le gouvernement de la République aura prise pour assurer sa *surveillance administrative* sur les côtes de l'Annam. Veuillez rappeler à M. Delcassé ce que je lui disais avant-hier : *Les jours qui viennent sont d'une exceptionnelle gravité pour mon pays.*

Jeudi, 20 avril 1905.

Delcassé paraît enclin à donner sa démission : l'article publié ce soir par *le Temps* lui fait sentir qu'il ne peut même plus compter sur l'appui des modérés.

Toujours la même faute, de la part de l'opinion et des Chambres, qui acceptent sans réserve la thèse allemande, malgré tout ce qu'elle a de contradictoire et d'artificieux, tandis qu'elles se refusent à voir, dans la thèse française, les parties fortes, les points de résistance et les arguments de riposte.

Nous devisons, Georges Louis et moi, sur la démission éventuelle de Delcassé. Voici notre impression : à ne considérer que son intérêt personnel, Delcassé devrait se retirer dès aujourd'hui, car l'autorité lui manque désormais pour sortir glorieusement du litige franco-allemand... A considérer l'intérêt national, il devrait se cramponner au pouvoir, car nul autre de nos hommes politiques n'est en état de jouer, avec l'Allemagne, le jeu subtil et souple

qui l'amènerait progressivement aux transactions nécessaires. Nous avons encore de si beaux atouts dans la main !

Vendredi, 21 avril 1905.

Le séjour de l'escadre russe à Kam-ranh provoque dans tout le Japon un soulèvement de fureur contre la France. Notre partialité pour « l'ennemi national » est dénoncée chaque jour dans de nombreux meetings. La presse anglaise fait chorus ; elle somme le cabinet Balfour d'adresser une remontrance péremptoire au gouvernement français. Le *Standard* va jusqu'à déclarer : « La situation devient critique. »

Nous présumons que l'amiral Rojdestvensky appareillera demain.

CHAPITRE XIII

22 AVRIL - 29 MAI 1905

Sur les vives instances du président de la République et du président du Conseil, Delcassé consent à retirer sa démission. — Il m'envoie aussitôt à Berlin pour que j'examine la situation avec notre ambassadeur Bihourd ; je pars le soir même. — Réflexions pendant le voyage ; prospérité frappante de l'Allemagne. — Dépression de notre ambassadeur ; souvenirs de juillet 1870. — Opinion des attachés militaire et naval : « L'Allemagne ne cherche pas la guerre ; mais elle n'hésitera pas à la faire, si elle ne voit pas d'autre moyen de sauvegarder ses intérêts au Maroc ; l'intervention même de l'Angleterre ne l'arrêtera pas... » — Conclusions que je rapporte à Delcassé, qui les désapprouve. — Le gouvernement britannique, estimant « déraisonnable » la politique de l'Allemagne, promet au gouvernement français son ferme appui. — Conversation du président du Conseil, Rouvier, avec l'ambassadeur d'Allemagne. — Notre service cryptographique nous livre le secret de cette conversation : « Le président du Conseil, qui a une vive admiration pour l'empereur Guillaume, laisserait très volontiers tomber M. Delcassé. » — Indignation de Delcassé, quand il apprend la félonie de Rouvier. — Mauvaises nouvelles de Fez. — A l'instigation de l'Allemagne, le sultan veut soumettre à une conférence européenne les engagements que nous lui demandons de souscrire pour l'exécution des réformes. — Édouard VII traverse Paris ; ses entretiens avec Delcassé. — Examen général de notre situation militaire vis-à-vis de l'Allemagne ; pessimisme de notre chef d'état-major. — Un émissaire allemand à Paris, le prince de Donnersmarck ; désinvolture de son langage : « Notre différend actuel dépasse de beaucoup le Maroc... A aucun prix nous n'admettrons l'alliance franco-anglaise... » L'empereur Guillaume nous laisse le choix entre « l'intimité ou la guerre. » — Delcassé voit dans ces propos la pleine justification de sa poli-

tique : « Aucune intimité n'est possible entre la France et l'Allemagne tant que le fossé de l'Alsace-Lorraine séparera les deux pays. » — Sages conseils d'Édouard VII. — Périlleuse campagne que le président du Conseil mène contre Delcassé dans le Parlement. — Le jeune roi d'Espagne, Alphonse XIII, qui doit venir prochainement à Paris, signale à notre ambassadeur, Jules Cambon, l'activité que l'Allemagne déploie au renforcement de son outillage militaire. — A Fez, le sultan et ses ministres subissent de plus en plus l'influence allemande. — Après une longue et furieuse bataille devant l'île de Tsou-shima, l'escadre russe de l'amiral Rojdestvensky est totalement détruite par l'escadre japonaise de l'amiral Togo.

Samedi, 22 avril 1905

Comme il me l'avait annoncé hier soir, Delcassé a remis ce matin sa démission au président de la République.

M. Loubet a fait auprès de lui « les plus vives instances » pour le déterminer à garder son portefeuille.

Rouvier, qui assistait à l'entretien, a parlé de même. Delcassé a donc retiré sa démission.

A 5 heures, le ministre me fait appeler. En quelques mots, il me raconte ce qui s'est passé, le matin, à la présidence de la République ; puis, d'un ton assez ému, il me dit :

— Je vous demande, comme un service personnel, de partir ce soir même pour Berlin. Vous mettrez Bihourd au courant de la situation... Il y a eu un instant de défaillance dans la Chambre et dans l'opinion publique ; mais les esprits se sont ressaisis. Nous refaisons front vis-à-vis de l'Allemagne ; nous réoccupons nos positions et nous continuons notre tactique... Après mon entretien du 13 avril avec Radolin, j'estime que je n'ai plus d'avances à faire à l'Allemagne. Si elle ne veut pas négocier, tant pis ; je n'en poursuivrai pas moins ma route... Toutefois, il m'importe de pouvoir démontrer un jour aux cabinets européens et à notre opinion que la thèse,

d'après laquelle j'aurais tenu l'Allemagne dans l'ignorance complète de ma politique marocaine, est radicalement fausse. Je vais donc préparer la publication d'un Livre jaune ; vous vous entendrez avec Bihourd au sujet des corrections ou suppressions à faire dans les dépêches que j'ai reçues de lui... Enfin, et surtout, je désire que vous examiniez sur place les combinaisons, les manœuvres, qui s'offrent encore à moi. Restez donc à Berlin tout le temps que vous jugerez nécessaire... S'il vous est possible de voir X... sans vous compromettre, interrogez-le à fond. Tâchez de savoir où Bülow veut en venir et dans quelle mesure il est influencé par Holstein... Vous connaissez mes idées, mon programme. Je vous dis simplement : faites pour le mieux... Et d'avance merci.

Je quitte Paris à 10 heures du soir.

Dimanche de Pâques, 23 avril 1905.

Traversé l'Allemagne d'Aix-la-Chapelle à Berlin, par Hildesheim et Magdebourg.

Temps couvert dans la matinée ; un reste de neige, tombée le matin, sur les contreforts du Hartz, à hauteur de Gozlar. Après-midi ensoleillée.

Toute la population endimanchée s'est répandue dans la campagne, comme au début de *Faust*. La prospérité du pays est frappante, à chaque instant. Une réflexion me vient : « Un peuple d'aspect si riche, si satisfait, n'est-il pas nécessairement pacifique ? La querelle marocaine suffirait-elle à réveiller les instincts belliqueux de la race ? »

Arrivé à 6 heures du soir à Berlin, gare de Potsdam.

Bihourd m'attend sur le quai. Ma stupeur quand il m'accueille par ces mots :

— Eh bien ! Venez-vous m'apporter l'ordre de céder ?



Si nous continuons la politique de Delcassé, c'est la guerre !... oui, la guerre !... Et alors nous sommes perdus !

— Eh là ! lui dis-je pour le calmer.

Mais il reprend d'une voix tressaillante :

— Oui ! Dans la voie où nous sommes engagés, la guerre est inévitable !... Vous ne soupçonnez pas la force de l'Allemagne !... Nous ne sommes pas de taille à lui résister... Je vous le répète : si nous ne cédon pas immédiatement, c'est la guerre et nous sommes perdus !

Tout cela dit, crié, sur le quai de la gare, au milieu de trois cents personnes et à deux pas du valet de pied dont la cocarde tricolore nous désigne à la curiosité publique !

En voiture, Bihourd reprend de plus belle son piteux refrain. Obsédé par les souvenirs de juillet 1870, il est terrifié, sidéré par la raideur hautaine du gouvernement allemand ; il fait le jeu de Bülow, autant que celui-ci peut le souhaiter.

D'ailleurs, il est irresponsable. Ses mains trépidantes, sa respiration courte, son débit saccadé, le clignotement ininterrompu de ses paupières, l'expression anxieuse de son masque, révèlent trop clairement la névrose cardiaque d'où lui vient son hyperémotivité.

Dès notre arrivée à l'ambassade et sans m'accorder un instant de repos, il me conduit à son cabinet où il me harcèle de questions.

— Le meilleur moyen d'éviter la guerre, lui dis-je, est d'avoir l'air de ne pas la craindre. Certes, si les souvenirs de juillet 1870 doivent s'évoquer avec une vivacité particulière, c'est ici, à l'ambassade de la *Pariser Platz* ; encore faut-il les envisager avec une fermeté plus tranquille et un jugement plus libre.

Mais il revient à sa rengaine :

— Le gouvernement français doit accepter la conférence internationale. Sinon, c'est la guerre.

— Il ne peut plus être question d'une conférence, puisque Delcassé en a fait échouer le projet.

— Alors, le gouvernement allemand ira jusqu'au bout de ses prétentions ; rien ne l'arrêtera, même la perspective de la guerre.

— Et la perspective de trouver l'Angleterre contre lui, croyez-vous que le gouvernement allemand l'accepterait aussi ?

— L'Angleterre?... Elle nous lance, elle ne nous soutiendra pas !

— Détrompez-vous, elle ne nous lance pas, elle nous appuie. Le gouvernement britannique nous a déclaré nettement que le succès de l'Allemagne, dans la crise actuelle, n'équivaudrait à rien de moins qu'à la consécration de son hégémonie, et il est résolu à s'y opposer.

— Non, non, poursuit Bihourd, effaré, non : la perspective même d'avoir à lutter contre l'Angleterre n'arrêtera pas l'Allemagne. Nous devons négocier sans retard, ou sinon c'est inévitablement la guerre, la guerre !

Enfin, j'expose à l'ambassadeur le but spécial de ma mission, au sujet du Livre jaune, et je lui demande :

— N'y a-t-il pas quelque moyen détourné d'engager la conversation ? Je vois bien que sur la porte principale de la Wilhelmstrasse, il y a écrit : *Le gouvernement français n'entre pas ici*. Mais il doit y avoir des portes latérales, des portes sous tenture.

— Non, rien... Vous n'imaginez pas les difficultés de ma tâche. L'empereur m'a mis en quarantaine. Le chancelier de l'Empire et le secrétaire d'État exécutent à mon égard une consigne farouche, dont rien ne les fera démordre.

— Ne pouvez-vous causer avec quelque financier, comme Friedländer, Schwabach, Mendelssohn, ou bien avec quelques hommes politiques ?

— Non, inutile.

— Pourtant, si le prince de Donnersmarck avait été à Berlin, j'aurais été le voir, et je vous assure que j'aurais causé avec lui.

A part moi, je pense qu'au temps même du terrible Bismarck, les Saint-Vallier, les Courcel et les Herbettes trouvaient le moyen de causer. Mais Bihourd est complètement désarçonné par la froideur taciturne de Bülow et de Richthofen.

Invité à dîner en ville depuis quelques jours, l'ambassadeur me confie au conseiller de l'ambassade, Prinnet, chez qui je passe la soirée.

Il raisonne de la situation avec une mesure et une objectivité parfaites. Son opinion se résume ainsi :

— Le cabinet de Berlin est buté, dans la question marocaine. L'échec de la proposition de conférence et le maintien de Delcassé au pouvoir l'ont exaspéré au plus haut point. Il ira donc jusqu'à la guerre..., si nous ne lui témoignons pas un esprit plus conciliant.

Lundi, 24 avril 1905.

Repris ce matin la conversation avec l'ambassadeur. Je le trouve encore plus affolé qu'hier.

Le courrier de Saint-Pétersbourg devant repartir à midi pour Paris, j'adresse quelques lignes à Georges Louis pour lui communiquer mes premières impressions ; je conclus par ces mots : « Certes, je comprends que les souvenirs de juillet 1870 s'évoquent avec une vivacité particulière dans l'ambassade de la *Pariser Platz* ; mais je voudrais qu'on les envisageât avec une fermeté plus tranquille et un jugement plus libre. »

L'après-midi je me promène dans Berlin. Toute la population dehors par ce lundi de Pâques. Depuis janvier 1899, dernière fois où je suis venu ici, le progrès de la richesse est sensible : richesse plantureuse, cossue, mais toute bourgeoise, sans élégance ni raffinement.

A 5 heures, travaillé avec Bihourd, que j'essaie vaine-

ment de remonter. Il se refuse à remettre demain au sous-secrétaire d'État, Mühlberg, les pièces de notre correspondance diplomatique, destinées à un Livre jaune :

— Il ne les acceptera pas, me dit-il. Le gouvernement allemand considère comme vidée la question de savoir s'il a été régulièrement saisi des accords franco-anglais et franco-espagnols. Mühlberg m'a demandé, lors de notre dernière conversation, le texte de l'entretien de Delcassé avec Radolin du 13 avril 1905 ; je vais lui envoyer ce texte par lettre. J'essaierai demain de lui remettre, de la main à la main, le texte de l'entretien du 23 mars 1904 ; mais rien de plus.

Le soir, dîné à l'ambassade avec les jeunes collègues.

Mardi, 25 avril 1905.

Conversation avec le commandant de Sugny, attaché naval, et le commandant de Laguiche, attaché militaire. Tous deux, esprits sérieux, pondérés, bien informés. Sugny est *persona gratissima* auprès de l'empereur, qui cause fréquemment avec lui. Laguiche, gendre du prince Auguste d'Arenberg doit à sa situation de famille et de fortune un traitement de faveur dans la société de Berlin. Le long séjour qu'il a fait à Vienne avant de venir ici lui créé un champ très vaste de relations et d'observation.

Ces deux officiers, que j'ai interrogés séparément, m'ont fait la même réponse :

— L'Allemagne ne cherche pas la guerre, mais elle n'hésitera pas à la faire, si elle ne voit pas d'autre moyen de sauvegarder ses droits et ses intérêts au Maroc. L'intervention armée de l'Angleterre ne l'arrêtera pas. Quant à l'opinion publique, si calme en ce moment, huit jours suffiront au gouvernement pour la monter au dia-

pason nécessaire. Dans les milieux militaires, on estime que les conjonctures sont favorables à un conflit avec la France. Roon et Moltke auraient certainement jugé de même. Aujourd'hui, dans un conseil de la couronne, Schlieffen ne se prononcerait pas autrement... Les souverains des États secondaires ne seraient ni consultés ni écoutés, si l'empereur décidait la guerre. L'ordre de mobilisation serait exécuté à l'instant même dans tout l'Empire.

Sugny me confirme dans l'opinion que l'incident de Tanger a dépassé de beaucoup les prévisions de l'empereur. L'amiral de Senden-Bibran lui avait parlé du voyage dans des termes qui marquaient simplement, de la part de l'empereur, le désir de nous rappeler, sans provocation, que la question n'était pas réglée avec l'Allemagne.

Bihourd, revenant de la secrétairerie d'État, me dit :

— J'ai vu Mühlberg, j'ai essayé de lui remettre le texte de l'entretien de Delcassé avec Radolin, en date du 23 mars 1904 : j'ai allégué que ce document était visé par le texte de l'entretien du 13 avril 1905 et le complétait par conséquent. Mühlberg, prenant son air le plus froid, m'a répondu que le gouvernement impérial était suffisamment édifié sur l'entretien de 1904 par le rapport que Radolin lui avait adressé à cette époque. Et il m'a aussitôt parlé de l'insurrection crétoise... Vous voyez bien qu'ils se refusent à tout échange d'idées sur le Maroc.

A 6 heures, je reçois la visite de X..., toujours aussi bref que précis dans son langage :

— L'influence d'Holstein, me dit-il, est plus forte que jamais. Par tempérament personnel l'empereur et le chancelier inclineraient plutôt à s'entendre avec la France. Mais la terrible Éminence grise les éperonne infa-

tigablement et, quand ils font mine de lui résister, le chef du grand état-major vient aussitôt à la rescousse...

Je quitte Berlin à 11 heures du soir.

Mercredi, 26 avril 1905.

Rentré à Paris à 4 heures du soir, je suis reçu à 5 heures par Delcassé.

Je lui rends compte de ma mission ; je termine par ces mots :

— Au point de vue pratique, voici ma conclusion : 1^o pour des motifs qui tiennent, les uns à l'organisation de la chancellerie impériale, les autres à la personne de notre ambassadeur, vous ne devez rien attendre de l'ambassade de France à Berlin en vue d'une action diplomatique ; 2^o sur le terrain où vous vous êtes placé, vous n'avez pas à espérer de succès contre l'Allemagne, car sur ce terrain elle ira jusqu'à la guerre et l'opinion française ne vous suivra pas. Il faut donc trouver le moyen d'ouvrir une négociation, pas directement, puisque l'Allemagne s'y refuse, mais par l'entremise d'une puissance tierce, la Russie, l'Angleterre ou l'Italie.

Delcassé se récrie, avec un sursaut de tout le corps :

— Moi, prendre l'initiative d'une négociation, même indirecte, non certes. J'ai fait un pas vers l'Allemagne, le 13 avril, en essayant de nouer la conversation avec Radolin. Je ne recommencerai pas... D'ailleurs, j'ai les plus belles cartes en main. Le gouvernement allemand n'a trouvé d'écho nulle part pour sa proposition de conférence. A Rome, à Madrid, à Vienne, à Washington ; il a échoué partout. J'ai l'Europe pour moi. L'Angleterre me soutient à fond ; elle aussi, elle irait jusqu'à la guerre... Non certes, ce n'est pas à moi de rechercher une négociation ; ma situation est excellente... Vous n'ima-

ginez pas les félicitations que j'ai reçues pour mon maintien au pouvoir...

Il continue ainsi quelque temps, visiblement grisé par les témoignages de sympathie que lui a valus le retrait de sa démission. Je reprends :

— Laissez-moi vous parler franchement, car la situation est grave ; il est possible qu'au point de vue diplomatique, vous ayez des chances sérieuses de succès. Mais l'Allemagne dispose, contre vous, d'un argument extra-diplomatique, un argument formidable : la guerre. Vous me faites penser à un joueur d'échecs très habile et qui certainement gagnerait la partie, si son adversaire ne se réservait de faire sauter l'échiquier d'un coup de poing sur la table, quand il se verrait perdu. Votre politique sera victorieuse *théoriquement*, mais nous serons battus *effectivement*.

— L'Allemagne ne peut pas vouloir la guerre. Son attitude actuelle n'est que du *bluff* ; elle sait bien qu'elle aurait l'Angleterre contre elle. Car, je vous le répète, l'Angleterre nous soutiendrait à fond, et elle ne signerait pas la paix sans nous... Pensez-vous que l'empereur Guillaume puisse envisager froidement la perspective de voir sa marine de guerre détruite, son commerce naval ruiné, ses ports bombardés par la flotte anglaise ?

— L'empereur Guillaume ne peut assurément considérer avec indifférence une pareille éventualité. Mais ce n'est pas sur les flots de la Baltique ou de la mer du Nord que se jouerait la partie décisive ; c'est de la Sambre aux Vosges. L'armée allemande aurait ainsi tout le temps de nous écraser avant que l'Angleterre ait pu nous expédier seulement 20 000 hommes... Permettez-moi, monsieur le ministre, un dernier mot : ce matin, en m'éveillant près de Cologne, j'ai pensé aux neuf corps d'armée allemands qui se concentreraient là pour atteindre, par le territoire belge, les vallées de l'Aisne et de l'Oise, tourner notre armée du Nord-Est et marcher

droit sur Paris. Vous vous rappelez les révélations du *Vengeur*... Et, pendant que mon train longeait la Meuse, je ne pouvais m'empêcher de songer que les colonnes allemandes défileraient par là. Les réflexions qui m'oppressent depuis lors, me font un devoir de vous parler avec toute la fermeté que j'apporte en ce moment.

— Votre conclusion?

— Ma conclusion, je viens de vous la dire. Appliquez-vous à détendre les rapports franco-allemands par une négociation indirecte. Adressez-vous à la Russie, à l'Angleterre, à l'Italie. Demandez-leur de parler officieusement à Berlin et de vous procurer ainsi le moyen, très honorable, d'échanger des explications avec l'Allemagne. Si cette procédure échoue, par l'intransigeance de l'Allemagne, vous aurez du moins prouvé, aux yeux du monde, l'esprit conciliant de votre politique. Et, du même coup, l'opinion française, qui se détache de vous parce qu'elle ne vous comprend pas et qu'on l'excite contre vous, l'opinion française, unanimement, se dressera derrière vous.

— Merci, je vais réfléchir ; revenez me voir demain matin.

Au même instant, un attaché du cabinet l'informe que le président du Conseil, Rouvier, désire lui parler par le téléphone.

Delcassé passe dans la pièce voisine, où se trouve l'appareil. Il revient quelques minutes après et me dit :

— Le président du Conseil dîne ce soir à l'ambassade d'Allemagne. Il m'a demandé si j'avais quelque indication nouvelle à lui donner, pour le cas où le prince de Radolin lui parlerait du Maroc... Nous marchons maintenant tout à fait d'accord, M. Rouvier et moi. Vous le voyez par ce détail.

Hier soir Delcassé a expédié à notre ambassadeur en Russie le télégramme suivant :

L'empereur Nicolas m'a fait exprimer, par M. de Nélidow, sa vive satisfaction de ce que j'aie cru pouvoir

retirer ma démission, « parce qu'il me sait un ami fidèle et éprouvé de la nation alliée de la France. »

De son côté, le roi Edouard, apprenant ma démission, m'avait fait exprimer, « à cause des relations loyales et confiantes qu'il entretient avec moi, » son vif désir de me voir garder mon portefeuille. Quand il a connu ma détermination, il m'a fait adresser ses félicitations.

Jeu

A midi, chez Delcassé :

— Je viens de voir Paul Cambon, me dit-il, et je lui ai raconté notre conversation d'hier. Il ne partage pas votre avis; il reste convaincu que l'Allemagne *bluffe* en ce moment.

Puis, sans transition :

— J'ai réfléchi à une négociation indirecte; j'hésite entre le roi d'Italie et l'empereur de Russie comme intermédiaire. Qu'en pensez-vous?

— Toutes mes préférences sont pour le roi d'Italie. L'empereur de Russie est peu intelligent, inaccessible et fort mal disposé pour l'Angleterre. Le roi Victor-Emmanuel est au contraire intelligent et d'accès quotidien. Nul mieux que lui ne pourrait faire valoir la carte anglaise qui est le meilleur atout de votre jeu.

Delcassé me montre ensuite la note que sir Francis Bertie lui a remise, le 25 avril, et par laquelle le gouvernement britannique, estimant « déraisonnable » la politique de l'Allemagne, promet au gouvernement français son ferme appui.

Dans l'après-midi, notre service cryptographique déchiffre un télégramme de Radolin à Bülow où il rapporte la conversation qu'il a eue hier soir avec Rouvier :

Le président du Conseil m'a déclaré qu'il avait une vive admiration pour notre empereur. Deux fois de suite, il

m'a dit que la France voulait la paix à tout prix et ne nourrissait plus les idées de revanche. Il m'a demandé si un accord ne pourrait pas s'établir entre nous au sujet du Maroc par une négociation de cabinet à cabinet, sous forme de circulaire, etc...

Quelques minutes avant le dîner, j'avais reçu la visite d'un confident de M. Rouvier, qui m'a assuré que le président du Conseil laisserait très volontiers tomber Delcassé.

Autre télégramme déchiffré de Radolin, qui nous donne la clef de l'article publié, le 26 avril, en tête d'un grand journal parisien :

M. de X..., ancien officier, est venu me dire : « Le directeur du grand journal où j'écris de temps à autre est tout-puissant; il fait et défait les ministres. Or, la politique de M. Delcassé lui paraît mauvaise, et il est prêt à le renverser, pour préparer un rapprochement avec l'Allemagne. Pouvez-vous m'obtenir une audience de l'empereur Guillaume, en vue d'un article sensationnel? »

Il y a deux jours, à Berlin, je constatais à quel point le gouvernement du Reich est fortement défendu, couvert dans toutes ses approches... Et voilà ce que je trouve ici !...

Vendredi, 28 avril 1905.

Notre chargé d'affaires à Londres, Geoffray, a reçu, avant-hier, du sous-secrétaire d'État permanent, sir Thomas Sanderson, une lettre particulière, qui se termine ainsi : *Je suis certain que lord Lansdowne apprendra avec grande satisfaction que M. Delcassé reste aux affaires. Sa retraite aurait été une calamité européenne.*

Notre service cryptographique m'apporte un curieux télégramme de Berlin. Préoccupé de a toute prochaine

visite que le roi d'Angleterre va faire au président de la République, Bülow mande à Radolin :

Si le roi Edouard vous parle du Maroc, vous lui répondrez : « Il n'a pu entrer dans l'esprit de l'Angleterre qu'en traitant avec la France au sujet du Maroc, elle disposait des intérêts de l'Allemagne dans ce pays. Le gouvernement allemand propose une conférence où la collectivité des puissances puisse faire valoir ses droits. »

Conversation avec Delcassé au sujet de ce télégramme. Je le supplie d'appeler l'attention du roi sur ce que notre différend actuel avec l'Allemagne n'est qu'un épisode d'un plan depuis longtemps prémédité ; je lui rappelle sommairement par quels indices, par quels jalons, ce plan s'est peu à peu dessiné devant nous :

1^o Étrange avertissement de l'empereur Guillaume au roi des Belges (28 janvier 1904) ;

2^o Suggestive confidence d'un diplomate allemand (4 février 1904) ;

3^o Rôle fallacieux joué par l'empereur Guillaume, tant à Saint-Pétersbourg qu'à Tokio, pour faire éclater la guerre entre la Russie et le Japon, en vue de paralyser l'alliance franco-russe ;

4^o Révélations du *Vengeur* (25 avril 1904), d'où il résulte que l'état-major allemand a préparé, contre la France, une vaste offensive, débordante et refoulante, qui se développerait en territoire belge, sur les deux rives de la Meuse, pour atteindre la vallée de l'Oise et tourner ainsi notre système fortifié de l'Est ;

5^o Intrigue ourdie par l'empereur Guillaume, auprès de l'empereur Nicolas, contre l'Angleterre et confidence du prince de Radolin au marquis del Muni, ambassadeur d'Espagne (2 novembre 1904) ;

6^o Manifestation théâtrale de l'empereur Guillaume à Tanger (31 mars 1905).

J'ajoute :

— Supposez que la guerre éclate dans un mois. Quelle responsabilité ne serait pas la vôtre de n'avoir pas tout essayé pour conjurer une catastrophe qui vous était annoncée par des signes aussi manifestes !

Delcassé ne me répond que par un silence farouche. Mais, quand je me retire, son regard devient soudain fulgurant. Et, d'une voix stridente, cinglante :

— Vous avez lu, hier, la conversation de Rouvier avec l'ambassadeur d'Allemagne?... Hein ! Quelle monstruosité, quelle infamie !... Cet homme vendrait la France pour un coup de Bourse !

Samedi, 29 avril 1905.

L'Éminence grise de la Wilhelmstrasse, le policier-diplomate, baron de Holstein, télégraphie à Radolin, en vue des conversations qu'il pourrait avoir avec le roi d'Angleterre, qui arrive demain :

Nous ne reculerons pas. Nous ne pouvons nous prêter qu'à une conférence, c'est-à-dire à une discussion avec la collectivité des puissances et non avec la France. Je crois que l'Angleterre pousse la France à un conflit avec l'Allemagne, conflit où elle n'aurait qu'à gagner pour le développement de ses intérêts en Extrême-Orient et ailleurs. Je sais de bonne source, quoique de seconde main, que l'Angleterre ne prêterait à la France qu'un concours diplomatique... La France s'est permis de nous marcher sur le pied. Si nous le tolérions, elle recommencerait aussitôt. Donc, nous ne reculerons pas.

Dimanche, 30 avril 1905.

Après avoir quitté la baie de Kam-ranh, le 22 avril, l'escadre russe a pris le large, en gouvernant au nord-est, pendant que le *Descartes* retournait à Saïgon.

Mais, quelques heures plus tard, l'amiral Rojdestvensky faisait rebrousser chemin à tous ses navires pour aller

mouiller dans la baie de Van-fong, à 50 milles au nord de Kam-ranh.

Aussitôt la nouvelle reçue à Paris, un télégramme du ministre de la Marine a remis en œuvre la procédure de l'autre jour. L'amiral de Jonquières va donc inviter, pour la seconde fois, l'escadre russe à s'éloigner de notre littoral.

Au conseil des ministres, la reprise de cet ingénieux scénario a provoqué un vif débat. Le président du Conseil, Rouvier, s'est emporté contre « le sans-gêne de cette flotte russe qui prend nos rivages comme base d'opérations ». Et tapant du poing sur la table, il s'est écrié :

— Cette fois, c'en est assez. Je demande à monsieur le ministre des Affaires étrangères d'intervenir énergiquement à Saint-Petersbourg afin que l'amiral Rojdestvensky reçoive d'urgence l'ordre catégorique de quitter l'Indo-Chine et de n'y plus revenir.

Et, comme d'habitude quand ses collègues se risquent à l'interpeller, « M. le ministre des Affaires étrangères » s'est enfermé dans un mutisme revêche. Il ne m'a pas moins envoyé chez Nélidow « pour le supplier de signaler à toute l'attention de l'empereur les dangers que nous fait courir notre connivence avec l'escadre russe ».

Lundi, 1^{er} mai 1905.

Faisant escale à Palerme, l'empereur Guillaume a dit à son ami, le duc d'Andria :

— Hein !... Ma visite à Tanger a fait grincer les dents à la France ? On ne traite pas l'Allemagne comme un colimaçon... Nous conclurons avec le Maroc un traité particulier, j'y maintiendrai nos droits...

Les renseignements qui nous arrivent de Fez ne confirment que trop cette menace.

D'une part, le sultan et ses ministres, fortement tra-

vaillés par le consul d'Allemagne, viennent de nous déclarer qu'ils veulent soumettre à une conférence européenne les engagements que nous leur demandons de souscrire pour l'exécution des réformes.

D'autre part, le comte de Tattenbach, ancien ministre d'Allemagne en Portugal, homme lige du fameux Holstein, récemment accrédité auprès de Moulay Abd-el-Aziz, va se rendre à la cour chérifienne dans un bref délai.

Mardi, 2 mai 1905.

Grand dîner à l'Élysée, le 30 avril, en l'honneur du roi d'Angleterre.

Le roi a causé avec Radolin, pendant trente-cinq minutes, après le dîner. Plusieurs fois on l'a vu opposer à l'ambassadeur des gestes de vive dénégation. Nous ne savons rien de précis sur l'entretien.

Quant à Delcassé, il s'est entretenu longuement avec le roi, dimanche et lundi. Il se dit « très satisfait » des déclarations que lui a faites Édouard VII ; mais il est singulièrement sobre sur la nature et le détail de ces déclarations. D'où je conclus que le roi lui a surtout recommandé de s'ingénier, autant que possible, à détendre nos relations avec l'Allemagne.

Jeudi, 4 mai 1905.

Delcassé a déjeuné hier, chez la marquise de Breteuil, avec Édouard VII, qui l'a retenu à causer pendant une heure.

Cette conversation semble l'avoir détendu, modéré.

C'est du moins ce qui ressort des instructions qu'il a rédigées *manu propria* pour Saint-René Taillandier. Il commence par lui dire : « Faites observer au Maghzen que la crise actuelle est passagère ; que, demain comme aujourd'hui, le Maroc aura la France pour voisine et qu'il devra donc toujours compter avec elle... » Ce lan-

gage n'est pas moins judicieux qu'irréprochable. Mais, dans le premier élan de sa plume, le ministre avait ajouté : « Déclarez au Maghzen que, s'il cède aux conseils dangereux de l'Allemagne, nous lui ferons sentir notre force sur la frontière algérienne... » Une simple objection de Georges Louis a suffi pour qu'il rayât de son télégramme cette phrase imprudente.

Hier soir, concert chez la marquise de Pracomtal, avenue d'Antin. Toute l'ambassade d'Allemagne y était : Radolin et la princesse, Flotow, Lucius et sa femme, Merey, chargé d'affaires de Bavière, et sa femme qui est la fille de Radolin. Ils ont été accueillis avec une froideur qui les a vivement impressionnés. Au bout de vingt minutes, Radolin, sentant le parti pris de mise en quarantaine, a fait signe à la princesse et s'est retiré.

Vendredi, 5 mai 1905.

Delcassé qui, jusqu'à hier encore, montrait une si forte assurance, une résolution si confiante, a sa figure crispée des mauvais jours. Depuis qu'Édouard VII n'est plus là, il se retrouve seul en face de lui-même, seul en face de ses collègues ministériels qui le détestent et qui manœuvrent contre lui dans les Chambres.

A la signature de ce soir, Georges Louis l'a trouvé silencieux, abattu, dissimulant ses pensées, ne parlant guère que pour dénoncer autour de lui un vaste complot d'intrigues, d'embûches et de trahisons ; il me conseille d'aller le voir, sous un prétexte quelconque, pour le reconforter.

Mais je préfère ne pas le voir aujourd'hui ; car ce que j'aurais à lui dire n'est rien moins que reconfortant.

A 4 heures, j'ai reçu la visite de notre chef d'état-major. Il venait m'annoncer qu'il doit partir demain pour une tournée d'inspection dans les Alpes ; il voulait

savoir de moi si, vu les circonstances, il ne ferait pas mieux d'ajourner son voyage. Comme son absence ne durera qu'une semaine, je lui ai répondu que je ne prévoyais aucun événement grave dans ce court délai. Puis, nous avons parlé de la situation où se trouverait la France, au cas d'une attaque brusquée de l'Allemagne.

J'ai compris tout de suite que c'était là précisément de quoi le général Pendézec voulait me parler. D'une voix tremblante, il m'a dit :

— Une attaque brusquée de l'Allemagne!... Nous ne pourrions pas y résister!... Ce serait pire qu'en 1870!... Notre défaite serait encore plus rapide et plus totale!... Songez donc, cher ami : d'abord, pas le moindre secours de la Russie!... Qu'opposerions-nous donc aux 1 500 000 hommes de l'armée allemande? Tout au plus 900 000 sur lesquels 100 000, 200 000 peut-être, refuseraient de marcher. Vous avez lu ce que Hervé a déclaré, au dernier meeting socialiste : *Nous répondrons à l'ordre de mobilisation par la grève des réservistes*... Et le haut commandement ! C'est bien pis ! Le généralissime, Brugère, est démissionnaire et n'est pas remplacé. Sur nos cinq armées de l'Est, deux ne sont pas pourvues de chef. Tout cela, à cause de l'outrecuidance de Brugère, qui veut être le souverain maître de la guerre, car il se croit Napoléon... Vous la connaissez maintenant, la situation ! N'est-elle pas effroyable ?

Et il se passe la main sur son gros visage, mouillé de sueur et de larmes. Je reprends, indigné :

— Comment, vous, le chef d'état-major de l'Armée, vous me dites aujourd'hui 5 mai 1905, sous la menace d'un conflit avec l'Allemagne, que nous n'avons pas de généralissime et que deux de nos armées n'ont pas de commandant !

— Je vous le dis parce que cela est.

— Et, dans de pareilles conditions, vous assumez la responsabilité de la préparation à la guerre !

— Ma responsabilité, je l'ai pleinement dégagée, en signalant au ministre, par lettre, le péril extrême de la situation. Berteaux a montré ma lettre au président de la République, qui s'est borné à dire : *Elle est bien sévère, cette lettre!* Et les choses en sont restées là... Quelle pitié, mon Dieu !

Au moment où Pendézec s'apprête à sortir, on m'annonce le général Moulin, qui arrive de Saint-Pétersbourg.

Resté seul avec Moulin, je lui demande :

— Si l'Allemagne nous attaquait à brève échéance, quel secours notre alliée russe pourrait-elle nous prêter ?

— D'ici à trois ans, nous ne pouvons espérer de notre alliée russe aucun secours... Et ces trois ans deviennent dans ma pensée huit, dix, quinze ans, si la fin désastreuse de la guerre d'Extrême-Orient amène, comme je le crains, la culbute du tsarisme...

Ses pronostics sur l'état intérieur de la Russie dépassent toutes mes craintes. Il prévoit une insurrection générale du peuple russe ; des Zemstky Sobor s'érigeant partout en Conventions régionales ; une violence terrible dans le déchaînement des passions populaires ; une xénophobie impitoyable ; tous les Juifs massacrés ; la Pologne, la Finlande et les provinces baltiques mises à feu et à sang ; les moujiks soulevés par leurs popes et réclamant le partage des terres ; la famine, l'anarchie ; un ouragan d'atrocités, comme au temps de Boris Godounow et de Pougatchew.

Nous délibérons, Georges Louis et moi, sur les affirmations, hélas ! trop irrécusables, que viennent de m'apporter le général Pendézec et le général Moulin. Voici notre conclusion : « Qu'il y ait une grande part de *bluff* dans l'attitude comminatoire de l'Allemagne, ce n'est pas douteux. Mais ce qui n'est pas douteux non plus, c'est l'infériorité de notre situation militaire. Pourtant, si évidente que soit la possibilité d'une agression alle-

mande, nous avons encore de belles cartes en main, surtout la carte anglaise. Or, ces cartes, qui peuvent être décisives, Delcassé est seul capable de les jouer avec autorité. Ce qu'il faut donc, et tout de suite, c'est qu'il cherche, d'accord avec Londres, les moyens d'amener l'Allemagne à se désister de ses allures cassantes. Ce qui n'importe pas moins, c'est qu'il associe plus franchement ses collègues ministériels aux difficultés de sa tâche; qu'il les mette en demeure de le soutenir et qu'au besoin il se fasse interpellé devant la Chambre; son dernier recours est de prendre le pays pour juge.

Dimanche, 7 mai 1905.

Notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, le baron de Courcel, qui a conversé à deux reprises avec Édouard VII, — une fois à l'Élysée et l'autre fois chez la marquise de Jaucourt, — me confie que le roi lui a tenu les propos les plus sages : « Il faut régler vite cette affaire marocaine. Il faut passer l'éponge là-dessus... *Schwamm darüber!... Schwamm darüber!* »

Lundi, 8 mai 1905.

Pour la troisième fois, l'escadre russe est venue chercher asile dans les eaux territoriales de l'Annam, d'où elle ne veut pas s'éloigner avant que la division de l'amiral Nébogadow, partie de Libau le 16 février, ne l'ait rejointe.

Il y a cinq jours, l'amiral de Jonquières, arrivé de Saïgon à bord du *Guichen*, avait courtoisement invité l'amiral Rojdestvensky à sortir de Van-fong, dans les vingt-quatre heures. Le lendemain, tous les navires ont appareillé, semblant se diriger vers le Détroit de Formose. Mais, à peine le *Guichen* disparu à l'horizon, ils ont fait demi-tour et sont allés reprendre leur ancrage de la veille dans la baie de Van-fong.

Mardi, 9 mai 1905.

Le prince de Donnersmarck est de passage à Paris. J'aurais été curieux de reprendre avec lui notre conversation de l'an dernier (2 mai 1904) ; je m'abstiens par prudence.

Mais Francis Charmes l'a rencontré hier à déjeuner, chez le gouverneur de la Banque de France, Pallain, et il m'a écrit aussitôt pour me prévenir qu'il viendra cet après-midi, me raconter son entretien.

Comme je pense qu'il me demandera quelques renseignements pour sa chronique du 15 mai dans la *Revue des Deux Mondes*, je prends les instructions du ministre.

Delcassé m'accueille d'un ton jovial, qui contraste singulièrement avec l'éraillure de son visage et la crispation de ses traits. Il affecte une confiance absolue dans la réussite prochaine du plan qu'il s'est tracé ; il me répète plusieurs fois :

— La manœuvre allemande va de faute en faute et de sottise en sottise... Non, vraiment, ce Guillaume et ses diplomates ne sont pas forts...

Quand je lui propose de lui amener Francis Charmes pour qu'il puisse le questionner sur son entretien avec Donnersmarck, il refuse net :

— Je suis amplement informé du langage que tient M. de Donnersmarck ; je sais parfaitement ce que cet ancien espion de Bismarck est venu faire à Paris. Il est venu y chercher des concours. Et il en a trouvé... J'en connais même qui se sont offerts à lui !... Quelle honte !... Quelle abjection !...

Je découvre alors tout le fond de sa pensée, toute l'amertume et toutes les justes colères qui fermentent dans son âme. Trop agité pour tenir en place, il se lève et marche. D'une voix qui ne se contient plus, il exhale contre le président du Conseil un réquisitoire furieux :

— Ce Rouvier, qui m'approuve chaque fois que je lui parle en face et qui ne cherche qu'à me poignarder aussitôt que je lui ai tourné le dos... Ce traître qui a osé dire à l'ambassadeur d'Allemagne : *Je me f... de l'Alsace et de la Lorraine. Voulez-vous que je vous sacrifie Delcassé?*... Ah ! Les bourses de Francfort et de Berlin doivent être contentes de lui... Et M. de Donnersmarck non plus ne tarit pas en éloges sur lui. Vous verrez apparaître bientôt ce que ces deux misérables sont en train de manigancer contre moi.

Il s'arrête enfin, épuisé.

A 3 heures et demie, je reçois Francis Charmes.

— Hier donc, me dit-il, le prince de Donnersmarck, que je connais depuis longtemps, m'a parlé avec sa désinvolture et sa franchise habituelles. Notre conversation a duré près d'une heure...

Voici les déclarations que Francis Charmes a recueillies du prince. « La question marocaine, considérée intrinsèquement, pourrait être résolue en cinq minutes ; car il n'y a, au Maroc, nulle incompatibilité entre les projets de la France et les intérêts de l'Allemagne... Mais le différend actuel dépasse de beaucoup le Maroc. Ce qui est en jeu, ce sont les rapports généraux de la France et de l'Allemagne. Nous en avons assez d'être traités par vous comme si nous n'existions pas. Vous causez intimement avec toutes les puissances : vous ne voulez jamais causer avec nous. Vous recevez à Paris tous les souverains étrangers : vous ne faites d'exception que pour l'empereur Guillaume. Vous êtes représentés dans toutes les grandes capitales par des ambassadeurs très distingués ; à Berlin, vous avez pour représentant un fantoche hébété, avec lequel toute conversation est impossible... Eh bien ! il faut que cela cesse. Et nous voulons avoir avec vous, non pas seulement des rapports détendus, mais l'intimité... oui, l'intimité. Car si nous ne nous lions pas d'intimité, vous ferez l'alliance anglaise... Or, à aucun prix,

vous m'entendez, à *aucun prix*, nous n'admettrons l'alliance franco-anglaise. Nous vous avons déjà laissé faire l'alliance franco-russe. Assez !

Francis Charmes a spirituellement objecté à Donnersmarck :

— Vous avez une singulière façon de nous amener à ces rapports intimes que vous souhaitez.

Le prince a répondu :

— Si nous n'avions pas frappé fort, vous ne nous auriez pas compris...

Après une pause, il a terminé par cette admonestation comminatoire :

— L'incident actuel sera décisif. Les rapports de nos deux pays en sortiront tout à fait cordiaux ou définitivement gâtés.

En quittant la Banque de France avec Charmes, le prince de Donnersmarck lui a dit encore :

— J'ai vu hier M. Rouvier... Voilà un véritable homme d'État !... Il a le sens des affaires, lui !

Francis Charmes ne me dissimule pas que cet entretien l'a bouleversé :

— Nous ne pouvons plus, me dit-il, continuer à méconnaître l'Allemagne ; nous devons nous rapprocher d'elle, le maintien de Delcassé au pouvoir est un péril national. Pesez bien les paroles de Donnersmarck ; pour moi, je les résume dans cette formule : *L'intimité ou la guerre...* De grâce, obtenez de Delcassé qu'il donne spontanément sa démission.

— Je ne conseillerai certes pas à M. Delcassé de se retirer spontanément. Si le désaccord s'accentue entre ses collègues et lui, je lui conseillerai plutôt de porter la question devant la Chambre ; c'est bien le moins qu'il prenne le pays pour juge.

Mercredi, 10 mai 1905.

Quand je rapporte ce matin à Delcassé la conversation de Francis Charmes avec le prince de Donnersmarck, il exulte bruyamment :

— Ce que vous me dites là, cher ami, c'est la pleine justification de ma politique ; c'est ce que j'ai toujours objecté à ceux qui m'adjuraient d'être plus communicatif, plus confiant avec l'Allemagne... Francis Charmes a résumé très exactement le discours de Donnersmarck : l'empereur Guillaume nous offre *l'intimité ou la guerre!*.. Or, quelle *intimité* voulez-vous qu'il y ait entre la France et l'Allemagne tant que le fossé de l'Alsace-Lorraine séparera les deux pays? Ou, du moins, il n'y a d'intimité possible aujourd'hui qu'à une condition, c'est que le peuple français vienne dire au peuple allemand, comme M. le président du Conseil à Son Excellence le prince de Radolin : *Je me fiche désormais de l'Alsace et de la Lorrainel... Oublions le passé!... Embrassons-nous!...* Eh bien! la France n'est pas encore tombée si bas! Guillaume se trompe!...

Nous avons enfin obtenu que l'escadre russe quittât les côtes de l'Annam pour n'y plus revenir. Elle va donc croiser au large du cap Varella jusqu'au jour très proche où la division de l'amiral Nébogatow l'aura rejointe ; le ralliement s'opérera en pleine mer.

Jeudi, 11 mai 1905.

Déjeuné chez la comtesse d'Haussonville, avec Gustave Schlumberger et Pierre de Nolhac. Chez tous, la même inquiétude. D'Haussonville me dit :

— Je suis hanté par les souvenirs de 1870 ; je n'en dors plus...

Dans la journée, Barrère, qui arrive de Rome et qui vient de conférer avec Delcassé, passe à mon bureau.

Il s'indigne, avec raison, du « pessimisme affolé » qu'il constate dans tous les esprits, même dans quelques-uns de ceux qu'il tenait pour les plus sages et les plus solides, comme Francis Charmes ; il estime en effet que la situation n'a rien de tragique :

— L'arrogance de Guillaume II, me dit-il, n'est qu'*un bluff*... Les Allemands, si bêtes qu'ils soient, ne le sont pourtant pas au point de se brouiller avec la France pour une question qui les touche aussi peu que l'affaire marocaine.

— Que l'arrogance de Guillaume II ne soit qu'*un bluff*, c'est une probabilité ; ce n'est pas une certitude.

J'expose alors à Barrère tous les indices troublants qui nous sont venus d'Allemagne, depuis un an, depuis que la Russie est aux prises avec le Japon ; je lui cite notamment les révélations du *Vengeur* :

— Après de tels avertissements, dis-je, nous n'avons plus le droit de nous méprendre sur les desseins que l'Allemagne poursuit contre nous. Ce qui est en jeu, ce n'est pas moins que notre existence nationale.

— Croyez-moi, reprend Barrère. Le danger est encore plus à Paris qu'à Berlin. Si notre opinion publique avait meilleure tenue, l'Allemagne baisserait le ton.

— Oui, mais pour que notre opinion fût moins déprimée, il faudrait que Delcassé ne fût pas continuellement battu en brèche par ses collègues du ministère et surtout par le président du Conseil... Je crois que vous connaissez Rouvier?...

— Oui, je l'ai connu chez Gambetta, qui appréciait beaucoup sa belle intelligence et sa force de caractère.

— Allez donc le voir et tâchez de lui ouvrir les yeux.

— J'irai le voir demain.

Vendredi, 12 mai 1905.

Cédant aux vives instances de Barrère, de Georges Louis et de moi, Delcassé a prescrit à Paul Cambon de poser catégoriquement à Lansdowne cette question : « Si l'Allemagne, invoquant le prétexte de l'affaire marocaine, attaque la France, pouvons-nous compter que l'Angleterre nous appuiera de toutes ses forces? »

Le séjour prolongé de l'escadre russe sur les côtes de l'Annam a réveillé les fureurs de l'opinion japonaise et l'irritation de l'opinion anglaise. Le *Times* écrit, fort justement : *Que dirait la France, si, au cours d'une guerre où se jouerait son avenir national, la flotte de ses ennemis trouvait asile dans les ports anglais?... Il faut que M. Delcassé règle au plus vite cette situation dangereuse, qui pourrait prendre bientôt le caractère le plus aigu et le plus déplorable.*

Cet article a produit sur Delcassé une violente impression : lorsque j'entre dans son cabinet, il me lance d'une voix rageuse :

— Ah ça !... Qu'est-ce qu'elle attend pour partir, cette escadre russe?... Faudra-t-il donc que nous la fichions brutalement à la porte?...

Mais je le calme aussitôt :

— Rassurez-vous, monsieur le ministre, je crois pouvoir vous affirmer que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky a été enfin ralliée par les navires de l'amiral Nébogatow et que le ralliement s'est opéré en dehors de nos eaux territoriales, au large du cap Padaran.. Nous présumons qu'elle fait route actuellement vers Formose. Ainsi nous n'aurons plus à nous occuper d'elle.

— Dans combien de jours croyez-vous qu'elle puisse rencontrer la flotte japonaise?

— Le commandant Malo-Lefebvre ne pense pas que

la rencontre soit possible avant une douzaine de jours. D'ailleurs, nous ignorons totalement les intentions de l'amiral Togo.

Samedi, 13 mai 1905.

Depuis quelques jours une note singulière, une note d'inquiétude, apparaît dans la presse allemande, comme si l'on mesurait maintenant toute la gravité de la crise ouverte par la provocante manifestation de l'empereur Guillaume à Tanger.

Ainsi, le *Berliner Tageblatt* et la *Gazette de Voss* font déjà prévoir un échec de la mission Tattenbach : « C'est une affaire mal engagée... Par le contact de ses possessions algériennes, la France occupe dans le Maroc *une position inexpugnable*... Une entente directe entre Paris et Berlin eût beaucoup mieux valu... »

Mais une note plus sévère encore et d'un ton prophétique est donnée par les *Hamburger Nachrichten*, l'ancien organe bismarckien :

Selon notre gouvernement, nous devons, à tout prix, obtenir un succès au Maroc. Sinon, le prestige de l'Empire serait gravement compromis; car, pour une fois que l'Allemagne, depuis Bismarck, aurait montré les dents, elle aurait essuyé un humiliant échec.

Cela signifie qu'il faudrait lancer l'Allemagne dans la guerre pour réparer les fautes de sa diplomatie. Le peuple allemand ne partage pas cette opinion; il estime que la question du Maroc n'a pas une importance suffisante pour justifier une guerre qui serait un grand malheur, quelle que fût son issue.

Et qu'arriverait-il si, malgré les prévisions optimistes, l'Allemagne était battue? Qui endosserait cette terrible responsabilité?

Le gouvernement a oublié que, dans toute action diplomatique, si l'on n'a pas l'intention de tirer finalement

l'épée, il faut éviter de se placer dans le dilemme d'opérer une reculade ou de mobiliser une armée. Aussi, comme il est impossible de faire la guerre à cause du Maroc, il aurait mieux valu éviter de s'engager à fond, par la visite de l'empereur à Tanger, et se borner à des négociations diplomatiques.

Qu'advient-il, en effet, si la France, par sa pénétration pacifique, persiste à léser nos intérêts? Nous serions dans l'alternative de lui céder ou de lui déclarer la guerre. On se rendra compte alors de la faute commise.

Lundi, 15 mai 1905.

A déjeuner, chez moi, Barrère, Georges Louis, Francis Charmes et le commandant de Sugny.

Notre attaché naval repart ce soir pour Berlin. Comme il verra, dès son arrivée, l'amiral de Senden-Bibran, qui est le confident le plus écouté de l'empereur Guillaume, nous lui exprimons très librement nos opinions, qui aboutissent aux conclusions suivantes : 1^o Notre situation militaire et la détresse de la Russie nous obligent à détendre nos rapports avec l'Allemagne; 2^o Delcassé n'est plus éloigné de reconnaître cette obligation; 3^o c'est une *détente* seulement qu'il s'agit d'opérer; 4^o l'intimité franco-anglaise et l'alliance franco-russe doivent rester la base de notre politique extérieure.

Inquiet des menaces de guerre qui planent sur l'Europe, lord Lansdowne a pressenti récemment notre ambassadeur à Londres « sur la conclusion d'une entente générale entre la Grande-Bretagne et la France pour parer à toutes les éventualités ».

La question a été discutée, ce matin à l'Élysée, dans un conseil auquel assistaient le président Loubet, Rouvier, Delcassé, Barrère et Paul Cambon.

Après un court débat, Rouvier s'est catégoriquement

prononcé contre l'ouverture d'une pareille négociation ; il a plusieurs fois répété à Paul Cambon :

— De grâce, ne poursuivez pas cette négociation ; car, si les Allemands venaient à la connaître, ils nous attaqueraient aussitôt.

Barrère, furieux, écœuré, me dit avec raison :

— La caponnerie de Rouvier coûtera cher à la France !... Toutes les politiques ont leurs inconvénients ; mais je n'en connais pas de plus dangereuse que celle de la peur !

— Oui !... Repousser actuellement le concours de l'Angleterre, c'est de l'aberration !

Mardi, 16 mai 1905.

Forte de 59 navires, dont 8 grands cuirassés, 14 croiseurs, 3 garde-côtes, 9 contre-torpilleurs, 16 transports, 2 bâtiments-hôpitaux et 7 bâtiments auxiliaires, l'*Armada* russe fait route présentement vers le Nord-Est, avec l'intention de rallier Wladivostok par le Détroit de Corée.

Selon nos calculs, elle doit arriver aujourd'hui dans les parages du cap Bojeador, à la pointe septentrionale des Philippines.

Mercredi, 17 mai 1905.

Delcassé inaugure, à l'égard de l'Allemagne, les moyens de courtoisie.

Le gouvernement de la République enverra donc une mission extraordinaire au prochain mariage du kronprinz avec la duchesse Cécile de Mecklembourg-Schwerin.

Pour diriger cette mission d'apparat, on hésitait entre un civil (qui aurait pu être le baron de Courcel ou le prince Auguste d'Arenberg) et l'un de nos grands chefs militaires. C'est à ce dernier parti qu'on s'est arrêté, en désignant le général de Lacroix, gouverneur de Lyon et commandant du XIV^e corps d'armée. Il est de mes amis : c'est un bel homme, d'une intelligence vive et de manières

très distinguées, un parfait exemplaire de l'officier français ; j'avais suggéré son nom à Delcassé, en revenant de Berlin, le mois dernier.

L'Allemagne se contentera-t-elle de nos procédés courtois?... Non. Elle n'y verra qu'un préambule, un premier succès pour elle, une première capitulation de notre part. Et, sous peu, il faudra bien qu'on aborde le fond du litige.

Samedi, 20 mai 1905.

Dîné chez la marquise de Breteuil, avec sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, lady Féodorowna Bertie, la duchesse de Manchester, le marquis et la marquise de Jaucourt, la comtesse Joachim Murat, la comtesse Jacques de Pourtalès, le baron de Courcel, l'amiral Duperré, le comte de Kerjégu, etc...

Au fumoir, sir Francis Bertie, jovial et prime-sautier comme d'habitude, nous dit brusquement, à Courcel et à moi :

— Il ne suffit pas d'avoir conclu l'Entente cordiale ; il faut lui donner des muscles, il faut lui donner les moyens de montrer sa force. Nous ne sauverons la paix que si les braillards et les agités de Berlin ont peur de nous...

J'attire ensuite dans un coin le maître de la maison pour le questionner sur les entretiens récents du roi Édouard avec Delcassé.

Voilà plus de vingt-cinq ans que le souverain britannique et le marquis de Breteuil entretiennent d'affectueuses relations. Au temps de leur jeunesse, ils étaient compagnons de plaisir. Depuis lors, ils ont mis beaucoup de sérieux dans leur amitié. Enfin, je sais de bonne source qu'Édouard tient son ami français en haute estime, parce qu'il lui reconnaît toutes les qualités de courage, d'honneur, de conscience, de sang-froid, de tact et de naturelle noblesse qui résument à ses yeux le

type du parfait *gentleman*. Je ne doute donc pas qu'il lui ait raconté, au moins dans les grandes lignes, ses entretiens avec Delcassé.

— Oui, me dit Breteuil, le roi m'a confié le sens général de ses déclarations à votre ministre, en ajoutant : *Je vous autorise à en faire usage très discrètement, si vous le croyez nécessaire...* Vous êtes, mon cher Paléologue, la première personne, et vous serez la seule, à qui je répéterai les déclarations d'Édouard VII, car il importe que vous puissiez, le cas échéant, préciser ou confirmer les souvenirs de M. Delcassé... Le roi lui a dit, en conclusion : *Votre politique marocaine est irréprochable, au point de vue du droit international. Poursuivez-la donc résolument, telle que vous l'avez commencée. Mais, en même temps, appliquez toute votre habileté à détendre un peu vos relations avec l'Allemagne; mon gouvernement vous y aidera de son mieux...* Sinon, la France pourrait se trouver tout à coup dans une situation grave... Ces conclusions du roi me semblent la sagesse même. N'est-ce pas aussi votre opinion?

— Oui, certes... Mais le roi n'a-t-il pas dit, en outre, quelle serait la conduite de l'Angleterre, si, par le fait d'une provocation allemande, la France était obligée de prendre les armes?... M. Delcassé me paraît avoir emporté de sa conversation avec Édouard VII la certitude que, dans ce cas, toutes les forces britanniques viendraient à notre secours?

— Que ce soit l'intime pensée du roi Édouard, j'en suis moralement convaincu ; mais j'ai peine à croire qu'avec sa correction et sa prudence habituelles, il ait tenu un langage que ses ministres seuls auraient le droit de tenir. Je l'ai toujours vu très soucieux de ne pas excéder son rôle constitutionnel (1).

(1) Pour attester l'affectueuse confiance qui unissait le marquis de Breteuil à la famille royale d'Angleterre, il suffit de noter qu'au mois de mars 1912, le roi Georges V lui demanda, « comme un service per-

Dimanche, 21 mai 1905.

Déjeuné chez Eugène-Melchior de Vogüé, seul avec sa femme et ses fils.

— Vous savez, me dit-il, que j'ai fait la campagne de 1870. Depuis quelques semaines, je suis hanté par les souvenirs tragiques de cette époque. Et je vois déjà nos armées battues, la révolution dans Paris, la France morcelée.

— Votre imagination vous emporte un peu vite ! La mienne est moins rapide et surtout moins sombre.

— Mais enfin, de vous à moi, cher ami (et je vous jure que, votre réponse, je ne la répéterai à personne), croyez-vous que nous puissions demain nous réveiller en guerre avec l'Allemagne ?

— Demain... Là encore, vous allez trop vite. En restant sur le terrain des faits positifs et des contingences probables, j'estime que la politique agressive de l'empereur Guillaume risque de créer bientôt, entre la France et l'Allemagne, des rapports tels qu'il suffise d'un incident pour mettre le feu aux poudres. Mais, sincèrement, je n'ai pas l'impression que le déterminisme d'une guerre franco-allemande soit dès aujourd'hui conditionné.

Lundi, 22 mai 1905.

J'ai souvent admiré l'exactitude avec laquelle Delcassé est informé de tout ce qui se dit ou se trame dans les coulisses du Sénat, de la Chambre et de la grande presse. Il dirige lui-même ses informateurs, dont je connais deux

sonnel », de recevoir chez lui à Paris, « pendant quatre ou cinq mois », le prince de Galles, qui avait alors dix-sept ans et demi, « afin de lui faire bien connaître la France ». Et, quelques jours plus tard, le jeune prince venait s'installer à l'hôtel Breteuil, avenue du Bois-de-Boulogne, où, conformément à l'expresse volonté de son père, il a mené la même vie que les fils de son hôte.

au moins, et il les rétribue largement. *Arcana imperii...* Or, il me dit ce matin :

— Vous n'imaginez pas l'odieuse et perfide campagne que le président du Conseil mène contre moi dans le Parlement... Il va de groupe en groupe, me dénonçant comme un monomane du patriotisme, un germanophile halluciné, qui a perdu tout contrôle de sa raison et qui mène le pays aux catastrophes. Alors, on l'adjure de sauver la France, de me débarquer au plus vite... Naturellement, Clemenceau le soutient à fond... Que tout cela est ignoble...

De 3 à 6 heures, je préside la Commission secrète des Instructions de guerre.

Tandis que nous procédons à notre examen habituel de tous les problèmes, si complexes et minutieux, que nous avons à résoudre, dans la prévision d'un grand conflit européen, je ne cesse de penser aux récentes déclarations du prince de Donnersmarck, telles que Francis Charmes les résumait trop exactement : « L'Allemagne ne nous laisse plus le choix qu'entre *l'intimité ou la guerre*. »

Mardi, 23 mai 1905.

Dans quelques jours, le jeune roi d'Espagne (il n'a que dix-neuf ans) (1) sera notre hôte ; il a décidé, en effet, que Paris serait la première étape de ses visites cérémonielles aux grandes capitales étrangères.

Alphonse XIII nous a souvent déjà témoigné sa sympathie à l'égard de la France ; il vient de nous la témoigner encore. Dans une conversation récente avec notre ambassadeur, Jules Cambon, il lui a dit :

— J'ai appris, d'une manière fortuite, mais avec une

(1) Né à Madrid, le 17 mai 1886, fils d'Alphonse XII et de Marie-Christine, archiduchesse d'Autriche.

certitude absolue, que l'Allemagne développe activement son outillage militaire. C'est ainsi qu'elle a commandé chez Krupp 3 000 canons d'un modèle qui ressemble beaucoup au vôtre. Pour ne pas divulguer cette commande et la soustraire aux délibérations du Reichstag, 200 millions de marks seront prélevés sur le trésor de guerre.

Je communique aussitôt ce renseignement au général Pendézec, qui me répond :

— La confiance du roi n'est que trop exacte. Depuis le 15 avril dernier, nous savons que les usines Krupp ont reçu la commande de 1 600 pièces de 75 millimètres d'un modèle qui ressemble en effet beaucoup au nôtre, et qu'elles ont embauché 5 000 ouvriers pour exécuter immédiatement le travail. Les usines Ehrhardt ont reçu, d'autre part, la commande de 1 400 pièces et elles ont embauché 3 000 ouvriers... Je présume que la réfection totale de l'artillerie allemande sera terminée dans un an. Le printemps de 1906 sera donc critique pour les rapports de la France et de l'Allemagne. Nous n'avons que juste le temps de faire exécuter les obusiers de campagne qui nous manquent et dont l'armée allemande est richement dotée, 24 obusiers de 125 millimètres par corps d'armée. Notre dépense s'élèverait à 22 millions de francs...

Jeudi, 25 mai 1905.

Arrivé le 12 de ce mois à la cour chérifienne, le comte de Tattenbach y a aussitôt ouvert le feu contre nous.

Voici, de bonne source, le thème qu'il développe dans ses entretiens avec le sultan, les ministres et les notables : « Le Maghzen ne doit pas se laisser intimider par les exigences du plénipotentiaire français. La politique marocaine de M. Delcassé lui est toute personnelle. Dans les Chambres comme dans le gouvernement elle rencontre une vive opposition ; car la France, qui a perdu ses qualités militaires d'autrefois, ne veut à aucun prix d'une

aventure dont l'issue pourrait bien être un conflit avec sa puissante voisine... Que le sultan ne craigne donc pas de maintenir hautement les droits de sa pleine souveraineté. L'Allemagne est prête à le défendre. S'il a temporairement besoin d'un concours administratif ou financier, elle le lui fournira volontiers. En échange, elle ne lui demandera que d'en appeler aux puissances pour leur confier la protection et la garantie de son indépendance... Il ne faut pas que l'illustre Maroc devienne un simple département français, comme la Tunisie... »

Le gouvernement chérifien semble déjà tout acquis à cette argumentation captieuse.

En commentant avec Delcassé les informations qui précèdent, j'ajoute :

— Ce qui donne, selon moi, une gravité particulière aux discours de Tattenbach, c'est qu'il est le confident, l'homme lige d'Holstein. Je ne doute donc pas que l'Éminence grise de la Wilhelmstrasse ne lui ait dicté son langage... Au surplus, il est curieux de noter que le ministre allemand s'est fait accompagner à Fez par sa femme, la comtesse de Tattenbach et par la sœur de celle-ci, la comtesse de Schlippenbach. Or cette comtesse de Schlippenbach est l'amie, presque la seule amie, du terrible Holstein. Vous savez qu'il a l'horreur du monde, qu'il se dérobe à toutes les réceptions de la cour et même aux invitations personnelles de l'empereur, qu'il vit obstinément solitaire et hargneux, comme un sanglier dans sa bauge. A cette règle farouche, il n'admet que deux exceptions : Mme de Lebbin et Mme de Schlippenbach ; on ne lui connaît aucune autre amitié, ni même relation féminine.

Vendredi, 26 mai 1905.

Après avoir fait route entre Formose et les îles Lioukiou, l'escadre de l'amiral Rojdestvensky est entrée



BATAILLE DE TSOU-SHIMA

27 mai 1905

ce matin dans les eaux japonaises. Nous pouvons, d'un instant à l'autre, apprendre la grande bataille navale, où la Russie met sa dernière espérance.

Dimanche, 28 mai 1905.

D'après un télégramme de Tokio, la flotte japonaise, commandée par l'amiral Togo, est venue barrer le chemin à l'escadre de l'amiral Rojdestvensky dans le Détroit de Corée, devant l'île de Tsou-shima. Aucun renseignement sur l'issue de la bataille.

Lundi, 29 mai 1905.

La II^e escadre de l'Océan Pacifique n'existe plus.

Dans la grande et furieuse bataille qui s'est livrée, le 27 mai, devant l'île de Tsou-shima, tous les navires russes ont été coulés ou capturés. Le *Souvorow*, qui portait le pavillon de l'amiral Rojdestvensky, a sombré ; l'amiral, blessé grièvement, a été transféré, au dernier instant, sur un autre bâtiment qui a dû se rendre peu après. L'*Invincible Armada*, que Philippe II lança contre l'Angleterre, pour venger la mort de Marie Stuart, et briser l'essor de la puissance britannique, n'a pas subi, devant Grave-lines, un plus complet désastre. On a dit que la bataille du 29 juillet 1588 avait marqué la fin de la prédominance espagnole en Europe ; on dira sans doute que la bataille du 27 mai 1905 a marqué la fin de la domination russe en Asie.

Le commandant de Freycinet vient m'apporter quelques renseignements techniques. Nous parlons, avec tristesse, de cette malheureuse escadre, qui nous a imposé tant de travail, causé tant de souci. Et nous sentons que, à la longue, par ses défauts mêmes, par l'évidente folie de son aventure, par le tragique destin qui la voyait au sacrifice et dont elle avait conscience, par tout ce qu'elle montrait néanmoins d'héroïsme dans son décou-

ragement et sa résignation, elle avait touché notre cœur.

Sur la stratégie adoptée par l'amiral Togo, le commandant de Freycinet me dit :

— Les phases diverses de la bataille ne nous sont pas encore assez connues pour que nous puissions les apprécier. Mais ce qui est remarquable, c'est la position choisie par l'amiral Togo et son plan de manœuvre. Il n'a pas cédé à la tentation d'aller chercher l'ennemi au tournant de Singapour ou sur les côtes de l'Annam ou devant les Philippines, comme l'opinion japonaise, énervée, terrorisée, l'en suppliait... Non : il s'est établi avec toutes ses forces dans le détroit de Tsou-shima, d'où, par la Mer Intérieure, il aurait pu rejoindre promptement l'escadre russe, si elle avait essayé d'atteindre Wladivostok par les détroits du Nord. Et là, bien embusqué dans une région que ses équipages connaissaient à merveille, il a, d'un seul coup, frappé le grand coup (1).

(1) Notre attaché naval au Japon, le lieutenant de vaisseau Martinie, est allé, au mois de septembre 1905, faire visite à l'amiral Rojdestvensky, interné comme prisonnier de guerre à Kioto.

Parlant de la stratégie qu'il avait adoptée pour gagner Wladivostok, l'amiral a franchement déclaré « qu'il ne s'attendait pas à trouver dans le détroit de Tsou-shima la totalité de la flotte japonaise : il croyait que l'amiral Togo avait réparti ses forces entre les divers passages qui accèdent à la Mer du Japon. »

CHAPITRE XIV

30 MAI - 6 JUIN 1905

Arrivée d'Alphonse XIII à Paris. — La foule, subitement séduite par la vive et loyale figure du jeune souverain, lui prodigue les ovations chaleureuses. — Notre ambassadeur à Londres nous apprend qu'il a reçu du secrétaire d'État, lord Lansdowne, une lettre invitant le gouvernement français « à discuter par avance avec le gouvernement britannique les diverses complications qui sont à craindre dans la période assez inquiétante que nous traversons ». Delcassé accepte aussitôt. — Cérémonies et galas en l'honneur d'Alphonse XIII. — Au sortir de l'Opéra, un anarchiste lance une bombe sur la voiture où se trouvent le roi d'Espagne et le président de la République, une quinzaine de blessés. — Grave échec de notre politique marocaine. — Le sultan Moulay Abd-el-Aziz, devenu l'instrument de l'Allemagne, nous déclare sa résolution de soumettre à l'examen des puissances tout le programme des réformes que nous lui avons suggérées. — Notre ambassadeur à Londres fait ressortir les graves conséquences qu'implique la récente proposition de lord Lansdowne; il estime que Delcassé ne doit pas prendre sur lui seul « de répondre à des ouvertures qui nous mèneront à une alliance »; la question ne peut être tranchée que par une délibération en Conseil des ministres. — A l'instant où le roi d'Espagne quitte Paris pour se rendre à Cherbourg, un télégramme de notre ambassadeur à Rome, Barrère, nous apporte un témoignage significatif de l'hostilité allemande. — Le président du Conseil, Rouvier, déclare au président de la République : « M. Delcassé nous mène à la guerre. Entre lui et moi il n'y a plus de collaboration possible... » — Les ministres tiennent conseil, au palais de l'Élysée; discussion émouvante. Le Conseil des ministres se prononce à l'unanimité contre Delcassé qui remet immédiatement sa démission au président de la République. — Mes adieux à

Delcassé ; noblesse de son attitude ; appréhensions que lui cause l'avenir : « Les Allemands feront payer cher à M. Rouvier sa victoire d'aujourd'hui. »

Mardi, 30 mai 1905.

A 3 heures précises, le roi d'Espagne arrive à la gare de la Porte Dauphine, où le président de la République et les ministres le reçoivent.

Temps magnifique, ciel éblouissant, comme en plein été.

Tout le long du parcours, dans l'avenue du Bois-de-Boulogne, et l'avenue des Champs-Élysées, la foule subitement séduite par la vive et loyale figure du jeune souverain, lui prodigue les ovations chaleureuses. Pas la moindre note discordante. Les socialistes, qui se proposaient de huer « l'assassin » de leurs frères espagnols, se sont abstenus de toute manifestation.

A 3 heures et demie, le cortège s'arrête devant l'hôtel du ministère des Affaires étrangères qui devient « palais royal ».

Après le départ du président de la République, Jules Cambon fait visiter au roi les appartements qu'on lui a préparés ; le duc de Sotomayor, grand majordome, les accompagne seul.

Quand ils pénètrent dans la chambre à coucher, Alphonse XIII saute joyeusement au cou de Jules Cambon et l'embrasse de tout cœur :

— Ah ! que je suis heureux, s'écrie-t-il... Jamais, je n'oublierai cette descente des Champs-Élysées, sous les acclamations du peuple parisien.

Puis l'ambassadeur lui montre et lui explique les meubles qui garnissent la chambre. Apportés de Versailles, de Compiègne, de Fontainebleau, ils ont tous une valeur historique, mais le roi s'arrête de préférence devant ceux qui évoquent l'image de Napoléon I^{er} ; pour achever son commentaire, Jules Cambon désigne un

superbe encrier de bronze doré qui occupait jadis la table de l'empereur aux Tuileries :

— Assurément, dit-il, Napoléon I^{er} a laissé de mauvais souvenirs en Espagne... N'importe ! C'était un grand capitaine et un grand monarque. Vous pouvez donc, sire, tremper sans crainte votre plume dans son encrier.

Le duc de Sotomayor interrompt :

— Oui, sire, trempez-y votre plume, trempez-la sans crainte et même le plus souvent possible. Mais que ce ne soit jamais pour signer votre abdication !

Le soir, à 8 heures, dîner de gala au palais de l'Élysée.

A l'aller, comme au retour, une foule immense et joyeuse n'a cessé d'acclamer le cortège royal. Depuis les beaux jours de l'alliance russe, depuis la mémorable visite de Nicolas II en 1896, je n'avais jamais vu la population parisienne aussi exaltée. Quel contraste avec les manifestations injurieuses qui accueillirent Alphonse XII en 1883 (1) ! D'ailleurs, on ne peut jamais prévoir les dispositions du peuple parisien, tant il est impressionnable, capricieux, hyperémotif, sensible à tous les effets de la contagion mentale et de la suggestion réciproque.

Mercredi, 31 mai 1905.

Hier, pendant que le roi d'Espagne faisait son entrée dans Paris, une dépêche très importante nous arrivait

(1) Au mois de septembre 1883, Alphonse XII, étant à Berlin, y reçut de Guillaume I^{er} le titre de « colonel honoraire du 15^e régiment de uhlans prussiens », caserné à Strasbourg.

Quelques jours plus tard, il se rendait officiellement à Paris pour une visite de courtoisie au président de la République, Jules Grévy. Dès son arrivée à la gare du Nord et tout le long du parcours jusqu'à son ambassade, il fut l'objet de clameurs injurieuses et de manifestations hostiles qu'avait organisées la Ligue des Patriotes. Sa première pensée fut de partir, à l'instant, pour l'Espagne ; mais le président de la République vint, « au nom de la France », le prier très dignement « de ne pas confondre le peuple français avec une poignée de misérables... » Touché de ces paroles, Alphonse XII différa son départ jusqu'au lendemain ; il accepta même de dîner, le soir, à l'Élysée.

de Londres. Paul Cambon nous y apprenait que, la veille, 29 mai, il avait reçu de lord Lansdowne une lettre invitant le gouvernement français « à discuter, par avance, avec le gouvernement britannique les diverses complications qui sont à craindre dans la période assez inquiétante que nous traversons (1) ». En nous transmettant cette pièce, l'ambassadeur ajoutait : « Les termes de la lettre paraissent très étudiés ; elle ne m'a été certainement expédiée qu'avec l'approbation du Premier ministre, Arthur Balfour, et peut-être du roi. Il en résulte que lord Lansdowne reconnaît m'avoir spontanément offert de discuter par avance les mesures à prendre en vue de toutes les éventualités. »

Delcassé a aussitôt répondu à Paul Cambon :

« Dites à lord Lansdowne que je suis d'avis, moi aussi, que les deux gouvernements doivent plus que jamais se témoigner une entière confiance et que je suis prêt à examiner avec lui toutes les faces d'une situation qui ne laisse pas en effet d'être quelque peu inquiétante. »

Ce matin, Delcassé me charge de lui préparer, en vue de ses entretiens avec le président du Conseil et le président de la République, une note détaillée sur le grave problème que pose, devant nous, l'initiative de lord Lansdowne.

Après une journée remplie de réceptions et de fêtes, le roi d'Espagne s'est rendu à l'Opéra, où l'on exécute *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns.

La salle, éblouissante, est toute parée de femmes et de fleurs ; le luxe et le goût parisiens se manifestent là, dans leur raffinement suprême.

(1) *I am not sure that I succeeded in making quite clear to you that there should be full and confidential discussion between the two governments not so much in consequence of some act of unprovoked aggression on the part of another Power, as in anticipation of any complications to be apprehended during the somewhat anxious period through which we are at present passing.*

De la baignoire que j'occupe, je peux dévisager à loisir Alphonse XIII. Très jeune, très enfant, l'air éveillé, curieux et sympathique ; nulle gêne dans ses allures ; il est visiblement amusé par le spectacle auquel il assiste et par le spectacle qu'il offre lui-même ; il remue sans cesse : il lorgne à droite, à gauche ; il interroge continuellement le paternel président Loubet qui somnole à côté de lui. Que doivent se dire ses ancêtres, Charles-Quint, Louis XIV, Philippe V, Charles III, Ferdinand VII, si, du haut des cieux, ils voient leur descendant inaugurer ses visites d'avènement sous le patronage d'un président de république.

La représentation s'achève par un ballet, *la Maladetta*, dont Alphonse XIII ne détourne pas un seul instant sa lorgnette.

A peine suis-je rentré chez moi, qu'on me téléphone une fâcheuse nouvelle : au retour de l'Opéra, comme le cortège royal tournait à l'angle de la rue de Rohan et de la rue de Rivoli, un anarchiste a lancé une bombe sous la voiture où se trouvaient Alphonse XIII et le président Loubet. Aucun des deux n'est atteint ; mais il y a, dans l'escorte et dans la foule, de nombreux blessés, une quinzaine au moins.

Jeudi, 1^{er} juin 1905, Ascension.

Ascensit Dominus in celos celorum ad orientem. Alleluia!

Pour chômer une si glorieuse fête, je n'ai pas quitté mon bureau, car voici de quelles affaires j'ai dû m'occuper :

- 1^o L'attentat contre le roi d'Espagne (conférence avec un commissaire de la Sûreté générale) ;
- 2^o Les armements secrets de l'Allemagne (conférence avec le chef du Service des renseignements de la Guerre) ;
- 3^o Les ouvertures que l'Angleterre vient de nous adresser

aux fins d'une alliance (projet d'instructions pour Paul Cambon).

La police a découvert l'auteur et les complices de l'attentat dont Alphonse XIII a failli être victime hier soir. Leur arrestation est imminente; ils sont tous Espagnols. Quelle chance pour nous qu'ils ne soient pas Français.

Quand la bombe a éclaté contre la voiture (dont une des roues a été éraflée), le jeune roi n'a pas même tressailli.

— Je crois, a-t-il dit en souriant à Loubet, qu'on vient de tirer un pétard.

Mais, au même instant, le valet de pied assis sur le siège se tournait avec effroi :

— Le cheval Néron est blessé, monsieur le président.

Puis, à droite et à gauche de la voiture, plusieurs chevaux de cuirassiers se cabraient ou se renversaient. Cependant, le colonel commandant l'escorte ordonnait :

— En avant !... En avant !... Pressez l'allure !

Le roi dit alors très simplement à Loubet :

— Monsieur le président, je n'oublierai jamais que j'ai reçu le baptême du feu au milieu des cuirassiers français.

A titre de rapprochement historique, je note que l'angle de la rue de Rohan et de la rue de Rivoli marque le point exact où fut perpétré, le 5 nivôse an IX, l'attentat de la machine infernale.

Aujourd'hui, 1^{er} juin, malgré les fatigues et les émotions d'hier, Alphonse XIII était levé dès 7 heures du matin, pour aller entendre la messe dans une chapelle de l'église Sainte-Clotilde.

A 8 heures, il s'est embarqué à la gare de l'Est pour le camp de Châlons, où de grandes manœuvres d'artillerie se sont déroulées devant lui.

Le soir, dîner à l'Élysée.

Hier soir, au cercle de cour, l'empereur Guillaume a fait appeler notre attaché naval, le commandant de Sugny, et, brusquement, « avec la plus vive émotion », il l'a questionné sur le désastre « foudroyant » de la flotte russe à Tsou-shima. Il a repris ensuite son vieux thème du « péril jaune »... Enfin, élevant la voix et cambrant le torse, il a terminé par ces mots : « Tout cela devrait vous apprendre à soigner votre marine. Mais, non, depuis dix ans, vos ministres des Affaires étrangères ne veulent rien entendre !... Croyez-moi : il vaut mieux être de mes amis que de mes ennemis... Dites-le bien chez vous ! » Là-dessus il s'est éloigné, d'une allure théâtrale.

Vendredi, 2 juin 1905.

Alphonse XIII passe la journée à Saint-Cyr et Versailles.

La police poursuit heureusement son enquête sur l'attentat de la rue de Rohan : elle a déjà mis la main sur quatre complices, tous Espagnols ; l'auteur principal, un Catalan, Alessandro Farraz, ne tardera plus à être arrêté.

Notre politique marocaine vient de subir un grave échec, où il n'est que trop facile d'apercevoir l'instigation de l'Allemagne.

Moulay Abd-el-Aziz a fait savoir officiellement à Saint-René Taillandier que, cédant aux instances des notables, il ajourne toute décision sur les réformes que nous lui avons proposées, car il entend les soumettre d'abord à l'examen des puissances qui entretiennent une représentation diplomatique à sa cour.

Le chérif, ses vizirs et ses notables deviennent donc les instruments de l'Allemagne.

Samedi, 3 juin 1905.

Par ses vives et franches allures, par la cordialité, la bonne grâce et la prestesse de ses reparties, Alphonse XIII continue de séduire tous ceux qui l'approchent. Il tient admirablement son rôle de souverain. Quelle différence avec ce pauvre Nicolas II qui se montra si gauche, si empêtré, si médiocre pendant ses visites de 1896 et de 1901 !

Paul Cambon, craignant que Delcassé aux abois ne se laisse entraîner à quelque démarche trop aventureuse, vient de lui adresser une « lettre personnelle » où s'affirme une fois de plus toute la sagesse de notre ambassadeur. Par un surcroît de précaution, il lui a expédié cette lettre sous un pli à mon nom, afin que j'en insère immédiatement une copie dans les dossiers secrets dont j'ai la garde. Voici le texte de la lettre.

Londres, 1^{er} juin 1905.

Je n'ai pas encore parlé à lord Lansdowne de sa lettre, relative à une entente générale entre nos deux gouvernements.

...Une conversation de ce genre ne peut être engagée sans que toutes ses conséquences aient été envisagées et sans l'assentiment de M. Rouvier.

Vous vous rappelez son dernier mot en sortant de l'Élysée (1) : « Surtout ne vous concertez pas. »

A moins qu'il n'ait changé complètement d'avis, il me semble difficile que vous preniez sur vous de répondre à des ouvertures qui nous mèneront à une alliance.

Que répondre à lord Lansdowne, s'il propose de réunir

(1) A la suite du conseil tenu, le 15 mai, à l'Élysée entre MM. Loubet Rouvier, Delcassé, Paul Cambon et Barrère.

en vue d'éventualités redoutables les chefs d'état-major de nos armées de terre et de mer?

C'est à une suggestion de ce genre que nous serions exposés si nous nous prêtions trop facilement à un entretien général.

Vous ne seriez certainement pas suivi par vos collègues du cabinet ni par l'opinion et l'on vous accuserait de préparer la guerre.

Je crois donc plus prudent de répondre dans des termes assez cordiaux pour ne pas décourager la bonne volonté de lord Lansdowne et assez vagues pour éloigner des propositions de concert immédiat...

Paul CAMBON.

Dimanche, 4 juin 1905.

Alphonse XIII doit quitter Paris ce soir, à destination de Cherbourg. Le programme de sa dernière journée comporte l'assistance aux courses d'Auteuil et, pour finir, un dîner de gala suivi d'une réception au ministère des Affaires étrangères.

Vers minuit moins le quart, pendant que l'orchestre joue l'hymne espagnol pour le départ du roi, un attaché du chiffre, Béguin-Billecoq, se glisse jusqu'à moi, et me remet « un télégramme urgent, un télégramme très grave, expédié de Rome, ce soir à 8 h. 45, et que le ministre a sans doute intérêt à connaître tout de suite ».

Je fais signe à Georges Louis et, dans l'embrasure d'une fenêtre, nous lisons ce télégramme; nous y apprenons que l'ambassadeur d'Allemagne, comte de Monts, a fait au ministre des Affaires étrangères, Tittoni, la déclaration suivante :

Le gouvernement allemand a lieu de croire que M. Saint-René Taillandier, en mission à Fez, a menacé le sultan de faire occuper militairement certains points du Maroc

pour l'obliger à repousser les demandes de l'Allemagne. Si les troupes françaises franchissent la frontière marocaine, comme suite à cette menace, les troupes allemandes franchiront immédiatement la frontière française.

Aussitôt le roi parti, nous communiquons le télégramme de Barrère à Delcassé, qui nous entraîne, Georges Louis et moi, dans son cabinet. La déclaration de Monts ne l'émeut aucunement :

— Cette déclaration est absurde ! Je n'ai jamais remis au sultan du Maroc un ultimatum quelconque, et Saint-René Taillandier n'est pas homme à prendre sur lui une pareille initiative... L'Allemagne s'affole parce qu'elle se sent perdue... N'importe ! ce télégramme va rendre ma tâche plus difficile encore devant le Conseil des ministres... Là-dessus, allons dormir !

Lundi, 5 juin 1905.

Delcassé a communiqué, ce matin, au président du Conseil, le télégramme par lequel notre ambassadeur à Rome nous a rapporté hier la déclaration du comte de Monts à Tittoni.

Rouvier s'est aussitôt rendu à l'Élysée, où il a dit au président de la République : « M. Delcassé nous mène à la guerre. Entre lui et moi, il n'y a plus de collaboration possible. Demain, j'obligerai le Conseil des ministres à choisir entre sa politique et la mienne ; demain, l'un de nous deux aura quitté le pouvoir. »

Delcassé tient ce propos de Loubet lui-même, qui l'a ensuite conjuré de se prêter à une tentative du rapprochement avec l'Allemagne. Il a répondu au président de la République : « Moi aussi, j'obligerai demain le Conseil des ministres à choisir entre la politique de M. Rouvier et la mienne ; demain, l'un de nous deux aura quitté le pouvoir. »

Je demande à Delcassé :

— Vous pensez donc à donner votre démission après la séance du Conseil des ministres?... Je croyais que vous étiez résolu à ne vous retirer qu'après un grand débat devant les Chambres, et j'avoue que cette procédure courageuse me séduisait beaucoup.

— Oui, j'y étais résolu ; j'ai changé d'opinion. Rouvier a machiné contre moi, dans le Parlement, une intrigue si forte qu'on m'empêchera de parler, qu'on me sifflera, qu'on me chassera de la tribune. Et puis, le meilleur de mes arguments, l'offre de l'alliance anglaise, je ne pourrai pas l'invoquer dans une discussion publique. Mais, rassurez-vous : si demain soir je ne suis plus ministre, je n'aurai que trop tôt l'occasion de m'expliquer *urbi et orbi*... Laissons cela. J'ai un travail urgent à vous confier.

Il m'expose alors que, « d'après un renseignement puisé à très bonne source », le président du Conseil l'attaquera demain sur l'offre de l'alliance anglaise, en concluant au rejet de cette offre. Il poursuit :

— Rouvier a reçu, dernièrement, un émissaire de Bülow, qui lui a dit : *La chancellerie allemande sait, d'une façon indubitable, que Delcassé négocie avec le gouvernement britannique une alliance militaire et navale. Si cette alliance est conclue, l'Allemagne déclarera immédiatement la guerre à la France... Avant que la flotte anglaise ait pu nous causer de sérieux dommages, nous aurons disloqué les armées françaises et la route de Paris nous sera grande ouverte. D'ailleurs, quelques dommages que la flotte anglaise puisse causer à notre marine et à notre commerce, la France est assez riche pour nous indemniser lors de la paix...* Cet émissaire, dont j'ignore le nom, est un financier, dûment accrédité par Bülow... En même temps, Rouvier a reçu de Miquel, premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne, une note où sont énumérés tous les griefs de l'empereur Guillaume contre moi...

Pour conclure, Delcassé m'indique une vingtaine de

pièces qu'il voudrait relire ce soir, afin d'en mieux étayer demain son argumentation devant le Conseil des ministres. Je les lui apporte une heure plus tard ; je n'ai pas manqué d'y introduire la lettre de Paul Cambon, en date du 1^{er} juin.

Comme je m'apprête à y ajouter quelques explications verbales, il me coupe la parole, avec un rire sardonique :

— Je viens d'apprendre le nom de cet important émissaire qui a notifié au chef du gouvernement français les ordres de l'Allemagne ; il s'appelle Isaac R... ; c'est un sale courtier juif, qui brocante je ne sais quoi dans les coulisses de la Bourse... Ah ! M. le comte de Bülow a bien choisi l'ambassadeur extraordinaire qu'il devait accréditer auprès de M. Rouvier... Un autre détail, que je viens aussi d'apprendre : Miquel, en remettant son réquisitoire à M. le président du Conseil, lui a déclaré : *Le chancelier de l'empire allemand ne veut plus avoir de rapports avec M. Delcassé*... Mon cher Paléologue, voilà une phrase à retenir, une phrase à faire graver sur ma tombe ! Je ne souhaite pas une plus belle épitaphe !...

Mardi, 6 juin 1905.

Ce matin, à l'issue du Conseil des ministres, Delcassé a donné sa démission, que le président de la République a aussitôt acceptée.

Sur son appel, à 2 heures, j'entre dans son cabinet, pour recevoir, de ses mains, les pièces confidentielles ou secrètes que je lui avais remises hier soir.

Il ne me cache pas son émotion, qui d'ailleurs lui fait monter des larmes aux yeux. Mais nulle plainte, nulle récrimination, nulle invective, nulle parole amère ou blessante : une grave et noble tristesse. En cette effusion douloureuse, le fond le plus intime de sa nature m'apparaît, comme je ne l'avais encore jamais vu. Ce n'est pas dans son orgueil ou son ambition qu'il souffre :

c'est dans son patriotisme, qui est toute sa religion.

Moi aussi je suis ému, car voilà sept ans que je vis dans l'intimité quotidienne de ce ministre que l'histoire classera certainement parmi les grands serviteurs de la France, et je lui dois les plus belles heures de ma carrière.

Il me raconte la délibération qui s'est tenue ce matin, à la présidence de la République :

— J'ai sommairement exposé, devant mes collègues, la thèse que vous savez. L'Allemagne, leur ai-je dit, l'Allemagne nous menace. Pour moi, ce n'est qu'un *bluff*. Donc nous devons résister... Or, voici que l'Angleterre nous offre son alliance ; j'estime que nous devons immédiatement l'accepter. Car, de deux choses l'une : ou l'Allemagne *bluffe* et elle soutiendra d'autant moins son *bluff* qu'elle verra l'Angleterre prête à nous défendre ; ou, contre toutes mes prévisions, l'Allemagne veut réellement la guerre et dans ce cas la coopération de la flotte anglaise est pour nous d'un intérêt vital... J'ai conclu : *Pesez bien, messieurs, la décision que vous allez prendre. Aujourd'hui, l'Angleterre épouse hardiment notre cause. Mais, demain, si elle nous voit faiblir, trembler, devant les rodomontades insolentes de Guillaume, elle ne fera plus aucun fond sur nous. Et, retournant ses batteries, elle négociera bientôt avec Berlin une réconciliation, dont notre empire colonial paiera les frais...* Le président de la République et les ministres m'ont écouté, sans m'interrompre une seule fois ; mais il me suffisait de les regarder pour comprendre que je parlais en vain, que leur résolution était prise et qu'avant même de m'entendre, ils m'avaient condamné... Rouvier m'a répondu : *Ne croyez pas que l'Allemagne bluffe. Elle est aussi inquiète qu'humiliée de l'isolement où vous la tenez, de l'encerclement que vous avez organisé autour d'elle. Dans notre litige marocain, elle voit une occasion excellente de rompre ce blocus. Et, pour le rompre, elle ira, s'il le faut, jusqu'aux dernières extré-*

mités... D'autre part, elle sait que l'Angleterre nous a récemment offert son alliance militaire et navale... Je l'ai interrompu : Comment l'Allemagne a-t-elle pu connaître une offre aussi secrète ? Car, à Londres, il n'y a que trois personnes au courant : le roi, Balfour et Lansdowne ; ici, je n'en ai parlé qu'à M. le président de la République et à vous-même. Il a rougi, devinant trop bien ma pensée ; puis il a continué : Tout ce que je peux vous dire, c'est que l'Allemagne connaît l'offre anglaise... Le chancelier Bülow m'a envoyé, il y a quelques jours, un de ses amis, pour me prévenir confidentiellement que, si nous acceptons la proposition du gouvernement britannique, l'Allemagne, qui en sera aussitôt informée, nous déclarera la guerre... Il n'a pas osé nommer cet « ami » du chancelier Bülow, cet infect coulissier juif, Isaac R... Devant les ministres atterrés, il a poursuivi, d'une voix mélodramatique : Sommes-nous en état de soutenir une guerre contre l'Allemagne ? Non, non !... Même avec la coopération de la flotte anglaise, nous irions à un désastre pire qu'en 1870... Nous serions des criminels de nous lancer dans une pareille aventure ; la France ne s'en relèverait pas... Je m'attendais à ce que le président de la République fit au moins semblant de soutenir un peu ma thèse : pas un mot. Le Conseil n'avait plus qu'à trancher le débat ; il s'est prononcé à l'unanimité contre moi.

Je le remercie, une fois encore, de la confiance absolue qu'il m'a si constamment témoignée :

— Vous me permettez, lui dis-je, d'aller causer, de temps à autre, avec vous ?

— Oh oui !... Et savez-vous de quoi nous parlerons bientôt ?... Nous parlerons de l'immense déception qui attend M. Rouvier dans ce cabinet d'où je vais sortir ; car les Allemands lui feront payer cher sa victoire d'aujourd'hui.

CHAPITRE XV

7 JUIN - 8 JUILLET 1905

Le président du Conseil, Maurice Rouvier, prend l'intérim des Affaires étrangères. — Ma première conversation avec lui : « Je ne resterai pas ici longtemps... deux ou trois semaines au plus. Dès que j'aurai détendu nos rapports avec l'Allemagne, je retournerai au ministère des Finances... » La presse allemande pousse des cris de triomphe. — A Paris, on commence à se demander « si le sacrifice de Delcassé va suffire à calmer le courroux de l'Allemagne ». — Rouvier ne veut, à aucun prix, de l'alliance anglaise. — Le chancelier du Reich, comte de Bülow, est créé « prince de Bülow ». — Les illusions de Rouvier sur l'esprit conciliant de l'Allemagne se dissipent brusquement ; le prince de Radolin lui tient un langage comminatoire. — Paul Cambon incite énergiquement Rouvier à repousser les prétentions allemandes. — Mission du général de Lacroix au mariage du kronprinz. — Paroles de l'empereur Guillaume sur la démission de Delcassé : « Croyez-moi, cette démission est un bonheur pour la France... M. Delcassé menait votre pays à une catastrophe... » — Dans la société parisienne, l'inquiétude s'accroît. — Le prince de Radolin me confie que ses dernières conversations avec Rouvier le désespèrent : « Il faut absolument qu'une ère nouvelle commence pour les rapports franco-allemands. Sinon, où allons-nous ? » — Pour la première fois dans leur histoire, les États-Unis d'Amérique semblent s'intéresser aux affaires d'Europe. Cédant à une sollicitation de l'empereur Guillaume, le président Roosevelt examine ce qu'il pourrait faire pour apaiser la querelle franco-allemande. — La chancellerie de Berlin exige en termes impérieux notre acceptation d'une conférence européenne. — Anxiété de Rouvier ; il me demande une note sur les mesures qu'il y aurait à prendre si, brusquement, l'attitude belliqueuse de l'Allemagne précipitait le conflit. — Le président Roosevelt

nous conseille d'accorder quelque satisfaction « à l'incommensurable vanité de l'empereur Guillaume ». — L'esprit national se réveille en France. — Un article courageux de Clemenceau. — S'affirmant de plus en plus dans son rôle d'arbitre mondial, le président Roosevelt offre à la Russie et au Japon ses bons offices pour mettre fin aux hostilités. — Rouvier réclame de l'empereur Nicolas une intervention personnelle auprès de l'empereur Guillaume en faveur de la cause française. — Je fais visite à Delcassé. Comment il juge la situation actuelle : nécessité de l'alliance anglaise. — Devant l'attitude menaçante de l'Allemagne, notre esprit national se raffermir de jour en jour. — L'avenir de l'Europe ; un clairvoyant pronostic : « Le *Reich* des Hohenzollern évolue manifestement vers son déclin... Vous verrez sans doute la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France. » — Une cérémonie funèbre amène à Paris un détachement de marins américains ; spectacle suggestif. — Après un mois de négociation, l'accord franco-allemand est signé. Le gouvernement de la République accepte la conférence européenne ; le gouvernement impérial reconnaît les intérêts spéciaux de la France au Maroc.

Mercredi, 7 juin 1905.

Mon nouveau ministre, Maurice Rouvier, me fait appeler, ce matin, pour que je lui montre quelques-unes des pièces réservées dont j'ai la garde (alliance franco-russe, pourparlers avec le gouvernement britannique, projets militaires de l'Allemagne, etc...). L'œil vif, la parole nette et prompte, il m'accueille du ton le plus cordial :

— Je sais de quelles fonctions vous êtes chargé ici et je sais comment vous vous en acquittez. Nous aurons à travailler ensemble. Je ne vous demande qu'une chose : parlez-moi toujours franchement ; ne craignez jamais de me blesser. Dès maintenant, je vous donne ma confiance... Voyons ces papiers.

Puis, se ravisant :

— Laissez-les-moi jusqu'à demain. Je les lirai tranquillement ce soir ; j'ai trop à faire pour l'instant.

Avant de partir, je lui demande sous quelle forme, à

quelle heure, il désire que je le tienne au courant de ma besogne spéciale.

— Oh ! me dit-il, gaillardement, ne faisons pas de programme. Je ne resterai pas ici longtemps..., deux ou trois semaines au plus. Dès que j'aurai détendu nos rapports avec l'Allemagne, je retournerai au ministère des Finances ; je ne fais ici qu'un intérim ; je ne suis pas un diplomate, moi, je suis un argentier... Donc, si vous avez quelque chose à me dire ou quelque pièce à me montrer, venez me voir à n'importe quelle heure ; je vous recevrai entre deux audiences. Et, pour ce qui est de vos fonctions spéciales, il est bien entendu que vous continuez à les remplir exactement comme si M. Delcassé était encore là ; je n'aurai qu'à m'en féliciter.

A dîner chez moi : la princesse Lucien Murat, le comte et la comtesse Stanislas de Castellane, Jules Cambon, etc. Tous mes convives, sauf le judicieux Cambon, croient la guerre imminente. Stanislas de Castellane, qui est député, nous dit :

— A la Chambre, l'émotion est extrême ; *on sue la peur* ; on se demande, avec anxiété, si le sacrifice de Delcassé va suffire à calmer le courroux de l'Allemagne.

Je fais observer que la Chambre aurait pu se poser la question plus tôt et je prends à mon compte les dernières paroles que j'ai recueillies de Delcassé :

— Les Allemands feront payer cher à M. Rouvier la victoire qu'il vient de remporter.

A ro heures et demie, nous nous rendons tous chez la comtesse Jean de Castellane, rue Brignole, où c'est l'affluence et l'éclat des grands soirs, un savoureux amalgame de la politique et de la mondanité. Inaccessible au fond de son portrait, ardente et nerveuse, consumée de passion et de rêve, la duchesse de Dino, qui fut la dernière inspiratrice de Talleyrand, a l'air de présider la réunion.

Ça et là, des groupes discutent, pérorent, s'exaltent,

cependant que des apartés graves, des conciliabules mystérieux s'abritent dans les encoignures. Tous les visages reflètent le même sentiment, — l'inquiétude, comme si l'on percevait enfin l'humiliation de l'heure présente et la menace des heures prochaines.

Francis Charmes, qui a la mine longue, m'attire vers l'embrasure d'une fenêtre :

— Eh bien ! lui dis-je, vous êtes content?... Delcassé n'est plus ministre.

— Non certes, je ne suis pas content. Je viens de lire, au *Journal des Débats*, les résumés de la presse allemande : elle triomphe avec une morgue et une vantardise, qui sont d'un bien mauvais présage... Et pourtant, Delcassé ne pouvait rester ministre. L'Allemagne ne voulait plus traiter avec lui ; Bülow l'a fait savoir confidentiellement à Rouvier.

Je reprends :

— Alors, si M. Rouvier avait eu, je ne dirai pas seulement le sens national, mais le sens politique, c'est par la retraite du ministère tout entier qu'il aurait dû résoudre la crise. En sacrifiant aux injonctions de l'Allemagne son ministre des Affaires étrangères, il s'est mis dans les griffes de l'Allemagne : il s'en apercevra d'ici peu.

Jeudi, 8 juin 1905.

Visite de Jules Cambon, qui sort d'un long entretien avec le président du Conseil.

Rouvier lui a rapporté « l'avertissement secret » qu'il a reçu, il y a quelques jours, de Bülow par un émissaire privé : *Je sais que le gouvernement britannique offre son alliance au gouvernement français. Si le gouvernement français l'accepte, — et j'en serai informé aussitôt, — nous déclarerons immédiatement la guerre à la France.* Le président du Conseil a poursuivi :

— Cet avertissement terrible m'a dicté ma conduite.

Malgré tous les éminents services que M. Delcassé nous a rendus, j'ai compris que je ne pouvais plus collaborer avec lui ; car l'Allemagne ne veut plus le connaître ; elle ne lui pardonne pas, elle ne lui pardonnera jamais l'humiliation qu'il lui a infligée en cherchant à l'isoler dans le monde... Quant à l'Angleterre, vous n'ignorez pas quels sont mes sentiments pour elle. J'ai été jadis l'ami intime et je suis resté le fervent disciple de Gambetta ; c'est vous dire que je suis un chaud partisan de l'amitié franco-anglaise. Mais je ne vais pas jusqu'à l'alliance... Oh ! non ! pas d'alliance, pas de convention militaire et navale ! Car j'en suis certain, l'Allemagne nous tomberait dessus immédiatement. Or, nous serions incapables de lui résister. En trois semaines elle nous mettrait à cul !...

Pour finir, le président du Conseil a dit à Jules Cambon qu'il n'avait pas l'intention de garder le portefeuille des Affaires étrangères :

— Aussitôt que j'aurai détendu nos relations avec l'Allemagne, et je crois que cela ira vite, — je retournerai au ministère des Finances, qui est mon vrai domaine.

Le chancelier du Reich, Bernhart, comte de Bülow, n'aura pas attendu longtemps sa récompense pour la part qui lui revient dans le renvoi de Delcassé : il est créé « prince de Bülow » avec la qualification d'Altesse Sérénissime. Et, naturellement, toute la presse allemande lui prodigue les félicitations dithyrambiques.

Vendredi, 9 juin 1905.

Le général Pendézec vient me raconter la délibération que le Conseil supérieur de la guerre a tenue, avant-hier, sous la présidence du ministre Berteaux. Ce fut un simple rappel, une courte révision de tout ce que les chefs d'armée auraient à faire dans le cas d'une mobilisation générale.

Quant au dispositif de la concentration, rien n'est changé au *Plan XV*. Le généralissime Brugère n'admet pas encore la possibilité d'une grande offensive allemande qui, partant d'Aix-la-Chapelle, se développerait sur les deux rives de la Meuse en direction de Namur et de Maubeuge. Ainsi donc, le point extrême de notre aile gauche reste fixé à Bar-le-Duc.

Je demande alors au général Pendézec :

— Sur quoi le général Brugère se fonde-t-il pour écarter la menace d'une grande offensive allemande à travers la Belgique, puisque notre Service des renseignements a constaté, dans la région d'Aix-la-Chapelle, de Créfeld et de Malmédy, tous les indices prémonitoires d'une énorme concentration?

Il me répond :

— Le général Brugère ne croit pas que le potentiel numérique des armées allemandes lui permette d'exécuter une opération d'une telle envergure ; il se refuse à croire que l'Allemagne soit capable de mobiliser, dès le premier jour, assez d'unités combattantes pour déborder, par le Nord et l'Ouest, la masse des armées françaises... A cela j'objecte que nous connaissons mal le potentiel numérique des armées allemandes. Le corps d'*ersatz* et de réserve nous ménagent peut-être des surprises redoutables... Enfin, ce qui me frappe le plus dans les révélations du *Vengeur*, c'est qu'elles s'accordent parfaitement avec les tendances actuelles de la stratégie allemande. Nous sommes très bien renseignés, à cet égard : nous avons pu nous procurer des documents significatifs sur ce qu'on enseigne dans les conférences d'état-major ; on ne cesse d'y prôner la vertu des grandes offensives débordantes, seul moyen d'obtenir le rapide anéantissement de l'adversaire. L'idée de venir attaquer la France à travers la Belgique est tout à fait dans l'esprit de cette doctrine.

Samedi, 10 juin 1905.

Les voiles sont déchirés; l'Allemagne vient d'abattre ses cartes.

C'est aujourd'hui que Rouvier avait donné rendez-vous au prince de Radolin pour traiter officiellement la question du Maroc; il se figurait que l'entretien serait court, facile, confiant, cordial; il s'imaginait qu'il verrait arriver l'ambassadeur la main tendue, le visage souriant, et que leur accord s'établirait en quelques mots.

Tout le contraire! froidement, d'une voix sèche, Radolin a repris le thème qu'il développait naguère devant Delcassé :

— Le gouvernement impérial veut que la question du Maroc soit soumise à une conférence européenne.

Stupéfait, Rouvier répond :

— Il vaudrait beaucoup mieux que la France et l'Allemagne réglassent directement leur litige marocain. Cette entente directe, nous aurions vite fait de l'établir, vous et moi; la conférence deviendrait donc inutile.

Radolin réitère, avec plus de sécheresse encore :

— Non, le gouvernement impérial tient absolument à la conférence.

Alors, très ému, Rouvier s'ingénie à démontrer que, si la question marocaine est portée devant un aréopage international sans que la France et l'Allemagne se soient mises préalablement d'accord, leur différend peut devenir d'une extrême gravité. Il conclut avec chaleur :

— Croyez-moi, prince. Dans l'intérêt de nos deux pays, cherchons à nous entendre directement. Et pas de conférence.

— Eh bien ! reprend l'autre, en se levant pour sortir, eh bien ! s'il n'y a pas de conférence, nous exigerons que rien ne soit changé au statut présent du Maroc.

Et quand il est sur le pas de la porte il ajoute :

— J'ai même le devoir de vous déclarer, monsieur le président, que, si la France cherchait à modifier en quoi que ce soit le statut marocain *l'Allemagne serait derrière le sultan Moulay Abd-el-Aziz avec toutes ses forces.*

Quelques minutes après le départ du prince de Radolin, le secrétaire particulier de Rouvier, le fidèle Combalat, ne percevant plus aucun bruit de voix dans le cabinet de son chef, entr'ouvre la porte ; car il a mission d'introduire, aussitôt que possible et par les petits couloirs, le financier Henri Bousquet qui est chargé d'une communication urgente par le baron Jacques de Gunzburg. Ils pénètrent ainsi dans le *Sanctus sanctorum* et ils voient le ministre affaissé devant son bureau (le bureau de Vergennes !), les poings sur la table, le menton sur les poings, l'air hagard et foudroyé.

Interdits eux-mêmes, Combalat et Bousquet s'arrêtent au premier pas ; mais Rouvier leur fait signe d'avancer, puis, d'une voix frémissante, il leur débite le récit que je viens de noter ; il achève par ces mots :

— Enfin, savez-vous ce que cet ambassadeur a osé me dire..., là, devant cette porte, pendant que je le reconduisais : *N'oubliez pas, monsieur le Président, que l'Allemagne sera désormais derrière le sultan du Maroc, avec toutes ses forces...* Voilà ce qu'il a osé me dire, à moi..., oui, à moi, le chef du gouvernement français !... N. de D. !... N. de D. !... N. de D. !...

Et soudain, secoué de colère dans toute sa musculature puissante, il assène sur la table un formidable coup de poing qui fait sauter le couvercle de l'encrier.

Lundi, 12 juin 1905.

Paul Cambon, arrivé de Londres et reçu aussitôt par le ministre, vient me voir ensuite :

— La France, me dit-il, me paraît un pays de fous. On est tombé, par peur, dans tous les panneaux que

nous a tendus l'Allemagne... Les augures de la Wilhelmstrasse doivent bien rire entre eux ; car, dans leur morgue et leurs impertinences à notre égard, j'estime qu'il y a pour le moins 90 pour 100 de bluff... Donc il faut nous ressaisir au plus vite, reprendre notre sang-froid et relever la tête. J'ai dit à Rouvier que l'Angleterre nous guette à la question de la Conférence et que si nous baissons pavillon devant l'Allemagne c'en est fini de l'Entente cordiale... *Mais que puis-je faire ?* m'a-t-il répondu, la figure bouleversée. *L'Allemagne exige la Conférence ; elle n'en veut pas démordre. Vous n'avez qu'à lui opposer un refus calme et inflexible, tout en lui maintenant votre proposition de régler directement avec elle notre litige marocain... Soyez sûr que, dans cette affaire, l'empereur Guillaume se soucie fort peu du Maroc, il n'y voit qu'une occasion de prouver au monde l'inefficacité de l'alliance franco-russe et de l'entente franco-anglaise ; il cherche par-dessus tout une satisfaction d'orgueil. Si vous la lui accordez aujourd'hui, cette satisfaction, demain il vous en réclamera d'autres puis d'autres encore, jusqu'à ce que vous ayez humblement reconnu l'hégémonie de l'Allemagne en Europe, comme au temps de Bismarck... Le ministre m'a paru très impressionné par ces derniers mots. L'ai-je convaincu ? Je ne sais.*

Mardi, 13 juin 1905.

Conversation avec le général de Lacroix, gouverneur militaire de Lyon, qui est arrivé hier de Berlin, où il a représenté la France au mariage du kronprinz (1). Voici le résumé des impressions qu'il rapporte :

L'empereur lui a fait un accueil excellent, de la courtoisie la plus prévenante et la plus marquée.

Pour l'assistance de notre mission aux cérémonies du

(1) Le 6 juin 1905, Guillaume, prince impérial d'Allemagne et prince royal de Prusse, né le 6 mai 1882, a épousé Cécile, duchesse de Mecklembourg, née le 20 septembre 1886.

mariage, et aux fêtes de la cour, une correction pleine d'égards.

Aussitôt le mariage célébré, Guillaume II s'est emparé du général de Lacroix, dont la haute distinction et la fière allure étaient certainement faites pour lui plaire. Et, pendant trois jours de suite, les 7, 8 et 9 juin, il l'a gardé près de lui au camp de Döbritz, dans les plaines du Brandebourg, afin de l'initier aux manœuvres de la Garde, les lui expliquant avec soin et réclamant ses avis. Ou bien, durant de longs apartés, il l'a pressé de questions sur de grands sujets militaires, comme les campagnes de 1809 et de 1814, la guerre de 1870, enfin la guerre actuelle de Mandchourie.

Le 7 juin au matin l'empereur a fait appeler le général de Lacroix. « Eh bien ! s'est-il exclamé, voilà Delcassé démissionnaire !... Croyez-moi, général, cette démission est un bonheur pour la France ; car, je vous l'affirme, Delcassé menait votre pays à une catastrophe..., oui, je vous le répète, à une catastrophe !... » Et ses yeux jetaient des flammes. Puis, après un silence grave, il a repris : « Chez vous, on ne réalise pas suffisamment ce que la guerre de Mandchourie va coûter à la puissance russe... La bataille de Moukden est un événement historique d'une portée incalculable. C'est une menace terrible pour la civilisation chrétienne... Ah ! désormais on me croira quand je parlerai du *Péril jaune* ! »

Jeudi, 15 juin 1905.

Ce soir, le fastueux Boni de Castellane inaugure les salons magnifiques de son hôtel, qui est situé à l'angle de l'avenue du Bois-de-Boulogne et de l'avenue Malakoff. Luxe éblouissant, rehaussé des inventions les plus pittoresques, sans la moindre faute de goût. On se croirait à Versailles ou à Trianon, dans un gala composé par Lebrun et Tiépolo.

Mais l'entrain manque ; l'inquiétude se lit sur tous les visages. Dès l'entrée la vieille comtesse de P... me prend le bras et, gravement :

— Regardez bien cette soirée, mon cher ami ; c'est peut-être la dernière soirée de la paix... et par conséquent la dernière du régime. Depuis une semaine je revis toutes mes impressions de juillet 1870...

Eugène-Melchior de Vogüé, d'Haussonville, Denys Cochin, le prince Murat, Breteuil, le marquis de Ségur, Étienne Lavis, m'accaparent successivement et me demandent, avec la même angoisse et presque dans les mêmes termes : « N'est-ce pas, cela va très mal?... N'est-ce pas, nous allons à la guerre?...

Cependant, le prince de Radolin fait son entrée. Il constate bientôt que tout le monde l'évite. Alors, m'apercevant au milieu d'un groupe, il me fait signe, avec son plus aimable sourire. Nous nous asseyons sur un canapé solitaire, un merveilleux gobelin de l'époque Louis XVI. Et nous voici causant. Comme l'entretien se prolonge, le public nous regarde fixement.

L'ambassadeur, qui a les traits tirés, la voix lente et sourde, me dit :

— Le temps est bien orageux, ce soir, et j'ai une migraine atroce. Néanmoins, j'ai tenu à venir pour éviter les commentaires... Il n'y a déjà que trop de malentendus autour de moi.

— Si ce ne sont que des malentendus, comment ne sont-ils pas éclaircis déjà?

— Vous savez bien que je m'épuise à les éclaircir. Mais il faut qu'à Paris on se rende mieux compte de la situation et de ce qu'elle commande à notre dignité. Les choses ne peuvent pas continuer comme au temps de M. Delcassé... Je ne vous dissimule pas, cher monsieur Paléologue, que mes dernières conversations avec M. Rouvier me désespèrent... Vous avez de l'influence au Quai d'Orsay : puisque j'ai la bonne fortune de vous rencon-

trer ce soir, je n'hésite pas à vous dire qu'il faut absolument qu'une ère nouvelle commence pour les rapports franco-allemands. Sinon, où allons-nous, grand Dieu !... où allons-nous !...

Je me borne à lui répondre :

— Pour ce qui est de l'affaire marocaine, je vous garantis que M. Rouvier est résolu à pousser aussi loin que possible l'esprit d'accommodement et de conciliation. Quant à une orientation nouvelle des rapports franco-allemands, la question est si grave et soulève des problèmes si délicats, si scabreux, que vous m'excuserez de ne pas vous suivre sur ce terrain.

Il fait un geste poli d'acquiescement, puis se lève. D'ailleurs, ne m'a-t-il pas dit tout ce qu'il avait à me dire... et que j'aurais pu deviner?... Car, depuis deux mois, le jeu de l'Allemagne ne varie pas ; il se résume à nous effrayer par la perspective de la guerre pour nous contraindre à nous ranger dans l'orbite des puissances germaniques.

Vendredi, 16 juin 1905.

Voici un fait nouveau, inattendu et qui semble présager une évolution importante de la politique mondiale. Pour la première fois depuis leur création, les États-Unis d'Amérique interviennent dans les affaires de l'Europe. Jusqu'à ce jour, ils considéraient comme un dogme national d'ignorer les problèmes de l'ancien continent, *the european entanglements*. Et ce dogme était fondé sur deux bases indestructibles : le testament de Washington et la doctrine de Monroë.

Or, cédant à une sollicitation de Guillaume II, le président Roosevelt examine actuellement ce qu'il pourrait faire pour apaiser le grave différend que la question marocaine a suscité entre la France et l'Allemagne. Il a donc appelé notre ambassadeur, Jusserand, et lui a dit : « L'empereur Guillaume vient de m'adresser une

lettre personnelle, dans laquelle il m'expose qu'il réclame une conférence pour régler sa dispute avec la France et qu'*un rejet de sa demande risquerait d'amener la guerre*. Il m'affirme que vos amis anglais vous excitent à la résistance ; il m'affirme également que vous avez conclu avec l'Angleterre une alliance offensive et défensive. Et c'est à Londres qu'il me prie d'intervenir afin que le gouvernement britannique cesse de s'opposer à la conférence. Mais cette intervention-là, je m'y refuse, car ce serait désobligeant à votre égard ; j'aurais l'air de vouloir briser l'entente franco-anglaise... D'autre part, je doute que l'empereur Guillaume ait réellement les intentions bellicieuses qu'il m'exprime dans sa lettre. Ce n'est pas impossible néanmoins. L'enjeu est, par conséquent, si énorme qu'on ne saurait agir avec trop de prudence... Je suis très embarrassé de vous donner un conseil ; je me demande toutefois si l'acceptation de la conférence ne serait pas pour vous le moindre mal. »

Samedi, 17 juin 1905.

L'ambassadeur d'Allemagne nous a remis, hier, une note qui débute par ces mots : *Le gouvernement impérial ne peut entrer en délibération avec la France sur le programme de la conférence qu'après que le gouvernement de la République aura formellement accepté l'invitation à la conférence...*

Le ton de cette note, véritable ultimatum, a bouleversé Rouvier, qui a dit à Georges Louis :

— Je crois, maintenant, comme l'empereur Guillaume l'a écrit à Roosevelt, je crois que, si nous n'acceptons pas la conférence, nous n'éviterons plus la guerre.

Et, dans son angoisse, il a chargé le directeur politique de lui faire préparer, « cette nuit même », une note sur les dispositions que le ministère des Affaires étrangères

aurait à prendre si, brusquement, l'attitude belliqueuse de l'Allemagne précipitait le conflit.

J'ai donc travaillé, cette nuit, jusqu'à 2 heures du matin, dans l'appartement de Georges Louis, à rédiger la note demandée par le ministre. Nous avons ensuite examiné tout le fonctionnement des Instructions de guerre, qui prévoient le rôle de nos agents diplomatiques et consulaires, au cas où les hostilités apparaîtraient imminentes. Enfin, j'ai adressé à notre ambassadeur en Suisse, Raindre, à nos ministres en Belgique et Luxembourg, Gérard et Denaut, une lettre chiffrée, les invitant à faire exécuter dès maintenant les mesures secrètes qui ont pour objet la surveillance des frontières allemandes sur les points où se manifesteraient inévitablement les indices précurseurs d'une mobilisation générale.

Dans l'après-midi, je vais voir le général Pendézec pour le mettre au courant de la situation. Je le trouve de plus en plus sombre :

— S'il faut se battre, me dit-il, on se battra. Mais quelle aventure effroyable, mon cher ami. La France risquera d'y périr ; car les armées allemandes, 1 500 000 hommes, dévaleront sur nous comme un torrent. Sauf Verdun, aucune de nos places fortes n'est en état de résister. Il y a, au front nord de Toul, des ouvrages qui seraient enlevés par un piquet de uhlans... C'est la faute des Chambres qui ne cessent de réduire nos dépenses militaires. M. Combes et M. Jaurès ont fait du beau travail, ces dernières années...

Je lui demande si le Conseil supérieur de la Guerre, qui s'est réuni le 7 juin dernier, a délibéré sur l'hypothèse d'une invasion allemande par les deux rives de la Meuse.

— Non, me dit-il, rien n'est encore changé au *Plan XV*.

Dimanche, 18 juin 1905.

Rouvier a reçu hier soir le prince de Radolin qui a maintenu froidement toutes ses positions. Il a délibéré ensuite avec Paul Cambon, qui arrivait de Londres.

Notre ambassadeur vient me voir ce matin :

— Nous avons, me dit-il, accumulé tant de fautes et de sottises, au cours de ces dernières semaines ; le ministre s'est montré d'une telle incompétence, d'une telle maladresse et surtout d'une telle pusillanimité dans ses négociations avec Radolin que, désormais, je considère notre partie comme perdue. Il faudra donc nous résigner à la Conférence ; je vais y préparer Lansdowne : ce sera bien humiliant...

Rouvier a confié à Paul Cambon sa répugnance croissante pour les affaires diplomatiques, son impatient désir de rendre le plus tôt possible le portefeuille redoutable qu'il s'est si follement attribué. La succession de Delcassé lui est devenue comme une tunique de Nessus. Il disait avant-hier à son ami, le baron Jacques de Gunzbourg :

— J'étouffe ici. Pourquoi diable y suis-je venu?... Et le plus terrible c'est que je ne vois pas le moyen d'en sortir...

Le grand-duc Alexis-Alexandrowitch, oncle de l'empereur, « amiral général et chef suprême de la flotte, » vient d'être, « sur sa demande », relevé de ses hautes fonctions navales.

L'opinion russe est unanime à lui imputer les échecs continus de la guerre maritime en Extrême-Orient. L'affreux désastre de Tsou-shima a déchaîné la colère publique ; l'empereur s'est vu obligé de sévir.

Pour éclatante qu'elle paraisse, la sanction est d'une extraordinaire indulgence ; car il n'est pas douteux que le régime de prévarications, organisé dans les entours du

grand-amiral, n'ait compromis gravement la valeur nautique et la puissance combative de la flotte russe.

L'autre soir, je revenais à pied de chez le grand-duc Paul, avec un de ses anciens aides de camp, arrivé dernièrement de Russie. Nous devisions tristement sur le désastre de Tsou-shima. Le général en vient à me parler ainsi d'une splendide créature qui fleurit dans les milieux galants de Saint-Pétersbourg et qu'un haut personnage comble de ses faveurs ; il poursuit, d'un ton âpre :

— Je la voyais naguère, en toilette de bal, plus délicieuse que jamais et toute ruisselante de pierreries. Alors, je ne pus m'empêcher de me dire avec douleur, avec rage : Cette aigrette de diamants, ce bracelet de saphirs, ce collier de perles, cette agrafe d'émeraude, tous ces bijoux magnifiques, c'est le *Kniaz Souvorow*, c'est le *Bogatyr*, c'est l'*Alexandre III*, c'est le *Borodino*, qui les ont payés sans doute!... Et voilà pourquoi tous ces beaux navires sont maintenant au fond de l'eau!...

Lundi, 19 juin 1905.

Hier, notre ambassadeur à Washington, Jusserand, a dîné chez le président Roosevelt, qui lui a déclaré :

— La France doit se montrer conciliante envers l'Allemagne. Vous savez s'il est dans mes goûts qu'on s'humilie devant la menace. Il y a toutefois bien des concessions qu'on peut faire honorablement pour éviter un conflit. Dans ce cas, moi, je n'hésiterais pas. Il faut donc que vous donniez quelque satisfaction à l'incomensurable vanité de l'empereur Guillaume.

Décidément, l'esprit national se réveille en France ; voici, par exemple, ce que vient de publier, dans son journal, *l'Aurore*, l'adversaire le plus opiniâtre et le plus virulent de Delcassé, l'homme qui s'est le plus acharné à le démolir, Georges Clemenceau :

Ce n'est pas moins que le sort de la France qui serait, aujourd'hui, l'enjeu des batailles. Être ou ne pas être, voilà le problème qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent ans par une implacable volonté de suprématie... Nous nous devons à nous-mêmes, nous devons à nos pères et à nos enfants de tout épuiser pour sauver le trésor de vie française que nous avons reçu de ceux qui nous précédèrent et dont nous devons compte à ceux qui nous suivront.

Mercredi, 21 juin 1905.

Le président Roosevelt, qui décidément s'érige en arbitre mondial, vient d'offrir à la Russie et au Japon ses bons offices pour mettre fin aux hostilités. A Saint-Pétersbourg, comme à Tokio, ses conseils, formulés avec une rudesse toute américaine, ont produit une si forte impression que les deux gouvernements ont accepté de nommer des plénipotentiaires pour examiner les bases possibles d'une paix.

Malheureusement, le succès de la négociation qui va s'ouvrir est encore très incertain. D'une part, les Japonais veulent exploiter à fond leur éclatante victoire de Tsou-shima et ils se préparent à conquérir la grande île de Sakhaline, dont la possession leur assurerait la maîtrise des mers jusqu'au Kamtchatka. D'autre part, l'empereur Nicolas voudrait tenter, une dernière fois, le sort des armes avant de pactiser avec « les sales petits Jaunes » ; il est, du reste encouragé dans ce dessein par une émouvante supplication que viennent de lui adresser tous les généraux de Mandchourie : *La position respective des armées belligérantes ne nous oblige nullement à conclure la paix. Nos ennemis, exaltés par leurs succès, voudront nous imposer des conditions incompatibles avec l'honneur de la Russie; nous n'en sommes pas réduits à cette extrémité. Le désastre de Tsou-shima est un événement douloureux; mais il n'a aucun rapport avec l'état de nos troupes*

vaillantes, qui sont résolues à se battre jusqu'au jour où le Tout-Puissant aura glorieusement couronné leurs efforts...

L'armée russe de Mandchourie compte présentement 400 000 hommes. Avec les renforts qui sont en route, son effectif s'élèvera le 1^{er} août à 500 000 hommes. La guerre pourrait donc se prolonger plusieurs mois encore..., si, d'un jour à l'autre, le trône des Romanow et tout le régime autocratique ne risquaient d'être emportés dans une bourrasque révolutionnaire.

Jeudi, 22 juin 1905.

Ce matin, le ministre nous a conviés, le directeur politique et moi, pour délibérer sur cette question : « Si la guerre éclatait demain, dans quelle mesure la Russie pourrait-elle encore nous secourir? N'est-il pas temps de rappeler à notre alliée les grands devoirs que le pacte de 1894 lui impose envers la France? »

A la suite de cette délibération, Rouvier me charge de rédiger, pour notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, une dépêche dont voici le schéma : « Nous sommes désormais obligés de prévoir une agression de l'Allemagne. Dans cette éventualité, que ferait la Russie? Nous n'ignorons certes pas que, présentement, notre alliée est incapable de nous assurer le concours prévu par les conventions militaires. Mais, s'il n'est pas en son pouvoir d'accomplir tous ses engagements, elle doit tenir à honneur de s'en acquitter, sous quelque autre forme, autant qu'il dépend d'elle. Ainsi, nous estimons qu'une intervention énergique du tsar auprès de l'empereur Guillaume nous serait d'un grand secours. Notre ambassadeur est donc invité à s'exprimer dans ce sens avec le comte Lamsdorff. »

Vendredi, 23 juin 1905.

Je vais voir Delcassé, dans son petit hôtel, boulevard de Clichy. Depuis son départ du Quai d'Orsay, je m'étais

déjà présenté deux fois chez lui, sans le rencontrer.

J'arrive, à l'instant où il descend de cheval ; il a belle mine, les yeux clairs, le visage reposé. Accueil chaleureux.

Il me parle, sans amertume, de sa chute récente ; il me répète cependant, avec une âpre fierté, l'insolente déclaration de Miquel à Rouvier : *Le chancelier de l'Empire allemand ne veut plus avoir de rapports avec M. Delcassé...* Et il me répète aussi :

— Voilà, mon cher Paléologue, voilà ce qu'il faudra faire graver sur ma tombe ! Je ne pouvais pas souhaiter une plus belle épitaphe !

Il traite ensuite, longuement, de la situation actuelle :

— Aujourd'hui comme hier, je ne vois qu'une politique à suivre : conclure l'alliance anglaise. Et je vous certifie que l'Allemagne ne bougera pas.

— Oui, nous devons de plus en plus nous orienter vers l'alliance anglaise. Je ne crois pas cependant que le péril de guerre en soit conjuré... Selon vous, l'attitude du kaiser n'est qu'un bluff. Soit ! Mais il est devenu le prisonnier de son attitude ; il s'est interdit à lui-même les moyens de rapprochement, la possibilité d'une retraite. C'est là que réside, pour moi, tout le danger. Guillaume nous a enfermés dans une impasse ; mais il s'y est enfermé avec nous.

— Raison de plus pour conclure au plus tôt l'alliance anglaise.

Cherchant à concilier nos points de vue, je lui propose une formule transactionnelle, qu'il accepte : *l'alliance de l'Angleterre ne nous garantirait pas contre une offensive de l'Allemagne, mais elle nous permettrait d'y résister.*

Samedi, 24 juin 1905.

Ce matin, Rouvier a conféré longuement avec notre généralissime éventuel, le général Brugère. Puis il m'a prié de lui procurer des renseignements, « aussi exacts

que possible », sur l'assistance militaire que la Russie pourrait encore nous prêter.

Le général Pendézec, à qui je viens de poser la question, me répond :

— J'estime que, malgré ses désastres d'Extrême-Orient, la Russie serait encore en état de concentrer 350 000 hommes sur sa frontière occidentale ; mais cette armée n'aurait plus que de la vieille artillerie : tous les canons du nouveau modèle sont en Mandchourie. L'effort militaire de notre alliée serait donc presque nul. L'Allemagne se couvrirait suffisamment, du côté de la Vistule et du Niémen, avec 50 000 hommes de troupes actives et quelques divisions de landwehr. Enfin, l'armée autrichienne aurait toute liberté d'envahir la Pologne, l'Ukraine, la Volhynie ; elle aurait ainsi la route libre jusqu'à Moscou.

— Et la coopération de l'Angleterre ?

— Pour moi, la coopération de l'Angleterre ne nous serait actuellement d'aucune valeur ; je l'estime à zéro. Je préférerais de beaucoup l'alliance de la Suisse ; car nous disposerions alors de son territoire et nous pourrions attaquer l'Allemagne par la Bavière et la Souabe, comme a fait Moreau en 1800.

Dimanche, 25 juin 1905.

A Berlin la situation ne s'améliore pas.

Le prince de Bülow a dit à Bihourd :

— La dernière note de votre gouvernement m'a surpris autant que déçu. Je ne peux en accepter les conclusions. Croyez-moi ; c'est un conseil d'ami que je vous donne : *réglez au plus tôt cette question marocaine ; je la considère de plus en plus comme une question mauvaise, très mauvaise. Ne la laissez donc pas se prolonger... Ne vous attardez pas sur un chemin qui est bordé de précipices et même d'abîmes.* »

Lundi, 26 juin 1905.

Ce soir, le nouvel ambassadeur d'Angleterre, sir Francis Bertie, donne son *ricevimento*.

Il y a foule dans l'hôtel du faubourg Saint-Honoré, l'ancien hôtel de Pauline Borghèse : tous les ministres, tout le corps diplomatique, beaucoup de parlementaires et de généraux, etc... Jardins illuminés ; tous les arbres sont reliés par des lianes de fleurs électriques. Nuit tiède et claire, qui attire la plupart des invités dehors. Profusion de femmes élégantes et luxueuses...

Je cause avec le ministre de la Guerre, Maurice Bertheux, puis avec notre généralissime, le général Brugère. Le premier m'interroge, en quelques mots brefs, sur « les dangers de la situation » ; il s'exprime avec une stoïque fermeté, en homme qui mesure tout le péril et qui est prêt, ou plutôt résigné, à l'affronter vaillamment. Brugère me plaît mieux encore : nulle bravade, mais une assurance calme et souriante, qui produit autour de lui un excellent effet.

Je constate d'ailleurs que l'état des esprits, ce soir, est bien différent de celui qui m'avait si péniblement impressionné, le 15 juin, chez Boni de Castellane. On s'est ressaisi : plus d'effroi, plus de couardise ; on ne veut plus s'incliner devant l'Allemagne ; on accepte l'idée de la guerre.

Cependant, à quelques pas du prince de Radolin, Georges Clemenceau, le poing sur la hanche, les yeux étincelants, profère d'une voix claironnante :

— Désormais, nous ne pouvons plus reculer... Si l'Allemagne veut la guerre, eh bien ! nous nous battons !...

Quelques instants plus tard, d'Haussonville me glisse à l'oreille :

— Je viens d'entendre pérorer Clemenceau. Ce jacobin m'est devenu tout d'un coup sympathique. Danton devait parler comme cela.

Notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, Courcel, me dit enfin :

— Cette soirée était bien curieuse à observer. J'ai causé avec plus de vingt personnes, de tous les rangs, de tous les pays, de tous les milieux ; voici l'impression que j'emporte : *l'alliance franco-anglaise est désormais conclue.*

Mardi, 27 juin 1905.

Notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, Bompard, est énergiquement intervenu auprès du comte Lamsdorff et de l'empereur Nicolas pour que la Russie nous prête à Berlin tout le concours possible. « J'ai trouvé d'ailleurs, nous écrit-il, le gouvernement impérial très bien disposé à notre égard. Il est d'autant plus désireux de nous aider qu'il redoute, en cas d'impuissance ou d'abstention de sa part, deux éventualités qui lui seraient également pénibles. Nous pourrions, si nous étions abandonnés à l'Angleterre, nous livrer entièrement à elle et, qui sait ? la substituer à la Russie dans nos accords internationaux. Ou bien, si nous étions abandonnés à nous-mêmes, nous pourrions acheter par des concessions à l'Allemagne en Orient les avantages qu'elle nous reconnaîtrait au Maroc. Les intérêts, comme les sentiments de la Russie, nous garantissent donc la bonne volonté du gouvernement impérial... » Pour conclure, Bompard a obtenu de Lamsdorff que l'ambassadeur du tsar à Berlin, le comte d'Osten-Sacken, déclarera nettement au prince de Bülow : « La Russie, tout affaiblie qu'elle soit, ne se désintéresse pas de la querelle franco-allemande ; car cette querelle met en jeu l'équilibre et la paix de l'Europe ; la Russie se considère donc comme directement touchée par la crise actuelle. »

Sur ce thème, l'empereur Nicolas vient d'écrire personnellement à l'empereur Guillaume.

Mercredi, 28 juin 1905.

A 7 heures du soir, rue Royale, je vois défilér, musique en tête, un régiment de ligne, le 104^e, qui revient du camp de Châlons après un mois de marches et de manœuvres. Les hommes, bien alignés, le teint bruni, les vêtements poussiéreux, ont une allure crâne : le type classique du troupier français. Militairement, la race n'a pas dégénéré.

Ce qui n'est pas moins reconfortant, comme spectacle, c'est la foule qui, massée tout le long des trottoirs, juchée sur les bancs, regarde passer les soldats. Foule émue, chaleureuse, vibrante, qui salue gravement le drapeau et d'où montent, plusieurs fois, les cris de « Vive la France!... Vive l'armée!... »

Il n'est pas douteux que le sentiment national se réveille.

Ce matin, mon tailleur me disait :

— Ah ! ça, monsieur, est-ce que les Allemands vont encore nous embêter longtemps?... Qu'on leur tape donc sur le nez, une bonne fois ! S'ils nous déclarent la guerre, eh bien ! on se battra !

— Et vos ouvriers, que pensent-ils ?

— Tous mes ouvriers vous parleraient comme moi.

Jeudi, 29 juin 1905.

Avant-hier, le président Roosevelt a mandé le baron de Sternbourg, ambassadeur d'Allemagne, et lui a fait, sur l'attitude belliqueuse de son pays, une remontrance énergique :

— Vous avez obtenu l'adhésion du gouvernement français au principe de la conférence ; vous avez donc gagné le point capital, vous avez maintenant, pour devoir et pour intérêt, de vous montrer coulant sur

tout le reste... La guerre serait une folie de votre part. Même pour un empire aussi puissant que le vôtre, elle pourrait se terminer par des catastrophes épouvantables. D'abord, soyez sûr que vous y perdriez votre flotte et vos colonies ; c'est une besogne dont l'Angleterre s'acquitterait facilement. Puis, admettons que vous écrasiez la France, quel profit en tireriez-vous ? L'annexion de nouvelles provinces françaises ne ferait qu'augmenter le nombre de vos ennemis à l'intérieur de vos frontières ; ce serait pour vous comme un poison...

Ce soir, dîner intime chez Mme de Pierrebourg, qui demeure dans l'avenue du Bois-de-Boulogne ; j'y retrouve le baron de Courcel, que l'on interroge longuement sur l'état de nos rapports avec l'Allemagne et sur les risques d'une guerre. Il répond, avec son habituelle précision :

— Depuis l'humiliant sacrifice de M. Delcassé, le sentiment national s'est beaucoup relevé dans toute la France. L'heure n'est plus où l'empereur Guillaume pouvait espérer nous contraindre par les rodomontades et l'intimidation. Il est donc probable que nous allons vers une détente... Mais, si l'Allemagne recommençait à nous provoquer, si le parti de la guerre l'emportait définitivement à Berlin, je ne doute pas que l'Angleterre nous appuierait de toutes ses forces...

A 10 heures et demie, je pars avec l'ambassadeur. La nuit est chaude et claire. Il m'offre de poursuivre notre conversation en descendant à pied l'avenue des Champs-Élysées. J'accepte, il me prend par le bras :

— Vous avez vu, me dit-il, que je ne méconnaissais pas les dangers de la querelle franco-allemande ; mais je ne sais pas si la crise intérieure que traverse l'Autriche-Hongrie n'est pas encore plus dangereuse pour la paix de l'Europe... Ce qui vient de se passer à la Chambre de Budapest me paraît d'une extrême gravité. Ces apostrophes au ministère Fécervary, ce déchaînement tumultueux...

tueux de colères et d'injures, ces cris répétés de *Vive la Norvège!*... tout cela me prouve que la monarchie dualiste est mûre pour la dislocation et que l'empire des Habsbourg n'a plus de longs jours à vivre (1).

— Quelle pourrait être, selon vous, la cause efficiente de cette dislocation?

— J'en aperçois au moins deux. La première, tout le monde y pense déjà : ce serait la mort de François-Joseph. La seconde, qui peut survenir beaucoup plus tôt, ce serait une aventure balkanique.

A ce moment, nous traversons le Rond-Point des Champs-Élysées ; notre pas se ralentit sous les arbres. Courcel reprend :

— La question balkanique, voilà, selon moi, le plus grand péril qui menace l'Europe... Depuis quelques années, surtout depuis que la Russie est en guerre avec le Japon, le cabinet de Vienne est comme hypnotisé par les Balkans. Toutes les ambitions extérieures de l'Autriche se concentrent maintenant sur la Macédoine. L'hégémonie de la péninsule balkanique est le dernier rêve des Habsbourg, leur dernière occasion de jouer un rôle dans l'histoire... J'en conclus que désormais, par son étroite union avec l'Autriche, l'Allemagne se trouve impliquée dans l'imbroglio balkanique. Donc, ce n'est plus le sort de l'Autriche qui est lié à celui de l'Allemagne, c'est le sort de l'Allemagne qui est lié à celui de l'Autriche... Cette conséquence eût fait rugir Bismarck. Vous vous rappelez que, dès 1884, il flairait le danger balkanique, ce qu'il appelait *le coupe-gorge bulgaro-serbe*. Immédiatement, il estima que le pacte Berlin-Vienne devait avoir, pour contre-partie, un pacte Berlin-

(1) Le Storthing de Christiania venait de proclamer la rupture définitive et radicale des liens constitutionnels qui, depuis 1814, unissaient la Norvège à la Suède. Cette proclamation de l'indépendance norvégienne avait enflammé le parti de « l'Indépendance magyare », le grand parti national d'Andrassy, de Kossuth et d'Apponyi.

Pétersbourg. C'est alors que, tout en donnant le plus d'éclat possible à l'alliance austro-allemande, il eut l'idée machiavélique de se couvrir secrètement, du côté russe, par un traité de contre-assurance. Lui seul, d'ailleurs, pouvait trouver cet euphémisme de *contre-assurance* comme synonyme de *félonie*... Quant à l'alliance franco-russe, et à l'entente franco-anglaise, il y pensait constamment ; elles étaient son cauchemar ; il ne nous eût jamais laissé le temps de les négocier ; au premier soupçon il nous eût fait la guerre : il me l'a déclaré lui-même, un soir, à Varzin, pendant une de ces libres et savoureuses conversations d'après-dîner où sa puissante nature s'épanchait avec une audace inouïe.

— Vous qui avez si bien connu et pratiqué l'Allemagne bismarckienne, comment jugez-vous l'Allemagne d'aujourd'hui ?

— Je considère que l'Allemagne d'aujourd'hui, l'Allemagne de Guillaume II représente encore dans le monde une force colossale ; mais la diminution de sa puissance et de son prestige n'est pas douteuse : le *Reich* des Hohenzollern évolue manifestement vers son déclin.

Sur ces mots, nous atteignons l'avenue Marigny où nous devons nous séparer. L'ambassadeur me dit alors, en fermant à demi les yeux comme s'il cherchait à lire au plus profond de sa pensée :

— Mon cher Paléologue, je vous envie... Et voici pourquoi : si Dieu vous accorde une longévité normale, par exemple une vingtaine d'années encore, vous verrez probablement ce que je ne verrai pas, moi (1) : vous verrez l'Alsace et la Lorraine rendues à la France ; puis vous verrez la dynastie des Hohenzollern quitter la scène du monde, car les constructions germaniques n'ont jamais duré très longtemps ; et vous verrez enfin

(1) Ici, le prophète s'est trompé, en partie du moins, car il n'est mort que le 13 juin 1919.

l'Allemagne entrer dans une période interminable de confusion, comme après la guerre de Trente ans.

Nous nous séparons là-dessus.

Tandis que je rentre chez moi, par l'avenue Marigny, en méditant cette curieuse prophétie, je me demande si elle ne s'est pas formulée peu à peu, dans l'esprit de Courcel, comme la conclusion logique, infaillible, des suggestifs propos que Bismarck lui tenait jadis. Le « chancelier de fer » lui aurait ainsi donné la clef des événements futurs qui, plus ou moins rapidement, détruiraient son œuvre quand il ne serait plus là pour la sauvegarder (1).

Vendredi, 30 juin 1905.

La chancellerie allemande n'abandonne rien de ses prétentions hautaines. Le prince de Bülow disait hier encore à Bihourd :

— Croyez que la question du Maroc est d'un poids minime dans la balance où se pèsent les relations de nos deux pays... La situation actuelle est aussi dangereuse qu'énervante. Hâtez-vous d'en sortir par l'acceptation de la conférence.

En parlant ainsi, Bülow a justifié pleinement la thèse dont s'inspirait Delcassé : le développement de l'influence française au Maroc n'affecte aucunement les intérêts de l'Allemagne ; ce qu'elle veut, ce qu'elle poursuit contre nous, c'est la restauration du prestige incomparable dont elle jouissait au temps de Bismarck ; c'est l'affirmation de sa suprématie en Europe ; c'est enfin un avertissement solennel à quiconque se permettrait dorénavant de méconnaître la prépondérance du germanisme dans le monde.

(1) On sait que les dernières paroles murmurées par Bismarck dans le délire de son agonie, furent : « Allemagne ! Allemagne ! Allemagne !... Au secours ! Au secours !... Hélas ! » Quand il expira, le 30 juillet 1898, Guillaume II régnait déjà depuis dix ans.

Depuis quelques jours la crise révolutionnaire s'est beaucoup aggravée en Russie. Des provinces baltiques aux plaines de la Volga, les désordres, les émeutes, les pillages, ne cessent plus. La répression est souvent impossible, car les troupes refusent de marcher.

Les événements, dont Odessa vient d'être le théâtre, sont encore plus effrayants. Un cuirassé, le *Kniaz Potemkin*, dont l'équipage s'était mutiné, a poussé l'audace jusqu'à bombarder la ville, pendant que le peuple incendiait et saccageait les entrepôts. Une division de 30 000 hommes, envoyée de Kharkow, s'applique actuellement, et non sans peine, à rétablir l'ordre. Mais l'escadre de la Mer Noire, expédiée en même temps de Sébastopol, n'a pas réussi à capturer le *Kniaz Potemkin*, qui a pris la haute mer, suivi par un autre cuirassé, le *Géorgy Pobédonozew*, dont l'équipage s'est aussi révolté.

Samedi, 2^{er} juillet 1905.

Paul Cambon nous envoie de Londres ce télégramme judicieux : *On ne se rend pas assez compte, à Paris, de la force de notre situation. L'heure de la panique est passée; la politique de l'empereur Guillaume a été généralement condamnée; la chancellerie de Berlin est plus embarrassée que nous, et, pour se tirer d'un mauvais pas, elle nous fera des concessions. Mais il importe de ne pas nous montrer trop pressés, de ne pas nous laisser entraîner par les impatiences de l'opinion française.*

Jeudi, 6 juillet 1905.

On a récemment découvert, à Paris, les restes d'un Américain qui se conduisit en héros pendant la guerre de l'Indépendance, l'amiral Paul Jones, mort le 18 juillet 1792; une escadre de la Marine fédérale est venue, à Cherbourg, prendre livraison de cette dépouille glorieuse.

Donc, ce matin, vers 11 heures, je vois débarquer à la gare des Invalides, cinq cents *marines* et *sailors*, commandés par vingt officiers. Un bataillon du 103^e de ligne, avec la musique et le drapeau, leur rend les honneurs mili'aires.

Dans l'après-midi, service funèbre à la *Trinity Church* de l'avenue de l'Alma. Groupée, autour de l'ambassadeur Mac-Cormick, toute la colonie américaine de Paris est présente, et de même, tous les ministres français, Rouvier en tête.

Puis, avec un grand déploiement de troupes, le cercueil de l'amiral Paul Jones est conduit aux Invalides, d'où il sera transféré demain à Cherbourg.

Quand je vois défilér sous mes fenêtres le détachement américain, j'admire sa belle tenue, la robustesse des hommes, l'assurance des officiers. Mais simultanément une étrange impression me pénètre : il y a quelques jours, les États-Unis intervenaient pour la première fois dans les embarras diplomatiques de l'Europe. Maintenant, ce que j'ai sous les yeux, n'est-ce pas l'image anticipée, le symbole précurseur de leur intervention militaire?... Et quand l'Amérique fera sentir sa force au vieux continent, sera-ce du moins au profit de la France?...

Samedi, 8 juillet 1905.

Après un mois de négociation, l'accord avec l'Allemagne est conclu. Rouvier et Radolin ont échangé aujourd'hui les lettres qui terminent cette longue et acrimonieuse querelle. En voici le résumé : nous nous engageons à maintenir l'indépendance et la souveraineté du chérif marocain, l'intégrité de son empire, la liberté des transactions économiques dans ses états. Réciproquement, le gouvernement impérial reconnaît les intérêts spéciaux de la France au Maroc et « s'engage à ne poursuivre aucun but qui soit contraire aux droits qu'elle

tient de ses traités ». Dans ces conditions, le gouvernement de la République « laisse tomber ses objections premières contre la conférence et accepte de s'y rendre. »

Ainsi l'Allemagne est arrivée à ses fins, puisqu'elle nous impose la conférence. Dans l'accord qui vient d'être signé, ce qu'elle a poursuivi, surtout, c'est de prouver au monde que, malgré notre système d'alliances et d'amitiés, nous n'avons pu résister à ses exigences comminatoires. Mais, pour obtenir cette satisfaction d'amour-propre, elle a dû nous consentir, sur la question même du Maroc, un avantage précieux, puisqu'elle nous reconnaît une situation hors pair dans l'empire chérifien. De plus, — et cela ne nous est pas moins précieux, — les pactes franco-anglais, franco-italien, franco-espagnol, conservent toute leur validité ; l'œuvre essentielle de Delcassé demeure donc intacte. Enfin, devant la claire vision du péril allemand, la France et l'Angleterre ont mieux compris que jamais la nécessité de leur étroite union.

Ce soir, le major von Hugo, attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne, a télégraphié au baron de Holsstein, l'Éminence grise de Berlin :

Entbindung glücklich erfolgt, obwohl mit Zange, nach zweistündigen Wehen. « Délivrance heureusement effectuée, quoique avec forceps, après deux heures de douleurs. »

ÉPILOGUE (1)

9 JUILLET 1905 - 29 NOVEMBRE 1906

Devant recevoir bientôt Alphonse XIII à Berlin, Guillaume II insiste pour le faire participer à la commémoration de Sedan. — L'accord, que la France et l'Allemagne viennent de conclure, ne résout rien ; ce n'est pas un arrangement, c'est une trêve. — Amère déception de Rouvier ; les méthodes brutales de la diplomatie allemande l'ont presque entièrement converti aux idées de son prédécesseur. — Les gouvernements russe et japonais ouvrent des négociations de paix en Amérique, sous les auspices du président Roosevelt. — Aggravation des troubles révolutionnaires en Russie. — L'empereur Guillaume et l'empereur Nicolas se rencontrent sur la côte de Finlande, à Björko ; mystérieuse conférence des deux souverains ; commentaires apocalyptiques du gouvernement russe. — Visite d'une escadre française à Portsmouth. — Magnifique réception par le roi Édouard et la Cité de Londres ; banquet de Westminster Hall ; important discours du Premier ministre, Arthur Balfour : « Ce jour est un de ceux dans lesquels une grande nation ne parle que d'une seule voix... » — Nulle amélioration dans nos rapports avec l'Allemagne, qui ne cesse pas de nous tracasser au Maroc. — J'étudie avec notre nouveau chef d'état-major, le général Brun, les modalités pratiques d'une alliance anglaise. — D'après des informations récentes, l'État-major allemand se disposerait à nous attaquer simultanément par la Belgique et par la Suisse. — Sous la pression impérieuse du président Roosevelt, la Russie et le Japon signent la

(1) Dans ce dernier chapitre, on n'a pas cru devoir maintenir la continuité quotidienne du récit ; on a jugé qu'il suffisait de quelques notes, réparties sur l'espace de dix-huit mois, pour faire apparaître la conclusion historique.

paix. — Le règlement du conflit russo-japonais en Asie rend désormais possible un rapprochement, sinon même une collaboration de la Russie et de l'Angleterre en Europe : « L'alliance de l'ours et de la baleine. » Delcassé avait déjà planté quelques jalons pour cette alliance ; Rouvier consent à reprendre le travail. — Le mystère de Björko s'éclaircit un peu ; l'ambassadeur de Russie, Nélidow, demande à Rouvier s'il n'accepterait pas d'envisager un groupement nouveau des puissances européennes, par exemple une triple alliance de la Russie, de la France et de l'Allemagne ; refus péremptoire de Rouvier. — Entre Berlin et Paris, l'accord est fait sur le programme de la conférence internationale qui doit se réunir prochainement à Algésiras pour résoudre la question du Maroc. — Encore une manifestation belliqueuse de Guillaume II : « Hourrah pour la poudre sèche et les sabres bien aiguisés ! » — Le prince de Radolin me confie son inquiétude : « Nos affaires ne s'arrangent pas ; je ne sais où nous allons !... » — Forte et fière déclaration de Rouvier devant la Chambre : « La voix de la France. » Ovation à Delcassé. — Voyage d'Alphonse XIII à Berlin. — Ouvertures étranges de Guillaume II pour s'assurer le concours de l'armée espagnole dans le cas d'une guerre franco-allemande. Notre ambassadeur à Londres communique ces ouvertures à Édouard VII. — Rouvier considère que l'alliance anglaise nous est désormais indispensable, qu'elle est devenue pour nous « une nécessité nationale » ; il ordonne la reprise des pourparlers secrets entre Paris et Londres pour la conclusion d'une alliance militaire et navale. — La conférence d'Algésiras tient sa séance inaugurale ; l'Allemagne n'y apporte aucun désir d'accommodement. — La fête anniversaire de l'empereur Guillaume offre au peuple allemand l'occasion de manifester une fois de plus l'infatuation de son nationalisme. — L'empereur Nicolas déclare à notre ambassadeur qu'il ne comprend plus rien à la conduite du kaiser : « Son attitude actuelle est un démenti flagrant à toutes les assurances que j'ai reçues de lui. » — Préparatifs de l'État-major austro-hongrois contre la Serbie. — Conversations des États-majors français et anglais sur l'éventualité d'une offensive à travers la Belgique : « C'est sur le territoire belge que la France et l'Angleterre devront défendre la neutralité belge. » — Opinion d'Édouard VII sur le caractère de Guillaume II ; inquiétantes conclusions qu'il en tire. — Parole fatidique de Delcassé : « Plus que jamais, je crois que la politique du kaiser nous mène à une conflagration européenne. »

Samedi, 9 juillet 1905.

Selon un vieil usage de cour, Alphonse XIII est colonel honoraire du 66^e régiment d'infanterie prussienne et du 5^e régiment d'artillerie bavaroise. D'autre part, il avait projeté de faire visite à l'empereur d'Allemagne vers la fin de septembre.

Or, depuis quelques semaines, Guillaume II insiste auprès de lui, et de la façon la plus indiscrete, pour qu'il arrive à Berlin dès le 1^{er} septembre, afin d'y assister le lendemain à la grande revue de la Garde que le kaiser préside chaque année en commémoration de Sedan.

Par dignité personnelle, autant que par sympathie pour la France, Alphonse XIII refuse énergiquement de se prêter au singulier rôle qu'on voudrait lui faire jouer. Il a dit à notre ambassadeur, Jules Cambon :

— Guillaume II me harcèle pour que j'assiste à la grande parade du *Sedan-tag*; il veut que je défile devant lui et que je vienne ensuite me ranger à ses côtés, comme ses feudataires le roi de Saxe, le roi de Wurtemberg ou le grand-duc de Bade. Cela ne me convient pas du tout. Je dois aller à Berlin, mais j'entends que l'on m'y fasse une réception spéciale, une réception solennelle, et que l'on m'y traite en roi d'Espagne; on ne me verra donc pas à la revue du 2 septembre...

Sur la situation générale de l'Europe, Alphonse XIII a confié à notre ambassadeur que ses inquiétudes restent vives. Admettant même la possibilité d'une guerre, il a déclaré fermement :

— Si le conflit éclate, il est bien entendu que l'Angleterre, la France et l'Espagne resteront unies comme les doigts de la main.

Mercredi, 12 juillet 1905.

Mon collègue, Paul Révoil, qui fut adjoint au résident général à Tunis, ministre à Tanger, puis gouverneur général de l'Algérie, et qui se trouvait « en disponibilité » a été dernièrement rappelé à l'activité par Rouvier, comme « chargé d'une mission au cabinet du ministre (1) ». A ce titre, il a suivi de près la négociation laborieuse d'où vient de sortir l'accord du 8 juillet.

Il déjeune chez moi, ce matin. Étant seuls, nous causons en toute liberté. Je le connais depuis longtemps : j'ai toujours apprécié non seulement la droiture et le charme de son caractère, mais encore la pénétration, la souplesse et l'étonnante fertilité de son esprit. C'est lui, sans doute, qui sera notre plénipotentiaire à la conférence prochaine.

Nous examinons les orientations diverses que l'on pourrait donner aux travaux de cette conférence, qui, d'ailleurs, ne semble pas devoir se réunir avant plusieurs mois. Et, d'ici là, que se passera-t-il?...

— Au fond, dis-je, l'accord du 8 juillet ne résout rien. L'une des deux parties est humiliée, l'autre est déçue. L'avenir reste aussi noir qu'avant.

— C'est tout à fait mon opinion. L'accord du 8 juillet n'est pas un arrangement ; c'est une trêve. La crise dangereuse, que nous venons de traverser, recommencera bientôt... Pas un instant, Rouvier n'a senti chez Radolin un sincère désir d'entente et de réconciliation. L'Allemagne a éprouvé notre degré de compressibilité ; elle a constaté en nous une force de résistance qu'elle ne soupçonnait pas. D'où sa déception actuelle. Mais soyez sûr qu'elle n'a pas renoncé à ses fins ; elle va poursuivre

(1) Nommé ambassadeur à Berne, le 28 novembre 1905, puis à Madrid, le 23 janvier 1906, il est mort le 28 avril 1914.

son jeu alternatif des paroles doucereuses et des attitudes menaçantes.

— Hélas, ce jeu lui a trop bien réussi pour qu'elle ne le continue pas. Mais notre fierté nationale, qui se réveille manifestement, peut se cabrer, s'insurger tout d'un coup. Alors, aucune force humaine ne pourrait plus empêcher la guerre.

— Ce que vous dites là, Rouvier me le disait ce matin même : *Si l'Allemagne voulait rendre la guerre inévitable, elle n'agirait pas autrement.*

— Il a fait du chemin, notre ministre... Vous verrez qu'il en arrivera bientôt à la mentalité de Delcassé.

— Il n'en est plus très loin. Et c'est la diplomatie allemande, ce sont les méthodes allemandes, qui ont opéré ce miracle.

Jeudi, 13 juillet 1905.

Après de longues tergiversations, Nicolas II a désigné l'ancien ministre des Finances, Serge Witte, pour représenter le gouvernement impérial aux conférences qui vont s'ouvrir, sur le territoire américain, entre la Russie et le Japon.

Ce choix me paraît significatif. Au temps de son ministère, c'est-à-dire jusqu'au mois d'août 1903, Witte a courageusement combattu la folle et déshonorante politique d'où est sortie la guerre d'Extrême-Orient. Et son esprit positif, son intelligence perspicace lui ont depuis longtemps démontré la nécessité de liquider au plus vite cette monstrueuse aventure. On peut donc présumer que, dans sa rude tâche, il saura se résigner aux concessions indispensables.

Dimanche, 16 juillet 1905.

Une escadre anglaise, commandée par l'amiral sir William May, vient de passer cinq jours à Brest, où elle a reçu grand accueil.

Le 14 juillet, l'amiral et cent cinquante de ses officiers ont assisté à la revue de Longchamp ; ils ont déjeuné ensuite à l'Élysée. Le lendemain, un dîner leur a été offert par le ministre de la Marine.

La visite d'une escadre anglaise dans un port français ne comporte habituellement aucune signification politique. Cette fois, il n'en est pas de même. Sous l'inspiration d'Édouard VII, le gouvernement britannique a voulu nous donner, vis-à-vis de l'Allemagne, un témoignage de sympathie et manifester par un signe extérieur l'entente cordiale des deux peuples. On l'a compris à Berlin (1).

Vendredi, 21 juillet 1905.

Les Japonais ont achevé de conquérir toute la grande île de Sakhaline, dont la dernière garnison russe vient de capituler. Ainsi désormais leur suprématie navale s'étend de la mer Jaune à la mer d'Okhotsk.

Dimanche, 23 juillet 1905.

Le plénipotentiaire de Russie à la conférence de la paix, Witte, se rendant à New-York, s'est arrêté quelques heures à Paris.

Les entretiens qu'il a eus avec le président de la République et le président du Conseil, ont justifié l'opinion que l'on nous avait donnée de lui : celle d'un homme très énergique, très intelligent, mais âpre, orgueilleux, jaloux et dévoré d'ambition. Peut-être ses défauts ne le servi-

(1) Quelques jours plus tard, le 27 juillet, le kaiser, commentant cette visite d'une escadre anglaise à Brest, conseillait au tsar de « tenir les Français un peu plus en bride ». Et son irritation s'exhalait dans ce langage de caserne : « Marianne doit se rappeler qu'elle est ta femme. Son devoir est donc de coucher avec toi, dans ton lit, tout en m'accordant à moi, de temps à autre, une caresse ou un baiser. Mais elle n'a pas le droit d'aller se glisser dans le lit de l'éternel intrigant, Édouard VII... » (*Documents publiés par les Bolchévistes.*)

ront-ils pas moins que ses qualités, dans l'ingrate mission qu'il va remplir.

Sur la conduite qu'il se propose de tenir à l'égard des Japonais, sur la limite des concessions qu'il accepte d'avance, il n'a rien dit et ne pouvait rien dire.

Mais, dans son entretien avec Rouvier, il n'a pas craint d'aborder carrément le problème le plus délicat, le plus scabreux, le plus redoutable de la politique européenne. Avec une hauteur presque insolente, il a déclaré :

— J'ai toujours pensé que les puissances continentales devraient s'allier pour ne pas subir la domination des puissances maritimes. Nécessairement, cela implique une entente de nos deux pays avec l'Allemagne.

Rouvier, qui n'a plus froid aux yeux, ne s'est pas gêné de lui répondre :

— Et l'Alsace-Lorraine, monsieur, qu'en faites-vous dans votre système?

— C'est juste, monsieur le président ; j'oubliais.

Alors, subitement radouci, Rouvier a conclu :

— Nous ne cherchons pas d'autre alliance que la vôtre ; elle nous suffit.

Là-dessus, Witte a pris congé dignement.

Mardi, 25 juillet 1905.

Une conversation, que je viens d'avoir avec un des chefs de la police russe à l'étranger, me découvre les plus sombres perspectives pour la situation intérieure de l'Empire. Jamais, depuis la guerre sociale de Pougatchew, le trône des Romanow n'a couru un aussi grand péril.

Quand je rapporte cette conversation à Rouvier, il me dit :

— La crise que traverse le tsarisme lui sera peut-être salutaire, en l'obligeant à se réformer.

— Oui, peut-être..., mais, au préalable, il faudra des catastrophes.

Et pour vaticiner ainsi, je m'autorise d'une admirable lettre que l'éloquent Bolingbroke écrivait un jour à Swift : « Une réforme extraordinaire ne peut être opérée par des moyens ordinaires ; elle en exige qui servent à la fois de châtiment et de leçon... *Il ne faut pas moins que des calamités nationales pour guérir une corruption nationale.* »

Vendredi, 28 juillet 1905.

Lundi dernier, 24 juillet, l'empereur Nicolas et l'empereur Guillaume se sont rencontrés, à bord de leurs yachts l'*Étoile polaire* et le *Hohenzollern*, devant Björko, dans le golfe de Finlande.

Cette rencontre imprévue de notre adversaire et de notre allié ne pouvait manquer de produire en France une impression détestable, que les commentaires apocalyptiques du gouvernement russe n'ont certes pas dissipée.

Ce que nous savons pertinemment, c'est que l'initiative de la rencontre vient de Guillaume II et que les souverains ont eu, à bord du *Hohenzollern* « une très longue conversation ». Ce qui est plus grave encore, c'est qu'à la fin de cette conversation, le kaiser a fait appeler un haut fonctionnaire de sa suite, actuellement plénipotentiaire de Prusse à Hambourg, Henri de Tschirsky (1) et que, peu après, Nicolas II a fait introduire son ministre de la Marine, l'amiral Birilew. Nous en déduisons que les empereurs ont voulu consigner *par écrit* le résultat de leur délibération ; car, en de telles circonstances, il n'est pas d'usage que des monarques s'improvisent rédacteurs ; ils ne prennent la plume que pour signer. Quant à l'objet précis de l'entente, ou plutôt de la convention qui aurait été rédigée, nous l'ignorons. Mais, de la part

(1) Le 21 janvier 1906, il fut nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à Berlin. En 1914, il était ambassadeur à Vienne.

de Nicolas II, nous devons tout craindre : il nous a prouvé maintes fois qu'il est incapable de résister aux cajoleries, flagorneries et forfanteries de son impétueux cousin.

Notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg s'est vainement efforcé d'amener Lamsdorff à une franche explication. Celui-ci a feint de n'attacher aucune importance politique à l'entrevue de Björko :

— Cette rencontre, je vous l'assure, était d'ordre tout privé, un simple acte de courtoisie...

Mais, devant l'effet produit sur l'opinion française par le mystère de Björko, le gouvernement russe vient de nous adresser une note verbale, « très confidentielle » :

Des versions erronées ayant été répandues au sujet de l'entrevue des deux empereurs, il paraît utile d'en établir la vraie signification,

Se trouvant près des côtes suédoises, l'empereur d'Allemagne a télégraphié à l'empereur de Russie qu'il aurait désiré le rencontrer. L'empereur Nicolas, accueillant avec sympathie cette ouverture, proposa à l'empereur Guillaume d'avoir une entrevue à Björko.

La rencontre, qui avait un caractère absolument familier, a laissé à Sa Majesté la meilleure impression.

L'échange de vues qui a eu lieu entre les deux monarques a abouti, de fait, à la constatation qu'aucun danger ne menace la paix de l'Europe et que notamment la question du Maroc, qui préoccupe la France au premier chef, a toute chance de trouver une solution amiable.

Il paraîtrait d'ailleurs qu'en soulevant cette question, l'empereur Guillaume aurait eu moins en vue l'objet même du litige que le désir d'arrêter le développement de l'intimité croissante entre la France et l'Angleterre, intimité qu'il juge hautement préjudiciable aux intérêts allemands, surtout si elle est renforcée par l'adhésion de la Russie.

Évidemment, c'est dans ce dernier paragraphe que nous devons chercher la clef du mystère. C'est contre

l'intimité franco-anglaise que Guillaume II a dirigé l'esprit débile et toujours vacillant de l'autocrate russe. Mais pourquoi l'entente amicale des deux souverains a-t-elle revêtu la forme écrite? Pourquoi ont-ils appelé Tschirsky et Birilew à la fin de leur délibération, si ce n'est pour traduire leur accord en style de chancellerie? La correspondance épistolaire du « cher Willy » et du « cher Nicky », cette correspondance intime sur laquelle nous avons eu, il y a quelques mois, de si inquiétantes révélations, n'a-t-elle pas eu sa conclusion pratique à bord du *Hohenzollern*, devant Björko?...

Dimanche, 6 août 1905.

Rouvier, dont le robuste positivisme redoute pardessus tout l'incertitude et l'obscurité, se montre fort troublé. Il me dit, ce soir :

— Qu'est-ce qu'ils ont machiné contre nous, ces deux empereurs?... Guillaume II me rendra bientôt aussi germanophobe que Delcassé.

Devant son ami Révoil, il a exprimé toute son angoisse :

— Quelle responsabilité je porterais dans l'histoire, si l'Allemagne détruisait l'alliance franco-russe pendant que je suis ministre!

Les plénipotentiaires de la Russie et du Japon se sont rencontrés, hier, pour la première fois, en rade d'Oyster-Bay, à bord du yacht présidentiel *May-Flower*.

Le président Roosevelt leur a offert ensuite un lunch, qu'il a terminé par ce toast, d'une concise fermeté :

Messieurs, je propose un toast que je vous prie de porter avec moi, debout, en silence et sans y répondre. Je bois à la prospérité des deux souverains et des deux grandes nations dont les représentants se rencontrent aujourd'hui à mon bord. C'est mon désir le plus vif, c'est ma fervente

prière que, dans l'intérêt non seulement des deux grandes puissances mais encore de l'humanité tout entière, une paix juste et durable soit conclue promptement.

Ainsi, Roosevelt s'affirme de plus en plus dans son rôle d'arbitre mondial. L'intelligence, la vigueur, l'activité qu'il y déploie ne laissent aucun doute sur le résultat des conférences qui vont s'ouvrir.

Mardi, 15 août 1905.

L'escadre française du Nord, composée de six cuirassés et cinq croiseurs, sous le commandement de l'amiral Caillard, vient de passer six jours à Cowes et Portsmouth.

Nos marins ont été partout l'objet d'un accueil chaleureux, je dirai même enthousiaste. Le roi Édouard, l'amirauté, les ministres, la Chambre des Lords, la Chambre des Communes, la Cité de Londres se sont ingéniés à rendre aussi agréable, aussi flatteur que possible, le séjour de nos officiers et de leurs équipages sur le sol anglais.

Les manifestations les plus remarquables ont été d'abord celles d'Édouard VII qui, dans ses longues et fréquentes visites à bord de nos navires, dans ses toasts à notre marine, dans ses conversations avec nos officiers, s'est montré d'une cordialité charmante.

Puis, ce fut la réception par la Cité de Londres, avec le traditionnel appareil des fêtes offertes à des hôtes royaux, le lord-maire ayant à ses côtés le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères et le lord-chancelier. « Sur le passage du cortège, nous écrit Paul Cambon, l'affluence des curieux, les vivats, les applaudissements, les pavois, tout se réunissait pour exalter l'enthousiasme populaire et donner à la réception le caractère d'une manifestation nationale. »

Enfin, surtout, ce fut le banquet organisé au West-

minster Hall par la Chambre des Lords et la Chambre des Communes. Jamais encore cette salle antique, élevée par les premiers rois normands et qui semble contenir dans ses murs toute l'histoire d'Angleterre, n'avait abrité une réunion d'étrangers. Tous les partis politiques, depuis le Premier ministre Arthur Balfour, jusqu'au chef de l'opposition libérale, John Morley, se trouvaient représentés. Ainsi donc, les chaudes sympathies, que le peuple anglais professe actuellement pour notre pays, se sont affirmées d'une manière éclatante.

Comme l'a dit Balfour en terminant son toast : « Ce jour est un de ceux dans lesquels une grande nation ne parle que d'une voix... » Et je souscrirais volontiers à la prophétie de John Morley : « De toutes les salles historiques de l'Europe, le Westminster Hall est la seule qui évoque de si nombreux souvenirs. Mais aucun de ces souvenirs n'aura autant d'importance pour la civilisation occidentale que la réunion extraordinaire qui s'y tient aujourd'hui. »

Lundi, 21 août 1905.

Revenu hier d'une rapide excursion au Tyrol et sur les lacs italiens, je trouve les rapports de la France et de l'Allemagne dans le même état, c'est-à-dire sans le moindre symptôme d'amélioration.

Rouvier, qui est allé prendre aussi quelques jours de repos en Savoie, demeure obsédé par le mystère de Björko. Je viens de lui adresser une note sommaire où j'ai résumé tous les renseignements que nous avons pu nous procurer sur la rencontre des deux empereurs. Voici les points qui me semblent avérés : 1^o l'accord des souverains a été consigné par écrit ; 2^o cet accord est motivé par le traité anglo-japonais du 12 août dernier ; l'empereur Guillaume considère en effet que ledit traité rompt l'équilibre mondial puisque l'Océan Indien et les mers de Chine seront désormais sous la prédominance des

flottes nipponne et britannique ; 3^o le seul moyen de contrebalancer la suprématie du groupe anglo-japonais en Extrême-Orient est la formation d'une grande alliance européenne que présideraient l'Allemagne et la Russie ; 4^o ce nouveau système ne détruirait pas l'alliance franco-russe, mais il l'absorberait. Au besoin, on forcerait le consentement de la France ; déjà, dans l'automne de 1904, Guillaume II avait écrit au tsar : « Je forcerai la France à marcher avec nous. »

Mardi, 22 août 1905.

Longue visite au général Brun qui vient de remplacer le général Pendézec, comme chef de l'État-major de l'Armée. Il me fait bonne impression par son langage net et sobre, son esprit fin, son intelligence ouverte et positive.

Je le mets au courant de la situation diplomatique ; j'insiste sur le fait que, malgré l'accord du 8 juillet dernier, l'Allemagne ne cesse de nous tracasser au Maroc ; d'exciter et d'appuyer le sultan contre nous.

— Somme toute, me dit le général Brun, vous ne constatez aucune amélioration dans nos rapports avec l'Allemagne?

— Aucune.

— Et du côté russe, quoi de nouveau?

— Je crois que, d'ici peu, nous apprendrons la signature de la paix. Le président Roosevelt a pris résolument l'affaire en main. A Saint-Pétersbourg, comme à Tokio, il intervient avec une telle fermeté, pour ne pas dire une telle brutalité, que les deux belligérants, qui sont d'ailleurs à bout de souffle, seront bientôt forcés de se réconcilier sur les bases qu'il leur indique...

Nous essayons de calculer ensuite le temps qui sera nécessaire à la Russie pour reconstituer ses forces militaires, quand elle pourra sortir en fin du guépier mandchou. Voici notre conclusion : « Dans l'hypothèse la plus

favorable, c'est-à-dire le maintien et le raffermissement du tsarisme, *cinq années au moins* s'écouleront avant que l'armée russe puisse remplir, à notre égard, les obligations que l'alliance lui impose. »

Nous examinons enfin les modalités pratiques et la valeur efficace d'une alliance anglaise. Le général Brun me dit, à ce propos :

— Je fais étudier la question très secrètement, par notre attaché militaire à Londres, le commandant Huguet... A première vue, j'estime que l'Angleterre pourrait débarquer à Anvers une centaine de mille hommes entre le quinzième et le vingtième jour de la mobilisation. Cette armée, se réunissant à l'armée belge, attaquerait le flanc droit des armées allemandes, si, comme nous avons tout lieu de le croire, nos ennemis engageaient leur offensive par la vallée de la Meuse, en direction de l'Oise... Mais, diplomatiquement, croyez-vous que nous puissions la voir se conclure un jour, cette alliance anglaise?

— M. Rouvier, avec qui j'en ai parlé quelquefois, y répugne beaucoup. Néanmoins, il ne la repousse plus aussi catégoriquement qu'au début de son ministère : il commence à voir clair dans le jeu de l'Allemagne.

Pour terminer, le général Brun me communique des renseignements très curieux que notre service d'espionnage vient de recueillir et d'où il résulterait que l'état-major allemand étudie les moyens de nous attaquer par le territoire suisse. Trois corps d'armée, débouchant de la Haute-Alsace, entre Delémont et Porrentruy, marcheraient sur Vesoul, de façon à tourner l'obstacle de Belfort-Montbéliard. L'invasion allemande s'effectuerait donc simultanément par la Belgique et par la Suisse... Pourquoi la neutralité de la Suisse compterait-elle plus, aux yeux de l'Allemagne, que la neutralité de la Belgique?

Mardi, 29 août 1905.

Depuis quelques jours, les négociateurs de Portsmouth s'escrimaient en d'opiniâtres disputes, se heurtaient à d'irréductibles ultimatums. Hier, la rupture des pourparlers semblait imminente. Mais le président Roosevelt vient d'expédier à l'empereur Nicolas un télégramme qui a toute la résonance et toute l'autorité d'un *Quos ego!*...

Je vois annoncer publiquement par le comte Lamsdorff que la Russie ne paiera pas d'argent au Japon et ne lui cédera pas le moindre territoire. Je prie Votre Majesté de considérer que cette déclaration n'a aucun sens, puisque Sakhaline est déjà dans les mains des Japonais. Si, par l'effet d'une telle prétention, la guerre se poursuit, nul n'en saurait prévoir l'issue. Mais, d'après les avis les plus compétents, la continuation de la lutte n'obligera pas seulement la Russie d'abandonner Sakhaline : elle lui fera perdre en plus toute la Sibérie orientale. Assurément, j'estime que ce serait mauvais pour le Japon de continuer la guerre, mais je crois que ce serait bien pis encore pour la Russie... Je ne peux exprimer trop fortement ma conviction que, si la paix est désirable pour le monde entier, c'est surtout l'intérêt de la Russie, et peut-être même son intérêt vital, que cette paix soit conclue sans retard.

Émerveillé de cette audacieuse et ruse franchise, Rouvier me charge aussitôt de rédiger, sous la signature du président de la République, un télégramme exhortant Nicolas II à suivre le conseil de Roosevelt.

Je lui porte mon travail une demi-heure après, à 7 heures du soir. Mais, si fade que semble ma prose comparée au style du président américain, si loin que j'aie poussé la recherche des euphémismes et des palliatifs, j'insiste énergiquement auprès de Rouvier pour qu'il

ne persévère pas dans son idée ; j'insiste d'autant plus que, Georges Louis étant absent, le ministree ne peut s'éclairer qu'auprès de moi :

— Par cette démarche, nous perdrons subitement, vis-à-vis des Russes, tout le profit de la réserve dans laquelle nous nous sommes tenus à leur égard depuis le début de la guerre. Ajoutez que l'exhortation de M. le président de la République à l'empereur Nicolas le convaincra certainement beaucoup moins que le télégramme du président Roosevelt ; car M. Loubet ne peut lui parler avec la même rudesse. Enfin, sachez que M. Delcassé n'a jamais voulu intervenir auprès du tsar pour l'engager à faire la paix. *Je n'ignore pas, me disait-il, que les Russes devront, tôt ou tard, se résigner à une paix humiliante ; mais ils ne nous pardonneraient pas de les avoir incités à la conclure et ils proclameraient universellement que, sans nos instances, ils ne l'eussent jamais conclue.*

A ces mots, la figure de Rouvier s'illumine soudain ; il s'écrie gaiement :

— Je ne suis pas plus bête que Delcassé... Tenez, voilà votre télégramme, déchirez-le !

Puis nous philosophons sur l'importance du rôle arbitral que les États-Unis d'Amérique semblent désormais appelés à jouer dans les affaires du monde.

— Avant peu, me dit Rouvier, la finance européenne sera complètement asservie aux Américains.

— Et, par la finance, ils tiendront la diplomatie.

A l'instant même où je quitte le cabinet du ministre, 7 h. 20 du soir, un télégramme de New-York nous annonce... la signature de la paix.

Rouvier me tape joyeusement sur l'épaule. Sa joie déborde :

— Préparez-moi vite trois télégrammes, à la signature du président de la République, l'un pour le tsar, l'autre pour l'empereur du Japon, le troisième pour Roosevelt, et soyez chaud !

Quelques minutes plus tard, je lui soumetts ces trois télégrammes, qu'il approuve :

*A Son Excellence, le président des États-Unis
d'Amérique à Washington.*

Votre Excellence vient de rendre à l'humanité un service dont je La félicite de tout cœur. La République française se réjouit du rôle que sa sœur américaine a joué dans cet événement historique.

A Sa Majesté l'empereur de Russie, à Tsarskoïé-Sélo.

J'adresse à Votre Majesté mes vives félicitations pour le grand événement que Sa haute sagesse a permis d'accomplir. La France, alliée de la Russie, est heureuse de voir terminer par une paix si honorable une guerre illustrée par tant d'actions héroïques.

A Sa Majesté l'empereur du Japon, à Tokio.

Je félicite Votre Majesté pour le grand acte de sagesse et d'humanité qu'Elle vient d'accomplir.

Ces trois télégrammes sont immédiatement expédiés, pour signature, à la Bégude, près Valence, où le président Loubet réside pendant l'été.

Mardi, 5 septembre 1905.

Notre ambassadeur à Berlin, Bihourd, s'est entretenu hier avec le prince de Bülow, qui traversait la capitale.

Le chancelier a repris sa tactique de badinage et d'intimidation. Revenant à ses anciens thèmes, il a exécuté de nouvelles variations sur la nécessité de mettre fin aux malentendus franco-allemands et de ménager la

dignité de l'empereur Guillaume, sur l'intérêt qu'ont l'Allemagne et la France « à vivre en paix au lieu de se disputer » ; mais, simultanément, il s'est ingénié à grossir toutes les difficultés du problème, allant jusqu'à rouvrir des controverses qui semblaient depuis longtemps réglées. « J'avais l'impression, écrit Bihourd, d'être brusquement ramené à deux mois en arrière. »

Dans une conversation récente avec Rouvier, le prince de Radolin ne lui a pas dissimulé qu'il désapprouve la politique de son gouvernement, « car elle ne peut qu'envenimer les rapports des deux pays. » Et mettant la main sur son cœur il a juré qu'il était naguère d'une absolue bonne foi quand il nous promettait monts et merveilles pour prix des concessions qu'il nous demandait.

Samedi, 9 septembre 1905.

L'absence de Georges Louis me vaut de traiter seul avec Rouvier une question très grave, qui se pose inopinément : la fin de la rivalité anglo-russe en Asie, le rapprochement de l'Angleterre et de la Russie en Europe, la collaboration, sinon même l'alliance, de « l'ours » et de « la baleine ».

Le 12 août dernier, les gouvernements britannique et japonais ont renouvelé leurs accords du 30 janvier 1902 en spécifiant qu'ils ne s'appliqueraient plus seulement à l'Asie orientale, mais encore à « la région des Indes ». Par conséquent, désormais, l'Angleterre peut compter sur les armées du mikado pour la défense de son empire indien et des contrées avoisinantes, c'est-à-dire le Thibet, l'Afghanistan, la Perse.

En nous communiquant ce traité, il y a quelques jours, le secrétaire d'État britannique nous a demandé « comme un grand service » de l'aider à prévenir chez les Russes toute interprétation fâcheuse. Lord Lansdowne s'en est ouvert à Paul Cambon, avec une libre

franchise : *Nous sommes, lui a-t-il écrit, extrêmement désireux que le gouvernement russe ne voie pas, dans la nouvelle alliance, une marque d'hostilité à son égard... Je vais plus loin et je dis que notre accord avec le Japon n'exclut aucunement, selon moi, l'idée d'une entente amicale avec la Russie, en ce qui concerne le développement futur de notre politique dans les régions où les intérêts des deux puissances se trouvent en contact.*

De toutes mes forces, je soutiens devant Rouvier la demande et la thèse britanniques, en alléguant ce qui vient de se passer à Björko, le mystère dont reste enveloppé à nos yeux le conciliabule des deux empereurs, la gêne visible que Lamsdorff et Nélidow éprouvent à nous en parler, enfin tout ce que nous savons des manœuvres souterraines que Guillaume II poursuit contre nous dans l'entourage du tsar.

— Nous avons, dis-je, un intérêt majeur, un intérêt primordial à ce que la Russie établisse peu à peu des rapports de collaboration avec l'Angleterre, sinon l'intimité russo-allemande se resserrera de plus en plus. Et ce sera fini de l'alliance franco-russe.

Rouvier me résiste longuement ; sa principale objection est que la Russie nous accuserait de l'abandonner pour l'Angleterre et chercherait d'autant plus à s'appuyer sur l'Allemagne. Je lui indique alors un excellent moyen de parer à cette accusation possible du gouvernement russe :

— Vous n'auriez qu'à invoquer l'opinion de votre prédécesseur. Pour M. Delcassé, le rapprochement amical de la Russie et de l'Angleterre était le complément indispensable de l'entente franco-anglaise et de la solidarité franco-russe. Il s'en est mainte fois expliqué avec l'empereur, avec Mouraview, avec Ouroussow, avec Lamsdorff, avec Nélidow. C'est même un des premiers buts qu'il se soit assigné, une des premières confidences que j'ai reçues de lui, et cela dès 1898, au lendemain de Fachoda.



Subitement, le regard de Rouvier s'allume ; j'entends comme le déclic de sa volonté :

— Merci, je vais marcher dans cette voie... Mais, avant d'agir à Saint-Pétersbourg, je veux causer amicalement avec Nélidow.

Jeudi, 28 septembre 1905.

Après trois mois de la discussion la plus âpre, la plus vétilleuse, Rouvier et Radolin ont signé aujourd'hui un accord sur les principes et le programme de la future conférence.

Dans cet accord, l'essentiel de nos droits au Maroc est sauvegardé. Nous avons une belle partie à jouer devant l'aréopage des puissances européennes.

Lundi, 16 octobre 1905.

Le mystère de Björko va-t-il enfin s'éclaircir?

Après beaucoup de circonlocutions et de louvoiements, Nélidow a demandé à Rouvier s'il n'accepterait pas d'envisager un groupement nouveau des puissances européennes, par exemple une triple alliance de la Russie, de la France et... de l'Allemagne.

Sur le ton le plus naturel et comme s'il ne voyait dans cette question qu'un problème théorique, Rouvier a répondu :

— Je n'aperçois pas l'utilité ni même la possibilité d'un pareil groupement. Vous connaissez notre politique extérieure ; elle s'appuie sur l'alliance de la Russie et l'amitié de l'Angleterre. Cette alliance et cette amitié nous suffisent pleinement... Et puis, vous imaginez-vous que l'opinion française admettrait une alliance allemande ? Vous représentez-vous une entrée de Guillaume II à Paris ?

L'ambassadeur a détourné aussitôt la conversation.

Je présume que Nélidow, qui est un fervent adepte de

l'alliance franco-russe, exécutait à contre-cœur une instruction formelle et qu'il a dû enregistrer avec satisfaction la réponse catégorique de Rouvier (1).

(1) Le mystère de Björko est maintenant éclairci ; les publications du gouvernement soviétique n'en laissent plus rien ignorer.

Aussitôt qu'il s'est trouvé seul avec « son frère bien-aimé », le kaiser lui a montré brusquement un projet d'alliance diplomatique et militaire entre l'Allemagne et la Russie. Ce pacte, dirigé surtout contre « la perfide Albion », stipulait que la France serait mise en demeure d'y adhérer ; le gouvernement russe entreprendrait les démarches nécessaires pour vaincre sa résistance ; nous tenons de Guillaume lui-même le récit de la scène invraisemblable qui suivit : « Le tsar lut le texte une fois, deux fois, trois fois, pendant que j'adressais à Dieu une courte et fervente prière... Tout à coup, Nicolas me dit : *C'est excellent ! J'accepte*. Mon cœur battait si fort que je pouvais l'entendre. Je repris, le plus négligemment possible : *Veux-tu signer ?* Il parcourut encore une fois la feuille, puis, ayant pris la plume, il signa, d'une main ferme : « Nicolas ». Je signalai à mon tour. Quand je me levai, il me serra dans ses bras, en me disant : *Je remercie Dieu et je te remercie ; notre alliance aura les plus heureux effets pour nos deux pays !...* Je pleurais de joie... Et je pensais que Frédéric-Guillaume III, la reine Louise, grand-papa et Nicolas 1^{er} nous contemplaient du haut du ciel... Ainsi, grâce à la protection divine, le 24 juillet 1905 a marqué un tournant de l'histoire européenne. Et ma chère patrie est enfin délivrée de l'effroyable tenaille franco-russe ! »

Quelques jours plus tard, Nicolas II, revenu à Tsarskoïé-Sélo, communiqua le traité au comte Lamsdorff, qui d'abord n'en voulut pas croire ses yeux. Puis, avec les ménagements nécessaires, le ministre fit sentir à l'empereur l'énormité de la faute commise, la trahison de tous les engagements solennels qui unissaient la Russie à la France. Alors le tsar se vit dans l'humiliante obligation de renier sa signature et de faire déclarer à Guillaume que son gouvernement considérait le traité du 25 juillet comme inopérant, par le fait qu'une des clauses essentielles, c'est-à-dire l'adhésion de la France, était reconnue irréalisable. En voyant son rêve s'écrouler, Guillaume éclata de fureur ; mais, dans l'espoir de ressaisir encore son faible cousin, il lui télégraphia : *Nous avons signé devant Dieu, qui a entendu notre serment... Ce qui est signé reste signé. Dieu est notre témoin !...* Nicolas ne poursuivit pas le dialogue. Et le pacte de Björko fut aussitôt enfoui dans l'armoire la plus secrète des archives russes.

Le rôle, que le tsar a joué dans cette circonstance, est pénible à juger. En signant le traité de Björko a-t-il commis un acte déloyal envers la France ? — Non. Et la fin de l'aventure suffirait à le disculper ; mais il a vraiment poussé trop loin l'inadvertance et l'incompréhension.

Mercredi, 18 octobre 1905.

Le programme de la conférence internationale, qui aura pour mission de résoudre la question du Maroc, est définitivement établi entre Paris et Berlin. Il ne manque plus que l'adhésion du sultan Abd-el-Aziz ; les ministres de France et d'Allemagne à Fez vont la lui demander.

Le gouvernement espagnol met la ville d'Algésiras à la disposition des puissances comme siège de la conférence.

Lundi, 23 octobre 1905.

Le sultan du Maroc adhère au programme de la conférence internationale, « où doivent être délibérées les réformes que Sa Majesté se propose d'accomplir dans ses États, s'il plaît à Dieu... » Le protocole des chancelleries musulmanes excelle aux nobles formules.

On croit que la conférence inaugurera ses travaux, le 10 janvier prochain, dans la ville d'Algésiras.

Mercredi, 25 octobre 1905.

Nous ne doutons plus maintenant que, dans le mystérieux entretien de Björko, l'empereur Guillaume ait déployé toutes ses grâces et toutes ses ruses, tout son art d'enjôlement, d'insinuation et de supercherie pour entraîner le faible « Nicky » dans une coalition de la Russie, de l'Allemagne et de la France contre l'Angleterre.

Mais, depuis quelques jours et surtout depuis la réponse péremptoire de Rouvier à Nélidow (1), nous avons

(1) Nous avons su, depuis lors, que cette réponse péremptoire avait offert au comte Lamsdorff l'occasion de tenir à l'empereur Nicolas un langage non moins péremptoire : « Sire, lui a-t-il dit, le traité de Björko

l'impression que Nicolas II s'est ressaisi. Bien plus, il envisagerait assez favorablement l'idée de se concerter avec l'Angleterre sur les grands problèmes asiatiques et tout d'abord sur la question persane : il entrerait ainsi dans les vues que Lansdowne exposait naguère à Paul Cambon et que Rouvier a fait valoir de son mieux auprès de Nélidow. L'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, sir Charles Hardinge, vient même d'en conférer longuement avec le tsar qui lui a témoigné d'excellentes dispositions.

Dimanche, 29 octobre 1905.

Une fois encore, Guillaume II vient d'emboucher la trompette de Bellone.

Mercredi dernier, il s'était rendu officiellement à Dresde, où le roi de Saxe, Frédéric-Auguste, lui avait préparé une réception éclatante.

Le premier soir, au dîner de gala, l'empereur a porté ce toast : « Si l'Empire allemand se développe comme il le doit, nous pourrons alors, la visière rabattue et avec le courage qui sied aux hommes de notre race, regarder dans les yeux quiconque s'aviserait de nous barrer la route et de nous contrarier dans l'expansion légitime de nos intérêts. »

Le lendemain, seconde manifestation oratoire. Après avoir célébré l'inauguration d'une statue au maréchal

est une violation flagrante de la promesse que l'empereur Alexandre III a faite à la France de la soutenir par les armes, précisément au cas d'une guerre avec l'Allemagne. Les Français, en apprenant l'existence de cet arrangement, seraient en plein droit de dire que nous les avons trahis. Personnellement, je n'ai aucun engouement pour les Français, mais je tiens à notre alliance avec eux comme à un contrepoids contre l'Allemagne. Dès que les Allemands seraient assurés de leur entente avec la Russie, ils seraient trop heureux de l'annoncer à la France, en nous faisant passer pour des alliés infidèles. L'empereur Guillaume tient beaucoup plus à nous brouiller avec la France qu'à être soutenu par notre armée qui est occupée en Extrême-Orient ou par notre flotte qui est au fond de la mer. »

de Moltke, Guillaume II, s'adressant aux officiers de la Garde saxonne, a dit : « Remercions d'abord la Providence qui, à une époque décisive de notre histoire, nous a gratifiés du grand empereur et de ses paladins... Puis, messieurs, pensons à l'avenir. Vous avez vu dans quelle position nous nous sommes trouvés, sous les yeux du monde, il y a quelques mois. *Donc, hurrah pour la poudre sèche et les sabres bien aiguisés!* »

Dans toute la presse allemande, sauf dans les journaux socialistes, on prodigue les éloges à ces harangues impériales. Et, pour nous en mieux faire sentir l'importance, l'officieuse *Post* a soin de nous apprendre que « chacune des paroles prononcées par l'empereur est le fruit d'une longue méditation ».

Samedi, 4 novembre 1905.

Ce soir, chez la marquise douairière de Castellane, je rencontre le prince de Radolin ; comme il n'y a qu'une vingtaine de personnes, l'ambassadeur a toute facilité pour s'isoler avec moi dans un coin du salon. Il m'annonce, d'abord, son départ très prochain pour l'Allemagne :

— Oui, me dit-il, j'ai grand besoin de repos.

Et sa figure amaigrie, son teint verdâtre ne justifient que trop cette parole. Il poursuit :

— Je vais passer un mois, un long mois, sur ma terre d'Iarotschin, en Posnanie ; je ne reviendrai donc à Paris que vers la fin de décembre, si toutefois...

Il s'arrête court. Je lui demande :

— Si toutefois?

Alors, d'un air sombre, il achève :

— Si toutefois quelque incident grave ne m'oblige à revenir subitement.

— Un incident grave?... Mais, à l'heure actuelle je n'en prévois plus aucun... Les problèmes qui nous divisent encore seront bientôt résolus par la conférence

d'Algésiras... Et n'est-ce pas vous qui l'avez exigée, cette conférence?... Rappelez-vous donc!...

Après une hésitation, il reprend sur un ton découragé :

— Il faut voir les choses comme elles sont ; nos affaires ne s'arrangent pas. Je ne sais où nous allons... Tous les espoirs que j'avais fondés sur la sagesse de M. Rouvier, sur son esprit solide et pratique, se sont évanouis les uns après les autres... Vous dirai-je toute ma pensée? La situation d'aujourd'hui me paraît aussi dangereuse qu'il y a six mois.

Je l'interromps :

— Mais croyez-vous, monsieur l'ambassadeur, que les derniers discours de Sa Majesté l'empereur soient faits pour améliorer cette situation?

— Sa Majesté l'empereur n'aurait pas tenu ce langage si l'opinion française voulait bien se rendre compte de la place que l'Allemagne tient dans le monde et qu'elle a le droit d'y tenir... Notre querelle du Maroc n'est qu'un détail et la conférence d'Algésiras l'aura bientôt réglée. Donc, elle ne m'inquiète plus... Mais il subsiste, entre nos deux pays, une question beaucoup plus haute et d'où peuvent sortir de grands malheurs ; vous devinez laquelle. Eh bien ! quand j'essaie de l'aborder, cette question, je ne trouve personne à qui parler ; on se ferme, on se dérobe, on se refuse à toute conversation de politique générale ; on ne veut ni collaborer ni même causer avec nous ; bref, on nous traite en ennemis comme si trente-cinq ans ne s'étaient pas écoulés depuis la guerre de 1870... Voilà ce qui m'inquiète ; voilà ce qui froisse l'empereur et qui justifie ses discours.

— En effet, tout cela ne laisse pas d'être inquiétant... Mais, entre nous, monsieur l'ambassadeur, comment la France pourrait-elle oublier ses défaites de 1870, puisque l'empereur ne cesse pas de les lui rappeler?

— Alors, que les destins s'accomplissent !

Et il exhale un profond soupir. Cependant, il voit qu'on nous observe. Aussitôt, pour montrer que notre dialogue ne s'achève pas sur des pensées fâcheuses, il me décrit avec enjouement la vie de grand air et de loisir, de chasse et de société, qu'il va mener bientôt dans son domaine ancestral d'Iarotschin...

Quand j'ai quitté l'ambassadeur, un des invités, un de nos grands critiques et romanciers me prend à part :

— Eh bien ! me dit-il, que venez-vous de négocier avec cet Allemand apocryphe, ce vil renégat polonais ? Que lui avez-vous cédé encore ?... le Luxembourg, le Hainaut, le Brabant, les Ardennes, la Champagne, la Franche-Comté ?... Gardons-nous au moins les frontières de l'ancienne Lotharingie ?... Nous sommes devenus tellement humbles vis-à-vis de l'Allemagne que s'il plaisait à Guillaume de ramener la France aux limites du traité de Verdun, nous l'accepterions (1)... D'ailleurs, avant peu, la révolution russe viendra jusqu'à nous et le même flot emportera les deux régimes. Tant mieux ! Je préfère la mort brusque à notre ignoble agonie !

Lundi, 6 novembre 1905.

Conversation avec le général Brun sur l'infailible éventualité d'une guerre franco-allemande et particulièrement sur le péril mortel dont les révélations du *Vengeur* menacent désormais la France.

— Je crains, me dit-il, qu'au début des hostilités, nous ne soyons obligés de ramener nos armées très loin en arrière, peut-être jusqu'à la Seine et l'Aube...

Puis notre chef d'état-major m'expose la doctrine de

(1) Le traité de Verdun, conclu en 843 par les fils de Louis le Débonnaire, a consommé le démembrement de l'empire de Charlemagne. D'après ce traité de partage, le royaume de France avait pour frontières, du côté de la Germanie, l'Escaut, la Sambre, la Meuse, la Saône et le Rhône.

Clausewitz sur *le point limite de l'offensive*, c'est-à-dire le point où le vainqueur, épuisé par l'exagération de son avance et par la fatigue de ses victoires, est contraint de s'arrêter. Alors se produit *le renversement des forces*. Pour peu que le vaincu ait gardé son énergie morale et sa liberté de manœuvre, les chances de la lutte se retournent subitement à son profit. C'est la grande leçon qui se dégage des guerres napoléoniennes ; c'est l'explication de leur épilogue ultime...

Le général Brun termine par ces mots :

— Dans l'élaboration de nos plans stratégiques, j'ai sans cesse devant l'esprit nos erreurs de 1870 et notamment la plus grave, la plus insensée de toutes : la marche vers Sedan. Il fallait avoir perdu la tête ou n'avoir plus la moindre notion de la guerre pour envoyer l'armée de Châlons vers l'Ardenne et la Meuse. L'opération était inexécutable, surtout avec un chef aussi lent, aussi craintif, aussi perplexe, aussi borné que Mac-Mahon. Pour la réussir, il n'aurait pas fallu moins que l'audace impétueuse, la promptitude foudroyante d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon I^{er}. L'idée primitive de Mac-Mahon, et qu'il a été obligé d'abandonner sur l'ordre de l'impératrice (1), était la seule raisonnable, la seule qui pouvait encore nous arrêter dans notre course à l'abîme. L'armée aurait dû rétrograder, par échelons, jusque sous les murs de Paris. Là, solidement appuyée aux ouvrages défensifs de la capitale, mais gardant toute sa liberté de manœuvres, elle aurait offert la bataille. En cas d'insuccès, elle aurait de nouveau rétrogradé, toujours par échelons, vers la Loire ou vers l'Yonne, au besoin jusqu'en Touraine ou jusqu'au Morvan. Dès lors, le siège de Paris devenait impossible ; la résistance nationale avait le temps de s'organiser, l'esprit public

(1) Pour apprécier la responsabilité personnelle de l'impératrice dans cette décision, voir *les Entretiens de l'impératrice Eugénie*, p. 187 et suiv.

se relevait. Ainsi la physionomie de la guerre eût changé complètement. Et, quand serait venue l'heure de la paix, nous n'aurions pas été livrés à l'Allemagne pieds et poings liés.

Pour conclure, je demande au général Brun :

— Vous prévoyez donc que, si l'Allemagne nous attaquait demain, nous serions peut-être obligés de nous replier graduellement jusqu'à la Seine et l'Aube?

— Hélas ! oui... Tant que la Russie n'aura pas reconstitué sa puissance militaire, nous aurons grand'peine à soutenir le choc initial des armées allemandes se ruant par la Belgique... Mais n'oubliez pas ce que je viens de vous dire sur *le renversement des forces*.

Jeudi, 9 novembre 1905.

Rouvier a dit ce matin à Georges Louis :

— J'en ai assez des chicanes et des récriminations allemandes !... Si les gens de Berlin se figurent qu'ils vont m'intimider, ils se trompent. Je ne leur céderai plus rien... Advienne que pourra !

Et il a ponctué d'un terrible juron ces paroles fougueuses.

Le directeur lui a cité alors une phrase que Nisard m'écrivait, il y a quelques jours, et qui définit très justement, sous une forme pittoresque, l'état des rapports franco-allemands : « Les relations diplomatiques de la France et de l'Allemagne ne sont plus aujourd'hui que des relations d'avant-postes. »

Cet après-midi je préside, quatre heures durant, la Commission secrète des Instructions de guerre.

Avec le capitaine de frégate Malo-Lefebvre, chef de section à l'État-major général de la Marine, le commandant Brissé, chef du Service des renseignements au ministère de la Guerre, le capitaine Gander, officier d'or-

donnance du chef d'État-major de l'Armée et mon collègue Piccioni, chef de nos services cryptographiques, je procède à une minutieuse révision de toutes les mesures que nous avons prévues pour l'hypothèse d'un grand conflit européen, à savoir :

1^o Surveillance des frontières allemandes sur les points où se manifesteraient nécessairement les indices précurseurs d'une mobilisation générale ;

2^o Surveillance de la concentration de l'armée allemande, spécialement dans les régions de Cologne, Aix-la-Chapelle, Malmédy, Trèves, Sarrelouis, Château-Salins, Mulhouse et Altkirch ;

3^o Service des renseignements sur territoire ennemi, par le détour du Danemark, de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la Suisse ;

4^o Communications télégraphiques entre la France et la Russie, par le détour du Danemark (Esbjerg) et de la Suède (Haparanda), par le détour des États-Unis et du câble transpacifique, par le détour de Malte, Aden, Bombay et la Perse ;

5^o Dispositions relatives à la zone neutralisée de la Savoie ;

6^o Communications télégraphiques avec les commandants de nos forces navales dans la mer Méditerranée, dans l'océan Atlantique, l'océan Pacifique et les mers de Chine ;

7^o Service d'information dans les parages de Gibraltar, de Port-Mahon, de Messine, de la Spezzia, de Corfou et des Dardanelles.

En fin de séance, la capitaine Gander, parlant au nom du général Brun, me prie de mettre à l'étude un programme de relations éventuelles avec l'État-major et l'Amirauté britanniques, même pour le cas où l'Angleterre ne se déclarerait pas ouvertement notre alliée.

Samedi, 11 novembre 1905.

Le premier lord de la Trésorerie, Arthur Balfour, vient de prononcer au banquet annuel du Guild-Hall un discours, parfait de mesure et de sagesse, comme s'il voulait répondre aux allocutions tapageuses de l'empereur Guillaume :

« Pour l'avenir du monde, je suis optimiste ; je ne vois planer sur l'Europe aucune menace de guerre. Ce serait un triste retour au passé que de voir l'Europe obligée de former une coalition contre une ou deux puissances. Il y a juste un siècle, William Pitt, parlant après la bataille de Trafalgar, déclarait que l'Angleterre s'était sauvée par ses efforts et l'Europe par l'exemple de l'Angleterre. Il s'exprimait ainsi, au moment où la plus terrible des guerres, qui ait jamais déchiré la famille des nations, battait son plein. Autant que la prévoyance humaine le permet, je crois pouvoir prédire une longue paix, comme Pitt prophétisait une longue guerre. Nous sommes donc plus heureux que nos ancêtres de 1805 ; nous devons néanmoins être prêts à toutes les éventualités. »

Samedi, 16 décembre 1905.

Cet après-midi, au Palais-Bourbon, séance agitée, nerveuse, frémissante, qui me paraît avoir une haute valeur de symptôme et de présage au point de vue national.

Rouvier a fait, sur le Maroc, une longue déclaration où il résume la crise de ces derniers mois et définit les principes dont il compte s'inspirer dans sa politique extérieure. « L'indépendance de l'Empire chérifien, la restauration et la réforme du Maghzen, nous semblent toujours les deux conditions fondamentales de l'œuvre que réclame l'état présent du Maroc... Des négociations, qui ont abouti aux accords du 8 juillet et du 28 sep-

tembre, nos droits sont sortis, sinon tous reconnus du moins tous préservés. Ces négociations ont pu être laborieuses ; je tiens à prendre acte de leur résultat... Fidèle à une alliance restée hors de toute atteinte, non moins fidèle à des amitiés précieuses, exemptes de toute arrière-pensée, enfin désireuse d'entretenir avec tous des relations courtoises et même réciproquement confiantes, la France, sûre d'elle-même, gardant la conscience de la noblesse de son histoire et de ses destinées, ne vise qu'à sauvegarder ses droits, ses intérêts et le plein exercice de sa liberté. »

Sur cette forte et fière conclusion qui électrise la Chambre, le président du Conseil demande la clôture immédiate de la discussion. Et l'assemblée, presque tout entière, se range aussitôt à son avis.

Mais Jaurès proteste violemment : « La déclaration que vous venez d'entendre ne nous suffit pas. Entre la France et l'Allemagne, que s'est-il passé au juste depuis six mois ? Où en sont exactement les relations des deux pays ? On ne nous le dit pas ; on revient à cette tactique de silence qui, dans un passé récent, nous a déjà fait tant de mal... » Puis la tirade obligatoire sur les vertus merveilleuses du socialisme dont l'avènement seul peut garantir la paix du monde.

Alors, Ribot se lève. En quelques mots d'une sobre fermeté il adjure la Chambre d'accorder au gouvernement une adhésion pleine, entière, absolue, « parce qu'il vient de faire entendre la voix de la France, parce qu'il défend l'honneur et la sûreté de la France. »

On passe au vote. Par 501 voix contre 50, la Chambre prononce la clôture de la discussion.

Lorsqu'on proclame le scrutin, Jaurès se dresse de son banc et s'écrie vers Delcassé : « Je vous fais toutes mes excuses, monsieur Delcassé ; votre successeur est encore plus imprudent que vous ! »

Impassible, Delcassé ne répond pas ; mais, pour la pre-

mière fois depuis sa disgrâce, il est chaleureusement applaudi.

Dimanche, 17 décembre 1905.

Visite à Delcassé ; je le trouve maigri, l'œil ardent, les gestes brusques.

Il me parle du Livre jaune sur le Maroc, qui vient d'être distribué aux Chambres. Et, me désignant son exemplaire :

— Je l'ai à peine feuilleté, me dit-il.

Mais il m'en fait aussitôt la critique avec une précision rapide et minutieuse, qui me prouve qu'il le sait déjà par cœur. C'est merveille de l'entendre flageller toutes les erreurs, toutes les maladresses, toutes les gaucheries, toutes les bévues, tous les mécomptes du « grand financier-diplomate » qui l'a si honteusement chassé du ministère :

— Et tout cela pour en arriver à quoi?... Pour en revenir exactement à ma politique, pour constater que nulle entente n'est possible avec l'Allemagne et que notre unique chance de salut est de renforcer nos alliances. Je suppose que M. Rouvier ne me garantirait plus, comme il y a six mois, la générosité, le pacifisme et la droiture de Guillaume ; car je ne les invente pas, ces paroles imbéciles, elles me tintent encore dans l'oreille !

Puis, son amertume ainsi exhalée, il continue posément :

— Bien curieuse, la séance d'hier, à la Chambre ! Sauf sur les bancs de l'extrême gauche, tout le monde me rendait justice. Les regards se tournaient constamment vers moi... Si j'étais monté à la tribune, on m'aurait acclamé...

Il me rapporte ensuite une conversation très intéressante qu'il a eue naguère « avec un ami d'Édouard VII » et je vois qu'il connaît ainsi parfaitement l'état des relations franco-britanniques :

— Le cabinet libéral, me dit-il, hésitera beaucoup à se déclarer ouvertement pour la France. Il nous assurera de sa sympathie, de sa bonne volonté ; peut-être même nous laissera-t-il entendre que, si l'Allemagne nous attaquerait, il nous secourrait. Je doute qu'il aille plus loin ; je ne crois pas qu'il accepte de s'engager par écrit. Campbell-Bannermann et Grey commettront ainsi une lourde faute ; car l'Allemagne, tranquilisée du côté de l'Angleterre, se figurera que tout lui est permis contre la France, et elle redoublera d'audace. Le roi Édouard, qui est si clairvoyant, disait à cet ami que j'ai reçu dernièrement : *Il ne suffit pas de promettre une alliance, il faut la conclure et l'afficher. Une alliance ne doit pas être seulement défensive, elle doit être aussi préventive. C'est en montrant sa force qu'on décourage les agresseurs...* Voilà de la vraie politique !

Au moment où je me lève pour sortir, Delcassé me confie, d'un air mystérieux :

— On m'a invité à passer une quinzaine de jours en Angleterre et j'ai accepté. J'irai vers la fin du mois... N'en soufflez mot à personne !

Puis, s'ouvrant tout à coup (ce qui lui impose toujours un long effort), il me glisse à l'oreille :

— Vous avez probablement deviné que l'invitation me vient de lord Northcliffe. Avec lui, je pourrai parler en toute liberté. Nous serons d'autant plus à l'aise pour causer qu'il me recevra, non pas à Londres, mais à son château de Sutton-Court, près de Guildford, dans le Surrey... N'est-ce pas ? N'en soufflez mot à personne (1) !

(1) Lord Northcliffe, vicomte de Saint-Pierre, très lié avec Balfour, très apprécié d'Édouard VII, actif partisan de l'Entente cordiale et disposant d'une grande influence par le rayonnement de la *Daily Mail*, dont il est l'unique propriétaire.

Lundi, 18 décembre 1905.

Au cours d'une audience récente, le roi d'Espagne a dit à notre attaché militaire, le lieutenant-colonel de Cornulier-Lucinière :

— L'attitude de Guillaume II à l'égard de la France m'inquiète vivement... Tout ce que j'apprends depuis quelques mois sur l'armée allemande, plusieurs lettres que j'ai reçues de Berlin et dans lesquelles on me signale le langage belliqueux de l'empereur dans les cercles d'officiers, d'autres avertissements du même ordre que m'ont adressés mes parents de Bavière, donc beaucoup d'indices me font craindre que l'Allemagne ne veuille attaquer prochainement la France. Je dis *prochainement* car je ne serais pas étonné que ce fût vers le mois de février...

Allant plus loin dans les confidences, Alphonse XIII a poursuivi :

— Pendant mon dernier voyage à Berlin (1), Guillaume II m'a vivement sollicité de me préparer, pour le cas d'une guerre franco-allemande, à concentrer 200 000 hommes sur la frontière des Pyrénées, afin de retenir deux de vos corps d'armée entre Bayonne et Perpignan. J'ai répondu que si j'étais obligé de procéder à cette concentration, je n'ordonnerais jamais à mes troupes de passer la frontière...

Rouvier me fait appeler pour lui commenter le rapport du lieutenant-colonel de Cornulier-Lucinière : il s'en montre fort ému :

— Pourquoi, me dit-il, le roi d'Espagne prévoit-il que les circonstances pourraient l'obliger à masser 200 000 hommes sur la frontière des Pyrénées, pendant que nous serions aux prises avec l'Allemagne?

(1) Du 6 au 12 novembre 1905.

Je lui expose que, d'après nos renseignements secrets, nous avons lieu de croire à l'existence d'un pacte qui aurait été souscrit jadis entre Alphonse XII et le vieil empereur Guillaume I^{er}, sous l'inspiration de Bismarck ; je ne m'étonne donc pas que le jeune Alphonse XIII considère avec effroi la menace d'une guerre franco-allemande ; car, dans sa fierté chevaleresque, il n'oserait désavouer la signature de son père. C'est pourquoi il nous prévient afin que nous l'aidions à se tirer d'embarras.

En conséquence, je suggère au ministre d'informer immédiatement le gouvernement britannique. D'accord avec Georges Louis, je rédige des instructions pour notre ambassadeur à Londres.

Mardi, 19 décembre 1905.

En faisant connaître à Paul Cambon la curieuse confidence que notre attaché militaire à Madrid a reçue d'Alphonse XIII, Rouvier a conclu par ces mots :

Dussions-nous admettre que Guillaume II n'a fait montre d'intentions belliqueuses que pour intimider le jeune souverain et détacher l'Espagne de notre cause, nous ne saurions négliger cet avertissement. Si les véritables desseins de l'empereur nous paraissent incertains et sans doute hésitants, nul ne pourrait affirmer qu'il ne cherche pas à faire naître contre nous un prétexte d'agression... Ce dangereux état de choses ne nous permet pas de garder pour nous seuls la confiance d'Alphonse XIII. Le roi d'Angleterre, qui nous a donné des marques si fortes de sa sympathie, doit être immédiatement informé : je vous prie donc de lui demander une audience et de le mettre au courant des faits que nous venons d'apprendre. Cette conversation avec Édouard VII me paraît aussi urgente que nécessaire ; avec le gouvernement britannique, elle serait, à mon avis, prématurée.

Jeudi, 21 décembre 1905.

Reçu hier en audience par le roi d'Angleterre, Paul Cambon lui a lu, *in extenso*, le rapport de notre attaché militaire à Madrid. Pendant cette lecture, Édouard VII témoignait le plus vif intérêt et même, par instant, « presque de la stupéfaction », il a demandé ensuite à notre ambassadeur :

— Avez-vous parlé de ce rapport à sir Edward Grey?

— Non, et je ne lui en parlerai pas. Cette communication n'était pas destinée au gouvernement britannique. Des confidences royales ne sont pas faites pour être ébruitées et nous ne pouvons découvrir le roi d'Espagne.

— Cependant, il faut trouver un moyen de parler à Grey et même à Campbell-Bannermann (1). De mon côté, je parlerai à Lascelles (2) qui est encore ici, pour le charger d'éclaircir cette affaire... Je sais qu'avec un tempérament comme celui de l'empereur Guillaume, on n'est jamais sûr de rien ; mais je ne peux croire à son intention de vous faire la guerre, et je persiste dans ma première opinion : ce n'est probablement que du *bluff*.

— Il n'est pas moins vrai que les paroles d'Alphonse XIII établissent : 1^o que l'empereur Guillaume envisage la possibilité d'un conflit ; 2^o qu'il a invité le roi d'Espagne à lui promettre quelque chose de plus qu'une neutralité bienveillante ; 3^o qu'Alphonse XIII craint d'être obligé, par l'opinion de son pays, à s'immiscer plus ou moins dans la lutte.

Édouard VII a jugé qu'il conviendrait que des instructions fussent expédiées à son ambassadeur en Espagne, sir Arthur Nicolson, pour affermir le jeune sou-

(1) Un cabinet libéral venait de succéder au cabinet conservateur. Sir Henry Campbell-Bannerman y succédait à Balfour et sir Edward Grey à lord Lansdowne.

(2) Ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

verain dans sa résistance aux tentatives de l'empereur Guillaume.

Comme l'audience prenait fin, Paul Cambon a discrètement abordé la question de l'alliance militaire :

— Votre Majesté se rappelle qu'au début de juin dernier, cette grave question a fait l'objet de pourparlers secrets entre lord Lansdowne et moi. La chute de M. Delcassé les a rompus : j'ignore si le nouveau cabinet serait disposé à les reprendre et je me demande si je dois solliciter de mon gouvernement des instructions dans ce sens.

— Oui, oui, faites-le. Je crois que votre gouvernement devrait vous autoriser à causer de tout cela avec Grey. Ce serait fort utile.

Vendredi, 22 décembre 1905.

Avant-hier, tandis que Paul Cambon était reçu en audience par Édouard VII, le commandant Huguet, notre attaché militaire, étudiait officieusement avec le général Grierson, directeur des opérations militaires au *War Office*, les modalités d'une coopération franco-anglaise contre l'Allemagne.

Voici, en résumé, les déclarations du général Grierson :
« Un plan de débarquement à Anvers est préparé pour 115 000 hommes (soit 3 corps d'armée et 4 brigades de cavalerie). Cette armée pourrait arriver devant Bruxelles entre le douzième et le vingt et unième jour de la mobilisation... On a prévu, en outre, que deux divisions venant de Gibraltar, de Malte et d'Égypte, pourraient débarquer à Marseille le dix-huitième jour de la mobilisation... L'armée britannique, réunie à l'armée belge devant Bruxelles, se porterait de là sur le flanc droit des armées allemandes... Si le gouvernement belge n'autorisait pas le débarquement à Anvers, l'armée britannique débarquerait dans les ports de la Manche, d'où elle irait s'incorporer à l'aile gauche des armées françaises. »

Samedi, 23 décembre 1905.

Ce matin, Rouvier me prie de lui rappeler minutieusement tout ce que nous savons sur les intentions agressives et les plans stratégiques de l'Allemagne contre la France. Quand j'ai fini et qu'il tient encore dans ses doigts la note où j'ai consigné les révélations du *Vengeur*, il me dit :

— Évidemment, l'alliance anglaise nous est indispensable ; elle est devenue pour nous une nécessité nationale. Je vais donc autoriser Paul Cambon à reprendre les pourparlers secrets.

Ainsi, par la force des choses, Rouvier en arrive exactement aux conclusions pratiques de Delcassé.

Ensuite, après une conférence avec Georges Louis, il adresse à Paul Cambon ce télégramme :

Je suis d'avis que vous repreniez et poussiez un peu plus loin l'entretien que le roi Édouard vous a conseillé d'engager. Il est bien entendu qu'il s'agirait, non pas d'arriver à un accord ferme et immédiat, qu'il faut éviter au contraire, mais uniquement de vous assurer si, le cas échéant, un tel accord pourrait être conclu rapidement.

Là se terminait le texte rédigé par le directeur politique. Rouvier, encore troublé sans doute par ses craintes récentes, a cru devoir ajouter, de sa main : *...et même si les dispositions actuelles du gouvernement britannique sont si certaines qu'un tel accord soit superflu.*

Mercredi, 3 janvier 1906.

Le roi d'Espagne vient de fournir très confidentiellement à notre ambassadeur Jules Cambon de curieux détails sur son récent voyage à Berlin.

— L'empereur Guillaume, a-t-il dit, m'a rappelé un

engagement que mon père avait pris envers son aïeul et qui consistait à mettre 200 000 hommes sur notre frontière pour retenir du côté des Pyrénées deux corps d'armée français. Il aurait voulu que je prisse le même engagement. Je lui ai répondu que la situation est fort différente de ce qu'elle était en 1885. Pourtant, si une guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, il est probable que toutes les puissances mobiliseraient, par crainte de voir le conflit se généraliser. En ce cas, l'Espagne ferait comme les autres pays. Mais, si vous nous voyez concentrer 100 000 hommes sur les Pyrénées, vous n'aurez rien à craindre et vous pouvez dès maintenant rassurer votre gouvernement. Qu'il ne laisse donc aucune troupe de notre côté. Je vous donne ma parole d'honneur, ma parole de roi, que pas un Espagnol ne franchira la frontière... Guillaume II m'a aussi parlé d'une guerre possible avec la France. Lui et ses officiers ne doutent pas d'un rapide succès ; ils croient qu'ils iront à Paris *comme en chemin de fer*...

Jeudi, 4 janvier 1906.

L'amiral sir John Fisher, Premier lord naval de l'Amirauté britannique, recevant notre attaché naval, le capitaine de frégate Mercier de Lostende, lui a fait part des vives appréhensions que la politique de l'Allemagne inspire à l'Angleterre. Puis, sous le sceau du secret, il a continué :

— Je ne pense pas que la guerre éclate cette fois. Néanmoins, j'ai pris mes dispositions pour que l'Angleterre soit prête à toutes les éventualités. L'attaque de l'Allemagne sera certainement subite et sans déclaration de guerre. Les Allemands voudront sans doute imiter les Japonais : ils lanceront brusquement leurs torpilleurs contre vos navires et vos ports. Je suis convaincu que vous ne vous laisserez pas surprendre et que vous êtes toujours prêts à repousser une attaque de ce genre...

La semaine prochaine, je vais donner l'ordre de mobiliser tous nos torpilleurs disponibles et je les concentrerai à Douvres. J'y concentrerai aussi tous nos sous-marins. Pour expliquer ces mouvements à l'opinion publique, je prétexterai un exercice destiné à l'instruction des flottilles. Notre escadre de l'Atlantique, qui est sur les côtes anglaises, y sera retenue jusqu'à nouvel ordre. La II^e escadre de croiseurs cuirassés, qui est à Gibraltar, va être rappelée dans la Manche ; je donnerai comme prétexte les élections prochaines. Quant à l'escadre de la Manche, qui vient de partir, elle est à Vigo, mais Vigo n'est pas loin de Brest et je ne la laisserai pas descendre plus au sud... Si nous devons réunir toutes nos escadres, le commandement suprême sera confié à l'amiral sir Arthur Wilson. Avec un tel chef, notre flotte sera, je vous le garantis, en de bonnes mains... Ce qu'il faut tout d'abord, c'est empêcher les navires allemands de franchir le Pas de Calais.

Sir John Fisher a conclu, dans un fier mouvement d'orgueil britannique :

— Si nous devons nous battre contre l'Allemagne, il ne lui restera bientôt plus ni un navire ni une colonie... Nos pointeurs sont excellents et nous savons, jour par jour, heure par heure, où sont tous les grands paquebots allemands : nous irons leur couper la route. Si les escadres allemandes sortent de leurs ports, nous les combattons et nous les détruisons. Si elles n'osent pas sortir, nous les traquerons par tous les moyens possibles.

En me parlant de cette conversation, Rouvier me dit :

— Voilà un thème que l'on devrait méditer à Berlin !

— Oui, certes. Mais pour prêcher sur ce thème, l'empereur Guillaume devrait modifier quelque peu sa formule retentissante : *l'avenir de l'Allemagne est sur l'eau*. Et il devrait dire : *si l'Angleterre se déclare contre nous, l'avenir de l'Allemagne sera dans l'eau*.

Vendredi, 5 janvier 1906.

Le président du Conseil, le président du Sénat, le président de la Chambre et les présidents des Commissions du budget, se sont réunis secrètement ces jours-ci pour entendre le ministre de la Guerre, qui a demandé un crédit extraordinaire de soixante millions de francs, destiné à la fabrication de quatre-vingts batteries d'artillerie, à la construction d'ouvrages fortifiés ainsi qu'à divers approvisionnements.

Le crédit a été aussitôt accordé, sous une forme qui n'en laissera pas soupçonner l'emploi.

Samedi, 6 janvier 1906.

Il y a trois jours, sir Edward Grey, causant avec le comte Wolff-Metternich, lui a dit, sur un ton grave :

— Je ne saurais vous cacher que l'état de l'Europe m'inquiète vivement et je dois vous faire cette déclaration : *Si l'Allemagne attaquait la France, la pression de l'opinion anglaise serait telle que le gouvernement britannique ne pourrait qu'y céder et faire cause commune avec la France.*

Jeudi, 11 janvier 1906.

Hier, Paul Cambon, s'autorisant des fermes déclarations qu'il a reçues naguère du roi, a demandé catégoriquement à sir Edward Grey :

— Si l'Allemagne attaquait la France, le gouvernement de la République pourrait-il compter sur l'appui de l'Angleterre et, pour plus de précision, sur le concours des forces britanniques?

Sans paraître surpris de cette question, sir Edward Grey n'a pas cru pouvoir y répondre avant d'avoir consulté ses collègues du cabinet. D'ailleurs, pour une

délibération aussi grave, il faut attendre la fin des élections prochaines. Avant d'adopter une ligne de conduite, le gouvernement a besoin de connaître le verdict populaire. Le secrétaire d'État ne s'en est pas tenu à cette déclaration équivoque ; il a poursuivi :

— D'après mon sentiment personnel, les sympathies de la nation anglaise pour votre pays sont devenues telles que, si l'Allemagne vous attaquait, je ne doute pas que notre opinion publique se manifeste aussitôt, et même avec beaucoup de force, dans le sens d'un appui à la France.

Rassuré par la droiture et la fermeté de ces paroles, Cambon a repris :

— Vous savez que les appréhensions de ces derniers mois avaient imposé aux États-majors de nos deux pays le devoir d'étudier, en dehors des gouvernements et dans un secret absolu, certaines mesures militaires et navales, certaines conceptions stratégiques. Ne pensez-vous pas qu'il serait bon de poursuivre ce genre d'études ?

— Je n'y vois pas d'inconvénient.

Samedi, 13 janvier 1906.

De 3 à 6 heures, je travaille avec le chef d'État-major de l'Armée pour déterminer les conditions et modalités dans lesquelles vont se poursuivre les préparatifs secrets d'une coopération franco-anglaise contre l'Allemagne.

Le général Brun m'expose, à grands traits, comment il conçoit l'insertion d'une armée anglaise dans notre ligne de bataille pour arrêter le flot d'une invasion allemande qui déferlerait par la Belgique, vers Maubeuge et la vallée de l'Oise.

— Je ne pense pas, me dit-il, qu'avant plusieurs années, l'État-major britannique soit en état d'expédier sur le continent plus de 120 000 hommes. Ils devraient débarquer entre Dunkerque et le Havre afin d'arriver,

dans le plus bref délai, sur les bords de la Sambre ; j'estime que, dès le douzième jour, ils pourraient prendre position de Mons à Maubeuge, avec leurs réserves autour de Valenciennes... D'après les renseignements du *Vengeur*, il est probable que les Allemands auront déjà dépassé Namur, s'ils ne sont même à Charleroi... 'Nous n'aurons pas trop de nos alliés anglais pour nous aider à supporter la violence des premiers chocs...

Puis il énumère devant moi toutes les mesures que nous aurons à combiner avec le *War Office* : débarquement des troupes anglaises dans les ports français ; lignes d'étapes et de communications ; soudure stratégique aux armées françaises ; relations des états-majors alliés ; approvisionnements, hôpitaux, etc., etc...

Mardi, 16 janvier 1906.

La conférence d'Algésiras a tenu hier sa séance inaugurale, sous la présidence du duc d'Almodovar, ministre d'État.

Outre l'Espagne, qui offre l'hospitalité de son territoire, douze puissances sont représentées : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Maroc, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède.

Les protagonistes de ce tournoi international sont : pour l'Allemagne, M. de Radowitz, ambassadeur à Madrid ; pour les États-Unis, M. Henry White, ambassadeur à Rome ; pour la France, M. Révoil, ambassadeur à Berne ; pour la Grande-Bretagne, sir Arthur Nicolson, ambassadeur à Madrid ; pour l'Italie, le marquis Visconti-Venosta, ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ; pour la Russie, le comte Cassini, ambassadeur à Madrid ; enfin pour le Maroc, El Hadj Mohammed Torrès, délégué du sultan à Tanger.

Afin de procéder à leur installation dans l'étroite ville

d'Algésiras, la plupart des plénipotentiaires sont arrivés dès le 12 janvier. Ils ont naturellement causé entre eux. Une impression nette se dégage de ce premier contact : c'est que l'Allemagne, qui a proposé la conférence, qui nous l'a même imposée, n'y apporte aucun esprit de transaction, aucun désir d'accommodement.

Lundi, 22 janvier 1906.

Le général Brun vient passer deux heures dans mon bureau pour travailler sur l'alliance franco-russe et déterminer dans quelle mesure la convention de 1892 et les conventions annexes demeurent applicables. Le successeur du général Sakharow à l'état-major de Saint-Pétersbourg, le général Palitsyne, nous témoigne les meilleures dispositions et nous offre libéralement tout ce qu'il peut nous offrir..., peu de chose, hélas !... Il nous apparaît néanmoins que, sauf le cas d'une tourmente révolutionnaire, l'armée russe pourra, d'ici à trois ou quatre ans, attirer sur elle une masse importante des forces germaniques et même envahir la Prusse orientale. Au surplus, le général Palitsyne nous affirme que, dès maintenant, si l'Allemagne attaquait la France, notre alliée ne resterait pas inactive : elle s'imposerait loyalement tout l'effort possible. Quant aux modalités de cet effort, le chef d'état-major russe étudie un programme qu'il viendra nous soumettre, vers le 15 avril.

De la Russie nous passons à l'Italie :

— N'est-ce pas, me dit le général Brun, nous pouvons absolument compter que, dans le cas d'une guerre franco-allemande, l'Italie resterait neutre ?

— Oui, l'accord secret du 1^{er} novembre 1902 est formel : *Au cas où la France serait l'objet d'une agression directe ou indirecte, l'Italie gardera une stricte neutralité.*

Il m'expose alors le dernier état des mesures prévues

pour transporter rapidement sur la frontière des Vosges les corps d'armée qui garnissent la frontière des Alpes.

— Mais, ajoute-t-il, pourquoi l'Italie reste-t-elle l'alliée de l'Autriche et de l'Allemagne, puisqu'elle a reconnu que, dans un conflit européen, ses intérêts nationaux l'obligeraient à prendre parti pour nous?... Car, enfin, cette *stricte neutralité*, qu'elle observerait à notre égard, ne serait évidemment qu'un prélude au lâchage de la Triple-Alliance.

— Je ne doute pas un instant que, dans une crise européenne, l'Italie serait obligée d'attaquer l'Autriche, sous peine de renoncer pour jamais à toutes ses aspirations nationales. Mais nous ne devons pas souhaiter qu'elle se déclare ouvertement pour nous dès aujourd'hui, car nous aurions à la protéger contre l'Autriche. Par cela seul qu'elle reste dans la *Triplice*, elle n'a rien à craindre des puissances germaniques. Ce qui nous importe, c'est de savoir qu'elle est résolue à se détacher d'elles. Et soyez sûr qu'elle s'en détachera...

Pour terminer, le chef d'état-major me confie qu'en prévision d'une offensive allemande « au nord de Verdun », le dispositif de notre concentration s'étendra désormais jusqu'à Vouziers. Cette « variante » du Plan XV, ordonnée par le généralissime, sera notifiée au Conseil supérieur de la Guerre, qui doit se réunir le 6 février. Puis, se penchant sur la carte qui est devant nous, le général Brun ajoute :

— Évidemment, si les révélations du *Vengeur* sont vraies, le centre de gravité de notre concentration devrait être porté beaucoup plus au nord. L'extrême gauche de notre ligne devrait aller jusqu'à Vervins, jusqu'à Hirson. Mais le *Vengeur* ne nous a-t-il pas tendu un piège? N'a-t-il pas fait semblant de trahir?... Le général Brugère se refuse encore à croire que l'État-major allemand ait résolu de traverser la Belgique pour atteindre la vallée de l'Oise et fondre sur Paris... J'avoue que cette

manœuvre tournante, qui empiéterait nécessairement sur les deux rives de la Méuse, me déconcerte moi aussi, par son envergure extraordinaire.

Lundi, 29 janvier 1906.

La fête anniversaire de l'empereur Guillaume (I) vient d'offrir au peuple allemand l'occasion de manifester, une fois de plus, tout ce que son nationalisme implique de morgue et d'infatuation.

Voici, par exemple, à quel diapason le comte de Ballestrem, président du Reichstag, s'est haussé dans un dîner parlementaire : « Pour maintenir la paix de l'Europe et du monde, car on ne peut plus faire que de la politique mondiale, soyons forts. Oui, nous devons être forts pour contraindre ceux qui voudraient troubler la paix à se tenir tranquilles. D'ailleurs, les puissances se garderont bien de bouger, si elles savent qu'elles seraient battues par la première armée du monde et par une flotte qui grandit chaque jour... Le Reichstag doit soutenir énergiquement la politique de l'empereur et ne pas lui marchander les moyens qu'il estime nécessaires. Car nous avons un empereur superbe, que les autres nations nous envient ; elles ne peuvent même cacher souvent leur rancune et leur jalousie de ne pas avoir à leur tête un pareil monarque. Ainsi donc nous soutiendrons fermement la politique de Sa Majesté pour lui plaire et pour le plus grand bien de l'Allemagne ! »

Mardi, 13 février 1906.

Les négociations d'Algésiras ne tournent pas bien pour l'Allemagne qui a réussi à grouper contre elle toute l'Europe, sauf naturellement l'Autriche.

Guillaume II en éprouve une irritation amère. Il

(1) Né le 27 janvier 1859.

s'aperçoit qu'en insistant pour déferer la question marocaine à un aréopage international, il s'est lourdement trompé. Il croyait rompre le faisceau de nos alliances et de nos amitiés : il l'a resserré. Il pensait nous terrifier par ses attitudes comminatoires et ses rodomontades belliqueuses : il constate que nous envisageons froidement l'éventualité d'un recours aux armes.

Aussi, pour masquer l'humiliant échec de sa politique, n'a-t-il pas imaginé de rouvrir le dialogue entre Berlin et Paris, dans le vague espoir de nous circonvenir et de nous enguirlander ! Le prince de Radolin a donc sollicité, ce matin, une audience spéciale du ministre, qui l'a reçu immédiatement.

Après de longues phrases doucereuses, et quelques plaintes attristées sur le ton des journaux français à l'égard de l'Allemagne, l'ambassadeur veut mettre en discussion les problèmes dont la conférence d'Algésiras s'occupe actuellement et qui ne relèvent plus désormais que de son autorité. Rouvier refuse net de se prêter à cet examen :

— Sur la demande opiniâtre de votre gouvernement, a-t-il dit, j'ai consenti à me dessaisir de la question marocaine pour la déferer à un tribunal européen. Vous savez ce qu'il m'en a coûté d'admettre cette procédure. Je l'ai admise, néanmoins, parce qu'elle me semblait offrir une solution qui, tout en ménageant la susceptibilité de votre pays, était compatible avec la dignité de la France. Mon opinion n'a pas changé. Je n'accepte donc pas d'ouvrir une négociation directe entre Paris et Berlin pendant que les plénipotentiaires d'Algésiras tiennent séance.

L'ambassadeur tire gravement quelques papiers de sa poche :

— La chancellerie impériale m'a fait parvenir trois notes sur la question du Maroc ; je voudrais vous les lire.

— Non, je n'accepte pas cette lecture. Votre gou-

vernement a voulu que la question du Maroc fût soumise à une conférence européenne : je ne reprendrai pas la discussion à deux.

Radolin proteste, avec un sursaut :

— Mais j'ai pour instruction de vous lire ces notes.

— Inutile ! ma réponse est définitive !

L'ambassadeur se lève alors dignement, affecte de sourire pour prendre congé, puis gagne la porte d'un air hautain, sombre et vexé.

En me racontant cette conversation, le ministre exhale une joie robuste et fière, la joie d'un lutteur qui vient d'asséner un bon coup.

Mercredi, 28 février 1906.

Jeudi dernier, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg s'est entretenu longuement avec Nicolas II. A propos de la question marocaine, ils ont parlé de l'empereur Guillaume, de son agitation malade, de sa vanité provocante, de ses continuels mensonges :

— Le prince de Bülow et le prince de Radolin, a dit Bompard, nous avaient transmis en son nom les assurances les plus favorables, les promesses les plus conciliantes. Il n'en a réalisé aucune. Sa parole n'a désormais pour nous aucune valeur.

Avec une libre franchise et d'un ton résolu, comme s'il tenait à soulager sa conscience, Nicolas II a repris :

— Je ne peux malheureusement que vous donner raison. A moi aussi, l'empereur Guillaume a protesté de ses intentions conciliantes pour votre pays. Quand nous nous sommes rencontrés sur nos yachts, à Björko, il m'a déclaré catégoriquement qu'il ne recherchait que de bons rapports avec la France ; il me l'a même écrit, depuis lors, un grand nombre de fois ; sa dernière lettre me l'affirmait encore... Non, vraiment, je ne comprends rien à son attitude actuelle qui est un démenti flagrant à toutes les assurances que j'ai reçues de lui.

Causant hier soir avec l'ambassadeur de Russie, Rouvier lui a rapporté ces paroles de Nicolas II. Après un instant de réflexion, le sage Nélidow a prononcé gravement :

— Je suis heureux, très heureux, des appréciations que Sa Majesté a formulées devant M. Bompard. Nous ne saurions trop nous défier de l'empereur Guillaume ; sa turbulence m'inquiète de plus en plus : il entraîne l'Allemagne dans une voie funeste... Si Dieu me prête vie quelques années encore, je crains d'assister à des événements terribles.

Vendredi, 3 août 1906.

Pendant que l'État-major de Berlin prémédite l'invasion de la Belgique pour écraser la France, l'État-major de Vienne prémédite l'invasion de la Serbie pour établir la domination de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule des Balkans.

Que la monarchie des Habsbourg ait conçu le rêve de s'ouvrir un jour la route de Salonique, on le sait depuis longtemps. Mais il semble que, depuis quelques mois, depuis que les malheurs de la Russie en Extrême-Orient la condamnent à une longue passivité en Europe, ce rêve s'affirme plus objectivement. C'est ainsi qu'on nous a plusieurs fois signalé des agents autrichiens explorant les abords septentrionaux de la Macédoine, le sandjak de Novi-Bazar, le massif montagneux de Kopaonik, les hautes vallées de l'Ibar et de la Morawa, toute la zone qu'une armée austro-hongroise aurait à franchir pour atteindre Uskub, le Vardar et la mer Égée.

Or, voici que l'on me communique une brochure anonyme, récemment publiée à Vienne, sous le titre : *Mazedonien. Eine militär-politische Studie*. D'après un renseignement digne de foi, l'auteur est un officier du Grand État-major ; il a servi de porte-parole à son chef, le général de Beck.

Toute l'étude s'inspire de l'idée que l'Autriche-Hongrie serait la maîtresse incontestée de la Macédoine, le jour où elle occuperait solidement le quadrilatère Mitrovitza,



PROJETS OFFENSIFS DE L'ÉTAT-MAJOR AUSTRO-HONGROIS
DANS LA PÉNINSULE BALKANIQUE

3 août 1906

Nisch, Kumanovo, Uskub. Pour atteindre à ce résultat 400 000 hommes seraient nécessaires, mais comment les concentrer là?

Les mauvais chemins qui traversent le sandjak de Novi-Bazar ne suffiraient certes pas à la concentration

d'une si forte armée. Quatre divisions tout au plus, 60 000 hommes environ, pourraient y passer. Encore ne devraient-elles traîner après elles que de l'artillerie de montagne et des convois légers.

Pour une armée autrichienne, destinée à opérer en Macédoine, le transit par le territoire serbe est donc une obligation stratégique.

Parvenue au confluent des deux Morawa, cette armée verrait, en effet, s'ouvrir devant elle quatre voies d'invasion :

1^o La route de Raska à Mitrovitza, par la vallée de l'Ibar ;

2^o La route de Nisch à Pristina, par Prokuplie ;

3^o La route de Leskovatz à Gilane, par Vrania ;

4^o Le chemin de fer de Nisch à Uskub, par Kumanovo.

Ces quatre voies assureraient amplement le passage et le ravitaillement des troupes.

L'auteur de la brochure conclut que l'ouverture du territoire serbe serait *le préliminaire indispensable* d'une intervention austro-hongroise dans la péninsule balkanique.

Mercredi, 12 septembre 1906.

Visite au général Brun, qui vient d'assister aux grandes manœuvres des 1^{er} et 2^e corps d'armée, dans la région de Senlis, Compiègne et Soissons.

Parmi les officiers étrangers invités à ces manœuvres, il y avait une mission anglaise et une mission belge. Le commandant de la mission anglaise était le lieutenant-général sir John French, commandant le camp d'Aldershot et secrètement désigné comme généralissime en cas de guerre ; il était accompagné du major-général Grierson, chef des opérations militaires au *War Office*. Le commandant de la mission belge était le général-major Ducarne, chef du corps d'état-major.

Du 6 au 9 septembre, le général Brun s'est plusieurs

fois entretenu avec les généraux French et Grierson, qui ont mis spontanément la conversation sur la coopération éventuelle des armées britanniques et françaises contre l'Allemagne :

— Nous ne doutons pas, lui ont-ils dit, que l'Allemagne commencera les hostilités par une puissante offensive en direction de Liège et Namur, pour atteindre la vallée de l'Oise et marcher droit sur Paris. Nous ne doutons pas non plus que, dans cette prévision, vous puissiez compter sur notre concours le plus rapide et le plus énergique...

D'après le général Grierson, l'effectif du corps expéditionnaire ne dépasserait pas 100 000 hommes, du moins au début. Selon les circonstances, l'atterrissage s'effectuerait soit à Anvers et Ostende, soit dans les ports français.

Le général Brun a fait valoir comme il serait préférable que l'atterrissage s'effectuât sur le littoral français, du Havre à Dunkerque.

Le général Grierson a paru très soucieux de savoir, dès maintenant, où s'opérerait la jonction du contingent anglais et des armées françaises :

— Quelle serait la place de nos troupes?... Sur l'Aisne, près de Vouziers?... Sur l'Oise, près d'Hirson?... Sur la Sambre, près d'Aulnoye?... Je ne vous cacherai pas que, pour notre opinion publique, il faudrait que, dès l'ouverture des hostilités, nous opérons sur le territoire belge ; car c'est principalement comme défenseurs et garants de la neutralité belge que nous interviendrions dans la guerre. Donc, à ne considérer que notre point de vue, je voudrais que, aussitôt débarquées, nos troupes aillent prendre position entre la Meuse et la Sambre, de Mézières à Hirson, ou mieux encore sur la Sambre même, de Maubeuge à Charleroi. De là elles se porteraient, en formation de combat, sur Namur et Dinant.

Le général Brun a répondu que, d'après le dispositif

de notre concentration, le contingent anglais prolongeait l'aile gauche de nos armées, sur les bords de l'Aisne, aux environs de Vouziers, mais que, si nous reconnaissons la nécessité d'opérer en Belgique, le contingent anglais serait le premier à y pénétrer.

D'autre part, le général Ducarne a confié au général Brun que, sur la demande du gouvernement britannique, il venait d'étudier les moyens de transporter par chemin de fer 100 000 Anglais, qui débarqueraient, soit dans les ports belges, soit dans les ports français, pour se concentrer au nord de la Sambre, entre Mons et Charleroi. Partant de cette base, ils iraient occuper le front Namur-Dinant, d'où ils marcheraient au-devant de l'ennemi, conjointement avec les armées françaises.

En terminant, le général Brun me dit :

— Les conversations, que je viens d'avoir, me semblent d'un très bon augure. Si elles se poursuivent dans le même esprit, notre position stratégique vis-à-vis de l'Allemagne sera grandement améliorée.

Je reprends :

— Ce qui m'intéresse le plus dans ces conversations, c'est que j'y retrouve le germe d'une idée que Delcassé m'a exposée bien souvent et que je crois fort juste : *Si l'Allemagne envahit la Belgique, c'est sur le territoire belge que la France et l'Angleterre devront défendre la neutralité belge.*

Jeudi, 29 novembre 1906.

A 9 heures du matin, Delcassé vient me faire visite :

— Je voudrais, me dit-il, contrôler auprès de vous ce qu'un de mes amis anglais, qui m'inspire toute confiance, vient de m'écrire à mots couverts ; il m'affirme que nos deux États-majors ont signé ou sont à la veille de signer une convention militaire, dont l'objet principal serait la protection du territoire belge contre une offensive allemande. Cette protection obligerait natu-

rellement les forces françaises et britanniques à pénétrer en Belgique dès l'ouverture des hostilités. C'est du moins ce que j'ai cru comprendre dans les termes un peu sibyllins dont se sert mon informateur de Londres... Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela?

Je lui expose le dernier état des conversations qui se poursuivent entre notre état-major et le *War Office*; j'insiste sur l'importance de la déclaration que le général Brun a reçue des généraux French et Grierson, pendant les manœuvres de Compiègne : *Il faudrait, pour notre opinion publique, que, dès l'ouverture des hostilités, nous opérions sur le territoire belge, car c'est principalement comme défenseurs et garants de la neutralité belge que nous interviendrions dans la guerre.*

— Voilà qui est parfait, s'écrie-t-il. Mais j'espère bien que les choses n'en resteront pas là et que, d'ici peu, une convention précise, formelle, impérative, comme la convention franco-russe, prescrira l'entrée simultanée des troupes françaises et anglaises en Belgique aussitôt que les avant-gardes ennemies auront passé la frontière belge.

Puis, nous parlons du grand discours que le prince de Bülow vient de prononcer devant le Reichstag. Delcassé me dit :

— Ce fourbe (car vous savez qu'à mes yeux Bülow n'est pas moins fourbe que son maître), ce fourbe a déployé toutes ses grâces pour dissiper les inquiétudes que la politique allemande fait planer sur l'Europe. Mais vous avez remarqué le ton comminatoire du couplet final? *L'Entente cordiale de la France et de l'Angleterre, sans de bonnes relations de ces puissances avec l'Allemagne, serait un péril pour la paix. Une politique, qui se proposerait d'encercler l'Allemagne afin de l'isoler et de la paralyser serait fort dangereuse...* En s'exprimant ainsi, Bülow ne semble pas se douter que, sans les provocations de la diplomatie allemande, sans la mégalomanie de Guillaume II, il n'y aurait pas d'*Entente cordiale*. Du

jour où l'Allemagne a voulu contrecarrer l'exécution d'un accord franco-anglais, un accord partiel qui ne la visait aucunement, elle a solidarisé l'Angleterre et la France dans toute leur politique générale. Si, comme je n'en doute plus, il y a bientôt une alliance franco-anglaise, c'est Bülow qui l'aura forgée de ses mains. Et c'est pour cela que cet imbécile de Guillaume l'a fait prince...

Il termine par ces mots :

— Plus que jamais, je crois que la politique du kaiser nous mène à une conflagration européenne.

Puis, à voix basse, mystérieusement, il ajoute :

— Je sais de bonne source que c'est aussi l'opinion d'Édouard VII.

— Ah !... Et cette opinion n'a pas été modifiée par l'entrevue de Kronberg (1) ?

— Non. A Kronberg, malgré la présence de Tschirsky et de Lascelles, on n'a échangé que des propos insignifiants sur la question d'Orient, le chemin de fer de Bagdad, etc... Au surplus, Édouard VII n'est resté que vingt-quatre heures à Kronberg. Et, dans ses conversations très courtes avec Guillaume II, il s'est strictement confiné sur le terrain des banalités... Ce qui rend notre ami Édouard si inquiet de l'avenir, c'est l'opinion qu'il s'est faite depuis longtemps sur le caractère de l'empereur. Il disait tout récemment à l'un de ses intimes, qui me l'a rapporté en confidence : *Par son incroyable vanité, mon neveu donne prise à toutes les flagorneries des nationalistes qui l'entourent et qui ne cessent de lui répéter qu'il est le plus grand souverain du monde, qu'il doit imposer au monde la suprématie de l'Allemagne, etc... Mais, comme il est encore plus capon que vaniteux, il tremblera devant ces flagorneurs, quand, sous la pression de*

(1) Le 15 août 1906, Édouard VII et Guillaume II se rencontrèrent au château de Friedrichshof, à Kronberg, près de Hombourg. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, sir Francis Lascelles, et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Tschirsky, accompagnaient leurs souverains.

l'État-major, ils le sommeront de tirer l'épée; il n'aura pas le courage de les mettre à la raison; il leur obéira piteusement. Ce n'est pas de sa propre initiative, ce n'est pas dans un élan belliqueux, c'est par faiblesse qu'il déchaînera la guerre.

Pour finir, Delcassé me parle de la Russie, dont il augure déjà le prompt relèvement :

— La révolution, me dit-il, est désormais conjurée; les partis anarchistes sont visiblement réduits à l'impuissance; tous les chefs ont été fusillés ou pendus; le courage et la poigne de Stolypine ont sauvé le tsarisme... D'autre part, la réforme agraire est bien vue des masses paysannes; l'industrie a repris toute son activité; les finances publiques s'améliorent. Vous verrez que, d'ici peu, notre alliée fera de nouveau grande figure en Europe.

Et comme j'essaie d'atténuer quelque peu l'optimisme de cette prédiction, il reprend aussitôt, gravement :

— Puissé-je ne pas me tromper, car il ne faudra certes pas moins qu'une intime coalition de la France, de la Russie et de l'Angleterre pour résister à l'agression formidable que nous préparent les Empires germaniques.

TABLE DES CARTES

	Pages.
THÉÂTRE DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE, 1904-1905....	23
LE PLAN SCHLIEFFEN, 25 avril 1904.....	72
ITINÉRAIRES PROPOSÉS A LA II ^e ESCADRE RUSSSE DE L'Océan PACIFIQUE, 24 septembre 1904.....	136
INCIDENT DU DOGGER-BANK, 21 octobre 1904.....	142
GUERRE RUSSO-JAPONAISE. — ITINÉRAIRE ADOPTÉ PAR L'ESCADRE RUSSE, 31 octobre 1904.....	152
BATAILLE DE TSOU-SHIMA, 27 mai 1905.....	335
PROJETS OFFENSIFS DE L'ÉTAT-MAJOR AUSTRO-HONGROIS DANS LA PÉNINSULE BALKANIQUE, 3 août 1906.....	432

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — LA QUESTION DE LA LANGUE	15
CHAPITRE II. — LA QUESTION DE LA LITTÉRATURE	35
CHAPITRE III. — LA QUESTION DE LA SCIENCE	55
CHAPITRE IV. — LA QUESTION DE LA MORALE	75
CHAPITRE V. — LA QUESTION DE LA POLITIQUE	95
CHAPITRE VI. — LA QUESTION DE LA RELIGION	115
CHAPITRE VII. — LA QUESTION DE LA PHILOSOPHIE	135
CHAPITRE VIII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	155
CHAPITRE IX. — LA QUESTION DE LA LOGIQUE	175
CHAPITRE X. — LA QUESTION DE LA PÉDAGOGIE	195
CHAPITRE XI. — LA QUESTION DE LA MÉDECINE	215
CHAPITRE XII. — LA QUESTION DE LA JURISPRUDENCE	235
CHAPITRE XIII. — LA QUESTION DE LA MÉTIÉRIQUE	255
CHAPITRE XIV. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	275
CHAPITRE XV. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	295
CHAPITRE XVI. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	315
CHAPITRE XVII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	335
CHAPITRE XVIII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	355
CHAPITRE XIX. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	375
CHAPITRE XX. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	395
CHAPITRE XXI. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	415
CHAPITRE XXII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	435
CHAPITRE XXIII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	455
CHAPITRE XXIV. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	475
CHAPITRE XXV. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	495
CHAPITRE XXVI. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	515
CHAPITRE XXVII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	535
CHAPITRE XXVIII. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	555
CHAPITRE XXIX. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	575
CHAPITRE XXX. — LA QUESTION DE LA MÉTAPHYSIQUE	595

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

1^{er} JANVIER - 5 FÉVRIER 1904

Perspectives que l'année 1904 ouvre dans l'esprit de Delcassé.

— Menace d'une guerre entre la Russie et le Japon. — Négociations de la France avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne.

— La question du Maroc. — Genèse du conflit russo-japonais; une camarilla belliqueuse à la cour de Russie; exécution secrète des préparatifs militaires; date fatidique du 7 février.

— Inquiétude que l'éventualité d'une guerre entre la Russie et le Japon cause à la finance française. — Le grand-duc Paul et son épouse morganatique Mme Olga-Valérianowna. —

Rôle de l'empereur Nicolas dans la crise actuelle; faiblesse et timidité. — L'aventurier Bézobrazow; les forêts du Yalou.

— Sentiments de Delcassé pour l'Angleterre; son rêve d'une alliance franco-anglaise, qui se conjuguerait avec l'alliance franco-russe. — Confiance étrange d'un diplomate allemand.

— Paroles non moins étranges de Guillaume II au roi des Belges I

CHAPITRE II

6 FÉVRIER - 7 AVRIL 1904

Rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon.

— Brusque offensive de l'escadre japonaise à Port-Arthur et Tchémoulpo. — Émotion que suscite en France l'ouverture des hostilités. — Notre alliance avec la Russie ne risque-t-elle

pas de nous impliquer dans la guerre? — L'empereur Guillaume est le démon tentateur qui a poussé Nicolas II à la

conquête de la Mandchourie et de la Corée. — Immixtion personnelle du kaiser dans la politique étrangère de l'Allemagne; le véritable inspirateur de cette politique : « l'Éminence grise » de la Wilhelmstrasse, le baron de Holstein. — Prochaine visite du président de la République à Rome. — Longue et tenace opposition du président Loubet à cette visite, car il ne doute pas qu'elle entraîne la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège. — Delcassé fait prévaloir son opinion : « L'alliance de l'Italie vaut bien les risques d'une rupture avec le Vatican. » — Croisière de l'empereur Guillaume dans la Méditerranée; il rencontre le roi Victor-Emmanuel à Naples. — Delcassé traverse une crise morale; il pense même à quitter le pouvoir. — Difficultés croissantes de sa tâche; désaccord entre sa politique nationale et la politique sectaire du cabinet Combes. — Objet que poursuit l'empereur Guillaume dans sa croisière méditerranéenne : « Je sens que Delcassé est en train de me débaucher l'Italie... » — Comment Bismarck eût agi dans les circonstances actuelles 21

CHAPITRE III

8 AVRIL - 2 MAI 1904

Signature de l'accord franco-anglais. — Cet accord n'est pas seulement une liquidation du passé : il ouvre une ère nouvelle dans les rapports des deux pays. — Forte impression qu'il produit en Allemagne. — Activité dangereuse des anarchistes russes réfugiés à Paris. — Un apôtre de la foi révolutionnaire : Bourtzew. — Le président de la République et Delcassé partent pour Rome; accueil enthousiaste de la population romaine; cordialité des toasts officiels. — L'alliance franco-italienne est désormais possible. — Tandis que les cérémonies et les fêtes se déroulent à Rome, notre état-major connaît, par une trahison mystérieuse, le nouveau plan de concentration des armées allemandes contre la France. — Les révélations du *Vengeur* : programme d'une offensive débordante et foudroyante par la Belgique. — Aussitôt que le président de la République a quitté Rome, le Saint-Siège proteste contre « l'offense grave » que le président Loubet a portée au Souverain Pontife par sa visite au spoliateur de la papauté. — L'empereur Guillaume achève sa croisière méditerranéenne par un séjour à Venise. — Épisode sentimental; irritation des Vénitiens contre le kaiser. — Rentré en Allemagne, Guil-

laume II prononce, à Carlsruhe, un discours menaçant où il rappelle les défaites de la France en 1870. — Retour du président Loubet et de Delcassé à Paris. — La protestation du Saint-Siège n'émeut pas Delcassé, pour qui l'alliance franco-italienne est désormais « une certitude ». — Par contre, il considère comme des symptômes fort graves le discours de Carlsruhe et les révélations du *Vengeur*. — De passage à Paris le prince de Donnersmarck m'explique l'animosité de l'empereur Guillaume à l'égard de la France : « Il a les nerfs à vif. M. Delcassé fera bien d'être prudent. »..... 53

CHAPITRE IV

3 MAI - 24 JUIN 1904

La guerre d'Extrême-Orient débute mal pour les Russes. — Conflit de la France et du Saint-Siège. — Pie X adresse aux grandes puissances une protestation péremptoire contre la visite du président de la République à Rome. — Delcassé maintient énergiquement son point de vue : « Je ne sacrifierai pas les intérêts primordiaux de la France à l'utopie surannée du pouvoir temporel. » — Progrès de l'offensive japonaise en Mandchourie; blocus de Port-Arthur. — L'intimité nouvelle de la France avec l'Angleterre et l'Italie excite le dépit des nationalistes allemands, qui reprochent au chancelier comte de Bülow « l'imprévoyance et la maladresse de sa politique ». — La querelle de la France et de la papauté s'envenime brusquement : rappel de notre ambassadeur près le Saint-Siège. — Les Japonais poursuivent leurs succès en Mandchourie. — Pronostic sur la durée de la guerre. — Il est désormais visible que l'efficacité militaire de l'alliance franco-russe est paralysée pour longtemps. — La mégalomanie allemande s'affirme de jour en jour; mysticisme national; délire des grandeurs; prétentions à l'hégémonie du globe, au *Welt-haiserthum*. — Développement de notre activité marocaine. — Les banques françaises viennent au secours du Trésor chérifien. — Victoire des Japonais à Va-fang-ou. Il en résulte que Port-Arthur ne peut plus être débloqué. — Politique de l'Autriche-Hongrie en Europe. — Le rêve balkanique; la monarchie des Habsbourg est inféodée plus étroitement que jamais à l'empire des Hohenzollern 81

CHAPITRE V

25 JUIN - 5 AOUT 1904

Rencontre d'Édouard VII et de Guillaume II, aux régates de Kiel. — Un déjeuner historique : « Le déjeuner du Maroc » au Quai d'Orsay. — Nouveaux échecs des Russes en Mandchourie. — Apreté croissante de la querelle entre la France et le Saint-Siège. — Pronostics sur l'évolution de l'entente franco-anglaise : « La rivalité anglo-allemande et l'hostilité franco-allemande sont désormais soudées l'une à l'autre; logiquement, leur convergence doit aboutir à la guerre ». — Édouard VII raconte à notre ambassadeur, Paul Cambon, ses entretiens avec Guillaume II. Le kaiser voudrait venir officiellement à Paris; opinion de Delcassé sur cette idée. — Entre la France et le Saint-Siège les rapports se tendent à l'extrême; ultimatum du gouvernement français. — En Russie, la « série rouge » continue. — Assassinat du ministre de l'Intérieur, Plehve. — Le terroriste Bourtzew et l'*Organisation de combat*. — Un document inédit sur les préambules de l'alliance franco-russe. — Le gouvernement de la République prononce la rupture de ses relations avec le Saint-Siège..... 105

CHAPITRE VI

6 AOUT - 14 OCTOBRE 1904

Les principes directeurs de la stratégie allemande; leur concordance avec les révélations du *Vengeur*. — L'Espagne et la question du Maroc : les mirages d'un rêve historique. — L'impératrice Alexandra-Féodorowna met au monde un fils. — Allégresse nationale, mais de courte durée. — Les escadres de Port-Arthur et de Wladivostok sont détruites; les Japonais ont dorénavant la maîtrise absolue de la mer. — Négociation avec le cabinet de Madrid au sujet du Maroc. — Idée-mattresse de Delcassé : « L'amitié de l'Espagne est indispensable au développement de notre politique méditerranéenne. » — Grave défaite des Russes à Liao-yang; leur retraite sur Moukden. — L'empereur Nicolas veut tenter un suprême effort pour reconquérir, en Extrême-Orient, l'hégémonie de la mer : il décide l'envoi d'une nouvelle flotte, sous le commandement de l'amiral Rodjestvensky. — Programme de

navigation; un parcours de 34 000 kilomètres; difficultés nautiques. — L'ambassadeur de Russie, Nélidow, expose à Delcassé que, sans l'aide clandestine des autorités françaises, la flotte ne pourrait arriver à destination : « Cette grande aventure est notre dernière chance de salut... » — L'assistance qui nous est demandée est incompatible avec les devoirs que la neutralité nous impose. — Delcassé y consent néanmoins, en me chargeant de toutes les mesures pratiques; un officier du ministère de la Marine m'est adjoint pour cette tâche occulte. — Négociations avec le cabinet de Madrid au sujet du Maroc. — Avantages importants que Delcassé accorde à l'Espagne « pour qu'elle ne devienne pas l'instrument et le champion de l'Allemagne au Maroc »..... 121

CHAPITRE VII

15 OCTOBRE - 9 NOVEMBRE 1904

L'*Armada* russe, « 11^e escadre de l'Océan Pacifique », forte de trente-deux navires, appareille à Libau. — Sombres pressentiments des officiers : « Nous sommes voués au sacrifice. » — En traversant la Mer du Nord, l'escadre russe rencontre, sur le Dogger-Bank, un groupe de chalutiers anglais; croyant y reconnaître une embuscade de torpilleurs japonais, elle les canonne. — Violente émotion que cette canonnade provoque dans toute l'Angleterre; subite exaspération du sentiment national. — Entre Saint-Pétersbourg et Londres, la controverse diplomatique s'aggrave d'heure en heure. — L'Amirauté britannique prend ses dispositions de guerre. — Vigoureuse intervention de Delcassé pour amener une détente. — Séance pathétique au Palais-Bourbon, où un député nationaliste révèle, pièces en main, que la franc-maçonnerie a organisé, au ministère de la Guerre, un service d'espionnage contre nos officiers. — Comme au temps de l'affaire Dreyfus, notre armée est de nouveau divisée contre elle-même. — Par l'entremise de Delcassé, la dispute anglo-russe tend à s'apaiser. — Itinéraire adopté par l'amiral Rojdestvensky : la côte occidentale d'Afrique, Madagascar, l'Océan Indien, l'Annam; inconvénients de cette route au point de vue de la neutralité française. — Relations personnelles de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas. — Un aveu spontané du kaiser : « Il faut isoler la France, la laisser cuire dans son jus... » — État moral de l'armée française. — Le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, formule des prévisions inquiétantes sur

le maintien de la paix générale : — L'empereur Guillaume poursuit son travail secret de captation auprès du tsar pour le détacher de la France et l'irriter contre l'Angleterre. — Par une confidence du grand-duc Paul, j'apprends que l'empereur Guillaume a écrit tout récemment à l'empereur Nicolas : « Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. *Et je forcerai la France à marcher avec nous.* » — Grave débat dans la conscience de Delcassé ; il s'épanche devant moi : « Vous ne supposez pas que j'admette un seul instant l'idée d'entrer dans la combinaison russo-germanique... Tant que le traité de Francfort n'aura pas été révisé, aucune collaboration intime n'est possible entre la France et l'Allemagne... » — Il m'envoie d'urgence à Londres pour mettre notre ambassadeur au courant de la situation et lui demander conseil. — Opinion de Paul Cambon : « C'est par une action simultanée à Saint-Petersbourg et à Londres que nous pourrions le mieux déjouer les manigances de l'empereur Guillaume... » Entretien de l'ambassadeur avec le secrétaire d'État au *Foreign Office*, lord Lansdowne ; ils s'accordent sur les moyens de contrecarrer la manœuvre allemande. — Delcassé approuve les conclusions que je lui rapporte de Londres ; ferme langage qu'il tient à l'ambassadeur de Russie..... 139

CHAPITRE VIII

10 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE 1904

Protestation du gouvernement japonais contre les facilités du ravitaillement que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky trouve dans les eaux françaises. — Discours de Delcassé à la Chambre ; tableau résumé de sa politique depuis six ans. — Préparatifs secrets de l'État-major allemand pour une offensive débordante par la Belgique ; le plan XV. — En Mandchourie, la suprématie militaire et navale du Japon s'affirme chaque jour davantage. — Le peuple russe en est cruellement humilié ; troubles séditieux dans tout l'Empire. — Polémiques des journaux français sur « la délation dans l'armée » ; le ministre de la Guerre, général André, couvert d'opprobre, est obligé de donner sa démission. — Entretien de notre ambassadeur à Londres avec le roi d'Angleterre. — Opinion d'Édouard VII sur la menace d'une guerre générale en Europe. — Correspondance personnelle de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas. — Une lettre énigmatique du kaiser ; justes pressentiments de Delcassé. — Conversation dans un parc

historique : l'avenir des Habsbourg. — Renseignements directs sur les passions révolutionnaires qui fermentent au sein du peuple russe. — Évocation prophétique de Pougatchew. — Mon opinion sur Delcassé ; quelques traits de sa figure morale. — Conjectures du général Pendézec sur le développement d'une offensive allemande par la Belgique. — Les socialistes et la thèse de « la paix à tout prix ». Gambetta et « la justice immanente ». — Comment Delcassé conçoit que l'Alsace et la Lorraine puissent nous revenir autrement que par une guerre : « Le dynamisme de nos alliances. » — Discours du chancelier allemand, comte de Bülow, devant le Reichstag : « Je ne peux concevoir que l'idée d'une guerre anglo-allemande soit envisagée, avec sérieux, dans l'un ou l'autre pays. » — Discours de Delcassé devant le Sénat : « L'Angleterre ne voit plus dans notre pays, allié fidèle de la Russie, qu'un artisan éprouvé de la paix générale. » — Le comte de Bülow reprend la parole devant le Reichstag, mais pour y tenir un langage beaucoup moins placide : « Je manquerais à mon devoir, si je fermais les yeux aux courants souterrains qui poussent l'Europe à des complications guerrières. » 173

CHAPITRE IX

18 DÉCEMBRE - 11 JANVIER 1905

Un accroc dans notre politique marocaine : le sultan Moulay Abd-el-Aziz congédie notre mission militaire. — La Commission internationale d'enquête, appelée à statuer sur l'affaire du Dogger-Bank, tient sa première séance au Quai d'Orsay ; travail dans la coulisse. — Sur quels renseignements l'amiral Rojdestvensky se fondait-il pour reconnaître, dans les chalutiers du Dogger-Bank, une embuscade de torpilleurs japonais ? Une ténébreuse machination de la police russe. — Delcassé est obligé d'accentuer encore sa nouvelle tactique de prudence et de temporisation au Maroc ; avis contraire de notre ambassadeur à Londres. — L'escadre russe arrive à Madagascar, où elle compte faire « une longue, très longue station ». Représailles auxquelles notre complaisance pour cette escadre nous expose de la part du Japon. — Irritation que l'entente franco-espagnole cause à Berlin. — Le baron de Holstein, « l'Éminence grise » de la Wilhelmstrasse, excite contre nous le chancelier de l'Empire : « l'Allemagne ne doit pas tolérer plus longtemps les insolences de M. Delcassé. » — Meilleures nouvelles du Maroc : le sultan Moulay Abd-el-Aziz

consent au maintien de notre mission militaire. — Capitulation de Port-Arthur. — L'escadre de l'amiral Rojdestvensky va-t-elle néanmoins continuer sa route? La marche « au suicide »... — Delcassé craint de recevoir un ultimatum du Japon. — Notre ministre à Tanger, Saint-René Taillandier part pour Fez, où il va délibérer avec le Maghzen sur les réformes qui s'imposent à l'Empire chérifien..... 203

CHAPITRE X

12 JANVIER - 9 FÉVRIER 1905

Malgré la capitulation de Port-Arthur, l'empereur Nicolas est plus résolu que jamais à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. — Les scandales de la délation militaire obligent le cabinet Combes à se retirer. — A Saint-Petersbourg, la solennité religieuse de l'Épiphanie est marquée par un attentat contre le Palais d'Hiver. Le lendemain, grève générale; symptômes alarmants; le prêtre Gaponc. — Appel direct des ouvriers à l'empereur. — La journée tragique du 22 janvier. — Appréciation du grand-duc Paul sur cette journée : « Le sang a coulé à flots. C'est impardonnable autant qu'irréparable... » — Constitution du nouveau cabinet. Le ministre des Finances, Maurice Rouvier, assume la présidence du Conseil; Delcassé garde son portefeuille. — Le lord civil de l'Amirauté britannique prononce devant ses électeurs un discours qui déchaîne les colères du peuple allemand : « La Grande-Bretagne doit tenir les yeux bien ouverts du côté de la Mer du Nord... » — L'empire colonial de la France; limites que Delcassé lui assigne..... 221

CHAPITRE XI

10 FÉVRIER - 16 MARS 1905

L'Allemagne se prépare à contrecarrer notre action au Maroc, sous le prétexte que le gouvernement de la République l'a tenue en dehors de ses négociations avec l'Angleterre et l'Espagne. — La Commission internationale d'enquête sur l'affaire du Dogger-Bank tient sa première séance au Quai d'Orsay; contraste symbolique des agents russes et anglais. — Scène orageuse de l'empereur Guillaume à l'ambassadeur britannique. — Effroi qu'inspire au kaiser la perspective d'un conflit naval entre l'Allemagne et l'Angleterre. — Assassinat du grand-duc

Serge, gouverneur général de Moscou. — La presse allemande exploite la question marocaine contre la France. — Notre chef d'état-major me confie ses inquiétudes : précisions nouvelles sur le plan d'une invasion allemande par la Belgique. — La Commission internationale d'enquête rend son verdict sur l'affaire du Dogger-Bank ; elle donne aux deux parties en cause une demi-satisfaction. — A Fez, les négociations traînent en longueur. — Une grande bataille s'engage devant Moukden : 700 000 hommes en présence. L'armée russe paraît avoir déjà perdu sa liberté de manœuvre. — Arrivé de Saint-Petersbourg, le grand-duc Paul me raconte ses entretiens avec l'empereur : « Il m'a parlé de la guerre avec une effrayante sérénité ; notre victoire finale ne lui inspire pas le moindre doute... » Par contre, l'impératrice douairière, Marie-Féodorowna, déplore l'aveuglement de son fils : elle voudrait que Delcassé lui offrît sa médiation pour la paix. — Répugnance de Delcassé à cette médiation ; il me charge néanmoins de lui préparer le texte d'une lettre qu'il pourrait écrire à l'empereur Nicolas pour lui conseiller de mettre fin aux hostilités. — Victoire éclatante des Japonais à Moukden ; retraite précipitée des Russes, qui ont définitivement perdu la partie en Extrême-Orient. — Après une longue hésitation, Delcassé se refuse à intervenir auprès du tsar pour lui suggérer de faire la paix : « Je ne sens pas la manœuvre. »..... 237

CHAPITRE XII

17 MARS - 21 AVRIL 1905

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky, forte de quarante-huit navires, s'éloigne de Madagascar pour se rendre, par le Détroit de Malacca, dans les mers de Chine. — La presse allemande voit, dans le désastre des Russes à Moukden, « le glas de l'alliance franco-russe ». — La Chambre des députés ouvre le débat sur la séparation de l'Église et de l'État ; immense portée de cette controverse. — Visite prochaine d'une escadre anglaise à Brest ; le gouvernement britannique souhaite qu'une escadre française vienne à Portsmouth pendant la présence du roi Édouard aux régates de Cowes. — L'empereur Guillaume, qui va entreprendre une croisière dans la Méditerranée, nous communique son intention de faire escale à Tanger. — Les pangermanistes menacent la France. — Les Marocains voient, dans la visite du kaiser, l'arrivée du Sauveur. — Les

bas-fonds d'une grande alliance historique : la négociation des emprunts russes en France. — Progrès du mouvement révolutionnaire en Russie; les péripéties dramatiques des complots terroristes passionnent l'imagination russe. — Discours très sage de Delcassé au Sénat. — Le *Hamburg*, portant à bord l'empereur Guillaume, mouille devant Tanger. — Pour un motif inconnu, le kaiser écourte sa visite, en se dérobant aux fêtes préparées par le Maghzen. — Recevant le chargé d'affaires de France, il lui déclare emphatiquement sa « résolution de faire respecter les intérêts du commerce allemand au Maroc ». — Cette visite cause à Paris une inquiétude extrême; sang-froid de Delcassé. — Renseignements rétrospectifs sur l'escale du *Hamburg* à Tanger : pourquoi la visite impériale fut écourtée. — Une parole d'Édonard VII au président de la République : « L'attitude de mon neveu est inqualifiable; il ne sait ni ce qu'il fait ni ce qu'il veut... » — Après une traversée de vingt et un jours dans l'Océan Indien, l'escadre de l'amiral Rojdestvensky va relâcher sur les côtes de l'Annam. — Le gouvernement de la République peut-il, sans une violation flagrante de la neutralité, continuer d'accueillir l'escadre russe dans les eaux françaises, puisque désormais le théâtre de la guerre est tout proche? Angoissant dilemme que se pose Delcassé. — Entre la France et l'Allemagne, les rapports deviennent chaque jour plus acrimonieux. — Cédant aux vives instances du président du Conseil, Delcassé se décide à parler du Maroc avec le prince de Radolin. — Au Palais-Bourbon, Jaurès et les socialistes attaquent vigoureusement Delcassé pour sa politique marocaine. — La Chambre fait aux déclarations du ministre un accueil glacial. — L'escadre russe vient atterrir à Kam-ranh, sur la côte de l'Annam. — Énergique protestation du gouvernement japonais. — Nous intimons à l'amiral Rojdestvensky l'ordre de quitter les eaux françaises; collusion par réticence. — La position parlementaire de Delcassé devient presque intenable : il se résout à donner sa démission..... 265

CHAPITRE XIII

22 AVRIL - 29 MAI 1905

Sur les vives instances du président de la République et du président du Conseil, Delcassé consent à retirer sa démission. — Il m'envoie aussitôt à Berlin pour que j'examine la situation

avec notre ambassadeur Bihourd ; je pars le soir même. — Réflexions pendant le voyage ; prospérité frappante de l'Allemagne. — Dépression de notre ambassadeur ; souvenirs de juillet 1870. — Opinion des attachés militaire et naval : « L'Allemagne ne cherche pas la guerre ; mais elle n'hésitera pas à la faire, si elle ne voit pas d'autre moyen de sauvegarder ses intérêts au Maroc ; l'intervention même de l'Angleterre ne l'arrêtera pas... » — Conclusions que je rapporte à Delcassé, qui les désapprouve. — Le gouvernement britannique, estimant « déraisonnable » la politique de l'Allemagne, promet au gouvernement français son ferme appui. — Conversation du président du Conseil, Rouvier, avec l'ambassadeur d'Allemagne. — Notre service cryptographique nous livre le secret de cette conversation : « Le président du Conseil, qui a une vive admiration pour l'empereur Guillaume, laisserait très volontiers tomber M. Delcassé. » — Indignation de Delcassé, quand il apprend la félonie de Rouvier. — Mauvaises nouvelles de Fez. — A l'instigation de l'Allemagne, le sultan veut soumettre à une conférence européenne les engagements que nous lui demandons de souscrire pour l'exécution des réformes. — Édouard VII traverse Paris ; ses entretiens avec Delcassé. — Examen général de notre situation militaire vis-à-vis de l'Allemagne ; pessimisme de notre chef d'état-major. — Un émissaire allemand à Paris, le prince de Donnersmarck ; désinvolture de son langage : « Notre différend actuel dépasse de beaucoup le Maroc... A aucun prix nous n'admettrons l'alliance franco-anglaise... » L'empereur Guillaume nous laisse le choix entre « l'intimité ou la guerre. » — Delcassé voit dans ces propos la pleine justification de sa politique : « Aucune intimité n'est possible entre la France et l'Allemagne tant que le fossé de l'Alsace-Lorraine séparera les deux pays. » — Sages conseils d'Édouard VII. — Perfide campagne que le président du Conseil mène contre Delcassé dans le Parlement. — Le jeune roi d'Espagne, Alphonse XIII, qui doit venir prochainement à Paris, signale à notre ambassadeur, Jules Cambon, l'activité que l'Allemagne déploie au renforcement de son outillage militaire. — A Fez, le sultan et ses ministres subissent de plus en plus l'influence allemande. — Après une longue et furieuse bataille devant l'île de Tsou-shima, l'escadre russe de l'amiral Rojdestvensky est totalement détruite par l'escadre japonaise de l'amiral Togo..... 299

CHAPITRE XIV

30 MAI - 6 JUIN 1905

Arrivée d'Alphonse XIII à Paris. — La foule, subitement séduite par la vive et loyale figure du jeune souverain, lui prodigue les ovations chaleureuses. — Notre ambassadeur à Londres nous apprend qu'il a reçu du secrétaire d'État, lord Lansdowne, une lettre invitant le gouvernement français « à discuter par avance avec le gouvernement britannique les diverses complications qui sont à craindre dans la période assez inquiétante que nous traversons ». Delcassé accepte aussitôt. — Cérémonies et galas en l'honneur d'Alphonse XIII. — Au sortir de l'Opéra, un anarchiste lance une bombe sur la voiture où se trouvent le roi d'Espagne et le président de la République, une quinzaine de blessés. — Grave échec de notre politique marocaine. — Le sultan Moulay Abd-el-Aziz, devenu l'instrument de l'Allemagne, nous déclare sa résolution de soumettre à l'examen des puissances tout le programme des réformes que nous lui avons suggérées. — Notre ambassadeur à Londres fait ressortir les graves conséquences qu'implique la récente proposition de lord Lansdowne; il estime que Delcassé ne doit pas prendre sur lui seul « de répondre à des ouvertures qui nous mèneront à une alliance »; la question ne peut être tranchée que par une délibération en Conseil des ministres. — A l'instant où le roi d'Espagne quitte Paris pour se rendre à Cherbourg, un télégramme de notre ambassadeur à Rome, Barrère, nous apporte un témoignage significatif de l'hostilité allemande. — Le président du Conseil, Rouvier, déclare au président de la République : « M. Delcassé nous mène à la guerre. Entre lui et moi il n'y a plus de collaboration possible... » — Les ministres tiennent conseil, au palais de l'Élysée; discussion émouvante. Le Conseil des ministres se prononce à l'unanimité contre Delcassé qui remet immédiatement sa démission au président de la République. — Mes adieux à Delcassé; noblesse de son attitude; appréhensions que lui cause l'avenir : « Les Allemands feront payer cher à M. Rouvier sa victoire d'aujourd'hui. »..... 339

CHAPITRE XV

7 JUIN - 8 JUILLET 1905

Le président du Conseil, Maurice Rouvier, prend l'intérim des Affaires étrangères. — Ma première conversation avec lui :

« Je ne resterai pas ici longtemps... deux ou trois semaines au plus. Dès que j'aurai détendu nos rapports avec l'Allemagne, je retournerai au ministère des Finances... » La presse allemande pousse des cris de triomphe. — A Paris, on commence à se demander « si le sacrifice de Delcassé va suffire à calmer le courroux de l'Allemagne ». — Rouvier ne veut, à aucun prix, de l'alliance anglaise. — Le chancelier du Reich, comte de Bülow, est créé « prince de Bülow ». — Les illusions de Rouvier sur l'esprit conciliant de l'Allemagne se dissipent brusquement ; le prince de Radolin lui tient un langage comminatoire. — Paul Cambon incite énergiquement Rouvier à repousser les prétentions allemandes. — Mission du général de Lacroix au mariage du kronprinz. — Paroles de l'empereur Guillaume sur la démission de Delcassé : « Croyez-moi, cette démission est un bonheur pour la France... M. Delcassé menait votre pays à une catastrophe... » — Dans la société parisienne, l'inquiétude s'accroît. — Le prince de Radolin me confie que ses dernières conversations avec Rouvier le désespèrent : « Il faut absolument qu'une ère nouvelle commence pour les rapports franco-allemands. Sinon, où allons-nous ? » — Pour la première fois dans leur histoire, les États-Unis d'Amérique semblent s'intéresser aux affaires d'Europe. — Cédant à une sollicitation de l'empereur Guillaume, le président Roosevelt examine ce qu'il pourrait faire pour apaiser la querelle franco-allemande. — La chancellerie de Berlin exige en termes impérieux notre acceptation d'une conférence européenne. — Angoisse de Rouvier ; il me demande une note sur les mesures qu'il y aurait à prendre si, brusquement, l'attitude belliqueuse de l'Allemagne précipitait le conflit. — Le président Roosevelt nous conseille d'accorder quelque satisfaction « à l'incommensurable vanité de l'empereur Guillaume ». — L'esprit national se réveille en France. — Un article courageux de Clemenceau. — S'affirmant de plus en plus dans son rôle d'arbitre mondial, le président Roosevelt offre à la Russie et au Japon ses bons offices pour mettre fin aux hostilités. — Rouvier réclame de l'empereur Nicolas une intervention personnelle auprès de l'empereur Guillaume en faveur de la cause française. — Je fais visite à Delcassé. Comment il juge la situation actuelle : nécessité de l'alliance anglaise. — Devant l'attitude menaçante de l'Allemagne, notre esprit national se raffermir de jour en jour. — L'avenir de l'Europe ; un clairvoyant pronostic : « Le Reich des Hohenzollern évolue manifestement vers son déclin... Vous verrez sans doute la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France. » — Une céré-

monie funèbre amène à Paris un détachement de marins américains ; spectacle suggestif. — Après un mois de négociation, l'accord franco-allemand est signé. Le gouvernement de la République accepte la conférence européenne ; le gouvernement impérial reconnaît les intérêts spéciaux de la France au Maroc..... 353

ÉPILOGUE

9 JUILLET 1905 - 29 NOVEMBRE 1906

Devant recevoir bientôt Alphonse XIII à Berlin, Guillaume II insiste pour le faire participer à la commémoration de Sedan. — L'accord, que la France et l'Allemagne viennent de conclure, ne résout rien ; ce n'est pas un arrangement, c'est une trêve. — Amère déception de Rouvier ; les méthodes brutales de la diplomatie allemande l'ont presque entièrement converti aux idées de son prédécesseur. — Les gouvernements russe et japonais ouvrent des négociations de paix en Amérique, sous les auspices du président Roosevelt. — Aggravation des troubles révolutionnaires en Russie. — L'empereur Guillaume et l'empereur Nicolas se rencontrent sur la côte de Finlande, à Björko ; mystérieuse conférence des deux souverains ; commentaires apocalyptiques du gouvernement russe. — Visite d'une escadre française à Portsmouth. — Magnifique réception par le roi Édouard et la Cité de Londres ; banquet de Westminster Hall ; important discours du Premier ministre, Arthur Balfour : « Ce jour est un de ceux dans lesquels une grande nation ne parle que d'une seule voix... » — Nulle amélioration dans nos rapports avec l'Allemagne, qui ne cesse pas de nous tracasser au Maroc. — J'étudie avec notre nouveau chef d'état-major, le général Brun, les modalités pratiques d'une alliance anglaise. — D'après des informations récentes, l'État-major allemand se disposerait à nous attaquer simultanément par la Belgique et par la Suisse. — Sous la pression impérieuse du président Roosevelt, la Russie et le Japon signent la paix. — Le règlement du conflit russo-japonais en Asie rend désormais possible un rapprochement, sinon même une collaboration de la Russie et de l'Angleterre en Europe : « L'alliance de l'ours et de la baleine. » Delcassé avait déjà planté quelques jalons pour cette alliance ; Rouvier consent à reprendre le travail. — Le mystère de Björko s'éclaircit un peu ; l'ambassadeur de Russie, Nélidow, demande à Rouvier s'il n'accepterait pas d'envisager un groupement nouveau des puissances

européennes, par exemple une triple alliance de la Russie, de la France et de l'Allemagne; refus péremptoire de Rouvier. — Entre Berlin et Paris, l'accord est fait sur le programme de la conférence internationale qui doit se réunir prochainement à Algésiras pour résoudre la question du Maroc. — Encore une manifestation belliqueuse de Guillaume II : « Hourrah pour la poudre sèche et les sabres bien aiguisés ! » — Le prince de Radolin me confie son inquiétude : « Nos affaires ne s'arrangent pas ; je ne sais où nous allons !... » — Forte et fière déclaration de Rouvier devant la Chambre : « La voix de la France. » Ovation à Delcassé. — Voyage d'Alphonse XIII à Berlin. — Ouvertures étranges de Guillaume II pour s'assurer le concours de l'armée espagnole dans le cas d'une guerre franco-allemande. Notre ambassadeur à Londres communique ces ouvertures à Édouard VII. — Rouvier considère que l'alliance anglaise nous est désormais indispensable, qu'elle est devenue pour nous « une nécessité nationale » ; il ordonne la reprise des pourparlers secrets entre Paris et Londres pour la conclusion d'une alliance militaire et navale. — La conférence d'Algésiras tient sa séance inaugurale ; l'Allemagne n'y apporte aucun désir d'accommodement. — La fête anniversaire de l'empereur Guillaume offre au peuple allemand l'occasion de manifester une fois de plus l'infatuation de son nationalisme. — L'empereur Nicolas déclare à notre ambassadeur qu'il ne comprend plus rien à la conduite du kaiser : « Son attitude actuelle est un démenti flagrant à toutes les assurances que j'ai reçues de lui. » — Préparatifs de l'État-major austro-hongrois contre la Serbie. — Conversations des États-majors français et anglais sur l'éventualité d'une offensive à travers la Belgique : « C'est sur le territoire belge que la France et l'Angleterre devront défendre la neutralité belge. » — Opinion d'Édouard VII sur le caractère de Guillaume II ; inquiétantes conclusions qu'il en tire. — Parole fatidique de Delcassé : « Plus que jamais, je crois que la politique du kaiser nous mène à une conflagration européenne. »..... 383

TABLE DES CARTES.....	439
-----------------------	-----





32302/

2